LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°5** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

12e séance mardi 8 décembre 2009

Visite officielle du Bureau de la Chambre des Députés à Lisbonne

Le Président de la Chambre et son homologue portugais, M. Jaime Gama.

Le 11 janvier 2010, le nouveau Bureau de la Chambre des Députés a été reçu au Portugal, à Lisbonne, pour sa première visite officielle à l'étranger. Le Président, M. Laurent Mosar ainsi que les membres participants du Bureau, MM. Lucien Lux, Xavier Bettel et François Bausch y ont rencontré une délégation du Bureau du Parlement portugais.

L'échange a porté essentiellement sur des questions européennes. Selon l'avis du Président de l'Assemblée de la République du Portugal, M. Jaime Gama, une simple modification des procédures - telle que prévue par le Traité de Lisbonne - ne suffira pas: Il faudra changer les mentalités pour avancer! Par ailleurs, M. Gama plaide pour une meilleure collaboration des parlements nationaux des pays de l'UE et de leurs présidents.

La délégation luxembourgeoise a également été reçue par le Ministre des Affaires étrangères, M. Luís Filipe Marques Amado. Ce dernier s'est félicité des excellentes relations bilatérales entre le Portugal et le Grand-Duché, tout en soulignant que les relations commerciales pourraient être approfondies.

M. Laurent Mosar reçu par le Président de la République portugaise, M. Aníbal Cavaco Silva.

Finalement, une rencontre du Président de la Chambre luxembourgeoise avec le Président de la République portugaise, M. Aníbal Cavaco Silva a clôturé la partie officielle de cette visite.

Réception de Nouvel An à la Chambre

2010: année de grands défis

Le Secrétaire général, M. Claude Frieseisen a présenté les voeux du personnel au Président et aux Membres du Bureau de la Chambre des Députés, a dressé un bilan des travaux de l'administration et a jeté un regard sur les perspectives de l'avenir. (de gauche à droite) M. Claude Frieseisen, M. Laurent Mosar, M. Jean-Louis Schiltz, M. Lucien Lux, M. Xavier Bettel et M. François Bausch.

La Chambre des Députés devra s'impliquer dans les procédures d'élaboration de mesures anti-crise et accompagner les travaux de la tripartite: c'est un des principaux défis soulevés par le Président de la Chambre, M. Laurent Mosar, le 6 janvier, lors de son discours de Nouvel An devant les membres du personnel, le Bureau de la Chambre et la presse parlementaire. Les modalités de cet engagement seraient encore à définir.

Un souci majeur du Président est d'assurer la transparence du processus décisionnel et de bien communiquer le travail de la Chambre au grand public. C'est ainsi qu'il s'est montré satisfait du fait qu'au futur les rapports des réunions en commission parlementaire seront publiés. En même temps, il a remercié le groupe politique «déi gréng» pour la cession de l'adresse Internet «www.chamber.lu» au Parlement.

Les commissions parlementaires continueront à siéger à huis clos, à l'exception des auditions qui pourront, comme par le passé, être publiques. La retransmission de certaines réunions en commission par Chamber TV sera possible, après aménagement du Règlement intérieur.

La Chambre des Députés - autre défi - est appelée à s'investir davantage dans les procédures européennes. Le Traité de Lisbonne permet aux parlements nationaux d'intervenir lorsqu'ils estiment que le principe de subsidiarité n'est pas respecté.

Finalement, M. Mosar a indiqué que des contacts informels ont eu lieu en vue de l'acquisition par la Chambre de l'îlot de bâtiments de la Dresdner Bank. S'agissant de 11.000 m², il s'agira de vérifier si le Gouvernement pourrait s'associer à l'achat et aussi de négocier le prix.

Une audience attentive: les membres du personnel de la Chambre des Députés.

Conférence de Copenhague sur le changement climatique

Une délégation de la Chambre des Députés a assisté à la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique, qui s'est tenue du 7 au 18 décembre 2009 à Copenhague. La délégation parlementaire, présente du 13 au 18 décembre, était composée de MM. Eugène Berger, Fernand Boden, Camille Gira, Roger Negri et Marcel Oberweis.

Dans le cadre de cette conférence, elle a également assisté, en date du 16 décembre 2009, à une réunion parlementaire organisée conjointement par l'Union interparlementaire et le Folketing danois.

La Conférence de Copenhague, qui avait suscité tant d'espoir dans le monde entier, a finalement débouché sur un accord minimaliste. Ce n'est pour le moment qu'une déclaration d'intention, non contraignante et qui ne contient ni des objectifs précis de réduction des émissions de CO_2, ni de mécanisme de suivi ou de monitoring. La plupart des observateurs se sont donc déclarés déçus des résultats de la conférence, alors que les attentes initiales étaient si ambitieuses.

L'accord de Copenhague se borne en effet à fixer l'objectif de limiter l'augmentation de la température planétaire à 2° Celsius par rapport aux niveaux préindustriels et à prévoir des investissements à court terme de 30 milliards de dollars annuels afin d'aider les pays les plus vulnérables à s'adapter à l'impact du réchauffement climatique.

Les points positifs de l'accord sont la reconnaissance que plus de 100 milliards d'euros seront nécessaires à partir de 2020 dans la lutte contre le changement climatique, de même que la création d'un fonds spécial pour le climat chargé de gérer les sommes investies.

Sur le plan national, il s'agira maintenant de se fixer des objectifs, notamment en matière d'aide aux pays les plus pauvres et en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. La Chambre des Députés se verra ainsi impliquée dans le pacte national pour le climat et le développement durable. Ce pacte est un ensemble de mesures politiques, de débats ou d'événements, qui permettra de définir la politique nationale contre le changement climatique et pour le développement durable, avec des objectifs à moyen et à long terme.

La démarche fixée par le Gouvernement, qui se veut globale, inclura des débats multipartites avec tous les acteurs concernés. Ce pacte est présenté en janvier 2010 au Conseil de Gouvernement et, d'après l'agenda fixé, sera débattu en automne 2010 à la Chambre des Députés.

La Chambre des Députés était représentée à Copenhague par MM. Roger Negri, Camille Gira, Fernand Boden, Marcel Oberweis et Eugène Berger.

DANS CE NUMÉRO

- Budget 2010
  Débat p. 141
- Rapport d'activité 2008-2009 p. R1

Sommaire de la séance publique N°12 p. 158
Sommaire des questions parlementaires p. Q57

Les députés reçus par «Objectif Plein Emploi»…

Le Président de la Chambre, M. Laurent Mosar et des membres de la Commission du Travail et de l'Emploi ont visité en date du vendredi, 8 janvier 2010 les infrastructures de l'organisme «Objectif Plein Emploi» dans le sud du pays. «Objectif Plein Emploi» travaille notamment dans le domaine de la création d'emplois, de la formation et de la réinsertion de chômeurs de longue durée sur le marché du travail.

Au cours de la matinée, les députés ont visité les installations de différents projets des Centres d'Initiative et de Gestion Locaux (CIGL) à Sanem et à Esch-sur-Alzette et du CIGS Archipel. Ils ont notamment pu s'informer sur le projet «Vël'OK» et l'«Internetstuff» à Esch, la cour de l'école d'Ehlerange, aménagée en collaboration avec les enfants, le site «Gewännchen» à Sanem et les projets liés à la créativité artistique et culturelle comme «Île aux clowns», «Sentiers Rouges», «Konschtkëscht», «Kalendula-jardin solidaire» et «Go4Lunch».

Le projet solidaire «Vël'OK» de l'OPE fut expliqué aux parlementaires.

«Objectif Plein Emploi» (OPE) a été fondé en 1999 et s'engage dans le système de l'économie solidaire. Le réseau est organisé en 30 Centres d'Initiative et de Gestion (CIG). Il dispose d'un budget annuel de 28 millions d'euros, de 850 employés et de 400 bénévoles. Le but du réseau «OPE» est de favoriser la cohésion sociale, la mise en œuvre d'un développement local durable et de créer ainsi des emplois.

… et par le «Forum pour l'emploi»

Les députés se sont intéressés au Bummelbus, une des activités du FPE.

Le «Forum pour l'emploi» concentre ses activités dans le nord et l'ouest du Grand-Duché. Il s'est donné pour première mission la réinsertion sur le marché de l'emploi de chômeurs.

L'employabilité des demandeurs d'emploi est améliorée à travers des formations techniques et professionnelles, des conseils et un accompagnement personnalisé.

Les députés ont notamment pu s'informer sur les activités de «Haushëllef» (buanderie, nettoyage, lavage, repassage), du «Bummelbus» (28 bus circulant dans 26 communes), de l'«Internetstuff» et de «Holzfrënn» (travaux de menuiserie, restauration de mobilier).

Le «Forum pour l'Emploi» a été créé en 1998 dans le cadre du Plan d'Action National pour l'Emploi (PAN). 650 personnes ont pu retrouver un emploi suite à leur passage au FPE. Les activités du Forum sont financées avec des fonds nationaux et européens. Les partenaires de chaque projet (ministères, communes, syndicats intercommunaux, syndicats d'initiative, associations, entreprises ou particuliers) apportent une contribution d'au moins 25% du coût total du projet.

«Mierscher Lieshaus»

Le 7 janvier 2010, les membres de la Commission de la Culture se sont rendus au «Mierscher Lieshaus» où ils ont été reçus par le président de la bibliothèque associative, M. Claude Adam, et la coordinatrice, Mme Angelika Bräutigam.

Cette visite s'est inscrite dans le contexte du projet de loi N°6026 relatif aux bibliothèques de lecture publiques et d'information. En effet, dans le cadre de l'instruction de ce projet de loi, les membres de la Commission avaient estimé qu'une visite d'une bibliothèque publique pourrait être utile et intéressante.

Après une brève visite guidée de l'immeuble, suivie d'une réunion d'information, les membres de la Commission ont procédé à un échange de vues avec les représentants des bibliothèques de Mersch, Vianden et Esch-sur-Alzette.

Les membres de la Commission de la Culture au «Mierscher Lieshaus».

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°5** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Comptes généraux 2005-2007

5591 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2005

5740 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2006

5891 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2007

Le **compte général de l'exercice 2005** se présente comme suit (montants exprimés en euros):

A. Recettes et dépenses courantes et en capital

I. Recettes	6.629.300.041,33
II. Dépenses	7.323.614.341,79
III. Excédent de dépenses	694.314.300,46
IV. Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital	-464.287.170,17

B. Recettes et dépenses pour ordre

I. Recettes pour ordre	3.175.815.739,19
II. Dépenses pour ordre	3.168.921.951,32
III. Excédent de recettes pour ordre	6.893.787,87
IV. Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	33.357.693,10

C. Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État

I. Recettes	2.195.425.498,03
II. Dépenses	2.670.527.852,53
III. Excédent de dépenses	457.102.354,50
IV. Report du solde des recettes et dépenses	2.172.052.495,89

***

Le **compte général de l'exercice 2006** se présente comme suit (montants exprimés en euros):

A. Recettes et dépenses courantes et en capital

I. Recettes	8.391.951.069,69
II. Dépenses	8.140.188.962,10
III. Excédent de recettes	251.762.107,59
IV. Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital	-212.525.611,32

B. Recettes et dépenses pour ordre

I. Recettes pour ordre	3.702.519.174,55
II. Dépenses pour ordre	3.700.303.733,35
III. Excédent de recettes pour ordre	2.215.441,20
IV. Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	35.573.134,30

C. Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État

I. Recettes	3.216.723.587,57
II. Dépenses	2.822.478.435,33
III. Excédent de recettes	394.245.152,24
IV. Report du solde des recettes et dépenses	2.566.297.648,13

***

Le **compte général de l'exercice 2007** se présente comme suit (montants exprimés en euros):

A. Recettes et dépenses courantes et en capital

I. Recettes	8.735.747.092,86
II. Dépenses	8.284.160.765,42
III. Excédent de recettes	451.586.327,44
IV. Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital	239.061.264,86

B. Recettes et dépenses pour ordre

I. Recettes pour ordre	4.307.056.629,55
II. Dépenses pour ordre	4.316.926.354,49
III. Excédent de recettes pour ordre	9.869.724,94
IV. Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	25.703.409,36

C. Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État

I. Recettes	2.761.658.371,70
II. Dépenses	2.751.593.049,01
III. Excédent de recettes	10.065.322,69
IV. Report du solde des recettes et dépenses	2.576.362.970,82

***

Les **dépenses courantes et en capital** dépassent en 2005 de 4,49%, en 2006 de 6,7% et en 2007 de 3,17% le total des dépenses prévues. En valeur absolue, cet écart correspond à 314,4 millions d'euros en 2005, à 510,9 millions d'euros en 2006 et à 254,7 millions d'euros en 2007.

Par rapport au compte général de l'exercice précédent, la **progression des dépenses courantes et en capital** a été:

en 2005: de 6,31%;

en 2006: de 11,15%;

en 2007: de 1,77%.

Les fonds spéciaux

En ce qui concerne la situation financière des fonds spéciaux de l'État pour l'exercice 2005, la Cour des Comptes constate une diminution de 31,7 % de leurs avoirs au courant de l'exercice 2005 (-15,31 en 2004).

En ce qui concerne la situation financière des fonds spéciaux de l'État pour l'exercice 2006, la Cour des Comptes constate une augmentation de 12,79 % de leurs avoirs au courant de l'exercice 2006. Au cours de l'exercice 2006, des emprunts au total de 532 millions d'euros ont été crédités sur le Fonds du rail et le Fonds des routes.

En ce qui concerne la situation financière des fonds spéciaux de l'État pour l'exercice 2007, la Cour des Comptes constate une diminution de 0,55% de leurs avoirs au courant de l'exercice 2007. Au cours de l'exercice 2007, le produit des emprunts d'un montant total de 200 millions d'euros a été crédité sur le Fonds du rail et le Fonds des routes. Déduction faite de ces emprunts, la diminution des avoirs des fonds spéciaux est de l'ordre de 14,03%.

Dépôt du projet de loi 5591 par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 22.06.2006

Rapporteur: M. Félix Braz

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes (Président: M. Henri Grethen):

08.01.2007 Présentation du rapport général par la Cour des Comptes
Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Présidente: Mme Colette Flesch):
28.01.2008 Désignation d'un rapporteur
Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Présidente: Mme Anne Brasseur):
19.10.2009 Désignation d'un nouveau rapporteur
04.12.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°250, page 4402

Dépôt du projet de loi 5740 par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 26.06.2007

Rapporteur: M. Félix Braz

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes (Président: M. Henri Grethen):

02.07.2007 Désignation d'un rapporteur
Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):
25.02.2008 Présentation du projet de loi par M. le Ministre du Trésor et du Budget
Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Président: Mme Colette Flesch):
25.02.2008 Présentation du projet de loi par M. le Ministre du Trésor et du Budget
19.05.2008 Présentation du rapport général par la Cour des Comptes
Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Présidente: Mme Anne Brasseur):
19.10.2009 Désignation d'un nouveau rapporteur
04.12.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°251, page 4580

Dépôt du projet de loi 5891 par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 10.06.2008

Rapporteur: M. Félix Braz

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Présidente: Mme Colette Flesch):

27.04.2009 Présentation du rapport de la Cour des Comptes
Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Présidente: Mme Anne Brasseur):
19.10.2009 Désignation d'un nouveau rapporteur
04.12.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N° 252, page 4760

Permissions de voirie

5823 - Projet de loi sur les permissions de voirie et modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

Le présent projet de loi a comme objet de définir les règles et procédures selon lesquelles le Ministre ayant dans ses attributions le département des Travaux publics, délivre des permissions de voirie concernant l'ensemble du réseau routier de l'État.

En effet, l'État est, par l'intermédiaire du Ministre des Travaux publics, le gardien de son réseau routier. Il doit en garantir les meilleures conditions de circulation possibles par le maintien dans un bon état de la couche de roulement de la chaussée, la sauvegarde des conditions de visibilité, la supervision des réalisations de mesures d'apaisement ou d'autres aménagements entrepris dans l'intérêt de la sécurité routière, et le contrôle du nombre et de la fonction des accès individuels ou collectifs donnant sur les routes du réseau de la voirie de l'État.

Cadrage par le concept IVL: Le concept intégré des transports et du développement spatial (en allemand: *Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept = IVL*) a été élaboré en 2004 en vue d'assurer la coordination et l'intégration des objectifs de l'aménagement du territoire, des transports et de l'environnement. La mise en œuvre de l'IVL se fait par référence aux cinq grands axes d'intervention qui sont les plans et projets, les mesures d'incitation financière, les mesures réglementaires ainsi que le pilotage de la démarche d'ensemble. La législation sur les permissions de voirie fait partie des instruments réglementaires à appliquer dans ce contexte. Elle peut contribuer à atteindre les trois objectifs fondamentaux de l'IVL, à savoir:

- aboutir jusqu'à l'horizon 2020 à un modal-split 25/75 dans la moyenne nationale. Ce taux très ambitieux se laisse uniquement réaliser par une organisation performante des transports en commun, tant sur le rail que par la route;

- rechercher des formes d'urbanisation assurant une bonne mixité des fonctions par la juxtaposition de l'habitat et du lieu de travail, des établissements scolaires, du commerce et des centres de loisir, en limitant ainsi la distance des chemins à parcourir;

- arriver à une urbanisation plus dense, voire densifier l'urbanisation existante, particulièrement en ce qui concerne l'habitat.

Accès à la voirie de l'État: Le présent projet de loi ne doit pas s'opposer à une extension de l'urbanisation le long des routes de l'État si cette extension se fait en profondeur et non pas de façon tentaculaire sous forme de rubans de faible profondeur. Les enjeux pour l'Administration des Ponts et Chaussées sont les suivants:

- la sécurité des usagers de la route,

- l'impact sur les infrastructures souterraines,

- les avantages pour les riverains.

Pour atteindre ces objectifs, le présent projet de loi a recours aux moyens suivants:

- prise en considération de la hiérarchie du réseau routier, en optant pour des conditions plus sévères sur les voies publiques d'ordre supérieur;

- autorisation séparée pour chaque changement de la catégorie d'accès. Par cette nouvelle formule, on essaie de combattre la modification ou la multiplication du trafic engendré par le changement de destination de constructions existantes ou la réalisation de nouvelles exploitations implantées en dehors de la limite d'autorisation soumise à l'octroi d'une permission de voirie;

- limitation des accès directs à la périphérie des agglomérations à la première rangée de maisons des zones d'habitation à développer en profondeur;

- création d'une possibilité de définir les caractéristiques géométriques minimales soit par voie de règlement grand-ducal, soit sous forme de lignes de conduite à édicter par le ministre;

- augmentation de la sécurité routière par une orientation perpendiculaire des accès donnant sur la voirie de l'État;

- introduction d'une double procédure d'autorisation pour les plans d'aménagement particulier, l'une concernant les parties communes, l'autre les parties privatives.

Les autres domaines d'application: À côté des accès à la voirie de l'État, les permissions de voirie concernent toute une série de travaux:

- les infrastructures souterraines ou aériennes des communes ou des concessionnaires,

- les aménagements visant l'amélioration de la sécurité,

- les enseignes publicitaires.

Les dispositions concernant la grande voirie: Les assises des tracés autoroutiers traversant le paysage constituent des couloirs idéaux pour mettre en place les conduites maîtresses des réseaux d'infrastructures régionaux tels que les câbles P&T, les conduites d'eau potable ou de gaz naturel. À côté du profil aplani, ces couloirs ont l'avantage d'une bonne accessibilité et ils épargnent aux concessionnaires tous les problèmes de droit de passage sur les terrains privés. Sur le plan de l'environnement, ces solutions ont l'avantage d'éviter des impacts multiples en concentrant toutes les infrastructures sur un même ruban de terre.

La permission de voirie représente l'instrument réglementaire approprié pour assigner le couloir à emprunter par ceux des concessionnaires investis d'un droit de passage sur le domaine public de la grande voirie, pour définir les conditions d'exécution et pour fixer les responsabilités des concessionnaires tant pour la pose de leurs infrastructures le long des tracés autoroutiers, c'est-à-dire dans la zone non-aedificandi, que pour celles devant traverser des tracés autoroutiers. Si la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une Grande Voirie de Communication et d'un Fonds des Routes, telle qu'elle a été modifiée dans la suite, fixe une zone non-aedificandi de 25 mètres de largeur bordant des deux côtés l'emprise des autoroutes, elle reste muette sur la nature des activités qui peuvent y être tolérées. Comme la raison d'être de cette zone non-aedificandi n'est pas la création d'une zone de transition ou de protection, mais la réservation d'une bande de terrain pouvant servir d'emprise lors d'un élargissement éventuel des voies de communication, aucune revalorisation d'un intérêt vital pour les établissements implantés sur les terrains attenants ne peut y être autorisée. La réalisation de divers aménagements présentant un intérêt public ou facilitant l'exploitation de ces fonds peut cependant être tolérée. Ici c'est encore l'instrument de la permission de voirie qui peut servir pour l'octroi des autorisations afférentes.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 19.12.2007

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

15.01.2008 Désignation d'un rapporteur

10.11.2008 Examen de l'avis du Conseil d'État

19.11.2008

24.11.2008

01.12.2008

08.12.2008

15.04.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

23.04.2009 Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

14.10.2009 Examen du projet de loi

Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

11.11.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.12.2009

Aide sociale

5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale

Le projet de loi sous rubrique a pour but de moderniser le système de protection sociale qui remonte pour l'essentiel au 19e siècle, et plus particulièrement à l'arrêté royal grand-ducal du 11 décembre 1846 concernant la réorganisation et le règlement des bureaux de bienfaisance ainsi qu'à la loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours.

Les principaux éléments du projet de loi sous rubrique

1. Affirmation d'un droit à l'aide sociale

La principale innovation du projet de loi sous rubrique consiste en l'affirmation d'un droit à l'aide sociale dans un texte de loi. L'aide sociale devenant formellement un droit, le requérant se voit également reconnaître un droit de recours contre les décisions prises en la matière.

2. Caractère global et cohérent de l'aide sociale

L'aide sociale ne doit pas se résumer à une simple distribution d'argent. Elle doit être perçue comme une démarche cohérente qui prend en compte les différents aspects des difficultés des personnes et met en œuvre une dynamique précise en fonction des objectifs à atteindre dans le temps.

Le projet de loi met l'accent sur l'accompagnement social de la personne en difficultés, cet accompagnement pouvant, le cas échéant, être assorti d'une aide matérielle en nature ou en espèces. L'aide matérielle est une partie intégrante d'un suivi global des concernés.

3. Maintien de l'aide sociale dans le cadre communal

L'inclusion des personnes et des familles en détresse exige le recours au tissu social local et toute centralisation exagérée risque d'être contreproductive. Par ailleurs, le maintien de l'aide sociale dans le cadre communal évite des changements structurels radicaux et permet de respecter le travail déjà très engagé de certaines communes dans le domaine social.

4. Adaptation des structures et du fonctionnement des offices sociaux

L'office social continuera à exister sous la forme d'un établissement public doté de la personnalité juridique et continuera à être placé sous responsabilité communale. Le nombre des établissements publics sera cependant réduit.

Chaque commune de 6.000 habitants au moins institue un office social ou adhère à un office commun, lorsqu'elle décide de former ensemble avec une ou plusieurs communes un établissement commun. Les communes de moins de 6.000 habitants doivent, quant à elles, se regrouper avec une ou plusieurs communes, peu importe le nombre d'habitants de cette ou de ces communes, en vue d'atteindre une population minimale de 6.000 habitants pour former un office social commun, placé sous la surveillance de sa commune siège.

5. Responsabilisation des bénéficiaires de l'aide sociale

En reconnaissant aux offices sociaux le droit d'exiger des bénéficiaires de l'aide sociale qu'ils participent activement aux mesures proposées, il est possible de concrétiser les démarches réciproques du requérant et du service social dans le projet commun d'aide.

6. Fonctionnement de l'office social

L'office social est administré par un conseil d'administration composé de cinq membres au moins. Il appartient notamment au conseil d'administration d'établir un budget annuel et d'arrêter les comptes de l'office, de statuer sur les demandes de prestations et sur les restitutions, de prendre des décisions quant au placement de la fortune de l'office, d'engager, de nommer et de congédier le personnel de l'office ou encore de documenter annuellement, à des fins statistiques et d'évaluation, les demandes présentées, les aides rétribuées et les objectifs réalisés.

7. Respect du secret professionnel

Le projet de loi sous examen prévoit que toute personne qui, à quelque titre que ce soit, participe aux activités d'un office social et obtient ou reçoit communication de données personnelles est tenue au secret professionnel. L'article 458 du Code pénal trouve son application en la matière.

8. Répartition de la charge financière

Le projet de loi sous rubrique prévoit que l'État et la commune prennent en charge, à parts égales, le déficit annuel résultant de l'aide accordée, des frais de gestion de l'office ainsi que des frais du personnel, pour autant que ce personnel travaille pour l'office et que son nombre ne dépasse pas une quote-part de 1/6000 habitants pour le personnel d'encadrement social et de 0,5/6000 habitants pour le personnel administratif. Le même principe de partage s'applique aux indemnités du président et aux jetons de présence des membres du conseil d'administration.

En cas d'office commun, les parts respectives des communes regroupées sont déterminées au prorata de leur population la plus récente.

Les aides urgentes accordées aux personnes qui ne remplissent pas les conditions d'éligibilité pour le droit à l'aide sociale, sont, quant à elles, entièrement à charge de l'État.

En ce qui concerne les frais d'immeubles et les frais de projets non prévus par le projet de loi sous examen, ainsi que les frais résultant de l'engagement de personnel supplémentaire, la participation de l'État et de la commune, voire des communes, est fixée via un accord.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 22.01.2008

Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des Chances et de la Jeunesse (Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

20.03.2008 Désignation d'un rapporteur

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire (Président: M. Marco Schank)

et de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

20.05.2008 Examen du projet de loi

09.07.2008 Suite des travaux

01.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État

06.04.2009 Continuation des travaux

21.04.2009 Présentation du projet de rapport

30.04.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

05.05.2009 Adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes) et de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances (Président: M. Mill Majerus):

06.10.2009 Présentation sommaire du dossier destiné spécialement aux nouveaux députés

Présentation et adoption d'amendements

28.10.2009 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

10.11.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique: 19.11.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°260, page 5474

Rénovation de la Cour de justice européenne

6019 - Projet de loi relatif à la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de la Cour de justice des Communautés européennes à Luxembourg-Kirchberg

Établie à Luxembourg dès 1952, la Cour de justice des Communautés européennes est installée depuis 1972 sur le plateau de Kirchberg dans un immeuble qui a fait l'objet au cours des années d'une série de réaménagements et d'agrandissements rendus indispensables suite à l'évolution du rôle de la Cour de justice dans l'ensemble du dispositif institutionnel communautaire et suite à l'adhésion de nouveaux États membres. Ces travaux ont consisté en quatre extensions autorisées respectivement par les lois des 25 juillet 1985 (bâtiment Erasmus), 1er juin 1989 (bâtiment Thomas More), 18 décembre 1990 (bâtiment C) et 18 juillet 2002 (projet Perrault). La quatrième extension ayant été inaugurée en décembre 2008, il reste maintenant à réaménager les bâtiments Erasmus, Thomas More et C.

À l'instar des projets antérieurs, le financement du projet de rénovation envisagé sera réalisé conformément à la loi modifiée du 13 avril 1970 fixant les conditions suivant lesquelles le Gouvernement peut acquérir certains immeubles présentant un intérêt public soit garantir le rendement et les charges locatives de tels immeubles. La formule retenue est celle de la location-vente. Il faut savoir que suite à un changement dans la politique immobilière des Communautés européennes privilégiant désormais l'achat des bâtiments occupés par ses institutions en lieu et place d'une prise en location, une convention a été conclue, le 15 novembre 1994, entre l'État luxembourgeois et la Cour de justice, combinant des prestations de location et l'achat différé des bâtiments Erasmus, Thomas More et C. À la demande de la Cour de justice, un avenant à la convention précitée a été signé le 18 octobre 2007 afin de soumettre l'ensemble des bâtiments au même régime de location-vente et de reporter la date finale de remboursement du solde à payer pour les bâtiments Erasmus, Thomas More et C sur celle concernant la quatrième extension. En effet, comme il s'agit de soumettre à un même régime juridique les bâtiments de la quatrième extension et les bâtiments Erasmus, Thomas More et C, la durée d'amortissement de ces derniers expirera au plus tard en 2026, en même temps que s'achèvera l'amortissement de la quatrième extension. C'est à ce moment-là également qu'expirera la garantie du rendement locatif et des charges locatives des bâtiments à accorder par le Gouvernement pour cette nouvelle opération de financement.

Le projet du réaménagement des bâtiments Erasmus, Thomas More et C est marqué par le respect de l'existant, d'une part, et la présence des bâtiments neufs de la 4e extension, d'autre part. L'architecture des trois bâtiments à rénover sera conservée et les modifications visibles de l'extérieur se limiteront au réaménagement de l'ensemble des toitures et à l'agrandissement de l'accès existant du bâtiment Erasmus en tant qu'accès unitaire. La rénovation de ces bâtiments contribuera à l'amélioration du confort des lieux au travers notamment de la remise à neuf complète des espaces bureaux, de la modernisation et du renforcement de l'acoustique des salles d'audience et des cabines d'interprète, du réaménagement des sanitaires, de l'ajout de kitchenettes ainsi que du réaménagement et de la mise en conformité des deux parkings existants. En outre, les niveaux -2 et -1 du bâtiment C seront réaffectés en centre de santé et en service médical.

Le coût engendré par le projet ne pourra pas dépasser le montant total de 88.000.000.- euros, ce montant correspondant à la valeur 666,12 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2008. Les frais d'entretien annuels sont, quant à eux, évalués à 2.350.000 euros.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 24.03.2009

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Lucien Clement):

26.03.2009 Désignation d'un rapporteur

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

14.10.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

28.10.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°256, page 5443

Maison des Sciences humaines

6043 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison des Sciences humaines à Belval

Le projet de loi 6043 autorise le Gouvernement à procéder à la construction de la Maison des Sciences humaines à Belval pour les besoins de la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation de l'Université du Luxembourg. Ce pôle des sciences humaines est le second pôle scientifique de la Cité des Sciences qui se compose d'un ensemble de 10 à 15 bâtiments indépendants qui regroupent les fonctions spécifiques de l'enseignement et de la recherche, ainsi que les fonctions périphériques à l'Université du Luxembourg.

La conception de la Maison des Sciences humaines permet un maximum de fonctionnalités pour rendre possibles des synergies entre les équipes de chercheurs et l'utilisation optimale des équipements spécialisés. La flexibilité de la structure et du compartimentage répond aux besoins de changements rapides et prévisibles du monde de la recherche. L'activité scientifique est l'activité principale dans la Maison des Sciences humaines et se caractérise par la recherche de l'enseignement. Les activités secondaires de l'université connaissent trois volets:

- un soutien logistique et infrastructurel pour accompagner les activités principales;

- des activités sociales et culturelles;

- la mise à disposition de points de vente pour l'approvisionnement divers du personnel de la structure et du grand public.

La Maison des Sciences humaines sera implantée sur une parcelle située au Nord du bâtiment principal de la Banque Dexia. La parcelle est bordée à l'Ouest par le boulevard urbain «Porte de France». Du côté Est de la parcelle se situe le terrain d'implantation de la Maison du Savoir. La parcelle a une superficie de 8.300 m^2. Elle est destinée, outre à la construction de la Maison des Sciences humaines, à l'implantation de quelque 140 logements pour étudiants et 30 appartements pour chercheurs, qui seront réalisés dans le programme d'ensemble de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation.

L'entrée de la Maison des Sciences humaines est située sur le parvis couvert desservant la librairie universitaire, ainsi qu'un bistrot ouvert au public.

Les différentes zones du programme de construction sont distribuées à partir du foyer qui est l'accès principal unique du bâtiment et sert de nœud central de distribution. Le foyer comporte toutes les fonctions d'accueil et d'orientation, d'attente, de surveillance et permet d'organiser éventuellement des expositions thématiques liées à la recherche. Le hall d'entrée sera l'articulation centrale de la vie sociale de la Maison des Sciences humaines, le lieu de passage obligé de tous.

Le plateau technique de la recherche et de l'enseignement regroupe tous les locaux à caractère spécifique nécessaires à la recherche et à l'enseignement dans le domaine des Sciences humaines. Le plateau technique de recherche est situé sur les quatre étages inférieurs de l'immeuble. La salle polyvalente se trouve au rez-de-chaussée dans le prolongement du hall d'entrée. Elle est conçue pour rester flexible dans son utilisation. Le cloisonnement mobile de la salle permet plusieurs configurations d'utilisation soit comme extension du foyer central soit comme une grande salle pour manifestations soit encore comme deux salles de réunions. Quatre autres salles destinées à des réunions de travail viennent compléter l'offre pour couvrir les besoins des activités publiques de la recherche.

Au premier étage sont situées les salles de séminaires pouvant accueillir jusqu'à 50 personnes, les salles de travaux pratiques, les salles et laboratoires multimédia et les laboratoires de cognition et de phonétique.

Les espaces de bureaux sont subdivisés en deux catégories: les bureaux destinés aux activités de recherche et les bureaux de l'administration centrale de la Maison des Sciences humaines.

La logistique de l'immeuble comporte tous les locaux de logistique technique ainsi que les locaux nécessaires à la gestion domestique de l'immeuble.

La Maison des Sciences humaines est conçue dans l'esprit de la conception durable. La simplicité architecturale, la compacité du volume, la réduction des installations techniques et une structure massive permettent la mise en place d'un bâtiment au fonctionnement clair et avec de faibles coûts d'exploitation et d'entretien, sans pour autant préjudicier le confort des utilisateurs. Il s'agit d'un lieu de travail et de concentration, mais en même temps d'un lieu de vie. La forme simple et épurée du bâtiment est essentiellement générée par les contraintes urbanistiques, d'une part, et par l'exigence de flexibilité du bâtiment, de l'autre. Un volume sans artifices, revêtu d'une peau en fibre béton rugueuse et mate, posé sur un rez-de-chaussée vitré et transparent, reprend les limites de propriété.

Le cadre spécifique de l'urbanisation du site de Belval offre l'opportunité unique de développer un projet-pilote quant à l'utilisation rationnelle de l'énergie, l'intégration des sources d'énergies renouvelables et des types de construction à faible consommation d'énergie qui s'inscrivent parfaitement dans un contexte de développement durable et d'une utilisation rationnelle de l'énergie. Le bâtiment est conçu de façon à garantir des consommations énergétiques réduites tout en garantissant un confort satisfaisant pour les utilisateurs.

Le coût engendré par le projet ne pourra pas dépasser le montant total de 67.414.725 euros, ce montant correspondant à la valeur 666,12 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2008. Les frais d'entretien et de consommation annuels sont, quant à eux, évalués à 1.473.000 euros.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 12.05.2009

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

14.10.2009 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

28.10.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N° 256, page 5444

Compte général 2008

6058 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2008

Le **compte général de l'exercice 2008** se présente comme suit (montants exprimés en euros):

A. Recettes et dépenses courantes et en capital

I – Recettes effectives 11.479.989.154,85

II – Dépenses effectives 11.396.372.702,46

III – Excédent de recettes 83.616.452,39

IV – Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital 322.677.717,25

B. Recettes et dépenses pour ordre

I – Recettes pour ordre 4.696.921.501,41

II – Dépenses pour ordre 4.689.699.401,89

III – Excédent de recettes pour ordre 7.222.099,52

IV. Report du solde des recettes et dépenses pour ordre 32.925.508,88

C. Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État

I. Recettes 3.005.185.310,48

II. Dépenses 2.821.025.966,27

III. Excédent de recettes 184.159.344,21

IV. Report du solde des recettes et dépenses 2.760.522.315,03

Dans ses rapports généraux portant sur les exercices 2006, 2007 et 2008, la Cour des comptes rappelle que le projet de loi 5789 relative à l'affectation du résultat du compte général 2006, déposé le 10 octobre 2007, prévoit qu'un montant total de 240 millions d'euros sera affecté à l'alimentation de certains fonds spéciaux. Selon les propositions gouvernementales relatives à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2007, 450 millions d'euros devraient alimenter certains fonds spéciaux. Le projet de loi 5789 n'ayant pas encore été avisé par le Conseil d'État en date du 29 septembre 2009, le projet de loi 6100 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (déposé le 29/09/09) prévoit en son article 56 l'affectation suivante des montants en question:

«(1) L'excédent des recettes de l'exercice 2006 est affecté, à charge de cet exercice budgétaire, pour un montant total de 240 millions d'euros à l'alimentation des fonds spéciaux ci-après:

- Fonds pour le financement des infrastructures sociofamiliales: 20.000.000 euros

- Fonds pour la protection de l'environnement: 20.000.000 euros

- Fonds du rail: 50.000.000 euros

- Fonds pour l'emploi: 50.000.000 euros

- Fonds pour la gestion de l'eau: 75.000.000 euros

- Fonds de financement pour les mécanismes de Kyoto: 25.000.000 euros

Le solde restant de l'excédent des recettes est porté au crédit du compte «report du solde des recettes et des dépenses courantes et en capital».

(2) L'excédent des recettes de l'exercice budgétaire 2007 est affecté, à charge de cet exercice budgétaire, pour un montant total de 450 millions d'euros à l'alimentation des fonds spéciaux ci-après:

- Fonds d'investissements publics administratifs: 75.000.000 euros

- Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux: 10.000.000 euros

- Fonds des routes: 50.000.000 euros

- Fonds d'investissements sociofamiliaux: 50.000.000 euros

- Fonds pour la gestion de l'eau: 70.000.000 euros

- Fonds pour la protection de l'environnement: 30.000.000 euros

- Fonds pour l'emploi: 95.000.000 euros

- Fonds agraire: 40.000.000 euros

- Fonds d'équipement militaire: 30.000.000 euros.

Le solde restant de l'excédent des recettes est porté au crédit du compte "report du solde des recettes et des dépenses courantes et en capital".

(3) L'excédent des recettes de l'exercice budgétaire 2008 est affecté, à charge de cet exercice budgétaire, pour un montant total de 80 millions euros à l'alimentation du fonds pour l'emploi.

Le solde restant de l'excédent des recettes est porté au crédit du compte "report du solde des recettes et des dépenses courantes et en capital"».

Une fois le projet de loi 6100 voté, le volet A du compte général 2008 se présentera de la manière suivante (montants exprimés en euros):

A. Recettes et dépenses courantes et en capital

I – Recettes 11.479.989.154,85

II – Dépenses 11.396.372.702,46

III – Excédent de recettes 83.616.452,39

IV. Affectation du résultat du compte général 2006 -240.000.000,00

V. Affectation du résultat du compte général 2007 -450.000.000,00

VI. Affectation du résultat du compte général 2008 -80.000.000,00

VII. Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital -447.322.282,75

Les dépenses courantes et en capital effectives dépassent de 31,85% le total des dépenses prévues pour 2008. En valeur absolue, cet écart correspond à 2.752,9 millions d'euros.

Par rapport au compte général de l'exercice 2007, la progression des dépenses courantes et en capital a été supérieure à 37,57%.

En ce qui concerne la situation financière des Fonds spéciaux de l'État, la Cour constate une augmentation de 9,65% des avoirs des fonds spéciaux de l'État au courant de l'exercice 2008. Cette augmentation était imprévue et s'explique par le fait que les recettes des fonds spéciaux ont été plus importantes que prévues (+12,89%) et que l'évolution des dépenses a été moins prononcée que prévue en 2008 (-8,41%).

Avec le compte général 2008, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire s'efforce de donner tout son sens à l'adoption parlementaire des comptes généraux et fera en sorte qu'à l'avenir le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice N-1 puisse être évacué au cours de l'exercice N, et ceci parallèlement à la loi budgétaire (exercice N+1).

La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire demande au Gouvernement que les données soumises à l'examen de la Cour des Comptes dans le cadre de l'élaboration de son rapport général portant sur un compte général de l'État soient à l'avenir accompagnées d'explications permettant une véritable analyse de fond.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 12.06.2009

Rapporteur: M. Félix Braz

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Présidente: Mme Anne Brasseur):

19.10.2009 Désignation d'un rapporteur

23.11.2009 Présentation du rapport général par la Cour des Comptes

04.12.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°253, page 4934

Laboratoire national de santé

6061 - Projet de loi relative à la construction de la deuxième phase du Laboratoire National de Santé à Dudelange

La loi du 19 décembre 2003 avait autorisé le Gouvernement à procéder à la construction d'un nouveau Laboratoire national de santé à Dudelange afin que ce dernier puisse mieux assumer ses missions. Le projet de loi 6061 marque le début d'une prochaine étape et vise à autoriser le Gouvernement à procéder à la construction de la deuxième phase du Laboratoire national de santé à Dudelange comprenant le Laboratoire de médecine vétérinaire, le Service de pathologie moléculaire, l'Institut de médecine légale et le Laboratoire de radiophysique de la division de la radioprotection.

Comme un laboratoire est avant tout un bâtiment marqué par ses fonctions, peu de marges sont laissées aux interventions architecturales. La structure du bâtiment est basée sur une organisation stricte des laboratoires et intègre toutes les infrastructures techniques nécessaires, tout en restant flexible afin de permettre une évolution du bâtiment au rythme des développements techniques.

À partir du foyer situé au rez-de-chaussée, on accède au noyau central qui se compose d'une cage d'escalier, d'un ascenseur et d'un monte-charge. Aux étages, on accède d'abord à la partie bureaux des instituts, l'accès aux laboratoires se faisant en passant par la zone des vestiaires. Une deuxième cage d'escalier se situant entre les deux couloirs des laboratoires sert de sortie de secours. Le laboratoire a une profondeur de 8,6 m et une hauteur de 3,5 m. La partie située le long du couloir est équipée d'appareils de laboratoire et de paillasses, alors que la partie située le long de la façade et séparée des laboratoires par une paroi vitrée comprend des places de documentation équipées d'ordinateurs. Les techniques installées sous le plafond sont apparentes et distribuées horizontalement à partir des gaines d'alimentation qui se situent dans la zone centrale entre les couloirs. Le bâtiment principal comprend tous les laboratoires et les zones de bureaux. Le volume reliant la phase 1 avec la phase 2 sur deux niveaux comprend des locaux utilisés en commun comme les salles de réunion et la cafétéria. L'aspect du bâtiment est déterminé par des surfaces fermées, matérialisées par un revêtement en béton de couleur beige clair contrastant avec les surfaces vitrées. La structure portante des bâtiments des phases 1 et 2 est similaire. Elle est constituée d'une structure en béton armé qui permet une adaptabilité et une flexibilité maximale, tout en garantissant une résistance au feu implicite.

Le projet remplit toutes les exigences de sécurité relatives à un tel laboratoire. Les laboratoires sont principalement classés en catégorie de sécurité S1 et S2, seul le LMVE possède des locaux de classe de sécurité S3. En temps normal, ces laboratoires sont utilisés comme des locaux S2, l'utilisation comme locaux de classe S3 ne s'applique qu'en cas d'urgence.

Le coût engendré par le projet ne pourra pas dépasser le montant total de 45.125.000.- euros, ce montant correspondant à la valeur 673,64 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2008. Les frais d'entretien annuels sont, quant à eux, évalués à 866.000 euros.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 23.07.2009

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

23.09.2009 Désignation d'un rapporteur

14.10.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

28.10.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°256, page 5444

Budget 2010

6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010

Un budget pour l'année charnière 2010

Le pays, son économie et sa communauté nationale se trouvent au seuil d'une année charnière, une année qui s'intercale entre une suite d'années fastes où la croissance économique atteignait plus de 4% en moyenne et un avenir qui risque d'être marqué par une croissance plus modeste et plus près de la moyenne internationale. Ce changement qui, loin de nous mener dans la détresse, risque tout de même de nous obliger à certaines adaptations qui devraient dès à présent trouver leur reflet dans la politique budgétaire de l'État, y inclus une plus grande rigueur budgétaire au travers d'une méthodologie améliorée.

Ce rapport ne pourra donc se limiter à une simple analyse du budget pour le prochain exercice. Son ambition est de décortiquer, au-delà du budget 2010, les risques qui guettent l'économie luxembourgeoise et ses diverses composantes, les moyens de les éviter et les opportunités à saisir pour assurer l'avenir également des générations suivantes.

1. Pour le Luxembourg, la crise financière et économique mondiale se révèle être ***une crise à retardement***. Ressentie comme telle par ceux qui en souffrent directement,

dont nombre de frontaliers, la crise n'est toujours pas arrivée dans les portemonnaies et a fortiori dans les têtes d'une majorité des concitoyens. Les chiffres sont pourtant là pour prouver que le Grand-Duché n'a pas été épargné. Les premiers à s'en ressentir sont les entreprises obligées à des coupes sombres dans leurs frais de fonctionnement. Les victimes de ces mesures sont évidemment les salariés frappés de chômage partiel, voire de licenciements. L'autre victime c'est l'État qui se trouve confronté, pour la première fois depuis longtemps, à un déficit budgétaire notable et à des réserves qui s'épuisent rapidement.

2. Comme la crise a été déclenchée par le monde financier avant de devenir une crise économique, elle s'est forcément répercutée sur ***la place financière de Luxembourg***. Ses piliers principaux, la banque privée et l'administration des fonds d'investissement, ont été affectés dans une mesure telle que les revenus ont baissé notablement, que le nombre de banques est en diminution et l'emploi en régression. Bien que les résultats pour l'année 2009 ne s'annoncent pas trop mauvais, les menaces que la politique européenne fait planer sur l'avenir de la place comme centre de gestion patrimoniale font ressortir les dangers inhérents au quasi monolithisme de l'économie luxembourgeoise, trop dépendante du seul secteur financier.

3. Confronté à un ***déséquilibre budgétaire*** inhabituel et à des perspectives de croissance bien inférieures aux performances du quart de siècle passé, le Gouvernement n'aura pas de choix: il doit continuer la politique anticyclique jusqu'à fin 2010 et profiter de cette année pour définir un cadre de redressement pluriannuel. Vu le besoin urgent de freiner le rythme des dépenses afin d'éviter que l'État ne sombre dans un endettement difficile à maîtriser par la suite, le virage devra être pris au plus tard avec le budget 2011 ce qui exigera des préparations intensives dès le début de l'année prochaine.

4. Comme toute crise conjoncturelle, celle que nous vivons pour l'instant va passer. Mais il ne faut pas sous-estimer la crise structurelle à laquelle le Grand-Duché risque de se voir exposé, une ***crise derrière la crise*** qui se dégage des déficiences structurelles de l'économie nationale, déficiences cachées par le niveau de vie plus que confortable dont nous ont gratifiés les années fastes. La vérité primaire selon laquelle il faut d'abord gagner l'argent avant de pouvoir le dépenser par après reste d'actualité, aussi et surtout pour un petit pays aux ressources limitées.

5. Aussi faudrait-il éviter le piège, ô combien tentant ***d'un endettement*** grâce auquel on espérerait échapper aux adaptations qui s'imposent. Un endettement substantiel rien que pour maintenir un niveau de vie devenu intenable avec un rythme de croissance réduit, relèverait de l'irresponsabilité vis-à-vis des générations montantes. En fait, nos enfants et petits-enfants auront à subir non seulement la charge de la dette accumulée par leurs prédécesseurs, mais encore la tare autrement lourde que représentera la charge des pensions, qui, à défaut d'une réforme fondamentale, s'alourdira de façon exponentielle.

6. Après tout, l'avenir de notre économie sera celui que nous lui aurons préparé nous-mêmes. Aussi les responsables politiques n'échapperont-ils pas au devoir de poursuivre le double objectif de ***consolider la place financière et de diversifier l'économie nationale***, mission certes plus permanente que révolutionnaire, mais devenue incontournable suite à la mutation dans laquelle notre communauté nationale se trouve engagée. Encore faut-il que le gouvernement se dote des moyens nécessaires pour atteindre cet objectif.

7. Au-delà des considérations rivées sur le développement de l'outil de production national, le Luxembourg a un intérêt certain à s'impliquer dans les travaux visant à mettre en place un nouveau concept de la croissance. Dorénavant le PIB ne se mesurera plus au travers du seul critère matériel qu'est l'évolution économique, mais tiendra compte, dans une mesure égale, des aspects environnementaux et sociaux. Ce ***tryptique de la croissance*** trouvera son application dans le concept du PIB du bien-être, dont les fondements sont en voie d'élaboration à l'échelle internationale. Ce nouveau modèle de croissance répondra de façon idéale aux aspirations de notre communauté nationale qui, depuis toujours, sont focalisées sur la condition humaine, mettant l'homme au centre de toutes les préoccupations.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 29.09.2009

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Michel Wolter):

31.07.2009	Désignation d'un rapporteur
29.09.2009	Échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministre des Finances et le Directeur de l'Inspection générale des Finances
12.10.2009	Échange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'État avec les administrations fiscales
16.10.2009	Échange de vues sur l'évolution mensuelle de la situation budgétaire
	Échange de vues avec les représentants du Trésor et du Commissariat aux Assurances
20.10.2009	Échange de vues avec les représentants du Statec
30.10.2009	Échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et avec le Ministre de la Sécurité sociale
10.11.2009	Présentation de l'avis de la Banque Centrale
17.11.2009	Présentation de l'avis de la Cour des Comptes
20.11.2009	Nouvel échange de vues sur l'évolution mensuelle de la situation budgétaire
	Échange de vues avec les représentants de la Commission de Surveillance du Secteur financier
24.11.2009	Examen de l'avis du Conseil d'État et des avis des chambres professionnelles
	Nouvel échange de vues avec les représentants du Statec
27.11.2009	Présentation et l'adoption d'un projet de rapport
	Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):
18.11.2009	Examen des projets de budget des départements du Développement durable et des Infrastructures
	Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):
26.11.2009	Examen des projets de budget pour l'exercice 2010 des départements de la Santé et de la Sécurité sociale

Vote en séance publique: 09.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°254, page 5109

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

SÉANCE 12

MARDI,
8 DÉCEMBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • M. Michel Wolter, Vice-Président

Sommaire

1. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

- *M. le Président*

2. Ordre du jour

- *M. le Président, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann*

3. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)

- *Discussion générale: M. Jean-Louis Schiltz, M. Claude Meisch, M. Lucien Lux, M. François Bausch (M. Lucien Lux et M. Jean-Louis Schiltz lui posent des questions), M. Gast Gibéryen (dépose deux motions), M. André Hoffmann*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, MM. Marco Schank et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Op Ufro vun der Regierung huet d'Presidentekonferenz sech ebenfalls derfir ausgeschwat, den

6067 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 14 octobre 1981 portant application de la directive 80/181/CEE du Conseil du 20 décembre 1979 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux unités de mesure

vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber heimat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

2. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 3. Dezember huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer d'Budgetsdebatten nom Modell 4; muer de Moien um néng Auer fuere mer viru mat de Budgetsdebatten, a muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer fir d'éischt den Ofschloss vun de Budgetsdebatten an duerno d'Projets de loi 5591, 5740, 5891 a 6058 iwwert d'Konte vun den Exercicer 2005 bis 2008 nom Basismodell. An dann hu mer och nach muer de Mëtteg de Vote iwwert de Budget 2010.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

Den Här Gast Gibéryen freet d'Wuert zum Ordre du jour.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech froen d'Wuert zum Ordre du jour, ouni datt ech wëll eng Modifikatioun vum Ordre du jour kréien, mä et geet mer haaptsächlech ëm de Modell 4, dee mer beim Temps de parole geholl hu fir d'Budgetsdebatten. Ech fannen, datt dat e Modell ass, deen eis net genuch Riedezäit gëtt, virun allem deene klenge Gruppen, fir déi politesch Meenung zu deem wichtegste Gesetz, wat mer am Joer hunn, eriwwerzebréngen.

Mir hate virun e puer Joer souguer eng Kéier beim Budget iwwerhaapt kee Modell festgeluecht, datt mer gesot hunn, beim Budget soll am Fong all Partei heibannen dat kënne soen, wat se fir richteg fënnt an och déi Zäit kréien, déi se brauch, fir dat ze soen. A mir hunn deemools eng gutt Erfahrung gemaach. Mir hunn ouni vill Temps de parole net vill méi Zäit gebraucht, fir déi Budgetsdebatten ze maachen, wéi wa mer eis op iergendwéi e Modell fixéiert hätten.

Ech wëll awer elo net heihinner kommen a soen, mir solle kee Modell festleeën, also absolut kee Modell, mä méi en héije Modell, de 5 oder de 6, festleeën, fir datt déi eenzel Gruppen awer hir Meenung kënnen heibanne soen. D'autant plus, well laut dem Modell 4, dee mer elo festgeluecht hunn, d'Regierung och nëmme 40 Minutten Zäit huet, d'Regierung awer schonn heiansdo zu dësem Projet iwwer eng Stonn geschwat huet. Dat heescht, déi huet hir Zäit och schonn iwwerzunn. An ech fannen och, d'Regierung kënnt jo bestëmmt nach gären eng Kéier no den Debatten eraus, fir hir Meenung zum Projet ze soen, sou datt ech géif mengen, datt mer eis net zu deem wichtegste Projet, dee mer am Joer hei stëmmen, zäitlech esou sollte limitéieren, mä datt mer eis déi Zäit sollte ginn, déi ee brauch, fir esou eng Diskussioun seriö ze féieren. Ech sinn also Demandeur, fir de Modell 4 auszedehnen op de Modell 5 oder 6.

(Interruption)

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ass zu där Propositioun vum Här Gibéryen eng Stellungnahm? Den Här Hoffmann hëlt nach gär dozou Stellung.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Selbstverständlech ënnerstëtzen ech dat. Ech hunn zéng Minutten.

Une voix.- Ech ënnerstëtzen den Här Hoffmann.

M. le Président.- Ech wëll just dem Här Gibéryen soen, datt d'Presidentekonferenz sech op de Modell 4 festgeluecht hat. Ech gesinn och, Här Gibéryen, Dir hutt 40 Minutten, ech mengen och net, datt Der, wéi ech Iech kennen, onbedéngt vill méi laang wéi 40 Minutte schwätzt.

(Interruption)

Wat gelift?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- D'Regierung schwätzt jo dann och net méi zum Projet, well déi huet der schonn iwwer 40 geschwat.

M. le Président.- Neen, mä ech mengen, d'Regierung huet d'Méiglechkeet. Si huet eng Kéier hei zum Budget geschwat. Elo si mer an der Diskussioun, an ech mengen do empêchéiert näischt d'Regierung, och nach eng Kéier Positioun ze huelen. Dat ass jo ëmmer esou gehandhaabt ginn. An ech gesinn och net, firwat datt dat dëst Joer anescht wär.

Ech géif Iech proposéieren, Här Gibéryen, ech sinn da mat Iech net esou streng. Wann Dir op 45 Minutte kommt, mengen ech, datt ech och kann domadder liewen. Ech géif awer proposéieren, datt mer géife beim Modell 4 bleiwen.

(Interruption)

Gutt, Här Hoffmann, Dir wësst, ech hunn Iech nach ni hei op d'Fangere geklappt, wann Der eng Minutt méi laang gefuer sidd, an ech wäert dann och déi Kéier net ze vill streng sinn, mä ech géif awer proposéieren, datt mer géife beim Modell 4 bleiwen.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Sot emol 15!

M. le Président.- Dat ass also esou décidéiert.

Une voix.- Dat ass esou décidéiert.

M. le Président.- Mir géifen dann elo mat de Budgetsdebatten ufänken. Wéi gesot, d'Riedezäit ass nom Modell 4 festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Jean-Louis Schiltz, Claude Meisch, Lucien Lux, François Bausch, Gast Gibéryen, André Hoffmann, Xavier Bettel, Alex Bodry a Roger Negri. Als éischte Riedner ass den Här Jean-Louis Schiltz agedroen. Här Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

3. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)

Discussion générale

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een als drëtte Majoritéitsriedner zum Budget schwätzt nom Rapporteur an och nom Minister, wann een esou wëllt, dann huet een eigentlech dräi Méiglechkeeten: Déi éischt, dat ass déi, et probéiert een e bëssen dat, wat d'Virriedner gesot hunn, ze widderhuelen an ze paraphraséieren, an da kléngt dat e bësse wéi e Papagei. Déi zweet Méiglechkeet ass déi, datt een d'Approche wielt, fir wéi e Schoulmeeschter laang Räsonnementer duerzeleeën, honnerte vun Zuelen ze exposéieren, grouss Konzepter ze explizéieren an ze erklären, datt ee schonn ëmmer alles besser wosst wéi déi aner.

Déi drëtt Méiglechkeet, Här President, ass déi, datt ee probéiert, d'Saachen an de Kontext ze stellen, an d'Perspektiv ze setzen, déi national an déi international. Et wäert keen iwwerraschen, datt ech déi drëtt Méiglechkeet hei mir zu eege maachen an och zréckbehalen hunn.

D'Globaliséierung, Här President, ass e Fait. Mir hu mat enger Finanzkris ze dinn, wat eng ekonomesch Kris ginn ass, wat op ville Plaze schonn eng Sozialkris ass, op anere Plazen eng Sozialkris gëtt, eng Kris, déi flächendeckend ass, vun där jiddwereen op der Welt betraff ass, sief et Europa, sief et China, sief et Amerika oder anerer. An och wann eist Zil ëmmer dat war, fir déi Globaliséierung ze steieren a se sozial ze gestalten an och déi ëmweltpolitesch Komponent mat eranzebréngen, a wann dat Zil och muss eist Zil bleiwen, da musse mer eis dach d'Fro gefale loossen, ob et haut net a ville Fäll d'Globaliséierung ass, déi eis steiert, vill méi als wéi mir d'Globaliséierung steieren.

Wa virun zwee Joer ee gesot hätt, mir géifen eis op enger groer Lëscht vun engem G20 zréckfannen, dann hätt kaum een dat fir seriö geholl. Wann een op där anerer Säit kuckt déi weltwäit Sozialstandarden, fir déi mir eis ëmmer staarkgemaach hunn a weider staarkmaachen, wou mer do entre-temps hikomm sinn, nämlech net ganz wäit, da musse mer eis déi Fro, mengen ech, gefale loossen.

An dee Phenomeen, datt d'Mënsche vläicht méi vun der Globaliséierung gesteiert ginn, wéi datt si déiselwecht steieren, ass e Phenomeen, dee sech selbstverständlech net op Lëtzebuerg beschränkt. Och dee gréissten Acteur an der Welt - d'Amerikaner - kritt d'Globaliséierung net méi gesteiert. Wa si, d'Amerikaner, déi Globaliséierung gesteiert kréichen, hätte mer kee Lehman gehat; wa se d'Globaliséierung kéinte weider steieren, hätte mer kee Flächebrand duerno gehat, keng Rezessioun a mir hätten och keng Reprise, déi nëmme fragile wär.

Vill soen der am Iwwregen, datt mer amgaange sinn, eis op eng Welt zouzebewegen, wat eng Welt ass, déi vun engem G2, zesummegesat vu China an Amerika, organiséiert gëtt, an déi d'Richtung uginn, als vill méi eng Welt, wou d'UNO erëm eng zentral Roll géif spillen oder den FMI den zentrale Forum wär.

Et weess een haut net, ob dee G2 zustane kënnt oder net. An dach gëtt et eng Rei Zeechen, déi an déi Richtung weisen. D'Ofhängegkeeten tëschent Amerika a China si kloer. Déi amerikanesch Schold gëtt vun de Chineese gehalen; d'Exporter, wat déi ubelaangt, ass China op Amerika ugewisen, fir nëmmen déi zwee Elementer hei ervirzehiewen.

De President Obama, dee vill gelueften, huet am Mount November duerch Asien getourt, net duerch Europa, fir a China a mat deenen aneren asiatesche Länner sech iwwer Wirtschaft a Finanzen ze ënnerhalen. A wann ee kuckt, wien um APEC-Sommet war - dat ass de Sommet vun den asiateschen an de Pazifikstaten, déi 40% vun der Weltpopulatioun duerstellen -, da war dat den Agencëmeldungen no de President Obama an de President Medwedjew, vun Europäer keng Spur, op d'mannst no den Agencëmeldungen. Ech mengen, och dat seet eppes aus iwwert d'Manéier, wéi déi Welt amgaangen ass ze evoluéieren.

Duerfir uganks vu menger Ried e staarke Plädoyer fir en Europa, fir e gëeent Europa, fir en Europa, dat mat enger Stëmm schwätzt.

Vu datt ech bei Asien war, wollt ech e puer Wuert soen zu der Reprise vun der Ekonomie. An Asien wier se do, déi Reprise, soen d'Analysten eis. Richteg kéim se am éischte Semester 2010. China géif ëm 8% wuessen, an Amerika géifen et och éischt kleng Unzeeche vu Reprise ginn, och wann een op där anerer Säit muss bemierken, datt net méi spéit wéi d'lescht Woch erëm sechs Banken an Amerika faillite gemaach hunn an datt och d'Chrëschtgeschäft, wat e Gradmiesser ass fir d'Temperatur, fir d'Wirtschaftsklima, net ganz gutt unzitt an iwwerhaapt net leeft bis dato. Dat Ganzt ass also, wat den amerikaneschen Aspekt ubelaangt, op d'mannst verwuess.

Wann een dann an Europa kuckt, da seet d'Zentralbank eis, datt mer am Joer 2010 eng graduell Normalisatioun vun de Finanzmäert wäerten erfueren, e Refinanzement, wat am Laf vum Joer 2010 sech och géif normaliséieren, eng liicht Reprise am Joer 2010. Dir wësst, datt d'Previsioune vun der Zentralbank entre-temps de leschte Mount vun 0,2% Croissance am Joer 2010 op 0,8% am Joer 2010 eropgesat gi sinn. An dach bleift, datt déi Reprise eng fragile Reprise ass, eng schwaach Reprise, eng empfindlech Reprise, jo, op ville Plazen eng zerbriechlech Reprise oder eng Reprise, déi net richteg unzitt. Ech kommen herno nach op Lëtzebuerg ze schwätzen.

An och wann der vill soen, datt den Zeenario vum „W", nämlech, datt nodeem d'Wirtschaft sech erkritt, se nach eng Kéier géif eroffalen, ëmmer manner probabel gëtt, esou kann deen trotzdeem net total ausgeschloss ginn. Fakt ass, datt déi sozial Auswierkunge vun der Kris iwwerall - och do, wou d'Saachen unzéien - weider undaueren, an déi Sozialkris ass op ville Plazen eréischt virun eis, net hanner eis.

An et bleift och, wann ee vu Probabilitéite schwätzt, a wann een och ka soen, datt et méi probabel ass, datt op ville Plazen d'Saache biergop ginn, wéi erëm eng

Kéier biergof ginn, bleift, datt ee keng Certituden huet, an et bleift derniewent och, datt mer weiderhin eng Rei Phenomeener hunn, déi de Risiko vun neie Bullen an, par voie de conséquence, vun neien Explosioune mat beinhalten.

Et muss een ëmmer erëm drun erënneren, datt mer an engem Kontext sinn, wou mer virun engem Joer nëmme millimeterschaarf laanscht eng Mega-Monster-global-Kris komm sinn.

An dach bleift, datt säitdeem et och nach Phenomeener gëtt, déi beonrouegend sinn. Griichenland läit an der Eurozon an huet grouss Schwieregkeeten. De Finanzement vun de griichesche Statsbongen ass ëm e Multipel méi deier wéi deen zum Beispill vun den däitsche Statsbongen. D'Evolutioun a Griichenland ass préoccupant.

Dubai war virun zéng Deeg an aller Mond. Och wann een et net soll iwwerbewäerten, ass dat dach awer erëm e Phenomeen gewiescht, dat mat enger Bulle ze dinn huet, déi e bëssen entgleist ass.

D'baltesch Staten, insbesondere Litauen a Lettland, sinn och net iwwert de Bierg. En anert Land an Europa huet an dräi Etappen, zum Beispill, d'Statsbeamtepaien ëm 15% Prozent erofgesat respektiv net ugepasst: Dat Land ass Irland.

Alles dat si keng isoléiert Eenzelfäll an alles dat sinn och potenziell Schwieregkeeten, déi Auswierkunge kënnen op anerer hunn.

Wien hätt da geduecht, virun zwee Joer, datt eng Kris an Island Répercussiounen op d'Bankeplaz hei zu Lëtzebuerg hätt? Mir hu gesinn an der rezenter Vergaangenheet, datt dat de Fall war.

D'Bourssë ginn erëm erop. Och do muss ee sech d'Fro stellen: Hu mer et do mat engem Phenomeen vun enger neier Bulle ze dinn?

Wat d'Matières premières ubelaangt, hu mer erëm Bulle-ähnlech Elementer, déi net ze verkenne sinn. D'Spekulatioun kënnt erëm, mat potenziell dramatesche Konsequenzen, insbesondere op d'Entwécklungslänner, ëmsou méi d'Récolten op ville Plaze sech als net gutt annoncéieren.

D'Präisser a China sinn an deene leschte Méint massiv eropgaangen, Rekordhaussen zu Schanghai. D'Fro muss erlaabt sinn, ob dat seriö an nohalteg ass oder ob et eng nei Bulle ass.

An de Banke leie weider Perten, wann een dem Dominique Strauss-Kahn, Generaldirekter vum FMI, ka gleewen, vläicht nach 50% vun de Perten, déi opzedecken sinn an Europa, mä awer och an Amerika.

A well ech d'Stéchwuert FMI erwähnt hunn, wëll ech hei soen, datt déi Pläng vum Fonds monétaire international dohinner ginn, fir net eng Transaktiounssteier anzeféieren, déi op all Geschäfter ugewannt gëtt mat engem Prozentsaz, mä Pläng, déi déi sinn, datt déi Banken, déi Risiken huelen, solle bezuelen, datt déi, déi grouss Risiken huelen, méi bezuelen, datt déi, déi systemesch Risiken duerstellen, nach méi bezuelen. De System vun enger Prime d'assurance, un deem den FMI amgaangen ass ze schaffen - e System, deen eng ganz Rei Virdeeler huet par rapport zu deenen anere klasseschen Taxatiounsmodeller, déi emol vun deem engem oder deem aneren an deene leschte Méint a Joren an d'Gespréich bruecht ginn.

De System, un deem den FMI amgaangen ass ze schaffen, wat e System vu Prime d'assurance ass, ass méi realistesch wéi eng weltwäit Transaktiounssteier, méi einfach ëmzesetzen, méi zilorientéiert, well nämlech déi bezuelen, déi d'Risiken huelen, an ech mengen, dat wär de richtege Wee.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den internationalen Exkurs hei hunn ech net fir näischt gemaach, well dat Internationaalt an dat Nationaalt net méi ze trenne sinn. Alles dat, wat an der Welt geschitt, insbesondere am wirtschaftlechen an am ekonomesche Beräich, ass net neutral fir Lëtzebuerg. Mir sinn, dat wësse mer haut alleguer, keng Insel, vun där ee kann einfach nokucken a soen, dat betrëfft mech net. Mir sti matzen dran. An duerfir, wa mer mat engem A op eis national Suerge kucken, da musse mer dach awer ëmmer mat deem aneren A op dat internationaalt Ëmfeld kucken.

Dat bréngt mech, Här President, zu mengem zweeten Deel: déi national Perspektiv. Woubäi ech virausschécke wëll, datt mer an der verhältnisméisseg glécklecher Lag sinn, datt eis Statsfinanze virun der Kris an der Rei waren. Dat gëtt oft vergiess. Doriwwer eraus hu mer wéi anerer och e Problem. De Problem ass vläicht net esou grouss wéi bei aneren, mä mir hunn trotzdeem e Problem oder villméi en duebele Problem.

Mir hu keng richteg Reprise haut - ech kommen herno nach dorobber zréck - a mir hunn duerch d'Kris an als Konsequenz vun der Kris de Problem op der Recettësäit vum Budget am Joer 2009, mä nach vill méi am Joer 2010 an am Joer 2011, e Problem, deen net kleng ass, e Problem, dee substanziell ass.

Wann ech vun deenen zwee Problemer schwätzen, nämlech keng richteg Reprise an de Problem op der Recettësäit vum Budget, da wëll ech am gläichen Otemzug, souzesoen als drëtte Punkt, awer hei mat Nodrock dorop hiweisen, datt Lëtzebuerg och e Land ass, wat vill Atouten huet. Mir hu vill där Atouten, fir aus där Kris erauszekommen, a gutt do erauszekommen. Vläicht net mat därselwechter Stäerkt, vläicht net méi staark, mä awer och net manner staark, sécherlech anescht staark. A mir mussen déi Atouten asetzen. Si sinn oft determinant fir déi zwee aner Elementer, vun deenen ech geschwat hunn - Reprise a Recettësäit vum Budget -, wa mer am Neilëtzebuergesche vun „exit strategy" schwätzen, nämlech d'Nees-équilibréiere vun de Statsfinanzen an d'Zréckféieren à terme vun de Konjunkturpäck.

D'Reprise, Här President, wa mer déi rezentesten Zuele vum Statec kucken, da gesi mer, datt mer Zuele virgeluecht kréien, déi ëm 2,1% sech géife bewegen, wat d'Joer 2010 ubelaangt. D'OCDE gebraucht souguer, wann ech mech richteg entsënnen, eng Zuel vun 2,4%. Dat ass, an dat ass den éischte Kommentar dozou, massiv manner wéi soss.

Dat ass, zweetens, eng Zuel, déi op statisteschen Extrapolatioune baséiert, wäitgehendst, also eng Zuel, déi sécherlech eng perspektivesch statistesch Wourecht duerstellt, déi awer nach muss de Bewäis erbréngen, datt et och eng ekonomesch, wirtschaftlech a finanziell Wourecht duerstellt. De Statec selwer seet am Iwwregen, datt d'Saachen net roseg sinn an datt de Chômage wäert weider eropgoen.

Et muss een eben einfach wëssen, an dat ass am Rapport vum Lucien Thiel, dem exzellente Rapport vum Lucien Thiel, nozesichen, datt, wann d'Banken 2006 nach Resultater vu 5,7 Milliarden opweises haten, da sinn et 2008 nach 570 Milliounen. 5,7 Milliarde verglach mat 570 Milliounen! Wann ee weess, datt dee Secteur 40% vun eiser Ekonomie duerstellt, da weess een, datt et schwéier nozevollzéien ass, datt mer eng substanziell Croissance am Joer 2010 vun 2% oder méi kréien.

D'OCDE, déi grosso modo mat deenen nämlechten Zuele wéi de Statec operéiert, seet, datt d'Land seriö ënnert der Kris gelidden hätt, seet derbäi, datt et verschidden Zeeche géif ginn, datt d'Aktivitéit sech erëm géif verbesseren. A wann een da kuckt, wat d'OCDE am November gesot huet, firwat et géif besser goen, da seet d'OCDE, si géif mengen, et géif besser goen, an Zeechen, d'Aktivitéit hätt sech zum Positive lues a lues gewendt, well d'Bourssen erëm eropginn a well mer de Konjunkturpak hätten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech brauch Iech keng Zeechnung ze maachen, fir datt Der wësst, datt dat do eng Reprise ass, déi op de Konjunkturpäck an op der Bourse baséiert, a keng ekonomesch gedriwwe Reprise ass, keng Reprise ass, déi den Term „nohalteg" verdéngt. D'OCDE fügt derbäi, an ech mengen dat ass wichteg och ervirzesträichen, datt se dovun ausgeet, datt opgrond vun der Verbesserung vun de finanzielle Bedéngungen a vun der Reprise weltwäit och d'Saache sech géifen zu Lëtzebuerg verbesseren.

Ech gleewe gär dodrunner, mä et gëtt awer och Räsonnementer, déi méi zolidd a méi staark sinn, wéi dee Räsonnement do. An da muss een och de leschte Saz aus dem Résumé vun der OCDE hirem Rapport liesen: «Les autorités devraient définir un plan crédible d'assainissement budgétaire à moyen terme.»

Dat heescht, datt d'Reprise, esou wéi se kënnt, net wäert eis dee budgetäre Problem, dee mer hunn, léisen. Dat heescht, datt mer an alle Fäll de budgetäre Problem hunn, an ech biede séier drëm, datt dat zur Kenntnis geholl gëtt. Wann de Wirtschaftsmotor géif usprangen an direkt an de fënnefte Gank goen a mat Vollgas ulafen, wat net wahrscheinlech ass, gëtt de Problem vläicht méi kleng. Et bleift e Problem. Wann de Wirtschaftsmotor weider am éischten oder zweete Gank stottert, gëtt de Problem méi grouss. Dat ass méi probabel an duerfir komme mer och net laanscht Aspuerungen. Duerfir musse mer an deenen nächste Jore spueren. Ech kommen herno dorobber zréck.

Entre-temps schéngt och all Mënsch dat verstanen ze hunn. An duerfir kënnen déi Diskussiounen am neie Joer och ulafen.

D'Kris wäert, ech hunn dat gesot, massiv op der Recettësäit vum Budget '10 an '11 aschloen. Ech wëll am Iwwrege soen, datt am Juni, prezis de 5. Juni hei an der Chamber am Kader vun der Finanzkommissioun vun enger Diminutioun vun de Recettë vun 8% geschwat ginn ass. A wann Der d'Zuel vun der Budgetspresentatioun am Oktober kuckt, da si mer nach ëmmer bei 8%. Virun de Wahlen 8%, no de Wahlen 8%. Wat d'Defiziter ubelaangt, Administration publique, esou war d'Forschett vun der Konjunktur dem Statec no vu virun de Wahlen, kombinéiert mat deenen Elementer, déi aus der Expertsnote aus de Koalitiounsverhandlungen ervirgeet, tëschent 4,2 a 4,9% am November. Wann een d'Zuele kuckt, si mer tëschent 4,3 a 4,8%.

Mir haten also virun de Wahlen eng Forschett uginn an ëm de Wahltermin hu mer eng Forschett uginn tëschent 4,2 a 4,9%. Wat den Defizit vun der Administration publique ubelaangt am November, si mer bei 4,3 bis 4,8%. Dat eent läit am nämlechte Gewässer wéi dat anert. Déi, déi also net midd si ginn ze soen, et géif hei gelu ginn, a mat falschen Zuelen operéiert hunn, mengen ech, missten och eng Kéier deen Detail do op d'mannst zur Kenntnis huelen.

Et bleift, datt mer e reelle Problem hunn. An d'Banque centrale seet eis souguer, datt dee Budget, dee géif virleien, ze vill optimistesch wär. Dat kann engem elo gefalen oder net gefalen, datt d'Banque centrale dat seet. Ech sinn och net do fir den Här Mersch hei ze verdeedegen. Ech wëll just vläicht awer hei eng Kéier soen, datt seng Previsiounen aus der Vergaangenheet sech oft als richteg erwisen hunn an der Realitéit entsprach hunn; och dat soll ee vläicht heiansdo zur Kenntnis huelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet net duer, de Constat ze maachen. Et geet och drëms ze soen, wat ze geschéien huet, datt mer d'Saachen erëm an d'Riicht kréien. An et wär net schlecht, wa mer eis do kéinten op e puer Grondprinzipien eens ginn.

Mir hunn e Problem op der Recettësäit vum Budget. Nun, et kann een drun denken, fir d'Steieren eropzesetzen. Nun ass dat a mengen Aen net deen intelligenteste Wee, deen ee ka wielen. Méi een intelligente Wee, fir Recetten ze generéieren, ass fir ze probéieren, déi Recetten iwwert de Wee vun neien Aktivitéiten ze generéieren. Och andeems een déi Aktivitéiten, déi mer hei hunn, stabiliséiert. Nei Aktivitéite vun deenen Entreprisen, déi hei sinn, nei Entreprisen, déi heihinner kommen, Stéchwuert Diversifikatioun, awer och Stabilisatioun vun deenen Aktivitéiten, déi do sinn, Stéchwuert a Beispill d'Bankeplaz, Mëttelstand an anerer.

Wa mer nei Recettë wëlle generéieren, dann ass déi intelligentst Manéier déi, fir eis Ekonomie weider ze diversifiéieren. An an deem Zesummenhang geet et drëm, op eis traditionell Atouten ze setzen, déi do sinn an déi an deene leschte Wochen a Méint vläicht e bëssen an den Hannergrond geréckelt sinn. Mir bréngen et weider fäerdeg, a ville Fäll, vläicht net méi an allen, fir datt Lëtzebuerg als Land vun deene berühmte kuerze Weeër gëllt. Mir hu weiderhin e stabilt reglementarescht Ëmfeld. Mir hunn eng Steierlandschaft, déi net negativ ass, och wa mer kee Steierparadäis sinn, n'en déplaise à d'aucuns.

Mir hu gutt Infrastrukturen. Mir hunn eng héich Liewensqualitéit. Mir hunn e geschäftsfördernd Ëmfeld. Mir hu spezifesch Atouten, déi ee kann asetzen am Beräich zum Beispill vun der Propriété intellectuelle. Mir kënnen eng Politik maachen, déi zentral Fonctioune vu grousse Gruppen op Lëtzebuerg unzitt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech weess net, ob dat stëmmt, datt Escada op Lëtzebuerg kënnt mat zentrale Fonctiounen. Mä wann ech Escada wär, da géif ech mer dat gutt iwwerleeën an ech géif dat maachen. Ech géif domadder net méi an net manner maachen, wéi dem Beispill vun anere follegen. Anerer hunn et virgemaach. Lëtzebuerg ass eng Plaz, wou weiderhin zentral Fonctioune vun Entreprisen europawäit aus gutt kënnen erfëllt ginn. RTL ass dat klasseschst Beispill, wat mer hunn. Rakuten aus Japan an Huawei aus China weisen, wéi breet d'Palette entre-temps ginn ass.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Frot den Här Krecké! Bei Escada musse mer den Här Krecké froen.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Da frot Dir e muer, Här Bettel. Ech hu mat enger Tréin am A festgestallt, datt Der haut net géift un d'Riednerpult trieden,…

Une voix.- Aha!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …mä ech féieren dat dorop zréck, datt Der Iech fir d'éischt nach musst un Ären neie Brëll gewinnen, oder nach de Kleesche verdauen. Ech freeë mech schonn op muer!

(Interruptions)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech kann Iech en awer léinen.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Nee merci, ech gesinn nach gutt mat mengem.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen, wann ech vun zentrale Fonctiounen hei zu Lëtzebuerg schwätzen, alles maachen, datt déi Leit sech hei wuel fillen zu Lëtzebuerg, datt se sech weider wuel fillen hei zu Lëtzebuerg. Dofir musse mer eis Atoutë weider ausbauen a weider un där enger oder anerer Schrauf dréien.

Mir hunn dat fäerdeg bruecht zum Beispill an der Vergaangenheet, andeems mer d'Gesetzgebung geännert hunn iwwert d'Propriété intellectuelle. Mir hunn éischt vill verspriechend Schrëtt gemaach am Beräich Technologie de la santé a Biotechnologie. Mir missten déi Schrëtt ausbauen, sou datt mer an Zukunft vun engem richtege Cluster vu Bioekonomie kéinte schwätzen, fir datt déi Suen, déi mer haut investéieren, och muer eppes bréngen am Intérêt vun eiser Ekonomie an am Intérêt vun eis alleguerten.

A wann ech soen, datt mer mussen un där enger oder anerer Schrauf dréien, da mengen ech och, datt mer eis misste mat der Fro ausenanersetzen, wéi mer kënne Weeër fannen, fir datt déi Entreprisen, déi 100 Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg schafen, datt déi Entreprisen, déi sech hei zu Lëtzebuerg etabléieren a 50, 100 Aarbechtsplaze schafen, datt de Kader fir déi attraktiv gëtt an datt och de Kader attraktiv ass a vläicht nach méi attraktiv gëtt fir déi, déi dofir responsabel sinn, datt déi nei Aarbechtsplaze vun neie Firmen hei zu Lëtzebuerg geschafe ginn.

Ech schwätzen do vu steierlechen Avantagen an anere Saachen. Ech mengen, datt dat géif e Plus bréngen, an ech mengen, datt dat e wichtegen Aspekt wär vun enger Politik, déi sech géif drëm beméien, ekonomesch relevant Acteure mat Lëtzebuerg ze verbannen a si hei ze verankeren.

Dat maache mer net, well et eis Spaass mécht oder well et eis gefält, mä well doduerjer Aktivitéiten entstinn. Aktivitéiten, déi Steierrecettë generéieren. Steierrecetten, déi eis erlaben, Politiken, insbesondere Sozialpolitiken ze konzipéieren an ëmzesetzen, am Intérêt vun eis alleguer.

A wann ech soen, datt mer musse kucken, wéi mer eis kënnen drëm beméien a wéi mer kënne Weeër fannen, fir datt déi, déi nei Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg schafen, och vun engem attraktive Kader kënne bénéficiéieren an datt mer do u Schrauwe mussen dréien, dann heescht dat awer och, datt mer mussen oppassen, u wat fir eng Schrauwe mer net dréie ginn!

Wann ech zum Beispill soen, datt mer musse kucken, wéi mer méi attraktiv kënne gi fir déi, déi Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg an neie Betriber schafen, da schéngt mer d'Erëmaféierung vun der Verméigenssteier do net de richtege Wee ze sinn; fir et emol manéierlech auszedrécken. Deen, deen nämlech un d'Schrauf vun der Verméigenssteier wëllt dréie goen, muss eng Äntwert dorop ginn, wat dat fir d'Ekonomie heescht. Wéi vill ginn der fort? Wéi vill kommen der net? Dat ass déi richteg Fro.

(Interruption)

Meng Iwwerzeegung ass déi, datt en Dréien un där Schrauf massiv negativ Konsequenze fir eis Ekonomie gëtt. Hei geet et net drëm fir déi Déck an déi Kleng op där enger Säit an op där anerer Säit, hei geet et net ëm déi Déck géint déi Kleng, hei geet et ëm d'Zukunft vum Land.

Wou een ëmmer muss, wann ee vu Verméigenssteier schwätzt, och dräi Saache soen. Mir hu se 2006 ofgeschaaft fir d'physesch Persounen. Elo se erëm anzeféieren, wär e Broch, iwwert d'Erëmaféieren eraus, mat enger laanger Traditioun, wat nämlech déi Traditioun ass vu Lëtzebuerg, datt mer e previsibelt an e stabelt reglementarescht Émfeld hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Op Lëtzebuerg war an ass ëmmer Verlooss gewiescht, wat d'Reglementatioun ubelaangt. Dräi an halleft Joer, nodeem een eppes ofgeschaaft huet, et erëm anzeféieren, wär e Broch domadder. Mir géifen domadder ee vun den Haaptatoutë vun eisem Standuert präisginn.

Et muss een am Iwwrege wëssen, datt d'Erëmaféieren, wann een dat oprechent mam Déchet fiscal vun deemools aus dem Joer 2006, alles an allem géif 30 Milliounen duerstellen. Am Iwwrege ruffen ech an Erënnerung, datt de toute façon déi Steier fir d'Betriber nach besteet, datt mer hei also just vun de physesche Persoune schwätzen.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech vun de Recettë schwätzen, da kommen ech onweigerlech och zu der Bankeplaz. Si representéiert 40% vun eiser Ekonomie; een Drëttel vun eise Steierrecetten an der Vergaangenheet, obwuel d'Recetten agebrach sinn an also mer an deenen nächste Joren net méi mat deem Drëttel kënne rechnen.

Et ass net fir liichtfankeg mat deem Pilier vun eiser Ekonomie ëmzegoen. Dat hu mer och net gemaach bis dato. Et ass wichteg, datt d'Bankgeheimnis erhale bleift. An ech wollt hei ausdrécklech déi vill a gutt Efforten, déi de Finanzminister an deem Beräich mécht, ervirsträichen. Et geet hei ëm den „level playing field". Et geet hei ëm de Prinzip vun der Égalité des armes, souwuel wat d'Produkter ubelaangt wéi wat d'Plazen ubelaangt; ech schwätze vun der Geographie, wann ech vu Plaze schwätzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir am Dossier „Bankgeheimnis" d'Hänn um Réck zesummegestréckt kréien, kënne mer net méi am Orchester matspillen. Wann zur gläicher Zäit de Kolleeg niewendrun, ech schwätze vun eise Schwäizer Frënn, weider ka mat zwee Hänn mat vollem Jumm op d'Tromm schloen, jo da brauch ee keng Zeechnung fir ze wëssen, wou dat kann hifféieren. Duerfir musse mer weider kämpfen. Här Minister, Dir hutt eis voll Ënnerstëtzung op deem do Punkt wéi op deenen aneren och.

Nichtsdestotrotz wär et net virsiichteg an net responsabel, fir net ze plange fir de Fall wou. Mir wënschen eis dat net a mir wëllen et och net. Mä wat wär wann? Déi Fro musse mer eis stellen. De Rapporteur huet sech an eis se am Iwwregen och gestallt. An d'Äntwert dorobber kann nëmmen déi si vun der Innovatioun a vun der Diversifikatioun.

Duerfir, Här President, seet meng Fraktioun Jo zu enger Politik fir d'Bankeplaz, déi d'Fongenindustrie stäerkt. Zu enger Politik fir d'Bankeplaz, déi Mikrofinanz an ethesch gelagert Produitë fördert. Zu enger Politik fir d'Bankeplaz, déi déi islamesch ausgeriichte Produitë mat oppenen Äerm ophëlt, och wa mer duerfir mussen, le cas échéant, d'Gesetzer änneren.

Jo zu enger Politik fir d'Bankeplaz, déi dozou bäidréit, datt Leit mat grousse Verméigen déi vun hei aus verwalte loossen. Jo zu enger Politik fir d'Bankeplaz, déi sech net ze schued derfir ass, fir Fongen, déi uerdentlech reguléiert sinn an déi eng Plus-value duerstellen, hei ze accueilléieren. Bref: Jo zu enger Politik fir d'Bankeplaz, déi op Exzellenz, Qualitéit, intelligent opgebauten Nischen a Weideres méi baut. An anere Wierder: Jo zu enger Finanzplaz, déi d'Zukunft opbaut an net der Vergaangenheet nokräischt.

An, Här President, wa mer Effortë musse maachen, fir eis Ekonomie ze diversifiéieren, a bei allen Efforten och am Kader a ronderëm d'Bankeplaz dierfe mer net vergiessen, datt de Mëttelstand de Réckgrat vun eiser Wirtschaft ass. E Mëttelstand, deen Aarbechtsplaze schaaft, deen och Steierrecettë generéiert, dee vum Konjunkturpak bénéficiéiert. Dat ass gutt esou. Mir mussen oppassen, datt mer de Mëttelstand net ze vill belaaschten. Mir mussen oppassen, datt de Mëttelstand net mëttelfristeg ënner Perfusioun geréit, well dee Konjunkturpak, dee kuerzfristeg gutt war, laangfristeg géif oprechterhale ginn. Aufgab vum Minister ass et, fir sech ze mellen an ze aktivéieren, soubal d'Clignotanten no orange hin tendéieren. An duerfir ass et och richteg a gutt, datt et e Minister gëtt, dee sech spezifesch ëm de Mëttelstand bekëmmert an där heiteger Regierung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nei Aktivitéite bréngen nei Recetten. Gläichzäiteg wäerte mer och spuere mussen. An anere Wierder: Villes vun deem, wat mer net iwwert de Wee vun neien Aktivitéiten, déi zousätzlech Recettë generéieren, regelen, wäerte mer op der Dépensëséit musse regelen. De Finanzminister huet, wou en de Budget presentéiert huet, dräi Piste kuerz virgezeechent: d'Fonctionnementskäschten, d'Investissementer an d'sozial Transferten. Ech wëll zu deenen dräi Pisten e puer Remarquë maachen.

Fonctionnementskäschten: Den Train de vie vum Stat muss sech weider no ënne bewegen. Mir sinn der Iwwerzeegung, datt et do nach Margë gëtt. Chamber a Regierung solle mam gudde Beispill virgoen.

Ech plädéieren awer och fir méi eng grouss Responsabilitéit am Kader vun der Exécution budgétaire, dat heescht gläichzäiteg méi eng grouss Flexibilitéit. D'Regel, datt deen Euro, deen net ausgi gëtt, op enger Ligne budgétaire dat Joer drop emol a priori fort ass, muss definitiv a flächendeckend der Vergaangenheet ugehéieren.

Här Minister, ech weess, datt Der an déi Richtung amgaang sidd ze schaffen. Et kéint ee sech virstellen, wann een och net, wéi de Rapporteur, d'Normes budgétaires wëllt global aféieren, ee se fir d'Fonctionnementskäschten emol géif experimentéieren.

Ech mengen net, Här Rapporteur, contrairement zu deem, wat Dir mengt, datt eng Reorganisatioun vum Contrôle financier, esou wéi se Iech virschwieft, géif vill bréngen. Mä mir kënnen doriwwer diskutéieren.

Objektiver an Evaluatioun si sécher am Budget och eppes Richteges. De Fait, datt fir kleng Dépensen 20 Ënnerschrëften néideg sinn, ass eppes, wat ech ni verstan hunn an och ni wäert verstoen.

Déi zweet Pist, déi de Minister opgezeechent huet, war déi vun den Investitiounen. D'Investitioune kann ee strecken, muss ee strecken, wäerte mer weider strecken. Dat ass dat eent.

Dat Zweet: Ech mengen, datt een och déi Lëscht vun den Investitiounen nach eng Kéier kéint ofklappen. Bréngt all Projet eng Plus-value? Brauche mer alles, wat an deenen eenzelne Projete virgesinn ass? Wat ka wou méi bëlleg gebaut ginn?

Ech weess, datt ech beim Bauteminister, deen haut Développement-durabels-Minister heescht, oppen Dieren arennen, wann ech dat soen.

Wichteg schéngt eis awer och als CSV-Fraktioun, datt mer d'Schold op där enger Säit, d'Statsschold op där enger Säit an Investitiounen unenee bannen. Fir d'éischt geet et drëm, datt déi Statsschold, déi mer musse maachen, net aus dem Rudder leeft, mä da geet et awer och drëm, fir déi Statsschold den Zukunftsinvestitiounen zouzewennen: Schoul, Héichschoul, Fuerschung, Innovatioun, nei Technologien, Infrastrukturen, Energien. Dat sinn déi Secteuren, an déi mer mussen investéieren. An dat sinn och déi Secteuren, wou an eisen Ae mer kënne Schold maachen, fir déi Investissementer ze tätegen.

D'Zil dierf net dat sinn, fir Schold ze maachen. Zil muss et sinn, fir d'Zukunftsinvestitiounen ze finanzéieren. Dat mécht déi Schold och vertrietbar. Dat mécht et vertrietbar, fir Schold ze maachen, ebe well déi Investissementer och fir déi zukünfteg Generatiounen do sinn.

Beispill: Mir hunn an deene leschte Joren de schnellen Internet entwéckelt. Mir mussen elo de ganz schnellen Internet entwéckelen. Mir brauchen do e Plang vun der Regierung. Dat schéngt mer indispensabel ze sinn.

Klammer op: D'SES huet an engem ähnleche Beräich 500 Milliounen an d'Satelliten d'lescht Woch investéiert. E Fait, dee kaum Beuechtung fënnt. Mä e Fait, deen awer weist, datt et och ganz Secteure vun der Ekonomie ginn, wou et nach gutt fonctionnéiert.

A wann ech soen, datt mer eis Gedanken driwwer solle maachen an och konkret ginn d'nächst Joer, wat d'Strecke vun Investissementer ubelaangt, d'Iwwerkucke vun Investissementer, da froen ech mech, ob mer net an deem engen oder anere Beräich och kéinten d'Iddi vun engem Moratorium an d'A faassen. Gëtt et net Beräicher, wou mer esou gutt équipéiert sinn, datt mer emol e puer Joer näischt bräichten ze maachen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et fäerdeg bruecht, um Härebierg während 30 Joer näischt ze maachen. Et wäerten dach och Beräicher ginn an aner Domäner, wou mer et och e puer Joer géife fäerdeg bréngen, näischt ze maachen. Ech wëll net, datt mer dat an engem Beräich maachen, wou mer sous-équipéiert sinn. Mä et gëtt sécherlech deen een oder deen aneren, wou mer esou gutt équipéiert sinn, datt mer net direkt muer musse weider massiv investéieren.

All deenen, déi mech elo froen, ech soll e Beispill nennen, soen ech: Ech nennen haut keent. Ech nennen och muer keent an ech nennen och dëst Joer keent. Alles dat gehéiert zu deene Punkten, déi mer d'nächst Joer wäerten diskutéieren.

Drëtte Punkt, drëtte Block. Mir wäerten d'Sozialtransferten iwwerkucken. Dat steet am Koalitiounsaccord. Dat geschitt am Sënn vum sozialen Ausgläich. Dat geschitt am Sënn vun der sozialer Kohesioun. Et geet net, datt mer am soziale Beräich massiivst den Hiewel géifen usetzen an an all deenen anere Beräicher just géife Saache maachen, déi Peanuts duerstellen, gradesou wéineg wéi et geet, datt mer am soziale Beräich näischt géife maachen. Och deen Deel muss am Pak mat dra sinn. E Pak, deen équilibréiert muss sinn.

Wann zum Beispill gesot gëtt, datt Abattementer a Subventiounen op hir Zilsetzung am Impakt iwwerkuckt solle ginn, dann huet dat net nëmmen, mä awer och eppes mat sozialer Selektivitéit ze dinn.

Här Di Bartolomeo, ech gesinn, Dir sidd scho ganz nervös. Wa mer soen, datt mer iwwermuer,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Ech hunn Iech am A.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Wa mer soen, Här Di Bartolomeo, datt mer iwwermuer e Problem an de Pensiounen hunn an duerfir muer mussen op deene 16 Pisten - wann ech mech richteg erënneren, sinn et der 16 - schaffen, dann huet dat och eppes mat sozialem Ausgläich ze dinn. Näischt ze maachen am Beräich vun de Pensiounen ass a mengen Aen asozial vis-à-vis vun deenen zukünftege Generatiounen, well et e Broch vum Generatiounevertrag vun dëser Generatioun vis-à-vis vun där nächster kéint duerstellen.

De Problem klengzerieden, hëlleft och näischt. Och do ass Fangerspëtzegefill gefrot. Dir hutt dat. Och do…

(Interruption)

…muss de sozialen…

(Hilarité)

Ech hunn Iech net richteg héieren, Här Di Bartolomeo. Sot et nach eng Kéier.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Dir kéint mäi Pressespriecher sinn.

(Interruption et hilarité)

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech spiere mech net extrem qualifizéiert, Här Di Bartolomeo, fir fir en Job ze postuléieren, wou ech weess, datt ech permanent den zweete Präis kréich.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Par rapport zu Iech!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Dir waart awer no drun.

(Hilarité)

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, sozial Selektivitéit kann a wäert awer nëmme funktionéieren zesummen am Pak mat anere Mesuren. Sozial Selektivitéit kann a wäert nëmme funktionéiere mam Zil vum sozialen Ausgläich a virum Hannergrond vun der sozialer Kohesioun.

Wat d'Steieren ubelaangt, esou huelen ech et mam Rapporteur: 1. Steieren dierfen net en Tabu vu virera sinn; 2. Mir mussen d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie am Bléck halen; 3. Steiere kommen an d'Spill, wann all dat anert Spuerpotenzial ausgekraazt ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Oppositioun gëtt net midd, der Majoritéit virzewerfen, si géif net soen, wou d'Rees géif higoen. Ech weess net, wat Der Iech erwaart hat haut, Här Meisch. Ech weess net, ob Der Iech erwaart hat, datt mer Iech géifen e Pak vun 20, 25 Mesuren hei virliesen. Hätte mer dat gemaach, hätt Der sécher gejaut, et géif vun uewen erof décidéiert ginn, d'Majoritéit géif mat kengem schwätzen, si géif alles besser wëssen a si hätt keng Gespréichskultur.

Et ass ëmsou méi erstaunlech, wat Der an deene leschten Deeg zu deene Problemfelder gesot hutt, well am Numm vun Ärer Fraktioun am Juli gesot ginn ass, Dir wäert mat der Zilsetzung vun der Koalitioun d'accord, nämlech: mëttelfristeg équilibréiert Statsfinanzen; keng iwwerdriwwe Verscholdung; sozial Transferten, déi iwwerkuckt ginn; an eng wirtschaftlech Kompetitivitéit, déi misst verbessert ginn.

Wann Der also, wéi den Här Bettel am Juli gesot huet, mat deenen Ziler d'accord sidd, a wann Der mengt, et wär elo de Moment komm, fir konkret Proposen ze maachen, dann hoffen ech, datt Der se elo maacht, wann Der hei op dat Pult trëtt, nodeem ech fäerdeg sinn.

D'Method vun der Majoritéit ass eng aner. Dat ass déi vum Gespréich, fir d'éischt mat de Fraktiounen, wéi de Finanzminister et am Oktober hei gesot huet, wou en de Budget virgestallt huet, duerno mat de Sozialpartner, d'Tripartite ënner Abannung vun der Chamber, virdrun, währenddeem an duerno. D'Zil ass dat, e globale Pak virzeleeën an dann ze verabschieden.

Här President, Dir Dammen an dir Hären, wann ech vum internationale Kontext schwätzen, vum nationale Kontext, vun eisen Atouten, vun der Diversifikatioun, vun der Recettësäit vum Budget, vun den Aspuerungsméiglechkeeten op der Dépen-

sësäit, dann huet dat alles eppes mat där neilëtzebuergescher Exit-Strategy - fir dat Wuert nach eng Kéier ze gebrauchen - ze sinn. D'Stratégie de sortie de crise, fir et op Franséisch ze soen. Déi Strategie setzt selbstverständlech viraus, datt et keng nei Réckschléi a keng Bullë ginn. Ech hunn dat virdrun illustréiert.

Eng Stratégie de sortie de crise, déi et ze preparéiere gëllt. Am Ausland ass dat am lwwregen net anescht. Och do si se amgaangen, d'Stratégie de sortie de crise ze preparéieren. Och do si se eréischt amgaangen, se ze preparéieren. Och dat erkläert, firwat haut, d'lescht Woch an d'nächst Woch net 20, 25 Mesurë virgeluecht ginn hei. Och dat erkläert, firwat déi Reprochen, insbesondere vun der Demokratescher Partei, déi der Majoritéit Konzeptlosegkeet virgeheien, näischt daachen.

Op d'Fro, wéi et da mat der Sortie de crise géif stoen, sot den Dominique Strauss-Kahn, Generaldirekter vum FMI, virun zéng Deeg: Jo, et muss ee se virbereeden, déi Pläng, fir aus der Kris erauszekommen. Neen, et dierf een dës Pläng net ze fréi ëmsetzen. Et gëtt méi deier, seet de Strauss-Kahn, ze fréi aus de Konjunkturpäck erauszeklammen, wéi ze spéit doraus erauszeklammen. Obwuel d'Konjunkturpäck deier sinn, musse se weidergefouert ginn.

Deemno geet et drëms, éischtens, d'Sortie de crise elo virzebereeden. Dat maache mer. Dat si mer amgaangen ze maachen. Zweetens geet et drëms, fir ze soen, wéi dat ze geschéien huet. Hei zu Lëtzebuerg geschitt dat ab Ufank vum neie Joer. Drëttens geet et drëms, dat Ganzt duerno ëmzesetzen. Dat geschitt am Joer `11 an duerno.

Mir sinn also gutt am Timing dran. Mir si gutt am Timing dran, wann ech kucken, wat international och amgaangen ass ze geschéien. Dat ëmsou méi mer, éischtens, e Point de départ virun der Kris haten, deen net allze schlecht war, mat engem Budget, deen an der Rei war; dat ëmsou méi d'Gespréich an d'Diskussiounen zentraalt Element sinn hei zu Lëtzebuerg vun all Léisung, déi gedroe wëllt ginn; dat ëmsou méi, drëttens, datt et richteg ass, datt de Konjunkturpak den Ament weiderleeft.

Et ass wichteg, datt dee Pak weiderleeft, well e stabiliséierend Wierkungen op d'Ekonomie huet. Dee Konjunkturpak, dee weiderleeft, dierf awer net zum permanente Baxter fir eis Ekonomie ginn. De Minister huet dat d'lescht Woch illustréiert; ech ginn net am Detail dorobber an.

Wat mer doriwwer eraus brauchen, wann ech vun der Sortie de crise schwätzen a wann ech Konklusiounen zéien aus deenen Elementer, déi ech elo hei gesträift hunn oder analyséiert hunn, wann ech déi Konklusiounen zéien, da soen ech, datt mer am Joer 2010 e Plang brauchen, eng Roadmap - fir Neilëtzebuergesch ze schwätzen -, fir d'Saachen erëm an d'Riicht ze bréngen; en zäitleche Plang, en thematesche Plang.

Bref, mir mussen e Redressementsplang ausschaffen, deen ëmgesat ze ginn huet, wann d'Ekonomie erëm uspréngt, au fur et à mesure wéi se uspréngt, op eng durabel Manéier, esou datt privat Investissementer an Dépensë progressiv déi staatlech, déi während der Kris néideg sinn, erëm ersetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kris ass eréischt eriwwer, wann de Chômage erofgeet. Or geet e weider erop. An et bréngt och näischt an deem Zesummenhang, fir mat alarmisteschen Zuelen ze operéieren. Fakt ass, datt de Chômage weider eropgeet. Fakt ass, datt d'Kris eréischt eriwwer ass, wann e massiv erofgeet. Fakt ass, datt, deemno wat geschitt, e méi oder manner wäert eropgoen.

Duerfir ass et wichteg, datt mer en zolitten Arsenal hunn, fir d'Konsequenze vun deem Chômage opzefänken an ofzefiederen, vervollstännegt am Oktober iwwert de Wee vum Gesetz, wat sech mat deene méi Jonken, déi riskéieren an de Chômage ze falen, auserneesetzt.

Nieft deene Jonke musse mer awer och, an dat läit menger Fraktioun um Häerz, speziell Efforten op déi konzentréieren, déi keng Qualifikatioun hunn, an och op déi Chômeuren, déi alt e bësse méi al si wéi déi aner.

De Kampf géint de Chômage beschränkt sech awer net op d'Offiedere vun de Konsequenzen an d'Neesopfänke vun deene Betraffenen. E beschränkt sech jo och net op de Maintien de l'emploi an de Maintien dans l'emploi. Diversifikatioun an nei Aktivitéiten, och dat ass proaktiv Anti-Chômage-Politik. Awer nëmmen ënner enger Konditioun; ënnert der Konditioun, datt Formatioun a Schoul esou ausgeriicht sinn, datt eis Jonk och déi Plaze kréien, déi geschaf ginn.

Wéi oft héiert een e Patron vun enger internationaler Firma, dee seet, e géif jo gäre Lëtzebuerger astellen, e géif just keng fannen. Duerfir ass et - och wann dat vläicht net ëmmer richteg ass, ass et sécher och net ëmmer falsch - wichteg, datt mer weider un eiser Schoul schaffen, datt mer weider reforméieren am Beräich vun de Schoulen, datt mer weider d'Formatioun verbesseren, fir datt déi Plazen, déi geschaf ginn, och, wéinstens zu engem Deel, vu Lëtzebuerger kënne besat ginn. Dat ass haut a ville Secteuren an op ville Plazen - leider, géif ech gär soen - net de Fall.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Titel vum Rapporteur sengem Rapport war: 2010, une année charnière. De Rapporteur huet eis domadder invitéiert, iwwert de Budget 2010 erauszekucken. Ech hunn där Tentatioun och net résistéiert, well ech er net wollt résistéieren. Et ass an deem Sënn a virun deem Hannergrond, wou meng Fraktioun dee Budget hei wäert stëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zäiten, déi op eis zoukommen, gi sécherlech keng einfach. Dat ass dat eent. Dat anert ass, datt mer Atouten a Strategien hunn, fir aus de Saachen erauszekommen a gestäerkt mat neier Stäerkt aus der Kris eraus an duerno erëm ze wuessen. An, wa mer net selwer alles schlechtrieden, wa mer net selwer eis an Detailer verhedderen, wa mer net selwer eis ze Doud diskutéieren, da packe mer dat all zesummen. Dat ass meng Iwwerzeegung. Dat ass déi vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Schiltz Merci. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi dësjähreg Budgetsdebatte fannen an engem komplett anere Kontext statt, wéi mer dat iwwer laang Joren, bal Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg gewinnt sinn.

Mir ginn oder wëllen d'nächst Joer 2010 als lëtzebuergesche Stat 22% méi ausginn, wéi mer erakréien. Mir kennen d'Envergure vum Lach an der Gesondheetskeess. Mir wëssen, datt mer Mount fir Mount nei Rekordzuelen am Chômage schreiwen. Rekordzuelen, wou mer mëttlerweil deelweis iwwert der Situatioun am noe Grenzgebitt leien.

Mir kennen an diskutéieren hei all Dag iwwert den internationalen Drock, deen opgebaut gëtt, fir Lëtzebuerg an eenzelnen Domäner en Deel vu sengem Succès ewechzehuelen, ewechzenäiden. Gëschter war et de Commerce électronique, haut ass et d'Bankgeheimnis, muer vläicht nees den Tanktourismus.

Mir kennen eng ganz Rei vun al bekannte Problemer, déi net nei sinn, déi net krisebedéngt sinn. Mir schwätzen haut wéi mer iwwert déi lescht Joren iwwert d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie geschwat hunn. Mir schwätzen haut wéi mer déi lescht Joren iwwert d'Diversifikatioun vun eiser Ekonomie geschwat hunn.

Mir schwätzen elo, an elo just nach, iwwert d'Rentemauer an déi Diskussioun, déi noutwendeg ass, fir ze kucken, wat mer maachen, fir och deene Jonken, deene künftege Generatiounen nach eng sécher Rent kënnen ze assuréieren, datt se Vertrauen hunn an ee vun deenen zentrale Piliere vun eiser Sécurité sociale.

Mir wëssen, datt mer d'Kyoto-Ziler méi wéi däitlech wäerte verpassen. Mir kennen all Dag d'Iwwerlaaschtung vun eise Verkéiersinfrastrukturen an de Besoin un zousätzlechen Infrastrukturen an u grousse Investitiounen, déi nach do noutwendeg sinn. Mir wëssen, datt Joer fir Joer dausende vu jonke Leit aus de Schoule kommen ouni Ofschloss. An ouni Ofschloss heescht ganz oft ouni Zukunftschancen.

Mir wëssen och, datt et mëttlerweil iwwer 15.000 Lëtzebuerger gëtt, déi net méi zu Lëtzebuerg doheem sinn, mä am noe Grenzgebitt, well Wunnen hei offensichtlech ze deier ginn ass.

Nieft deem dote Kontext, nieft neien Erausfuerderungen an neie Problemer, déi sech akut an der Kris gestallt hunn, nieft deene Problemer, déi mer déi lescht Joren - ech wëll emol soen - matgeschleeft hunn, gëtt et eng ganz Rei vun Zukunftserausfuerderungen, deene mer eis och net kënne verschléissen. Et geet sécherlech drëms, déi nächst Joren nei a weider Kompetenzen opzeriichten an ze schafen hei zu Lëtzebuerg, fir Lëtzebuerg, eist Land, op d'Zukunft ze preparéieren.

Am Mëttelpunkt steet do d'Universitéit, déi nach an enger Opbauphas ass. An Opbauphas mengen ech do ganz besonnesch, wann et drëms geet, definitiv Raimlechkeeten zur Verfügung ze stellen. Et geet drëms, fir dat, wat mer opgebaut hunn am Domän vun der Fuerschung, kënnen ze stabiliséieren, auszebauen a virun allem a Richtung Exzellenz weider ze développéieren.

Mir wëssen, datt mer e groussen Nohuelbedarf hunn, wat d'Kannerbetreiung ubelaangt, souwuel quantitativ wéi qualitativ.

Do komme grouss weider Erausfuerderungen op eis duer, nieft all deem, wat Dag fir Dag un Hiobsbotschaften op eis erareent. An dat no 20 fette Joren, no 20 gudde Joren, no 20 Joren, wou mer däitlech wirtschaftlech gewuess sinn, wou mer exzellent Statsfinanzen haten, well déi Wirtschaftscroissance Joer fir Joer méi Geld an d'Statskeese gespullt huet, wéi mer eis et eigentlech am Ufank vum Joer virgeholl haten.

An elo si mer an der Situatioun, datt no 20 gudde Joren ee Joer Kris eigentlech duergaangen ass, datt all d'Reserven opgebraucht sinn an datt mer elo schonn amgaange sinn, d'Scholdenauer unzedrécken.

D'Regierung kann also net fir alles, wat net riicht ass, fir alles, wat nach ze maache bleift, der Kris d'Schold ginn. Villes läit einfach dorunner, datt mer Problemer iwwert déi vergaange Jore virun eis hiergedréckt hunn, datt mer heiansdo och Problemer probéiert hunn ze léisen, andeems mer einfach Suen an de Grapp geholl hunn an domadder d'Problemer zougedeckt hunn. Nun, déi Sue sinn elo net méi do an d'Problemer tauche ganz, ganz schnell erëm op.

2005 an 2006 hate mer eng Diskussioun hei am Land iwwer eng Rei vu strukturelle Problemer a mir hunn dee Moment eng Rei vu Mesurë geholl. Mesuren, déi awer och gläichzäiteg 2009 nees ausgelaf sinn. An datt mam Auslafe vun de Mesuren d'Problemer net éiweg verschwonne waren, musse mer haut nees feststellen.

Mir hunn also haut net nëmmen eng konjunkturell Kris, ausgeléist duerch eng grouss international Finanzkris, Wirtschaftskris a Sozialkris, neen, déi strukturell Problemer vun 2006 goufen nëmmen temporairement cachéiert. Si existéieren nach ëmmer an aggravéieren eigentlech de Problem.

Wann ech de Budgetsrapporteur, deem ech wëll félicitéiere fir seng Fläissaarbecht op där enger Säit an awer och seng Denkustéiss op där anerer Säit, déi e souwuel am schréftleche wéi och mëndleche Rapport ginn huet, richteg verstanen hunn an engem Interview am „Lëtzebuerger Wort" d'lescht Woch, gesäit en dat eigentlech net ganz vill aneschters.

De Finanzminister huet d'lescht Woch hei op dëser Plaz gesot, de Stat wär kee Kleeschen. Ech mengen, méi richteg wär et, wann e gesot hätt, de Stat wär kee Kleesche méi. Well am Laf vun de leschte Joren ass de Stat oft higaangen an huet Kleesche gespillt. An oft sinn nei weider Mesurë geschaf ginn, wahltaktesch Geldleeschtungen, déi agefouert goufen, déi oft net haart an däitlech gefrot goufen doruechter, mä déi awer elo eise Budget belaaschten.

Den Här Frieden huet dann och gesot, d'Situatioun wär schwiereg, et misst gespuert ginn. Kee Wuert allerdéngs vun him, kee Wuert vum Budgetsrapporteur, kee Wuert och haut, an en huet ganz kloer hei nach eng Kéier gesot, et géif och kee Wuert kommen, vum Spriecher vun der CSV-Fraktioun, wou da ganz konkret sollt gespuert ginn.

D'Fro stellt sech also: Wat geschitt elo? An d'Regierung huet, andeem se esou wéi se bis ewell op déi Kris reagéiert huet, déi Politik, déi se gemaach huet, eigentlech gewisen, datt se dach relativ einfallslos virgaangen ass. Eng antizyklesch Politik gëtt esou iwwersat, datt een einfach emol näischt mécht.

D'Gesondheetskeess an Éieren, dat heescht eigentlech emol nëmmen d'Reserve fir e Joer unzape goen. D'Betriber ënnerstëtzen, dat gëtt gemaach, andeem se zum Deel verstaatlecht ginn, andeem se zum aneren Deel öffentlech Opträg kréien. A Weeër aus der Kris sichen, do gëtt d'Parlament gefrot, do ginn d'Sozialpartner gefrot, fir dach emol e gudde Rot ze ginn.

D'Fro, déi munchem heibanne wahrscheinlech op de Lëpse läit, ass: Jo, wat géif d'Demokratesch Partei dann aneschters maachen?

Une voix.- Dat hat ech gefrot.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Jo. An ech wëll och dozou kommen, well ech hat et och déi lescht Deeg gesot, wou Der jo anscheinend dat opmierksam suivéiert hutt, mä trotzdeem net alles.

(Interruption)

Da ginn ech Iech elo nach eng Kéier d'Chance hei. Duerfir ass et jo gutt, datt mer eis dann och heiansdo hei an dësem Haus begéinen.

D'Demokratesch Partei wäert sech an där doter Diskussioun net verstoppen. D'Demokratesch Partei huet, wann et am Interessi vum Land war, sech déi lescht Jorzéngten net verstoppt. D'Demokratesch Partei huet sech 2006 net verstoppt, wou mer Problemer haten, déi net déi heiten Envergure haten, mä wou mer trotzdeem responsabel waren a munches matgedroen hunn. A mir wäerten eis och elo net verstoppen.

D'Demokratesch Partei ass bereet, fir Verantwortung ze iwwerhuelen. Allerdéngs si mer net bereet, fir egal wat ze maachen. Mir wëlle matschaffen un enger zukunftsorientéierter Reformpolitik. Eng zukunftsorientéiert Reformpolitik, déi déi strukturell Problemer, déi mer am Land hunn, ugeet an net nëmme weider viru sech hierdréckt.

Mir hu virun de Wahle gesot, mir hunn och no de Wahle gesot, mir hunn och am Juni, Juli gesot, datt mer d'Iwwerleeung deelen, fir e Konjunkturpak opzeleeën. E Konjunkturpak, deen derzou soll hëllefen, op d'mannst en Deel vun deem, wat un Demande aus dem Privatsecteur, vun de Stéit, vun den Entreprisen zréckgeschrauft ginn ass zënter iwwer engem gudde Joer elo, kënnen ze kompenséieren. Wa mer dat nämlech net gemaach hätten, an do si mer eis nach wie vor alleguerten eens, dann hätte mer sécherlech d'Situatioun nach däitlech verschlechtert.

Allerdéngs geet et an engem Konjunkturprogramm net nëmmen dorëms, an däerf et net nëmmen dorëms goen, fir Geld auszeginn: Et muss dorëms goen, Geld sënnvoll auszeginn. An duerfir hu mer och vun Ufank u gesot, kommt, mer machen eppes an enger Rei vun Domänen, wou mer wierklech en nohaltegen Effet kënnen hunn, an enger Rei vun Domänen, wou mer viru groussen Erausfuerderunge stinn, an enger Rei vun Domänen, wou mer souwisou fréier oder spéider mussen eis drumaachen, fir eppes an de Grapp ze huelen.

Ënner anerem d'Albausanéierung war fir eis, wann et ëm e Konjukturpak geet, eent vun den zentralen Themen, wou Der wësst, datt mer, amplaz iwwert déi Subsidiëpolitik ze fueren, déi d'Regierung do préféréiert, éischter iwwert de Wee vun enger Virfinanzéierung vun deene Mooss-

namen do géife fueren, wou d'Leit dat haut iwwer eng Klimabank virfinanzéiert kréichen, wou se et duerno géife rembourséiere mat deem, wat se Mount fir Mount un Energiekäschte géife spueren.

Dat hätt ganz konkret an engem vill méi grousse Volume konkret Opträg fir d'Lëtzebuerger Handwierk bedeit. Et hätt jiddwer Eenzelnem d'Méiglechkeet ginn, definitiv der Energiefal ze entkommen, a finalement hätt de Stat och nach emol dovunner profitéiert, well e manner an dat grousst Kyoto-Dëppen hätt missen eraverséieren.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir hunn och proposéiert, op där anerer Säit dem ganze Konjunkturpak e weidert Element ze ginn, wat mer vermësst hunn. Nämlech en Element, fir och de private Konsum e Stéck unzekierpen. Wann de Budgetsminister hei an d'Chamber kënnt, a beim Dépôt vum Budget huet en dat gesot, e seet, datt ganz vill Handwierksbetriber queesch uechtert d'Land eigentlech frou wären, datt momentan nach öffentlech Opträg do wären, well vum Rescht kéim eigentlech näischt méi, da wësse mer, wéi schwaach momentan de private Konsum ass, an da wësse mer, wa mer nohalteg eppes wëllen erreechen, fir virun allem dem mëttelstännege Secteur hei am Land ze hellëfen, datt mer och musse kucken, datt d'privat Leit, datt Familljen nees Geld an de Grapp huelen an investéieren.

Duerfir wollte mer higoen an d'Déductibilitéit vun de Scholdzënsen um eegene Logement verdräifache fir jonk Familljen an duerno degressiv zréckféieren. Dat hätt ganz konkret Kafkraaft geschaf fir jonk Familljen; et hätt de Wunnengsbau ënnerstëtzt; et hätt den Handwierkssecteur ënnerstëtzt.

Op där anerer Säit gëtt et en anere grousse Chantier zu Lëtzebuerg, an dat ass nach wie vor d'Wunnen, et ass dat deiert Wunne fir Leit mat engem ebe méi bescheidene Revenu. An do hätte mer eis kënne virstellen, datt een och en Deel vun deene Moyenë geholl hätt, déi de Stat am Konjunkturpak fräigemaach huet, fir och privat Promoteuren ze favoriséieren, am soziale Wunnengsbau aktiv ze ginn. Och do hätte mer eppes erreecht, nämlech, datt méi bëlleg wunnen zu Lëtzebuerg méiglech gewiescht wär a mer domadder finalement manner Drock op d'Lounkäschte gehat hätten, well eng ganz Rei vun anere Secteuren och an Zukunft an deenen Diskussiounen, déi mer nach elo musse féieren, dann anscheinend ab 2010, wat deenen zeguttkomm wär.

En aneren, e méi nohaltege Konjukturpak wär also méiglech gewiescht; e Konjunkturpak, dee jonk Familljen ënnerstëtzt; e Konjunkturpak, dee wunnen zu Lëtzebuerg weiderhi méiglech gemaach hätt; e Konjunkturpak, deen der Mëttelschicht en Deel vun hirer Kafkraaft zréckginn hätt; e Konjunkturpak, dee kleng a mëttelstänneg Entreprisë virun allem ënnerstëtzt hätt. Jo, an och e Konjunkturpak, mat deem mer op d'mannst en Deel vun eisen Hausaufgaben am Klimaschutz hätte kënne maachen. Dat wär e Konjunkturpak gewiescht, dee wierklech an d'Zukunft vun eisem Land investéiert hätt.

Elo si mer higaangen a mir hunn 2009 virun allem d'Dépensë lafe gelooss, wéi gesot, wat mer aneschters orientéiert hätten, mä datt et gemaach ginn ass, domadder hu mer net de Problem, 2010 eigentlech och net. Mä mer mussen awer wëssen, datt dat dote keng Politik däerf sinn, déi Defizitpolitik, déi momentan gemaach gëtt, keng Politik däerf sinn, déi ka weider geschriwwe ginn, well d'Konsequenze wären, datt Lëtzebuerg net méi dat Land wär, wéi mer et kennen, datt Lëtzebuerg net méi dat Land wär, wéi mer et gären hunn.

Wat wären d'Konsequenzen? Mir wëssen, datt mer, wa mer pro Joer zwou oder méi Milliarde méi ausginn, wéi mer erakréien, ufänken, eng Kéier déi dote Montanten iwwer Emprunt mussen ze finanzéieren, datt iergendwann eng Kéier de Spillraum fir d'Politik um Enn ass. Mir wëssen, datt mer dann iergendwann eng Kéier eng erdréckend Scholdelaascht hunn, déi mer deene künftege Generatioune wäerten hannerloossen.

Mir wëssen, datt d'Scholde vun haut och d'Steiererhéijunge vun der Mëttelschicht fir muer wäerte sinn. Net nëmme vun der Mëttelschicht, mä och fir d'Betriber. Mir wëssen, datt mer dann, wat de Standuert Lëtzebuerg ubelaangt, sécherlech méi schlecht Rahmebedéngunge wäerten hunn, a mer wëssen, datt mer doduerjer fréier oder spéider an eng Ofwäertsspiral hei zu Lëtzebuerg wäerten erageroden, well da mat méi héije Steiere mer éischter manner Betriber hei zu Lëtzebuerg wäerten hunn an da manner Recetten an d'Statskeess erakommen, woubäi ech do mam Fraktiounspresident vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei absolut enger Meenung sinn, a wann dat emol de Fall ass, da soll dat nämlech och heibanne gesot ginn.

(Interruption)

Ech hunn et d'ailleurs gëschter bei der Pressekonferenz gesot, datt do, wou mer der Meenung sinn, wou mer kënnen eng Hand upaken, wou mer eis begéinen, datt een do sech net soll schummen, dat och emol eng Kéier kloer an däitlech ze soen.

(Interruption)

Mir däerfen also weiderhin d'Aen net zoumaache virun där doter Realitéit. Mir riskéiere finalement, wa mer net bougéieren, Zukunftschancen ze vernichten. Mir riskéieren, datt dat, wat mer haut ausginn an haut ze verantwerten hunn, spéider vun deene Jonken an deenen nächste Generatiounen ze bezuelen ass, a mer riskéieren, datt mer deene Jonke finalement e sinistréiert Land géifen hannerloossen.

Den Här Frieden huet och d'lescht Woch op dëser Plaz en Appel gemaach, fir ze spueren, datt mer eis dat ab 2010 sollen iwwerleeën an ab 2011 da konkret domadder sollen ufänken.

Nun, ech froe mech, ob spueren duergeet, ob et duergeet, elo ze soen: „Wou huele mer eppes ewech, wou gi mer e bëssen aschneiden, e bësse këppen?"

Mir mengen, an dat hu mer och schonn an eisem Wahlprogramm ugedeit, datt d'Aufgab eng aner misst sinn: nämlech, fir eise Budget strukturell nei opzestellen an ëmzebauen, fir wierklech ze kucken, wou de Stat mat manner Geld - well et ass es elo net méi esou vill do - eigentlech eng besser Politik ka maachen, wou de Stat ka méi intelligent mat de Steiergelder ëmgoen.

A strukturellen Ëmbau vum Budget, dat heescht fir eis eben net, nëmme riets a lénks e bësse sträiche goen, eppes ewechzehuelen. E strukturellen Ëmbau vum Budget, dat heescht virun allem, mat manner Geld méi ze maache fir d'Leit.

Do hu mer eng ganz Rei vu Propositiounen, déi mer hei, déi mer an eisem Wahlprogramm, déi mer och queesch uechtert d'Land ëmmer nees proposéiert hunn. Ënner anerem de Subventiounsdschungel eng Kéier op de Leescht ze huelen, dat, wat vill Geld kascht, well d'Politik gären eppes hätt, dat deen Eenzelnen an d'Betriber solle maachen.

Mir mengen, datt e Subsid eigentlech soll eppes sinn, wat iergendwann elo eng Kéier eng begrenzte Liewensdauer huet, a wou mer dès le départ och soen, wéi laang datt mer d'Leit finanziell ënnerstëtzen, wa se eppes maachen, an ab wéini iergendwann eng Kéier déi finanziell Ënnerstëtzung ewechfält respektiv se degressiv ofgebaut gëtt, an ab wéini een da muss e gewëssent Verhalen och adaptéiert hunn.

Mir hu ganz konkret Virstellungen iwwer eis Klimabank - ech widderhuelen et nach eng Kéier -, wat de Beräich vun der Albausanéierung ubelaangt, wat de Beräich vun den erneierbaren Energien ubelaangt, wou mer mat manner staatlechem Input u Budgetsmëttele vill méi kéinte bewegen, wat bei de private Leit doheem alles kéint geschéien.

Mir mussen eng aner Aarbechtsmaartpolitik maachen. Do däerfe mer eis och elo net op dat limitéieren, wat dann awer elo emol endlech soll ugoen, nämlech eng strukturell Reform vun der Administration de l'Emploi, déi méi op Regionaliséierung wëllt goen, déi dorop hi wëllt goen, fir elo do, wou de Besoin wierklech grouss ass, och schnell zousätzlech Placeure kënnen ze engagéieren. Mä mir mussen och eng aner Politik an deem doten Domän maachen. Eng aner strukturell Form. Méi Leit, déi do schaffen, dat eleng wäert, fäerten ech, an dëser Situatioun net duergoen.

Duerfir nach eng Kéier eise ganz kloren Appel: Weiderbildung, Weiderbildung, Weiderbildung an deem doten Domän ganz eropzesetzen, an elo net nëmmen aus der Administration de l'Emploi en Établissement public ze maachen, mä eigentlech eng Agence, déi prioritär Weiderbildung ubitt, fir datt d'Leit dee Bagage kréien, dee se um éischten Aarbechtsmaart brauchen, fir do definitiv kënne Fouss ze faassen.

A wann et dann och Leit gëtt, déi sech bis ewell an deem ganze System emol heiansdo derlaanscht gedréckt hunn, fir an enger Formatioun musse matzemaachen, fir en Job unzehuelen, da mengen ech, muss een och aneschters mat deene schwätzen an där Situatioun, wou mer haut dra sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir stellen eis och vir, datt mer eis Familljepolitik, eis Sozialpolitik kënnen iwwerdenken. Mir haten och an eisem Wahlprogramm e Modell virgeschloe vum sougenanntene Wunngeld, wou mer déi Moyenen, déi mer haut als Kannergeld bezuelen, méi gerecht a méi selektiv verdeelt hätten.

Ech erënnere mech allerdéngs un d'Diskussiounen, wéi et do gaangen ass, wann een emol eng Kéier eng konkret Propositioun héi gemaach huet, an duerfir verstinn ech dann och vläicht de Fraktiounspresident vun der CSV, datt hie se net hei wëllt maachen, mä mer widderhuele se awer nach eemol, well mer se nach wie vor derwäert fannen, fir seriö ze diskutéieren.

A wa mer de Budget haut kucken, fannen ech, ass et méi derwäert nach wéi jee, fir doriwwer ze diskutéieren.

Mir wëllen nach wie vor och an der Familljepolitik, datt mer ewechkomme vun där Geldleeschtungspolitik, vun där Politik, déi d'Geld verdeelt, ouni datt mer wëssen, ob et da wierklech doheem bei der Famill eppes ännert, eppes zum Besseren ännert, notamment fir d'Kanner, méi hin zu Sachleeschtungen a virun allem do an deem Beräich, wou mer e groussen Nohuelbedarf hunn, bei der Kannerbetreiung weiderhin eppes maachen. Och do kënne mer net alles maachen. Do musse mer virun allem Prioritéite setzen.

Duerfir hu mer net richteg verstanen, firwat elo de Chèque-service op all méiglech Domäner soll ausgeweit gi bis hin zu de Senioren. Wa mer grouss Chantieren détectéiert hunn, wou et eng gesellschaftlech Aufgab ass, fir e Stéck virunzekommen, da musse mer eis emol dorobber konzentréieren, amplaz datt mer weiderhin e bëssen eppes maache fir jiddwereen.

Mir wëllen eng Sozialpolitik, déi deene Leit hëlleft, déi Hëllef brauchen, déi och deene Leit hëlleft, déi méi Hëllef brauchen. Mir wëlle virun allem och eng Sozialpolitik, déi de Leit hëlleft, aus hirer mëssleche Situatioun erauszekommen, an net nëmme sech dorop beschränkt, déi mëssleche Situatioun fir d'Leit e Stéck méi erträglech ze maachen.

Mir mengen dann och, datt deen Ëmbau vun de Statsfinanzen, vun deene Finanzéierungsmechanismen, wéi mer se kennen, méi fréi hätt missen asetze wéi elo 2011, an datt mer duerfir och d'Diskussioun méi fréi hätte missen ufänke wéi elo am Joer 2010.

Well, maache mer eis näischt vir: Wa mer déi doten Aufgab wëlle virhuelen a mer fänken iergendwann uganks nächst Joer un, doriwwer ze diskutéieren, da si mer jo net virum Summer fäerdeg an da ginn all d'Gesetzer gemaach an all d'Verwaltunge kënne sech op nei Situatiounen astellen, a mer hu vu Grond op Systemer nei erfonnt a reforméiert an déi Reformen, déi klappen einwandfrei ab dem 1. Januar 2011. Duerfir menge mer wierklech, datt Zäit verluer gaangen ass an datt mer dat, wat dann elo ab dem nächste Joer soll gemaach ginn, schonn hätte kënne virzéien, mä leider ass d'Majoritéit net op deen dote Wee matgaangen.

An eisen Ae féiert kee Wee laanscht déi Diskussioun, fir e besseren a méi en zilgerechten Ëmgang mat öffentleche Gelder kënnen erbäizefeieren.

Ech soen awer och ganz kloer, datt fir Ënnergangsstëmmung, och an der jëtzeger Situatioun, an eisen Ae keng Plaz ass, datt Horrorzeenarien eis an der jëtzeger Situatioun sécherlech net wäerte weiderbréngen. Ech gleewen…

(Interruption)

Ech gleewen och net un dat, wat vu ville gesot ginn ass, och aus Regierungskreesser, datt mer an Zukunft dozou condamnéiert wären, mat 2% Wirtschaftswuesstum eens ze ginn, datt et quasi eng Fatalitéit wär, datt d'lëtzebuergesch Ekonomie net méi schnell géif wuesse wéi d'Ekonomië ronderëm eis, wéi aner europäesch Länner respektiv eis Grenzregiounen. E qualitativen, héije Wuesstum muss nach wie vor d'Zil si vun der lëtzebuergescher Politik an Defätismus ass hei sécherlech feel op der Plaz.

Mir brauchen also net nëmmen eng Strategie op där enger Säit, fir de Budget strukturell ëmzebauen. Mir brauchen op där anerer Säit ganz kloer och eng Wuesstumsstrategie. Wa mir eis do richteg uleeën, dann ass et an eisen Aen absolut méiglech, och an Zukunft iwwerduerchschnëttlech Wirtschaftscroissancen zu Lëtzebuerg ze erreechen. Dat grad, well mer e klengt Land sinn. Dat grad, well mer méi schnell a méi cibléiert kënne reagéieren. Dat grad, well eenzel Wirtschaftssecteuren an engem klenge Land dach vill méi kënne bewege wéi an anere Länner ronderëm eis, déi do vill méi breet opgestallt sinn.

Wa mer vu Croissance schwätzen, da komme mer natierlech net laanscht dee Secteur, deen déi lescht Joren d'Ekonomie zu Lëtzebuerg wuesse gedoen huet, nämlech d'Bankeplaz un éischter Stell. Kee kann hei am Land op d'Bankeplaz verzichten: d'Banquieren net, déi Leit, déi do schaffen, net, an all déi aner Leit och net, well e gudden Deel vun deem, wat hei an dësem Budget, an deene Budgete virdrun an och an deenen nächste Budgete verdeelt wäert ginn, och am soziale Beräich, och an der Familljepolitik, bei den Investitiounen an den Infrastrukturen, kënnt vun der Bankeplaz.

Duerfir menge mer, datt mer d'Bankeplaz mussen nei opriichten, datt mer se mussen nei ausriichte virun allem no deem neie Wirtschafts- a Finanzmodell, deen op internationalem Niveau amgaangen ass definéiert ze ginn. A mir gesinn duerchaus eng Rei vu Chancen och fir d'Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg.

D'Bankgeheimnis ass wichteg. D'Bankgeheimnis huet der Finanzplaz Lëtzebuerg ganz vill bruecht, an et ka kee vun haut op muer op dat Bankgeheimnis do verzichten. Mä trotzdeem däerfe mer eis an der Diskussioun ëm d'Bankgeheimnis an ëm d'Zukunft vun der Finanzplaz net dorop beschränken, d'Finanzplaz vu gëschter ze verdeedegen. Dat kënne mer maachen, mä gläichzäiteg musse mer no vir kucken an och d'Finanzplaz vu muer ufänken opzebauen.

Do ass et och am Discours vum Här Thiel, am Discours vu menge Virriedner eng Rei vu Piste ginn, fir nei Produiten zu Lëtzebuerg kënnen ze développéieren, net ze développéieren, mä se als Nisch kënnen ze développéieren, wéi zum Beispill déi vun den Hedge-Fongen. Do musse mer eis d'Fro stellen, oder mer mussen eis bewosst sinn, datt et net nëmmen duergeet, de Fanger auszestrecken an ze soen: „Kommt wann ech gelift heihinner." Mir mussen eis ganz konkret d'Fro stellen: Wat heescht dat dote fir eis? Wou musse mir eis Hausaufgabe maachen? A wat fir engen Domäner muss d'lëtzebuergesch Finanzplaz besser ginn? A wat fir engen Domäner musse mer ëmdenken?

Wa mer d'Hedge-Fonge gären zu Lëtzebuerg hätten, geet dat sécherlech iwwer eng seriö Reglementatioun och an deem dote Beräich. Et geet iwwer eng kompetent Opsiicht, well wann déi Hedge-Fonge sech jo international en neit Doheem sichen, dann ass et grad, well se oft do waren, wou d'Reglementatioun an

d'Opsiicht eben net esou perfekt funktionéiert hunn, an déi brauchen eng Finanzplaz, wou dat klappt. Mir brauchen och do en attraktiivt Ëmfeld fir d'Manager vun deene Fongen, well et si finalement och déi, déi d'Décisiounen huelen, wou de Fong wäert doheem sinn.

Mir brauchen och nei Clientë fir déi Finanzplaz. An do gesi mer et och esou, datt mer am Domän vun deene grousse Fortunen nach kënnen eppes bewege fir d'lëtzebuergesch Finanzplaz. Mä och do musse mer eis dann erëm d'Fro stellen: Jo, wat muss da geschéien? Wéi kënne mer eng integréiert Politik maachen, déi dann och d'Leit mat hirem Geld oder de Leit hiert Geld op Lëtzebuerg lackelt?

Dat eent ass d'kompetent Aarbecht op der Finanzplaz am Secteur selwer. Dat anert ass alles dat, wat ronderëm muss gi sinn. A wa mer d'Diskussioun ëm d'Bankgeheimnis féieren, da muss d'Reaktioun doriwwer jo net sinn, datt d'Leit hiert Geld siche kommen, mä et kann och sinn, datt d'Leit bei hiert Geld wunne kommen. Och dat, mengen ech, ass eppes, wat mer net sollten aus den Ae verléieren.

Hei just also zwou Pisten, an et gëtt der sécherlech nach ganz vill méi, déi mer kënnen diskutéieren, wann et dorëm geet, der Finanzplaz nei Perspektiven ze ginn. Mir mussen awer se wëlle poursuivéieren a mer mussen och do eng integréiert Politik maachen an zesummen an eng Richtung kënnen zéien.

Ech riskéieren, mech elo ze widderhuelen, wann ech iwwert d'Fuerschung an eis Efforten um nationale Plang am Domän vun der Fuerschung schwätzen, well all Joer soen ech eigentlech, datt et wichteg ass, datt mer méi Moyenë fir d'Fuerschung zur Verfügung stellen, datt et op där anerer Säit awer gradesou wichteg ass, datt mer dat cibléiert maachen, datt mer net an alles fuersche ginn, datt mer och kucken, do ze fuerschen, wou mer Resultater kënnen erzilen, virun allem Resultater, déi uwendbar sinn herno zu Lëtzebuerg vu konkreten Entreprisen, an datt mer virun allem betribsno solle fuerschen an am beschte Fall mat de Betriber zesummen.

Mir widderhuelen eis eigentlech alleguerten, wann et ëm nei Secteure geet wéi Ëmwelttechnologien, wéi Biotechnologie an anerer, wou mer jo gäre wëllen développéieren, mä och do musse mer da kucken: Firwat hu mer eis Ziler bis ewell nach net alleguerten erreecht?

Wa mer iwwer Ëmwelttechnologië schwätzen, da kéint zum Beispill e groussen Effort an der Albausanéierung a bei den erneierbaren Energien den néidege Schub sinn, fir do eppes lasszeléisen. An och an deenen doten Domäner musse mer eis konzentréieren, kënne mer net alles maachen, mä mer musse kucken, datt mer an deene klengen Nischesecteuren, wou mer do täteg sinn, datt mer do déi néideg kritesch Mass beieneekréien, fir wierklech eppes a Bewegung ze setzen.

Oft hu mer d'Gefill, datt an deenen Diskussiounen do déi traditionell Secteuren eigentlech ze kuerz kommen, well et si nach wie vor sinn, déi d'Ekonomie hei am Land stäipen, déi dee gréissten Deel vum Emploi ubidden, déi am stabilste sinn an am globaliséierungsresistenteste sinn.

Duerfir musse mer eis wierklech d'Fro stellen, ob mer alles gemaach hunn, fir de Mëttelstand weider ze développéieren a fir d'Zukunftschancen hei zu Lëtzebuerg. Hu mer alles gemaach am Beräich vum Tourismus? Hu mer alles gemaach a Medien a Kommunikatioun? Hu mer alles gemaach am Commerce électronique? Sécherlech nach net. Wann ee mat de Leit aus dem Secteur schwätzt, da weess een, datt nach munches do ze bewege bleift.

Oft si mer an enger defensiver Logik a ganz besonnesch déi lescht zwielef Méint gewiescht. An nach schlëmmer: Oft diskutéiere mer eigentlech nëmmen, fir dat ze halen, wat mer hunn. Dobäi gëtt et ganz bestëmmt hei zu Lëtzebuerg a ganz ville Secteuren nach Entwécklungspotenzial; mir mussen et détectéieren an développéieren.

Ech froe mech, wou do déi al Lëtzebuerger Dugende bliwwe sinn? Mir erginn eis jo net einfach esou. Bis ewell hu mer dat op jiddwer Fall net gemaach. Mir si gewinnt ze kämpfen, dergéint ze halen, d'Äerm eropzestréppen. Mir probéiere méi schnell ze si wéi anerer. Mir probéiere méi effikass ze si wéi anerer. An alles dat ass gefuerdert, wa mer wëllen um ekonomesche Plang weiderhi virukommen, well mer wäerten näischt geschenkt kréien déi nächsten Zäit.

Mir mussen och de Leit Vertraue maachen, Vertrauen an d'Leit setzen, déi, déi wëllen eppes bewegen, déi, déi wëllen eng Entreprise opmaachen, datt mer se net blockéieren, mä datt mer se maache loossen.

Ech si fest dervun iwwerzeegt, datt Lëtzebuerg eng Längt Avance kann halen, wa mer eis op eis Stäerkte konzentréieren. Déi Stäerkte vun de kuerze Weeër an engem klenge Land fir schnell Décisioune kënnen erbäizeféieren. Eng Stäerkt fir eng kloer Strategie ze développéieren an déi dann och duerchzezéien an no bausse Vertrauen ze vermëttelen, datt mer en ugefaangene Wee och viruginn.

D'Stäerkt vun enger koordinéierter Politik tëschent eenzelnen Instanzen hei am Land, zesummen eppes kënnen a Bewegung ze setzen. Och kucken, datt mer dat, wat eng Stäerkt war vu Lëtzebuerg, eng Aussepolitik, déi Vertrauen no bausse gemaach huet, datt mer déi och erëm méi staark an de Mëttelpunkt setzen. Dat ganz besonnesch als Reaktioun op den internationalen Drock, deem mer am Laf vun deene leschte Méint ausgesat waren. Wa mer wëllen eis Ziler heiheem erreechen, brauche mer och Partner am Ausland an an de Länner ronderëm eis an doriwwer eraus. D'Hausaufgaben heiheem musse gemaach ginn, mä och déi dobaussen.

Spuere geet an eisen Aen also eleng net duer, fir aus der Situatioun erauszekommen. Aus enger Situatioun, wou, wa mer et eleng iwwer Spuereffortë misste maachen, mer jo quasi all fënneften Euro, deen de Stat ausgëtt, missten abehalen. Mir missten also queesch uechtert de Budget bei de Paie vun de Beamten, beim Kannergeld, beim Zuschuss fir d'Sozialversécherung, bei allem, wat de Stat esou a sengem Budget ausgëtt, e Fënneftel aspueren. A mer wëssen, datt dat net geet. Also wësse mer och ganz schnell, datt eleng iwwert den Ëmbau vum Statsbudget, eleng iwwer Spuerefforten d'Lach net ze fëllen ass.

Duerfir nach eng Kéier wëll ech ganz kloer soen, datt mer op där anerer Säit eben och eng Wuesstumsstrategie brauchen, mä och eleng duerch eng Wuesstumsstrategie kréie mer d'Enner net besser beieneen. Well wa mer en Écart hu vun 22% vun deenen zéng Milliarden Euro, déi mer anhuelen, an déi 12,2 Milliarden Euro, déi mer ausgi pro Joer, a mer fänken erëm u mat normale Rhythmen ze wuesse vun zwee, dräi, véier oder souguer fënnef Prozent pro Joer, musse mer wëssen, datt, esou wéi eis Systemer gestréckt sinn, net nëmmen d'Recettë wäerten eropgoen, mä och d'Dépensë wäerten eropgoen an den Écart vun deenen 22% wäert plus ou moins d'selwecht bleiwen.

Duerfir brauche mer also béides, de strukturellen Ëmbau vum Statsbudget an op där anerer Säit mat voller Kraaft eng Wuesstumsstrategie. Béides brauche mer, soss wäert et finalement net duergoen.

Lëtzebuerg huet nach ëmmer gutt Chancen, fir déi Erausfuerderungen do ze packen. Chancen, déi sécherlech net méi schlecht si wéi munnech anerer ronderëm eis. Mir mussen awer bereet sinn, och do déi ausgetréppelt Pied ze verloossen. Mir musse bereet sinn, ëmzedenken. Mir mussen de Courage hunn, och emol nei Weeër ze goen. An ech zweifelen dorunner, ob déi jëtzeg Majoritéit dee Courage huet, fir dee Kraaftakt do ronnzebréngen.

Ech gesinn, datt d'Regierung ofwaart momentan an eigentlech op e Wonner hofft. Dat Wonner, wat dann, sou wéi vläicht 2006/2007 et geschitt ass duerch eng Reprise vun der Ekonomie, nämlech ganz schnell géif ganz vill Geld an d'Statskeese spullen.

D'Positioune vun de Sozialpartner leie jo wäit auserneen. Esou wäit auserneen, wéi eigentlech scho laang net méi. Wat doduerjer ze erklären ass, datt mer elo am Virfeld vun enger Tripartite sinn a jiddweree sech wëllt positionéieren. Mä wann ee sech jo awer déi Avisen zum Budget vum Joer 2010 esou ugelies huet, da mierke mer, datt do d'Positioune ganz wäit auserneeginn, datt se zum Deel diametral opposéiert sinn. An dat net nëmme bei deem, wat proposéiert gëtt ze maachen, mä och scho bei deem, wann d'Situatioun analyséiert gëtt.

D'Regierung huet bis ewell op jiddwer Fall keng konkret Virstellungen op den Dësch geluecht, keng Strategie definéiert a wëllt eigentlech dann tëschent deenen diametral opposéierte Virstellunge vun de Sozialpartner an der Tripartite d'nächst Joer vermëttelen.

Mir mengen awer, datt eng Regierung do ass fir ze regéieren an datt et net duergeet, sech als Médiateur am Land opzefféieren an ze kucken, datt herno op engem Kompromëss deen een e bësse kritt an deen aneren e bësse Recht kritt. Dat wär an dëser Situatioun op jiddwer Fall déi falsch Politik.

D'Regierung huet eng komfortabel Majoritéit hei an dësem Haus. Si brauch net ze fäerten, datt bei der éischter Propos, déi gemaach gëtt, se géif un d'Wackele kommen. Also waarde mer op ganz konkret Proposen.

Mir hu virun de Wahlen dorobber gewaart. Mir hunn no de Wahlen dorobber gewaart. Mir hu beim Budget 2010 dorobber gewaart a mir waarden an der alldeeglecher Politik dorobber. A bis ewell hu mer op jiddwer Fall nach näischt héieren.

Ech wollt och nach soen, datt mer net géint déi Tripartite do sinn. Mä eng Tripartite ass eng Zesummekunft vun dräi Partner. An zwee Partner hunn eigentlech hir Meenung definéiert a mir waarden op d'Meenung an d'Positioun vun deem drëtte Partner. Mir si jo net géint den Dialog a mir sinn och net géint e Kompromëss, wann et e gudde Kompromëss ass. Mir wären awer géint e Kompromëss, wann et just e faule Kompromëss wär. An duerfir hoffe mer eben, datt d'Regierung hir Ambitiounen endlech dann och ficeléiert a mat kloren Ambitiounen an déi Diskussiounen do erageet.

Wéi gesot, mir hu se net am Wahlprogramm erëmfonnt, mir hu se net am Koalitiounsaccord erëmfonnt. De Budget seet näischt, déi alldeeglech Politik seet näischt, an duerfir kënne mer eigentlech och dëse Budget hei net stëmmen als Demokratesch Partei.

Mir wäerten deem Budget eis Zoustëmmung net ginn, well mer nach wie vor dervun iwwerzeegt sinn, datt näischt maachen eigentlech déi schlechtste vun den Alternativen ass. An an dësem Budget gëtt näischt gemaach, gëtt näischt ugedeit a gëtt näischt virgeschloen, wat ee fir déi Joren duerno soll an d'A faassen.

Mir brauchen also och haut en Ëmsteieren, fir an den nächste Jore kënnen eng Ofwäertsspiral, wéi ech et genannt hunn, ze évitéieren, fir an den nächste Jore Steiererhéijunge kënnen ze évitéieren, fir an den nächste Joren eng Verschlechterung vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg kënnen ze évitéieren a fir eben der nächster Generatioun net just e Koup Schold ze hannerloossen. Fir der nächster Generatioun och nach den néidege Spillraum ze loossen, fir dann déi Problemer, déi op si wäerte waarden - an et wäerten och nach anerer op si waarden -, fir déi kënnen unzegoen. A fir dat ze maachen, brauche mer eng aner Politik wéi déi, déi dës Regierung wëllt maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Meisch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Lucien Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Kolleegen aus der Regierung, fir d'éischt emol vun eiser Säit en opriichtege Merci un de Budgetsrapporteur Lucien Thiel, deen et fäerdeg bruecht huet, souwuel am schréftleche wéi och am mëndleche Rapport eis all Facettë vun der Problematik, déi mer an der Finanzéierung vun de Politiken an deenen nächste Joren hunn, virzeleeën. A virun allem et och fäerdeg bruecht huet, eis vun der Aufgab ze befreien, nach vill iwwer Zuelen ze schwätzen - all Zuele leien um Dësch -, duerch déi Aufgab, déi hie gemaach huet. Ech wäert dofir éischter eng politesch Appréciatioun gi vun deem, wat de Budget 2010 ass, mä virun allem och e Bléck geheien op dat, wat hannendrun op eis waart.

Mir deelen als Fraktioun mam Kolleeg Lucien Thiel déi stringent Beschreiwung vun der Finanzkris, déi en a sengem Rapport gemaach huet, als Kenner schounungslos opgewisen huet, wat an deene leschte Méint geschitt ass an där Finanzwelt. Mir deele mat him d'Noutwendegkeet - ech mengen, mir deelen déi mat alle Memberen aus der Finanzkommissioun - vu feste Gronddaten, vun engem Tableau de bord mat objektiven Zuelen, déi mer brauchen, fir méi Transparenz ze kréien; Konditioun, fir eng objektiv Debatt an deenen nächste Wochen a Méint hei am Land kënnen ze féieren.

Mir deele mat him d'Erausfuerderung vun der Noutwendegkeet vun enger weiderer Diversifizéierung vun eiser Ekonomie, den Erhalt vun eiser Kompetitivitéit, e wesentlecht Element, eng wesentlech Konditioun, fir méi Wuesstum a méi Aarbechtsplazen ze erreechen.

A mir deele mat him och d'Ofso un all iwwerdriwwe Scholdepolitik an dofir d'Noutwendegkeet, eng wuelbeduechten, koordinéiert an diskutéiert Spuerpolitik iwwer 2011, '12, '13 bis '14 ze maachen; Bedéngung fir zukünftege Spillraum fir déi zukünfteg Generatiounen, awer och virun allem fir nei Politik.

D'Zäit vun de Choixen ass also do, an d'sozialistesch Fraktioun wäert sech an deenen nächste Wochen a Méint konstruktiv un där Debatt bedeelegen. Mir si skeptesch - Här Thiel, Dir wousst, dass dat géif kommen -, mir si skeptesch, an Ärem schréftleche Rapport, zum Deel och an Äre mëndlechen Aussoen, wat déi allze negativ Beschreiwung vun dem État vun eisem Pensiounssystem ubelaangt.

Mir wëssen, an dat ass eng Aufgab, déi de Sozialminister säit zwee Joer amgaangen ass ze maachen - ech hoffen, dass jiddwereen dat matkritt huet -, mir wëssen, dass Handlungsbedarf do ass, awer d'Systemfro stellt sech net. Mir hunn all Grond, mir hunn all Argumenter, beim Ëmlageverfahren ze bleiwen. Mir hunn all Grond, beim Generatiounepakt ze bleiwen. Mir hunn all Grond, ze bauen, och an deenen nächste Joren, op e Pensiounssystem, deen op Solidaritéit baut.

Wann ech elo grad dem Kolleeg Claude Meisch nogelauschtert hunn, hunn ech dru geduecht, dass, wa mer viru Joren de Wee vun der DP a vun de Liberalen, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä europawäit gaange wären, fir méi Richtung Kapitaldeckungsverfahren ze goen, méi op Kapitaliséierung ze setzen, da wären och zu Lëtzebuerg, grad wéi an Amerika, dausende vu Renten duerch d'Finanzkris a Gefor geroden. Dann hätte mer vill méi soziale Misär nach, wéi mer es am Moment schonn hunn.

(Interruption)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- An zweetens si mer skeptesch…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Dir laacht och nach iwwert de Misär vun deenen aneren!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir sidd d'Resultat vun Ärer Politik, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Oh, mäi léiwen Här!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien. D'Leit soen lech Merci!

(Interruption)

M. le Président.- Elo huet ganz eleng den Här Lux hei d'Wuert!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Oh! D'Regierung provozéiert eis!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Mir sinn och skeptesch, Här Thiel, mir soen dat ganz riicht eraus, och vis-à-vis vun aneren, déi déi Politik maachen, fir eng Politik ze maache vun der, ech nennen dat emol vun der Hofiérung vu Millionären a Milliar-

dären, déi emol fréier mam Begréff vum Monaco-Kapitalismus, haut heescht dat „high net worth individuals“, déi also déi Politik, an do hu mer bal philosophesch Problemer domadder eis virzestellen, dass een onbedéngt deenen, deenen et am beschte geet, déi déi meeschte Mëttel hunn, dass een deene Cadeaue muss nogeheien, fir ze investéieren a fir e Standuert erauszesichen.

Dat ass fir eis, an dat muss erlaabt sinn an enger politescher Debatt, déi mer déi nächst Wochen an Méint wäerte féieren, fir kloerzemaachen, dass mer fatalerweis déi virtuell Héichglanzwelt, déi domadder verbonnen ass an déi an deene leschte Wochen a Méint Schëffbroch weltwäit erlidden huet, dass mer net begeeschtert sinn; mä den Här Schiltz huet sech säit de Moie virgeholl, fir mer 100 Argumenter ze liwwere fir déi Politik. Ech hoffen, dass hien et fäerdeg bréngt, mech dovunner an deenen nächste Wochen ze iwwerzeegen. Et wäert jiddefalls bei esou engem Éisleker Klatzkapp, wéi ech ee sinn, ganz schwéier ginn, fir eis dovun ze iwwerzeegen, dass dat de richtege Wee ass.

Ech wëll e puer prinzipiell Agangsbemierkunge maachen. Déi Kris hannert der Kris, déi den Här Thiel beschriwwen huet a gesicht huet, huet fir eis nëmmen een Numm: Et ass d'Sozialkris. Si huet fir eis nëmmen een Numm, dat ass dee vun enger héijer Aarbechtslosegkeet, mat där mer dobausse konfrontéiert sinn. 14.000 Aarbechtsloser zu Lëtzebuerg; 35% méi wéi virun engem Joer. 22 an eng hallef Millioun Aarbechtsloser an Europa, an der EU; fënnef Millioune méi wéi virun engem Joer. An domadder verbonnen, forcément, sozial Ausgrenzung a soziale Misär.

D'Kris vun den öffentleche Finanzen, an dat wëll ech ganz däitlech soen, déi mécht eis Suergen. Awer mir sinn iwwerzeegt dovunner, dass mer an deenen nächste Wochen a Méint Äntwerte wäerte fannen. Mir gleewen drun, dass den Dialog, de Lëtzebuerger Modell et fäerdeg bréngt, och déi Suergen do ze iwwerwannen.

Déi sozial Kris awer, déi sech hannendru verstoppt, déi hëlt eis de Schlof. Well si wäert undaueren, si wäert déif Wonne schloen a si wäert bei ville Millioune Leit d'Vertrauen un d'Demokratie, souwuel déi politesch wéi och déi sozial Demokratie kaschten.

Bei enger weltwäiter Ëmfro, déi e kanadescht Institut virun e puer Woche gemaach huet a 29.000 Leit gefrot huet, ass erauskomm, dass nëmme méi 11% fannen, dass de Kapitalismus gutt funktionéiert. Et ass en déift Mësstrauen do, wat an deene leschte Méint geschloe ginn ass duerch d'Finanz- an duerch d'Wirtschaftskris, un där ze schaffen ass.

De Banke geet et jiddefalls generell an der Tëschenzäit erëm gutt, eenzelne souguer blendend. Villen, ganz ville Leit leider net, an ech mengen dofir bleift déi Maxime fir eis topaktuell, dass d'Mënschen hannert där Kris eis do interesséieren an dass d'Mënschen ze stäerken, virun allem an där Kris, eist Leitmotiv muss sinn.

Dofir ee konkrete Virschlag: Déi Debatten, déi mer elo nom 1. Januar 2010 ze féieren hunn iwwer eis öffentlech Finanzen, iwwer Haushaltskonsolidéierung hei am Parlament, mat de Sozialpartner, mussen onbedéngt de Raum bidden, iwwer 2010 eraus, fir weider un enger proaktiver Beschäftegungspolitik ze schaffen, fir derfir ze suergen, dass déi antizyklesch Wirtschafts- a Budgetspolitik, déi mer zesummen am Konsens décidéiert hunn, och positiv Beschäftegungseffekter huet.

D'Reform vun der ADEM, méi Personal an der ADEM, all déi Politiken do weiderdreiwen, an esou wéi meng zwee Virriedner och gesot hunn, an där Diskussioun däerf net vergiess ginn, dass d'Mëttelen, fir weider eng konsequent Politik vun der Qualifizéierung vun eise Leit, enger Ëmschoulung vun eise Leit, enger Weiderbildung vun de Mënschen dobaussen dozou musse gehéieren.

Dat däerf net nëmmen eng Debatt iwwer öffentlech Finanzen, dat däerf net nëmmen eng Debatt si vu Spueren. Et muss och eng Politik sinn, fir ze kucken, wou sinn nach Mängel do, un deene mer musse schaffen an un deene mer mussen investéieren.

Spuere jo, awer esou, dass et net weider mat méi Aarbechtslosegkeet verbonnen ass. Ech weess, dat ass eng ganz schmuel Gratwanderung, déi mer musse maachen, mä et ass déi Gratwanderung do, déi déi eigentlech Erausfuederung vun deenen nächste Wochen an Méint hei am Land wäert sinn.

Mir brauchen dobäi zwee Mots d'ordre: Optimismus a Voluntarismus. Optimismus, an dat ass gesot gi scho vum Kolleeg Schiltz, den Opschwong, deen ass do, en ass schwaach, en ass fragile, en ass eng zart, eng kleng Pflänzchen, oder wéi och ëmmer, mä all si sech driwwer eens - an et kann een et all Dag an den Zeitungen noliesen -, dass et erëm biergop geet. Wahrscheinlech eng V-Kris, nom V e schnellen Opschwong also. Méiglecherweis awer och eng a Form vun engem U, also eréischt an zwee, dräi Joer eng décidéiert Croissance. Onwahrscheinlech an der Tëschenzäit eng sougenannten L-Kris, also en Opschwong, deen eréischt no 2014 géif kommen.

An et gëtt Geforen, an den Här Schiltz huet der e puer opgezielt, et gëtt och Geforen, déi nach an der Tëschenzäit do sinn, zum Beispill déi, wann ee gesäit, dass een oppasse muss och op eng nei Bankekris, déi kéint kommen, wann ee gesäit, dass eleng an Däitschland duerch weider Ofschreiwunge vu sougenanntene Gëftpabeieren 100 bis 120 Milliarden Euro un Eegekapital vernicht kënne ginn. Ech hunn de Moien nach gelies, dass den Internationale Währungsfonds virgerechent huet, dass eréischt 50% vun alle Gëftpabeieren an der Tëschenzäit ofgeschriwwe sinn. Do läit also munch Potenzial vu weidere Krisenerscheinungen nach ëmmer drun.

Mir sollten eis och net - an ech mengen, och dat ass de Mëtteg schonn hei gesot ginn - um Erop an Erof vun der Bourse oder vun de Kapitalmäert festmaachen. Mir sollte gesinn, dass déi hir Leitfunktioun an der Tëschenzäit wäitgehend verluer hunn, genau wéi all déi selbstgenannten Experten, déi alles virausgesot hunn, just net dat, wat agetraff ass. An och déi, déi eis während Jore mat hirem Deregulëierungskredo gemengt hunn de Wee ze weisen, wéi mer eis Gesellschaft sollten opbauen. Gott sei Dank hu mer zu Lëtzebuerg a ville Politiken hei och nëmmen den absolute Minimum verfollegt an ëmgesat.

Dofir sollte mer méi op fundamentalen Entwécklungen an Iwwerzeegungen eis festmaachen, de Signaler vun der reeller Ekonomie weltwäit a virun allem an de Vereenegte Staten, a mir sollten och gesinn, dass en Accord zu Kopenhagen um Enn vun der nächster Woch d'Investitiounen am Beräich vun de gréngen Technologien, vun den erneierbaren Energien a villen anere Politiken kéint fräimaachen, Wuesstumsmäert kéint fräimaachen, déi och fir Lëtzebuerg a fir Europa ganz wesentlech kéinte sinn.

Ech hu gesot, Voluntarismus. Ech mengen, loosse mer emol festhalen, dass et eng grouss Leeschtung vun der Stategemeinschaft, och där aktiver Roll vun der EU a vum Euro ass, duerch politesch koordinéiert Handelen den Ofstuerz an eng global Depressioun ze verhënneren.

Dat léisst hoffen, an de Kolleeg Lucien Thiel huet a sengem schréftleche Rapport jiddefalls de Primat vun der Politik erëm ervirgehuewen. Et wär ze hoffen, dass d'Léiere vun deem, wat mer an deene leschte Méint op dëser Welt erlieft hunn, wierklech zu engem Primat féieren an och wierklech zu politeschen Décisiounen.

Elo gëtt däitlech - an ech mengen, dat muss ee kloer soen -, dass e staarke Stat gefrot ass, fir dobaussen derfir ze suergen, Regelen anzeféieren, ze korrigéieren, uerdnungspolitesch do ze handelen, wou et néideg ass.

D'Politik huet also gutt reagéiert. D'Fro ass och elo, ob se et fäerdeg bréngt, gutt ze agéieren. Also, ech soen et ganz kloer, well mer eis eppes musse bewosst sinn: De Bierger, de Steierzueler oder déi Beschäftegt dobausse wäerten net eng zweete Kéier einfach esou de Bockel dohinner hale fir eng Finanzwelt, déi ouni Moral an ouni Verantwortungsbewosstsinn nëmmen eleng fokusséiert ass op de schnelle Profit, op déi déck Bonien, op dat schnellt Geld. Wa mer d'Léieren net zéien aus deem, wat an deene leschte Méint geschitt ass a firwat et geschitt ass, an dorauser politesch Décisiounen huelen nom Primat vun der Politik, deen den Här Thiel gären hätt, dann hu mer wierklech eng grouss Chance verpasst, derfir ze suergen, dass mer an Zukunft net nach eng Kéier esou iwwerrascht ginn.

Dofir mussen déi ugeduechte méi streng Regele schnell ëmgesat ginn, éier sech eng nei Kris ubahnt. Ech weess och, dass och dat, wéi vill aner Saachen, eng schmuel Gratwanderung ass tëschent op där enger Säit méi haarde Regelen, méi Reglementéierung engersäits, an op där anerer Säit enger Iwwerreglementéierung, déi och Wuesstum kéint kaschten. Mä déi Gratwanderung do musse mer versichen ze goen, fir dass mer, wéi den Här Köhler, de Bundespresident - ech hat e schonn eng Kéier hei zitéiert -, et genannt huet, d'Monster kënne bändegen a versiche Léieren ze zéien.

Also, méi Eegekapital, en Härtegrad vu Reglementéierung no dem Risiko vum Geschäft, Virschréfte bei kuerzfristeger Verschëldung, Moossnamen, och staatlecher, wéi se am Moment an Däitschland diskutéiert ginn, fir d'Kreditklemm, zum Beispill fir d'Betriber am Mëttelstand, ze erreechen. An dofir wär et och, mengen ech, gutt hei zu Lëtzebuerg vläicht Ufank d'nächst Joer emol erëm eng Kéier an enger Ronn mat den Entreprisen an de Banken ze kucken, wéi d'Situatioun sech hei zu Lëtzebuerg op deem Gebitt stellt.

Reglementéierung vun de Bonien; zum Beispill, wann ee gesäit, dass d'Besteierung vu Bonien a Groussbritannien an op villen anere Plaze ganz eeschthaft diskutéiert gëtt.

Mir sinn als LSAP-Fraktioun ausdrécklech der Meenung - an ech mengen, mir deelen dat mam Finanzminister -, dass eng Taxéierung vu Finanzgeschäfter komme muss. Dat kann net iwwer national Elenggäng goen. Awer dës Form vu Verursaacherprinzip, derfir ze suergen, dass deen, deen d'Schied - Milliarde Schied! - ugeriicht huet, och dofir muss riichtstoen, muss ëmgesat ginn.

Den FMI huet den Optrag kritt vum G20, fir bis den Abrëll, Mee vum nächste Joer konkret Virschléi op den Dësch ze leeën. Mir géifen d'Regierung encouragéieren, am europäesche Verbond derfir ze suergen, dass déi Regelen um europäeschen Niveau och schnell kënnen ëmgesat ginn.

Wann ee vu Voluntarismus schwätzt, da muss een och e Wuert iwwert d'Roll vum Stat soen. Wat hu mer eis an deene leschte Joren net alles missen ulauschteren? De Stat soll sech eraushalen aus allem. De Stat ass e schlechten Entrepreneur. De Stat als Aktionär ass e Klompfouss fir eenzel Entreprisen.

Ech ka mech am Ufank vun der leschter Legislaturperiod als Transportminister erënneren, dass an der Aviatioun, besonnesch och bei der Cargolux ëmmer de Message war: De Stat soll sech zréckhalen. En ass, fir weider nei Aktionären ze kréien, éischter negativ am Bild.

Ma ech mengen, dass déi Leit do alleguerte frou waren, dass an deene leschte Wochen a Méint ënnert de Fittiche vum Nohaltegkeetsminister derfir gesuergt ginn ass, d'Cargolux erëm op fest Been ze setzen. Et war d'aktiv Roll vum Stat, déi derfir gesuergt huet, dass dat méiglech war.

Déi Finanzkris huet also och munch ideologesch Debatten zu Enn gefouert. An déi liberal Ideologe vu gëschter gesinn dobäi ganz schlecht aus, woen zwar haut schonn erëm eng déck Lëps, fir eenzel Politiken ze verteidegen. Mä, mengen ech, wann een d'Léieren zitt aus deem, wat mer an deene leschte Méint erlieft hunn, muss een dat kloer festmaachen.

Voluntarismus heescht also, d'Kris als eng Chance ze verstoen an ze notzen; Léieren zéien, Handelen, dass d'Gemeinwohl eis iewescht Prioritéit bleift an d'Nohaltegkeet eis iewescht Maxime.

Eng lescht prinzipiell Bemierkung als Reaktioun op d'Ried vum Finanzminister de leschten Donneschdeg hei op dëser Plaz zum Budget, a virun allem seng Bemierkungen zum Sozialstat. D'Ausso vum Finanzminister, de Sozialstat wär kee Kleeschen a keng Kaskoversécherung huet eis natierlech hellhöreg gemaach, huet eis interpelléiert, well d'Sprooch heiansdo jo och verréit, wat een hannendrun dobäi denkt, wéi paternalistesch a wéi karitativ, wéi Almosepolitik een eenzel Saache gesäit.

An ech wollt d'Fro stellen: Vun der Kaskoversécherung, souwäit ech et gesinn, hunn an deene leschte Méint virun allem d'Banke profitéiert. Waren déi gemengt beim Finanzminister? Ech weess et net. A wat fir eng Cadeauen de Kleesche gemengt huet a wat fir eng Cadeauen dat a Wierklechkeet solle sinn, huet een och net esou richteg erausfonnt.

De Sozialstat ass an eisen Aen e Modell vu Rechter a vu Flichten. E verantwortlechen Ëmgank vu Ressourcen, finanziellen an natierlechen. Et ass de Generatiounevertrag an et ass Generatiounegerechtegkeet. Et ass Solidaritéit vu Staarke vis-à-vis vu Schwaachen a méi Schwaachen. Oder ass d'Kannergeld e Geschenk vum Kleeschen? Wunnengsbauhëllefen? Den RMG? Oder dat Lescht, wat ech esou kucken, dat vun de Chèque-servicen?

Wann ech gesinn, dass d'Kreditter vum Familljeministère an deem leschte Joer ëm 13% an d'Luucht gaange sinn, froen ech mech: Waren déi gemengt, wann ee vum Kleesche schwätzt?

Et kann een - an ech wëll dat och ganz däitlech soe bei deene Beispiller - dat alles do méi gerecht gestalten, awer et bleiwen an eisem sozial an human geprägte Modell Rechter, déi et ze diskutéieren an och dobausse mat de Leit ze dialogéiere gëllt.

An engem Moment, wou Amerika mat vill Méi, mat vill Krämpes versicht, eng universell Gesondheetsvirsuerg ze kréien, fir sech eisem méi humane Modell unzeschléissen, steet bei eis an deenen nächste Wochen a Méint an der Diskussioun net d'Aushielegung vum Sozialstat, net d'Aushielegung vu Sozialversécherungssystemer, mä d'Stäerkung, déi mëttel- a laangfristeg Stäerkung vun deene Systemer op der Dagesuerdnung a soss näischt.

(Interruption)

Wien also vum Kleesche schwätzt, muss dann och de Courage opbréngen, fir Beispiller ze nennen. Mir wäerten da vläicht an deenen nächste Wochen a Méint gesinn, iwwer wat mer dann do schwätzen. 2010 stinn do eng Rei vun Décisiounen un. Ech mengen, däers si mer eis bewosst a sinn och bereet, déi Diskussiounen do ze féieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis Aschätzung zum Budget 2010, an doriwwer eraus eng Rei vu Remarquen.

Mir bekennen eis ausdrécklech zu där antizyklescher Ausriichtung vum Budget 2010. Dës Method ass zum honnerste Mol erkläert an diskutéiert ginn. Awer nach eng Kéier: Wa mi dobausse kollabéieren, wann de Wuesstum fält, wa Präisser falen an Opträg ewechbriechen, wann doropshin Aarbechtsplaze verschwannen, Betriber schléissen, d'Aarbechtslosegkeet an d'Luucht geet, dann ass et déi verdammte Flicht a Schëllegkeet vun der öffentlecher Hand, dergéintzehalen an dergéintzesteieren.

Dat war virun engem Joer op dëser Plaz Konsens. Dofir huet dës Majoritéit zesummen am Konsens Investitiounen héich gehalen, Konjunkturpaquete geschnürt, d'Finanzéierung vun der Kuerzaarbecht an iwwer honnert Entreprisen assuréiert, Bankerettungspläng virgeluecht, d'Kafkraaft vun de Bierger erhalen a souguer gefördert mat enger Rei vu Moossnamen um Enn vun der leschter Legislaturperiod, fir de Konsum ze festegen.

Gëtt et - an dat ass déi Fro, déi ech heibanne jiddwerengem stellen - a gouf et zu där och op EU-Niveau ofgeglichener Strategie iergendeng Alternativ? Ech soe ganz däitlech: Et gouf iwwerhaapt keng Alternativ! Dass dës Politik bei krisebedéngte Mannerrecetten a gläichzäiteg héijen Ausgaben, well mer dat esou wollten, d'öffentlech Finanze belaascht an Defizit a méi

eng héich Verscholdung bedeit, läit wuel op der Hand. Ech mengen, dat ass d'Logik selwer.

Awer eent och: All déi Moossnamen, déi geholl gi sinn, wäerten derfir suergen, an doriwwer si se sech alleguerten eens, dass d'Konjunktur belieft gëtt an dass mer méi schnell aus der Kris erauskommen.

An ech soen, de deux choses l'une: Virun engem Joer - erënneren ech mech hei - bei de Budgetsdebatten hu se alleguerten hei am héijen Haus Konjunkturpaquete gefuerdert. Si konnten net grouss an net ëmfaassend genuch sinn.

De Kolleeg Claude Meisch huet den 22. Abrëll 2009 hei gesot, hien hätt d'Impressioun wéi wann d'Regierung bei där Konjunkturbeliewung do hei géif mam Gaardeschlauch probéieren de Bëschbrand ze läschen. Den Här Meisch hätt also léiwer gären de ganze Pompjeeszuch gehat, fir zur Konjunkturbeliewung bäizedroen. De Gaardeschlauch ass him net duergaangen. E muss wëssen, an doriwwer soll en dann och net lamentéieren, dass esou eng Politik also deementspriechend och nach méi Defizit an nach méi Verschëldung mat sech bruecht hätt.

Et kann een net an der Politik an all Zuch sëtzen. An deem Zuch, dee gëschter no méi gejaut huet, an deem Zuch, deen haut lamentéiert, dass mer Defiziter hunn, an héchstwahrscheinlech, wa mer muer erëm méi Wuesstum hunn, da wäert e matdiskutéieren a warne virun enger Wuesstumseuphorie.

(Interruption)

Dat ass also, mengen ech, och eng Fro vu Kohärenz, déi een huet. An déiselwecht Inkohärenz, déi mer hei feststellen, muss een och ganz däitlech an den Avisë vun de Patronatschambere gesinn, déi net midd gi sinn, virun engem Joer vun der Politik ze verlaangen, am Bausecteur, an der Automobilbranche, am Commerce an op villen anere Gebidder derfir ze suergen, dass d'öffentlech Hand soll antizyklesch derfir suergen, dass Opträg géife kommen, an haut Säiten a Säite schreiwen iwwer héich Defiziter. De deux choses l'une! Ech mengen, et muss een hei och e bësse kohärent mat sech selwer sinn.

Ech géif och soen, dass bei der Verschëldung et vläicht noutwendeg ass, e bësse méi genau dohinner ze kucken. Net nëmme brauche mer den europäesche Verglach net ze scheien, wann ech gesinn, dass déi Zounahm vu 7% Verschëldung par rapport zum PIB op haut dëst Joer zu ronn 16% virun allem a bal ausschliesslech eisem Rettungsplang zugonschte vun der BGL an der Participatioun bei der BGL geschëllt ass.

Et muss een awer soen, dass dëst Geld net an de Sand gesat ass, ganz am Géigendeel. Den Aktiëpaquet bei der BGL sollt een dofir och net op d'Schnell fräisetzen. An et soll een derfir suergen, dass ee souwuel bei der industrieller Strategie, zum Beispill an der Form vun engem Plan de sortie, en A drop behält, wat an deenen nächste Joren do geschitt. Mä et ass och eng Dividend, op déi een net schonn 2010, mä 2011 oder `12 ka kucken.

Déi Garantiezomm bei der Dexia ass iwwregens och rémunéréiert a wäert, wann een dovun ausgeet haut, dass se net ugetaascht wäert ginn, och hei erëm eng Kéier zu Recettë féieren. Et ass also net auszeschléissen, dass de Stat Notznéisser en fin de compte - an ech mengen, dat kann een hoffen - vun esou enger Operatioun wäert sinn.

Mir brauchen elo, wéi gesot, virun allem e beliewend, e positiivt A op eisen Aarbechtsmaart. Eis Finanzplaz bleift och weiderhin en extrem wichtegt Standbeen vun eiser Ekonomie. Awer d'Zäiten, an deenen et net duergeet, fir Steier- a Souveränitéitsnischen auszenotzen, fir dat grousst Geschäft ze maachen, si mam Drock um Niveau vun der EU, dem Drock um Niveau vum G20, dem Drock um Niveau vun der OECD, mengen ech, an der Tëschenzäit eriwwer. An dat ass jiddwereen heibanne sech bewosst.

Wann eis Finanzplaz weider wëllt expandéieren a weider och wëllt deen Emploi kreéieren, da muss se sech wandelen, muss se sech weider vun enger Offshore- zu enger Onshore-Plaz wandelen, déi hir Aktivitéiten am Aklang mat der neier internationaler Finanzuerdnung och entwéckelt.

Dat gëllt virun allem fir de Private banking, wou net méi eleng op d'Bankgeheimnis ka gesat ginn, mä wou d'Qualitéit vun der Berodung, wou d'Déngschtleeschtung um Client vu muer mussen iwwerzeegen. Ausserdeem muss d'Finanzplaz weider diversifizéiert ginn.

Den Här Schiltz huet eng Rei vu Propositioune virdru schonn hei gemaach. Niewent den Investmentfongen an dem Private banking musse sécherlech Aktivitéiten am Beräich vun der Mikrofinanz, der Philanthropie oder de Beräicher vu sozialan ëmweltverträglechen Investments ausgebaut ginn.

Eng Zukunft, mengen ech, ass fir Lëtzebuerg och am Industrieberäich ze erreechen, wa mer et fäerdeg bréngen, och dat dobaussen am Aklang mat all deenen eenzelne Politiken an der Nohaltegkeet kënnen ze maachen. Et huet ee mat Intérêt a positiv gesinn, dass eng Etüd, déi de Fraunhofer-Institut virun e puer Woche virgeluecht huet, gewisen huet, dass haut nëmmen nach 7% géint 40% nach viru Joren - virun zwee Joer - vu Betriber d'Produktioune wëllen délocaliséieren, an eng Rei vun Entreprisen, déi délocaliséiert hunn, opgrond vun Argumenter, déi se haut gesinn, an Trëmp, déi se haut gesi bei eis, amgaange sinn och erëm zréckzekommen.

Ech hu gesot, drëttens, de Beräich vum Greentech duerch en Accord zu Kopenhagen. Ech denken och, dass de Logistikberäich mat deenen zéng Nischen an der Spezialiséierung, zum Beispill der Chaîne de froid, kann derfir suergen, dass hei nei Aktivitéite kënnen entstoen.

Mir sinn ze vill eleng, denken ech, fokusséiert op d'Exit-Strategie a gesinn net, dass an deem Budget 2010, dass dat keng Klammer, dass dat keng Parenthèse ass - wäit gefeelt -, mä dass an deem Pak vun Investitioune vun 2010 héich Investitiounen am Schoulberäich, am Spidolsecteur, an der Schinn, an der Strooss, héich Kreditter fir Famill, Fuerschung, héich Kreditter bei Energie- a Klimaschutz sinn. Dat si kloer Beschreiwunge fir en Zukunftsprojet, dee mer hei zu Lëtzebuerg an deenen nächste Jore wëlle goen.

E Standuert vu Liewensqualitéit, mä e Standuert virun allem och vu sozialer Kohesioun, vun engem Sozialstat, dee seng Aufgaben eescht hëlt, fir wirtschaftlech Entwécklung, kulturell Villfalt, Stäerkten a Chancen, Kompetenzen, déi eis Leit hunn.

Do sinn ech d'accord mam Kolleeg Claude Meisch, wann e seet, mir sollten net lamentéieren, mä mir sollten d'Äermel eropkrempelen an derfir suergen, aus där Kris do och eng Chance fir déi nächst Joren ze maachen.

Ech wëll e puer Bemierkungen zu eenzelne Politiken an deem Budget 2010 maachen. Deen éiwege Verweis - ech sot dat virdru scho bei der Aufgab, déi de Sozialminister amgaangen ass säit zwee Joer um Beispill vun der angehender Pensiounsreform ze maachen - op den héijen Undeel vun den Ausgaben aus der Sécurité sociale kënnt engem heiansdo verdächteg vir.

Et géif vill aner Politiken ginn, iwwert déi ee kéint schwätzen, mä et ass ëmmer nëmme mam Fanger ze weisen op déi Ausgaben um Niveau vun der Sécurité sociale. An och do soen ech bei der Fro vun der Selektivitéit, vun der Ofkier vun der Géisskanepolitik: Dat ass jo eppes, dat héiert ee säit Joren an dësem Haus.

Da géif ech emol gären eng Kéier héieren, dass ee Ross a Reiter nennt, dass ee ganz prezis seet, wat een dann dorënner versteet a wou een déi sozial Selektivitéit wëllt usetzen.

(Interruption)

Ech sot, ech géif an deenen nächste Wochen nom 1. Januar endlech gären héiere vun alle Fraktiounen hei, wat mer ënnert där sozialer Selektivitéit verstinn.

Ech wëll bei de Rente soen an och bei de Krankekeese soen oder bei der Gesondheetskeess soen - wéi een et elo muss soen; entschëllegt, Här Minister -: säit 30 Joer stabil Rentebäiträg hei zu Lëtzebuerg. Säit 30 Joer stabil Rentebäiträg zu Lëtzebuerg! Héich Reserven an enger Zuel vun néng Milliarden Euro.

Wann d'Banque centrale och eng Rei vu Warnungen ausgeriicht huet, sech iwwregens an hirem Calcul e besse gëiert hunn, mä wann een d'Zuele gesäit vun der IGSS, déi virgeluecht ginn, déi weisen, dass mer bei engem Wuesstum vun 2,2% an deenen nächste Joren a bei engem Emploi, deen ëm en hallwe Prozent géif an d'Luucht goen, wat also eng trotz allem virsiichteg Attitüd ass, dass mer do bis 2030 wäerte fueren iwwert der Limite vun der annerhallefmol Joresreserv, déi mer hunn, da weist dat, dass mer hei par rapport zu all deenen - zu Däitschland, déi Reserven hu vun dräi Wochen -, dass mer hei…

(Interruption)

Ech hunn am Ufank scho gesot, wann Der nogelauschtert hätt, dass mer Handlungsbedarf hunn. An ech wäert dat och nach eng Kéier soen.

…mä dass een awer och hei net alles soll esou schlechtrieden an net gesinn, dass mer et fäerdeg bruecht hunn, mat de Bäiträg vum Stat, mat de Bäiträg vun de Beitragszahler a vun den Entreprisen eppes opzeriichten, wat sech weise léisst, a wou mer am Moment nach eng Situatioun hunn, wou mer un eenzelne Schrauwe kënnen dréinen - déi 15, 16 Schrauwen, déi virgeluecht sinn -, fir a rouegen Dicher, ouni dass hei eng Katastroph bevirsteet, dat kënnen ze maachen.

An ech soen dat och: Wann een emol eng Kéier de Versuch mécht, fir déi sozial Lounniewekäschte vun de Länner ronderëm eis - Rentebäiträg a Krankekeesebäiträg - niewenteneen ze leeën,…

- **Une voix**.- Richteg!
- **M. Lucien Lux** *(LSAP)*.- Haalt dach op, ze lamentéieren iwwert d'Situatioun zu Lëtzebuerg a leet Iech emol eng Kéier d'Zuele vir, wéi vill dass Bäiträg musse bezuelt gi fir d'Renten a fir d'Krankekeesen an eisen Nopeschlänner niewendrun, fir ze mierken, dass mir dach an enger Situatioun sinn, wou mer mat roueger Hand an deenen nächste Wochen a Méint mat de Sozialpartner, mat der Chamber kënnen diskutéieren, fir eenzel Saachen unzepassen, fir zur Stäerkung vun de Sozialversécherungssystemer - net zur Aushielegung vun de Leeschtunge vun de Sozialversécherungen! - kënne bäizedroen.

Ech soen och um Niveau vun de Krankekeesen oder vun der Gesondheetskeess, wann ech gesinn, dass an deene leschten 30 Joer… Lauschtert gutt no: An deene leschten 30 Joer sinn zu Lëtzebuerg d'Krankekeessbäiträg ëm 0,9% an d'Luucht gaangen. Gitt emol iergendwou ronderëm kucken, ob nach anerer et fäerdeg bruecht hunn, op déi dote solidaresch Aart a Weis derfir ze suergen, gesond Sozialversécherungssystemer ze hunn.

A wann ech gesinn, dass gläichzäiteg an deene leschte fënnef Joer déi Krankekeessbäiträg stabil bliwwe sinn, dass souguer déi vun der Onfallversécherung zréckgaange sinn ëm 0,35%, da weist dat, mengen ech, dass mer hei eng gutt Situatioun hunn, wou ee soll ophalen dobaussen ze lamentéieren an de Leit Saachen ze zielen, déi net richteg sinn.

Eng zweet Bemierkung wëll ech zur Mobilitéit maachen. Et ass schued, dass souwuel de Kolleeg Paul Helminger huet misse fortgoe wéi och den Nohaltegkeetsminister. Mä ech mengen, dat kann een nohuelen.

Ech wëll eng Bemierkung zur Mobilitéit maachen. De groussen Acquis vun der leschter Legislaturperiod, de groussen Acquis war deen, dass mer endlech e breede Konsens am Mobilitéitskonzept fonnt hunn am Konzept vum mobil 2020; ofgemaach mat der Stater Gemeng a mam Schäfferot a mat villen aneren och hei an dëser Chamber.

Endlech hate mer eng kloer Linn iwwert dat, wat mer wéilte maachen, endlech konkret Realiséierung, endlech substanziell méi Geld an d'Schinn investéiert wéi an d'Strooss. Eis Mobilitéitsproblematik - an och do sollte mer ophalen, eis Märercher ze zielen dobaussen - ass nëmmen an eng entscheedend Trendwend ze kréien, wa mer deen „modal split" vu 25/75, deen ugeduecht war scho beim IVL, fir den öffentlechen Transport fäerdeg bréngen.

Mir kënnen esou vill Stroossen niewentenee bauen, mir kënne bei all Duerf ee Contournement lénks, ee Contournement riets, en Tunnel ënnendrënner an eng Bréck uewendriwwer bauen. Dat wäert eis Mobilitéitsproblemer net léisen, wa mer net eng wierklech Trendwend hin zum öffentlechen Transport wäerte kréien. An ech mengen, do däerf een net fackelen an där Politik, déi dofir och an deenen nächste Jore muss gemaach ginn.

Awer et ass wierklech eng Sënn, an ech soen et esou, wéi ech et denken, et ass eng Sënn, wann een an dësem Moment dat Konzept, wat mer eis ofgemaach hunn, zerriet an eegennëtzeg hei agéiert.

(Interruptions diverses)

Ech halen duerfir de Virschlag, dee leschte Virschlag, deen de Stater Buergermeeschter, ech weess net, am Numm vum Schäfferot oder a sengem eegenen Numm gemaach huet - ech weess et net, dat kann den Här Bausch eis vläicht herno direkt beäntwerten -, mä dee Virschlag, dee gemaach ginn ass, halen ech fir héchst zweifelhaft.

Et mag fir d'Stad, egoistesch gesinn, Sënn maachen, fir d'Streck, déi mer amgaange sinn ze bauen, déi Eisebunnsstreck vun der Gare iwwert de Findel op de Kierchbierg, op Äis ze leeën an déi Suen ze huelen a se ze investéieren an d'Gare centrale an derfir ze suergen, dass een dee Quartier do kann développéieren. An et mag och, egoistesch gesinn, Sënn maache fir d'Stad, fir derfir ze suergen, dass den Tram nëmme fiert vun der Gare iwwert de Kierchbierg bis op de Findel an do ophält.

Dat mag fir d'Stad Sënn maachen. Ech soen awer, dass all Partner sech an deene leschte véier Joer eens waren, dass den Désenclavement vun der Gare centrale, do, wou mer wierklech extrem grouss Potenzialproblemer hunn, dass deen Désenclavement fir eis alleguer e wichtegen Deel war, fir d'Konzept esou ze strécken, dass kee Lach däerf entstoen tëschent dem Findel an der Gare centrale, wou näischt méi steet, weder Tramsstreck nach Eisebunnsstreck, well dat dat nationaalt Konzept a Gefor bréngt a wierklech hypothekéiert.

Duerfir mengen ech, géif et héich Zäit ginn, derfir ze suergen, dass een zu deem eigentleche Konzept erëmkënnt an dass een déi Verhandlungen tëschent dem Stat an der Stad Lëtzebuerg iwwert d'Finanzéierung vum Tramsprojet esou schnell wéi méiglech zu Enn bréngt, fir do - wéi den Innenminister géif soen - endlech Neel mat Käpp ze maachen an derfir ze suergen, dass mer weiderkommen.

Ech wëll eng drëtt Bemierkung maachen zu deem Budget, iwwert dat, wat noutwendeg ass zu Kopenhagen. Säit gëschter sinn dausenden Delegéierten amgaangen, zu Kopenhagen ze diskutéieren. Mir brauchen zu Kopenhagen, och wa mer keen Nofolgeregime fir de Kyoto-Protokoll fäerdeg bréngen, global a virun allem kontinental Reduzéierungsziler an eng konkret Finanzarchitektur, wou d'Verantwortung vun den Industrienatioune par rapport virun allem zu deene mat Mëttele schwaache Länner - technologesch an och finanziell schwaache Länner - ka féieren.

Vläicht ass déi wichtegst Décisioun an deene leschte Stonnen an Amerika gefall, déi wichtegst Décisioun, fir zu engem Accord ze kommen, nämlech déi, dass d'Energie- an Ëmweltagence an Amerika décidéiert huet, fir d'Treibhausgasen als gesondheetsgefährdend anzestufen an domadder no engem alen „act" dem President d'Méiglechkeet ze ginn, fir bei den CO_2-Emissioune selwer ze regléieren, sou dass en net de Kongress brauch, fir dat ze maachen.

Ech mengen, dat hëlt eng ganz schwéier Hypothéik ewech, fir zu engem Accord ze kommen. Mä ech mengen, dass mer duerno, no der Konferenz, no Kopenhagen, och schnell national musse reagéieren.

Deen éischten Aktiounsplang vun 2006 ass esou gutt wéi opgeschafft. D'Reduzéierung,

déi mer fäerdeg bruecht hunn 2008 ëm -5,2%, ass e klengen Hoffnungsschimmer, mä trotzdeem en Usaz, un deem mer weider musse schaffen. Mir brauchen also ganz schnell am Ufank 2010 eng Diskussioun iwwer en zweeten Aktiounsplang, fir derfir ze suergen, den Trend do ze stäerken a Courage och an deem Zesummenhang do ze weisen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll bei der Aschätzung vun der finanzieller Situatioun vun eisem Land net laang ronderëmrieden. Tatsaach ass, mir hu bei manner Recetten a gewollt héijen Ausgaben e Problem. De Verweis op aner Länner hëlleft eis do net weider - och, wa Lëtzebuerg 2010 mat enger Schold, mat engem Endettement vun 19% géigeniwwer tëschent 70 an 80% an der Eurozon nach relativ gutt dosteet.

Mir gesinn, an dat ass vum Här Meisch hei gesot ginn, krass ënnerschiddlech Interpretatioune bei de Sozialpartner. Dat ass awer net verwonnerenswäert, wann ee gesäit, dass mer virun enger Tripartite sinn, wou amgaangen ass eng Kuliss opgebaut ze ginn, wou jiddweree seng Argumenter op den Dësch leet. Ech mengen, och déi Verschätzungen, déi mer bei den Experte gesinn, hëllefen eis do net weider.

Ech wëll fir d'LSAP-Fraktioun, Här Schiltz, e puer Punkte soen, déi fir eis wichteg sinn an deenen nächste Wochen a Méint.

Une voix.- Ah!

(Interruption)

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Éischtens, mir wäerten, an dat hunn ech schonn am Ufank gesot, um Spueren net derlaanschtkommen. Dat gëtt och eng Chance, sech ze konzentréieren op dat Wesentlecht. All Ausgabe mussen no hirem Notzen an no hirer Nohaltegkeet gepréift ginn, a si mussen och esou sinn, dass se der Beschäftegung kënnen hëllefen.

Ech denken, dass Iddien, iwwert déi laang diskutéiert ginn ass hei, fir zum Beispill derfir ze suergen, dass ee bei deenen eenzelne Ressorten eng linéaire Kierzung vun hire Budgeten virhëlt, mä hinnen awer d'Méiglechkeet gëtt, innerhalb vun deene Budgete méi grouss Autonomie ze hunn, fir mat deem Geld ze schaffen, schonn eng Iddi wär, déi ee relativ schnell kéint upaken an dorauser eppes maachen.

Déi staatlech Gouvernance ze verbesseren, d'Effizienz vun eenzelnen öffentlechen Déngschter ze verbesseren, bleift dobäi eng Aufgab. D'Motivatioun an d'Weiderbildung vun den öffentleche Beamten ze förderen an ze assuréieren.

Zweetens, de Wee an eng Scholdefal ass en Ierwee, an Dir wäert eis net gesinn, dee Wee wëlle matzegoen. Eng Verscholdung vun iwwer enger Fourchette vun 30, 40% vum PIB ass net wënschenswäert - och wa 60% innerhalb vun de Maastrichter Kritären erlaabt sinn. A beim Defizit ass en Zil mëttel- a laangfristeg vu plus/minus 1% fir eis an der Rei. Mir brauchen eng Politik an deenen nächste Wochen a Méint, déi och deenen zukünftege Generatiounen Handlungsspillraum fir hir Aspiratiounen a fir nei Politike léisst.

Drëttens, et däerf bei der Diskussioun, déi elo ugeet, keng Tabue ginn. Weder bei den Ausgaben nach bei de Recetten. Awer et muss gëllen - an do ënnerschreiwe mer gären dat, wat de Lucien Thiel eis virgewisen huet -, dass een, mengen ech, kohärent fir d'éischt ufänkt ze kucken, wou ee spuere kann, dass een iwwert d'Investitioune schwätzt - ech wëll nach e Wuert dozou soen - an dass een dann och iwwer nei Recettë ka schwätzen, dass mer haut, an dat soen ech, dat ass vläicht deen éischte Virschlag, deen da gemaach gëtt bei de Recetten, dass mer laanscht eng Augmentatioun vun der Solidaritéitssteier net wäerte kommen.

Dat wäert jo wuel heibanne keen dobaussen iergendengem beim Patt wëllen erzielen. Wann ee gesäit, wéi d'Dépensen am Fonds pour l'Emploi sech entwéckelen, ass dat e gerechte Wee, derfir ze suergen, zu neie Recetten ze kommen.

Ech wëll iwwregens, well ech d'Gefill hat, dass den Här Schiltz, wéi e laang iwwert d'Erëmaféierung vun der Verméigenssteier geschwat huet, ech wëll dann als Porteparole vum Aarbechtsminister Nicolas Schmit iwwregens hei soen, dass den Här Schmit dementéiert huet, um Kongress vum OGB-L dat Wuert Verméigenssteier iwwerhaapt an de Mond geholl ze hunn.

(Interruption)

Et ass also iwwerhaapt net proposéiert ginn, mä de Verweis, deen den Nicolas Schmit op deem Kongress gemaach huet, op en Artikel aus der „Financial Times", deen zur Konklusioun komm ass, dass ee wuel an engem Moment, wou mer haut stinn an den öffentleche Finanzen, och däerf iwwer nei Recettë bei de Steieren diskutéieren, dee wäert wuel erlaabt sinn. Ech mengen, dass jiddwereen deen ënnerschreift. Mä d'Verméigenssteier ass als Méiglechkeet do net genannt ginn, an et ass iwwregens och haut net Programmatik vun der LSAP an e Virschlag, dee mer géife maachen.

(Interruption)

Une voix.- Dat heescht am Fong, wann déi Steier kënnt, dann ass dat der „Financial Times" hir Schold, oder wéi?

M. le Président.- Wann Der gär dem Här Lux eng Fro stellt, da frot hei d'Wuert. Ech mengen, mir kënnen hei net duerjeneeschwätzen. Här Lux, fuert emol virun!

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Wësst Der, kuckt Iech emol eng Kéier den Owend um Internet all déi Länner un, déi eng Verméigenssteier hunn. Da stellt Iech d'Fro, ob dat lauter sozialistesch Héichbuerge sinn an esou virun, fir vläicht méi roueg a méi moderat mat der Fro do ëmzegoen.

(Interruption)

Méi roueg domadder ëmzegoen. Et muss och, wa mer iwwer nei Recetten diskutéieren a wa mer iwwer sozial Selektivitéit diskutéieren - dat ass dat Eenzegt, wat mer heibanne kloer wäerte maachen -, gerecht zougoen, an et muss nom Prinzip zougoen, dass breet Schëllere méi droe kënne wéi schmuel Schëllere kënnen droen.

Et muss kloer sinn, dass d'Balance tëschent de Steiere vun de Bierger dobaussen an de Betriber, dass déi Balance muss vermëttelbar bleiwen, dass eng gerecht Belaaschtung vun de Mëttelschichte muss gewahrt bleiwen, déi oft déi sinn, déi musse bedalen an net vu soziale Mesuren a vu sozialen Hëllefe kënne profitéieren.

Ech mengen, et ass och ze diskutéieren, ob nei Laaschten, déi mer diskutéieren, ob déi och temporär kënne sinn an un d'Dauer an den Ëmfang vun der Kris kënne gekoppelt sinn.

Ech mengen, dass heibäi och de Prinzip fir déi, déi an deenen nächsten Deeg op Kopenhagen wäerte fueren - heibanne sinn der jo eng Rei, déi dat wäerte maachen -, dass de Prinzip vun der Nohaltegkeet, der Noutwendegkeet an dësen Zäite vu Klima a vun Ëmweltkris - et huet een net Zäit, fir méi laang ze schwätzen - och, mengen ech, dee Kritär do vun enger grousser Wichtegkeet muss sinn.

Mir sinn eis heibannen, Här Schiltz, doriwwer eens, dass dee Kurs eraus aus der antizyklescher Politik kee Crash-Kursus ka sinn, dass mer och dat mat Bedarf musse maachen an dass mer wéi gesot och hei mussen derfir suergen, dass all Effizienz an dass d'Beschäftegungskompatibilitéit vun de Moossname muss gi sinn.

Ech wëll - véiertens - soen, dass bei den Investitioune mer net dee Wee wëlle goen, wéi mer en hei emol am September beim Dépôt vum Budget héieren hunn, fir ze soen: „Mir hunn elo 1,8 Milliarden Investitiounen. Mir setzen dat einfach blann elo erof op 1,4."

Mir mengen, dass een deen ëmgedréinte Wee muss goen, dass ee sech déi nächst Wochen a Méint muss Zäit huelen, fir ze kucken, wat an den Investitioune bis 2014 noutwendeg ass, fir de Standuert an d'Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg ze assuréieren, wéi et méiglech ass, méi bëlleg ze bauen, wéi et méiglech ass, fir derfir ze suergen, dass bei der Ëmsetzung et besser geet.

Ech mengen, dass dat an eenzelne Beräicher - den Transportberäich ass een dovunner, de Schoulberäich ass een dovunner -, dass et eng ganz Rei vu Beräicher gëtt, wou een dat muss maachen.

A fënneftens a leschtens, d'Method, wéi mer dat an deenen nächste Wochen a Méint maachen, muss déi sinn, dass mer kloer Virgabe mussen hunn. Mir ënnerstëtzen dee Souci, deen de President vun eiser Finanzkommissioun an deene leschte Wochen an all Sitzung bal ausgedréckt huet, dass mer dee kloren, objektiven Tableau de bord brauchen, wou all Partner dobaussen ënnerschreiwen, fir ze soen, dat doten ass d'Situatioun a keng aner, fir dass mer net iwwer Zuele musse wochelaang diskutéieren, wiem seng Zuelen dann elo déi richteg Zuele sinn.

Ech mengen, dass mer deen Tableau de bord brauchen, fir dass mer e konsensfäegt Spuerzil vun 2011 bis 2014 kënnen ofmaachen. A mir brauchen natierlech d'Verhandlungen dobausse mat de Sozialpartner.

Ech halen et, Här Meisch, wierklech net fir en negative Punkt, dass eng Regierung an dass eng Majoritéit sech virhëlt nom Modell Lëtzebuerg, deen Är Partei an de 70er Joren awer maßgeblech och mat beaflosst huet, dass se sech d'Aufgab virhëlt, an deenen nächste Wochen a Méint sech nach Zäit ze ginn, fir mat de Sozialpartner, déi dobaussen, mengen ech, d'Forces vives vun der Natioun duerstellen, zu enger Eenegung ze kommen, Antagonismen an ënnerschiddlech Intérêten zesummen auszegläichen, fir zu enger Politik ze kommen, hannert där sech d'Leit kënne gesinn.

An ech mengen och, dass mer alleguerten, wéi mer heibanne sinn, an deenen nächste Wochen a Méint mussen de Staf huelen an an d'Land mussen erausgoen an an de Versammlunge mat de Bierger iwwer eis Situatioun diskutéieren a mat de Bierger, mat den…

(Interruption)

Herrgott nach emol!

Une voix.- Hutt Dir keng Positioun als Sozialisten?

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Also wierklech! Ech mengen, Dir hutt net nogelauschtert. Dir rennt déi ganzen Zäit ronderëm an da kommt Der heihin an da jäizt Der erëm.

La même voix.- Jo, jo.

(Hilarité générale)

Une voix.- Dir jäizt eng hallef Stonn!

Une autre voix.- Dir jäizt eng hallef Stonn, Dir hutt nach näischt gesot!

(Interruption)

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Ech mengen also, dass et noutwendeg ass, fir derfir ze suergen, dass mer dobausse mat de Leit deen Dialog do sichen och iwwert déi Moossnamen, déi mer eraushuelen, fir beim Débat iwwert den État de la nation dann zu enger Konklusioun ze kommen.

Et kënnt also an deenen nächste Méint a Joren - ofschléissend an als Konklusioun - op folgend fënnef Politikziler un:

1) Esou wéi et hei virdru scho gesot ginn ass, Mënsche stäerken, Beschäftegung förderen, fir sozial Kohesioun suergen. Dat ass de gesellschaftleche Choix, bei deem mir net ee Millimeter wäerte wackelen an deenen nächste Wochen a Méint.

2) Op Bildung, Qualifizéierung, op Fuerschung an op eis Universitéit setzen.

3) Déi Banken- a Finanzwelt reglementéieren, de Monster zähmen, op Realekonomie an net op Monaco- oder Dubai-Kapitalismus setzen, well dat an eisen Aen en Ierwee ass.

4) De Standuert Lëtzebuerg nohalteg stäerken, d'Infrastrukturen ausbauen, Energie spueren a Klimaschutz och national konkretiséieren.

5) De Budget zur Politikgestaltung notzen, fir gesond Parameteren hei erëm suergen, gerecht Léisunge sichen am Dialog, a fir déi zukünfteg Generatiounen och näischt verbauen.

Ab dem 1. Januar, mengen ech, musse mer déi Aarbecht do upaken, se am Dialog upaken, a fir dat ze erreechen, brauche mer e selbstbewossten an tatkräftegen Optimismus.

Un dëser Grondhaltung steet eisen Avis zu deem Budget 2010 an un där Grondhaltung do wäerte mer Jo soen zu deem Budget 2010, wa mer da muer doriwwer ofstëmmen, an zu där Grondhaltung wäerte mer och an deenen nächste Wochen a Méint fir d'Problemer doriwwer eraus suergen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Lux Merci. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt, fir unzefänken, dem Rapporteur Merci ze soe fir säin ausgiebege schréftleche Rapport, wou eigentlech d'Zuelematerial op eng zimlech gutt Aart a Weis analytesch erëmbruecht ginn ass. Ech wäert duerfir, genau wéi hien och oder aner Kolleegen haut de Mëtteg, Iech net bombardéiere mat Zuelen. Déi stinn an deem Rapport dran. Un deenen ass eigentlech och vum Fong hier, wat d'Zuelematerial ubelaangt, näischt auszesetzen.

Ech wäert profitéiere vun där Budgetsried hei, fir méi eng fundamental Kritik ze maachen engersäits, an awer och en Ausbléck ze maachen iwwert d'Budgetsjoer 2010 eraus, well, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech war nach ni der Meenung, datt et Sënn géif maache bei engem Budget, deen een diskutéiert, nëmme sech op ee Joer ze bezéien, well dat eigentlech e falscht Bild ofgëtt iwwert de generellen Zoustand vum Land, wann een iwwert dat wichtegst Gesetz vum Joer diskutéiert, nämlech de Budget, mä dëst Joer fannen ech et desto méi wichteg, datt een iwwert den Tellerrand vum Joer 2010 erauskuckt a sech wéi gesot net beschränkt nëmmen op d'Zuele vun 2010 an e Bléck werft och op déi nächst Joren duerno.

Well wa mer eppes de Moment net brauchen, dann ass et Kuerzsiichtegkeet, well Kuerzsiichtegkeet géif eis ganz séier an déi nächst Mauer eraféieren.

Mir hunn et ze dinn entre-temps mat enger Wirtschafts- a Finanzkris, déi dramatesch Ausmoossen ugeholl huet, an déi kann een net klengrieden - och, wann een dobausse gär e bëssen Tendenz huet, fir da bei där viller Dramatik awer ze mengen, et misst een Optimismus verspreeën.

Wann ee kuckt, wat geschitt ass zënter 2008 a wat nach ëmmer amgaangen ass ze geschéien, da muss een einfach sech mat där haarder Realitéit, mat där mer haut konfrontéiert sinn, ausenanersetzen.

Mir haten 2007 e Wuesstum vu 6,5%. Mir si vun 2007 op dann elo Enn 2009, wou mer genau wäerte landen, wësse mer nach net, loosse mer soen tëschent -3,6 a -3,9% Wuesstum ukomm. Dat heescht, bannent emol net zwee Joer ass eise Wirtschaftswuesstum ëm 10,1% erofgefall. 10,1%, dat ass en enorme Chiffer!

Zur Erënnerung: 2000 bis 2003 hate mer jo och eng Wirtschaftskris, an zwar duerch déi sougenannten Internet-Bulle, déi geplatzt ass. 2000 hate mer dat Joer mat deem héchste Wirtschaftswuesstum an der Nokrichszäit - souguer 2007 ass net dovu getopt ginn ,- nämlech 9%. Mir sinn du vun 9% am Joer 2000 op 2% am Joer 2001 ofgesackt. Dat sinn och 7%, mä éischtens ass dozou ze soen, et sinn net 10%, a virun allem ass awer ze soen: Mir waren nach ëmmer am positive Wuesstum. Par contre si mer elo ganz staark am negative Wuesstum.

Wat virun allem och ganz problematesch ass, dat ass, datt déi Kris, déi mer haten 2001 bis 2003, datt mer eng Talfahrt gemaach hunn an duerno ganz rapid erëm eropgaange sinn. Dat heescht, datt mer ab 2004 erëm ganz rapid geklomme sinn, d'Ekonomie gewuess ass, eise Wuesstum och, eise PIB immens séier eropgaangen ass, fir eben op den Niveau vu 6,5% erëm am Joer 2007 ze kommen. Et ass also rapid erofgaangen a gradesou rapid erëm eropgaangen.

Dat huet natierlech dozou gefouert, datt déi Regierung, déi 2004 ugetratt ass, déi nach am Fong an der Logik war deemools vun där Kris, déi 2001 ugefaangen huet, a sech och erwaart huet deemools, datt de

Risiko géif bestoen, datt déi Kris net esou séier géif op en Enn goen an donc d'Statsfinanzen och deemools hätte kënnen zolidd nach méi abriechen, dunn ugefaangen huet, an enger Tripartite mat de Sozialpartner ze négocéieren, fir d'Statsfinanzen erëm an den Équiliber ze bréngen, während deene Verhandlungen natierlech de Wuesstum erëm gestiegen ass mam Héichpunkt vu wéi gesot bal 7% am Joer 2007, datt dann eigentlech den Accord ofgeschloss ginn ass mat de Sozialpartner zu engem Zäitpunkt, wou mer schonn erëm massiv op der positiver Wuesstumskurv waren.

Mir hunn awer dës Kéier eng Situatioun, déi eiser Meenung no ganz aneschters ass, well mer riskéieren net nëmmen e luesen Opstieg ze kréien, mä mer riskéieren och nach ëmmer Réckschléi ze kréien. Wann ee kuckt, eleng wat vun Noriichte komm ass an deene leschten Deeg - déi nach net ausgestane sinn, och nach ëmmer par rapport zum Finanzsecteur -, da muss een einfach der Realitéit an d'Ae kucken a soen, et sinn nach ëmmer grouss Risiken do, datt mer en zolitte Réckschlag kënne kréien um wirtschaftlechen Niveau.

Mä virun allem ass et awer och esou, datt, wéi gesot, de Wuesstum vill méi lues wäert ugekuerbelt ginn, a virun allem riskéiere mer, an dovunner si mer awer entre-temps iwwerzeegt - wann een e bësselche kuckt, wéi eis wirtschaftlech Struktur opgebaut ass a mat wat fir enge Problemer mer och elo no der Kris nach wäerte konfrontéiert ginn -, datt mer net méi esou séier wäerten, oder iwwerhaapt erëm wäerten eng Kéier op en Niveau kommen, wéi mer en zum Beispill 2007 haten, wou mer largement iwwert dem Duerchschnëtt louche vu Wuesstum vun deenen aneren europäesche Länner, dat heescht a Beräicher vu fënnef, sechs a siwe Prozent.

Dat heescht am Kloertext, un dat, wouru mer eis gewinnt haten tëschent 1995 an 2007, nämlech mat enger Moyenne vu Wuesstum vu véier Prozent, an och deementspriechend natierlech exceptionnel héije Recettë fir de Stat, mat deenen Zäite wäert et emol mindestens fir déi nächst Joren eriwwer sinn. Dat heescht, mer wäerten eis éischter apendele bei engem Wirtschaftswuesstum, deen, wann et da gutt geet, tëschent 1,5 an zwee Prozent, vläicht och emol 2,5 Prozent sech wäert apendelen, an an der Moyenne wäerte mer op alle Fall net méi wéi véier Prozent erreechen.

Wann ee meng lescht Budgetsrieden déi lescht zéng Joer nogelies huet, da sinn ech och net midd ginn, am Numm vu menger Fraktioun dat nämlecht ze soen, nämlech ze erklären, datt mer eigentlech hei zu Lëtzebuerg op enger Wolke sieben géife schwiewen, nämlech ze menge mir kënnten - géint all Logik, déi et an de Wirtschaftsbicher gëtt - éiweg mat enger Moyenne vu véier Prozent rechnen, obschonn de Rescht vun der Europäescher Unioun eng Moyenne hat bei een, zwee Prozent, an déi nach domadder natierlech schrecklech zefridde sinn, well zwee Prozent Wuesstum vum PIB, dat ass emol nach guer keng schlecht Situatioun, wéi mer jo elo konnte feststellen 2009.

Mä op alle Fall ass et net méi eng Moyenne vu véier Prozent, an deementspriechend ass et och kloer, datt mer beim Stat, esougutt bei de Recettë wéi bei den Dépensen, mä virun allem bei den Dépensë mussen oppassen, well mer haten eis an eng Logik erabeginn, datt mer eis Dépensen opgebaut hunn op e Wuesstum mat enger Moyenne vu véier Prozent. An ech kommen nach op e puer Punkten ze schwätzen, op wat dat Auswierkunge wäert hunn.

(M. Michel Wolter prend la présidence.)

De gréisste Reproche, deen déi gréng deene leschte Regierunge maachen, déi tëschent 1995 an 2007 um Pouvoir waren, dat ass - an dat hu mer och méi wéi eng Kéier hei gesot, a méi wéi eng Kéier ware mer hei d'Rufer an der Wüst -, datt a gudde Joren déi héich Plus-valuen, déi mer haten, wierklech dat gëllend Kallef, ronderëm dat gedanzt ginn ass, datt dat net genuch genotzt ginn ass, fir engersäits direkt an d'Zukunft ze investéieren oder Suen op d'Säit ze leeën, fir sech ze iwwerleeën, wéi mer dëst Land op d'Zukunft kéinte virbereeden.

Mä vill ze vill oft hu mer de Wee gewielt, oder huet dëst Parlament de Wee gewielt, mat deenen ënnerschiddlechste Majoritéiten, fir nei sougenannte Sozialleeschtungen ze schafen, an ech soe sougenannte Sozialleeschtungen, well et war och oft, datt verschidde Sozialleeschtungen, déi mer an deene leschten zéng, 15 Joer geschaf hunn, éischter en elektoraalt Zil haten, wéi datt se e ganz kloert Zil haten, fir e reelle soziale Problem unzegoen. Dat wëll ech hei emol eng Kéier betounen, an ech sinn och gär bereet, Beispiller do ze liwweren, wann et muss sinn, mä jiddwereen, deen eis déi lescht 15 Joer hei nogelauschert huet, dee weess genau, vu wat ech schwätzen.

Dat ass och eng Konsequenz, datt natierlech déi Leeschtungen, déi mer geschaf hunn, datt déi eise Budget elo an enger Situatioun, wou mer dann net méi véier Prozent Wuesstum hunn, wou mer dann och wahrscheinlech, wa mer zu där Zäit an dëser Situatioun gewiescht wieren, ons déi dote Saachen net geleescht hätten, mä se awer elo am Budget hunn, an déi dann eise Budget all Joer wäerte belaaschten.

Firwat hu mer et net gemaach wéi zum Beispill e Land wéi Norwegen, dat och eng eigentlech exceptionnel Situatioun an deene leschte Jorzéngten hat, nämlech datt se d'Chance haten, fir eng gewëssen Zäit Pëtrolsreserven ze hunn, a sech doduerjer ganz héich Recetten opgemaach hu fir de Stat. D'Norweger hunn an den 90er Jore schonn en Zukunftsfong geschaf, en nationalen Zukunftsfong, a si hunn d'office ëmmer een Drëttel vun hire Plusvaluen, déi se erakritt hunn, iwwert déi Recetten, wéi gesot, déi duerch de Pëtrol erakomm sinn, an dee Fong gestach.

Firwat hu se dat gemaach? Ma well se sech gesot hunn, déi dote Ressourcen, déi hu mer nëmmen eng gewëssen Zäit - well effektiv, an Norwegen wäert de Pëtrol lues a lues zu Enn goen am Buedem -, an da musse mer kucken, wat mer mat deene Sue maachen, déi mer de Moment hunn, mat deenen héije Plus-valuen, déi mer de Moment hunn, wéi mer déi kënnen asetzen, fir nei Secteuren opzebauen, fir d'Land dann och fir déi Zäit nom Pëtrol kënne virzebereeden.

Dat war eng intelligent Approche, a mir hu méi wéi eng Kéier hei alarmistesch och a gudden Zäite gesot, mer sollten dat och maachen - mir hunn och Motiounen deementspriechend erabruecht -, mä dat huet net vill Leit déi Zäit interesséiert.

Mir wieren elo frou, wa mer an där glécklecher Situatioun gewiescht wieren, datt mer dat gemaach hätten, wat d'Norweger, wéi gesot, an den 90er Joren ugefaangen hunn. Mir kënnten dann zum Beispill elo vill méi einfach décidéieren, verschidde strukturell Defiziter, déi mer hunn, ze begläichen, oder, wat nach vill méi wichteg ass, no Kopenhagen, wann déi ganz Envergure vun deem, wat do da wäert décidéiert ginn - entweder zu Kopenhagen direkt oder an deene Méint duerno, do solle mer eis näischt virmaachen, an dat ass och richteg esou a mir hoffen et och -, fir datt déi Suen eis da géifen hëllefen, aktive Klimaschutz heiheem ze maachen, deen an engems och nach géif derzou bäidroen, datt mer wirtschaftlech eis besser kënnten opstellen, wéi dat haut de Fall ass.

An duerfir kommen ech dann och bei den zweete Punkt - dee leider, an ech mierken och ëmmer an all de Rieden hei, datt deen einfach onheemlech ënnerschätzt gëtt -, nämlech deen, datt mer net nëmmen eng Wirtschafts- a Finanzkris hunn, mä datt eng vill méi grave Kris an deenen nächste Jorzéngten eis wäert beschäftegen, nämlech déi vun der Klima- an Ëmweltkris. Well mer sinn net nëmmen an enger Klimakris, et ass eng regelrecht Ëmweltkris, an där mer eis befannen, an déi wäert eis vill ofverlaangen an deenen nächste Joren. An déi wäert och zolidd Auswierkungen hunn, esougutt op d'Recettë wéi op d'Dépensë vun dësem Stat.

Déi Finanz- a Wirtschaftskris, déi natierlech an hirer Heftegkeet extrem ass a wou een awer nach kann, wann ee wëllt, dergéint reagéieren, kuerzfristeg, wéi dat elo an deenen eenzelne Länner gemaach gëtt oder probéiert gëtt ze maachen, da soen ech Iech, wa mer bei där dote Kris net handelen, kuerzfristeg, da wäerte Konsequenzen op eis zoukommen, déi, éischtens, eis vill méi deier wäerten ze stoe kommen, an déi wäerten Auswierkungen hunn, wou et vill méi schwiereg wäert ginn, fir net ze soen onméiglech wäert ginn, fir esou kuerzfristeg eis aus där Kris erauszeféieren. Konsequenzen: Laut deem, wat zu Kopenhagen oder am nofolgenden Deel vu Kopenhagen wäert ausgehandelt ginn, wäert dat direkt Implikatiounen hunn.

Et kann awer natierlech och eng Chance bedeite fir eist Land, wa mer dat objektiv a kloer kucken, a virun allem, wa mer offensiv un déi Erausfuerderung eruginn, déi do un eis gestallt gëtt. Awer offensiv dorun erugoen heescht net dat - wat mir fäerten -, wat erëm wäert zu Lëtzebuerg geschéien, nämlech haaptsächlech erëm un d'Scheckheft ze denken an ze probéieren eis iwwert d'Scheckheft fräizekafen. Mir mengen, éischtens, datt d'Geld ëmmer méi knapp wäert ginn, och fir dat ze maachen, mä virun allem ass et total onsënneg, well et vill méi intelligent ass, datt ee versicht seng Hausaufgaben nach vill méi heiheem ze maachen, donc och heiheem ze investéieren, wat dann och als Konsequenz huet, datt ee wirtschaftlech diversifizéiert an datt een och Aarbechtsplazen heiheem schaaft respektiv Plusvaluen heiheem schaaft.

Dat heescht, et gëtt een eigentlech zum duebele Gewënner bei där ganzer Geschicht: Amplaz datt een, wann ee seng Hausaufgaben net heiheem mécht - an dann an d'Ausland d'Sue schéckt, fir datt se do investéiert ginn, ee sech iwwert dee Wee fräikeeft -, dann nëmmen een Deel Gewënner ass, an deem Sënn, datt een natierlech vläicht säi Soll erfëllt doduerjer, mä datt een eben de wirtschaftlechen Deel, deen drunhänkt, iwwersäit an dovunner dann näischt huet. An ech muss och soen, datt et eigentlech erstaunlech ass, datt net méi doriwwer diskutéiert gëtt, iwwer verschidden aner Konsequenzen. Well, wann ech soen, et ass eng Ëmwelt- a Klimakris, déi eis do beschäftegt, da misst ech am Fong nach derbäi soen, et ass och eng Energiekris, déi eis beschäftegt.

Mir hunn eng Ekonomie, déi total op d'fossil Energieträger opgebaut ass. Mir hunn eng Gesellschaft, déi total dorobber opgebaut ass. Mir sinn, wéi mäi Kolleeg Claude Turmes gesot huet, Junkië ginn, regelrecht vum Pëtrol, an den Här Di Bartolomeo weess jo, wat et heescht, wa Leit ofhängeg sinn. Hei ass eng ganz Gesellschaft ofhängeg vu Rohstoffer, déi eis wäerten enorme Misär maachen.

A wann ech dann nëmme just deen ee Beräich eraushuelen, deen och fir eis Statsrecetten eng Roll spillt, nämlech dee vum Tanktourismus, iwwert dee jo de Moment nach ëmmer kee wëllt schwätzen, an ech gesinn, a wéi eng Richtung sech dat entwéckelt: Mir wäerten op zwee Niveauen do ënner Drock geroden an den nächste Joren. Dat Éischt ass emol den Drock, dee wäert kommen innerhalb vun der Europäescher Unioun op eise Präisdifférentiel. Do kënne mer natierlech nach e bësse spillen a mir kënnen nach e bëssen Zäit gewannen a mir kënnen eis e bësselchen Drock, duerch Géigendrock, dee mir da maachen, iwwert d'Ronne rette fir e puer Joer.

Mä mat eppes wäerte mer eis net méi kënnen iwwert d'Ronne retten, well dat huet iwwerhaapt näischt méi mam Präisdifférentiel ze dinn, nämlech duerch de Fait, datt duerch dat, wat zu Kopenhagen diskutéiert gëtt, an duerch déi industriell Revolutioun, déi virun allem am Automobilsecteur wäert kommen, an enger Rei Joren de Konsum vum Bensin, also vun Uelech am Beräich vun dem motoriséierte Verkéier wäert zu null tendéieren, an donc eleng doduerjer déi Nisch Tanktourismus, méi séier wéi et eis léif wäert sinn, wäert ewechfalen, well ganz einfach d'Elektromobilitéit wäert an de Vierdergrond kommen, donc, wéi gesot, de Bensin keng Roll méi wäert spillen an Tanke wäert keng Roll méi spillen. Mengt net, datt bei gréissere Gefierer wéi bei Camionen an esou Saachen net och déi Revolutioun genau esou schnell géif goen. Och do geet et genau esou schnell weider, aus verschiddenaartege Grënn.

Donc wäert déi Nisch Tanktourismus, déi enorm Recette, déi dat wäert hu fir de Statsbudget, déi wäert souwisou an deenen nächste Joren ewechfalen. A mir gesinn nach ëmmer net, wat dann do d'Regierung gesäit als Solutioun op där anerer Säit, wann een dann de Budget insgesamt kuckt. Wëssend, datt mat deene Recetten, déi mer do kritt hunn, e ganze Koup Saachen, och zum Beispill am soziale Beräich, finanzéiert gi sinn.

Mir mussen duerfir kolossal Ustrengunge maachen hei zu Lëtzebuerg an der Mobilitéit, mir musse kolossal Ustrengunge maachen an der Fuerschung, an der wirtschaftlecher Diversifizéierung, fir datt mer déi gréng industriell Revolutioun net verpassen. Et ass evident, an dat seet entretemps all Expert, datt déi meeschten Aarbechtsplazen, Millioune vun Aarbechtsplazen an deenen nächste Jorzéngte wäerten an de Beräicher Ëmwelttechniken, Energieeffizienztechniken, erneierbar Energië kommen. Do ass de gëllene Buedem vum Wuesstum ze erwaarden an deenen nächste Joren an do wäerten och déi Milliounen Aarbechtsplazen entstoen. A mir gesi bis elo net eng Grimmel vun enger Strategie vun dëser Regierung, wéi se wëllt deen dote Beräich besetzen.

An och, wann ech da kucken, datt dat jo net nëmmen e Problem duerstellt fir de Budget am Fong direkt vun de Recetten, mä och fir de Chômage, deen amgaang ass ze klammen. Mir wäerte Chômagezuelen erreechen elo emol, wéi et ausgesäit, vun ëm déi 7%. Mä et ginn der och schonn, déi soen, datt mer Enn 2010 bei 8% kënne landen. Woubäi mer nach guer net wëssen, wat fir eng Iwwerraschungen op eis kënnen zoukommen. Et kënnen eenzel Secteuren nach zesummebriechen an der Nofolgesituatioun vun där Kris, déi dann de Chômage nach méi wäert an d'Luucht dreiwen. Et weess och keen, wat fir eng Konsequenzen déi ganz Neiregulëierung am Bankesecteur huet, och déi ganz Nokrissituatioun am Bankesecteur huet, wéi vill Aarbechtsplazen am Bankesecteur wäerten ofgebaut ginn.

Lëtzebuerg wäert duerfir dës Kéier net méi an der Situatioun sinn, dovu si mer fest iwwerzeegt, wéi an deene Krise vläicht virdrun, wou mir et meeschtens méi séier fäerdeg bruecht hunn, souguer wéi eis Nopeschlänner ronderëm, fir eis aus där ganzer Situatioun erauszekrabbelen. Mir wäerte mat héijer Aarbechtslosegkeet konfrontéiert ginn. Wahrscheinlech déi héchsten Tauxen an der Nokrichszäit. Mir wäerte strukturell a sektoriell extrem vill Schwieregkeete kréien, virun allem am Finanzsecteur. An duerfir menge mir, datt den Danz ronderëm dat gëllend Kallef, wat mer während 15 Joer konnten zelebréieren, datt dat eriwwer ass.

Elo, wann ech dat soen, mengen ech natierlech net, datt dat alles just nëmmen einfache Pessimismus ass, deen ech hei wëll un d'Wand molen, datt mer näischt kënne veränneren. Mä ech menge schonn, datt do Chancë bestinn, fir datt mer och nach eppes kënnen änneren, mä da musse mer wierklech dat elo rapid ugoen.

Wann ech kucken, wat fir e Secteur - fir op d'Recetten zréckzekommen - dem Stat déi meeschte Gelder an deene leschte 17 Joer agespillt huet, dann ass et ganz kloer de Finanzsecteur. Mir wëssen et alleguerten, datt dee Finanzsecteur, dee wäert eng wichteg Roll och fir Lëtzebuerg spillen an deenen nächste Joren. Dee wäert op kee Fall verschwannen. Mä mir wëssen awer och, datt duerch dat, wat passéiert ass an där Kris, wou d'Leit d'Finanzen an d'Banken an de Finanzsecteur ganz aneschters gesi weltwäit an doduerjer Drock entsteet, datt doduerjer, mä awer och duerch Drock, deen hei bei eis entstan ass Richtung Oplackeren, fir net ze soen Ofschafe vum Bankgeheimnis an esou weider, datt dat Konsequenze wäert hunn op dee Secteur an datt eigentlech déi Logik vum schnelle Räichginn am Finanzsecteur, lassgekoppelt vun der realer Ekonomie, eriwwer ass.

Dat musse mer eis awer och bewosst sinn, datt mir hei zu Lëtzebuerg ganz vill an deene leschte 15 Joer vun där Logik profitéiert hunn an dovunner gutt gelieft hunn.

Et ass och gutt, datt déi eriwwer ass, well fir d'Stabilitéit vun eiser Ekonomie a fir déi generell global Gerechtegkeet ass et eng absolut Noutwendegkeet, datt mer erëm e Finanzsystem kréien, deen éischtens transparent ass, oder méi transparent ass, an deen net méi lassgeléist fonctionnéiert vun der realer Ekonomie. Mä dat bedeit awer fir eis, datt mer eis mussen op manner Recetten astellen an deenen nächste Joren an och, datt den Emploi an deem Secteur bäi Wäitem net méi déi Envergure wäert hunn, wéi en déi déi leschte Joren hat.

Dat bréngt mech dann och zu deem zweeten an aneren Damoklesschwert, dat iwwer eise Käpp hänkt an dat mer och schonn, wéi esou eng waarm Gromper, zënter Laangem virun eis hiergeschoben hunn, oder och konnte virun eis hierschieben, well mer deen Danz ronderëm dat gëllend Kallef zelebréiert hunn déi lescht Joren. Dat ass déi finanziell Ofsécherung vun eisem Generatiounevertrag.

Ech muss soen, ech hunn elo just dem Här Lux mat Interesse nogelauschert, wéi en hei gesot huet, et wär kee Grond fir Panik ze maachen, an en huet eis hei opgezielt, wéi vill datt bei de Pensiounen zum Beispill d'Reserven do evoluéiert sinn an deene leschte Joren, fir net ze soe Jorzéngten, an datt duerfir alleguer déi, déi géifen dovu wëlle schwätzen, dat wär nëmme Panik gemaach an d'Leit zu Onnëtz beonrouegt. Et hätt een nach wonnerbar Zäit an et soll een an aller Rou - dat ass iwwregens näischt Neits, dat gëtt schonn zënter datt ech hei an der Chamber sinn an ëmmer erëm op verschidde Saachen opmierksam maache gesot. Et gëtt ëmmer gesot, mir hunn nach gutt Zäit a mir kënnen eis nach all Rou vun der Welt ginn, fir dat ze maachen.

Wann den Här Lux déi do Zuelen opzielt, da muss en awer vläicht e puer Saachen hei soen. Firwat huet eise soziale Sécherheetssystem an deene leschte 15 Joer esou gutt funktionéiert? A firwat hat e kee Problem bei der Finanzéierung? Mä éischtens, well mer e wirtschaftleche Wuesstum haten, deen iwwert d'Mooss louch. Ech hu gesot, Moyenne 4%. Dat ass largement iwwert deem, wat aner Länner haten an Europa, och eis Nopeschlänner haten.

Mir haten awer och gläichzäiteg e permanent klammenden Emploi, deen och wäit iwwert deem louch, wat an iergendengem aneren europäesche Land ze gesi war. An Zäite souguer vu Kris ass bei eis den Emploi nach ëmmer massiv gewuess. An duerfir déi Recetten, déi héich Recetten, déi mer hunn an deene verschiddene soziale Sécherheetssystemer, déi hu mat deenen zwee Faktoren ze dinn. Et huet bei de Krankekeesen ze dinn, well mer natierlech, an och bei de Pensiounskeesen, well den Emploi enorm gewuess ass an deene leschte 15, 20 Joer an donc doduerjer d'Reserve sech opgebaut hunn.

Et huet awer och domadder ze dinn, well mer e System hunn, dee bei de Pensiounen zum Beispill zu engem Drëttel fiskaliséiert ass, bei de Krankekeesen ass den Undeel vum Stat nach méi héich, dee mer eis awer och nëmme kënne leeschten an deem Mooss, well mer exceptionnel héich Recetten hate beim Stat.

Donc, wa mer elo an een Zeenario kommen an deenen nächste Joren, wou mer net méi 4% Wuesstum an der Moyenne hunn, an donc och manner Recetten hu fir de Stat, a mer ufänke mussen ze spuere lénks a riets, da gëtt et natierlech och op eemol enk fir de soziale Sécherheetssystem a fir de Generatiounevertrag.

Et ass duerfir och, firwat mir ëmmer gesot hunn, datt de Fait, datt dat esou en héijen Undeel ass bei den Dépensë vum Stat, datt ee muss sech iwwerleeë fir aus dem Cercle vicieux do erauszekomme vun engem System, deen opbaut dorobber, datt mer dervun ausginn, datt mer ëmmer 4% Wuesstum hunn an donc ëmmer dervu kënnen ausgoen, datt dem Stat säin Undeel an deem System do ëmmer esou héich ka bleiwe wéi haut.

Mir hunn nämlech jo derbäi nach eppes aneschters, dat ass, elo kommen d'Recetten a Schwieregkeeten, an donc wäerte mer, wann d'Diskussiounen ugi bei den Aspuerunge beim Stat, do wäert jo iwwer alles missen diskutéiert ginn an da wäert och iergendwann eng Kéier, wann et esou weidergeet mat niddrege Recettë vum Stat, iwwert déi dote Bedeelegungen diskutéiert ginn.

Dann hu mer awer nach derbäi de Problem, datt mer am Rentesystem selwer, zum Beispill, Équipen hu vun der Alterspyramid, datt mer e System hunn… Dee Generatiounevertrag ass jo gegrënnt ginn zu enger Zäit, wou den Duerchschnëttsalter vun de Leit net 70 an 80 Joer war, mä wou e 50 a 55 war, am Ufank souguer drënner. De Bismarck huet eise System erfonnt. Déi Zäit war den Duerchschnëttsalter vun de Leit 45 Joer. Do hunn déi meescht Leit iwwerhaapt emol net vun der Pensioun profitéiert herno.

Mir leien elo bei de Männer bal bei 80 Joer, bei de Fraen iwwer 80 Joer. Am Fong entre-temps si mer esou laang an der Pensioun wéi mer am aktive Liewe sinn. A mir riskéieren eng Kéier eng Situatioun ze kréien, datt mer ebe méi Leit an der Pensioun hu souguer, wéi mer kënnen am aktive Liewen hunn, je nodeem wéi den Emploi sech zum Beispill och entwéckelt an nächster Zäit.

Dat si jo alles Problemer, déi ee muss awer unerkennen. An da muss ee wëssen, datt et natierlech aus ganz gudde Grënn, an dem Generatiounevertrag zum Beispill, eise ganze Pensiounssystem, well d'Generatiounen uneneegekoppelt ginn, dat ass eppes wéi e schwéieren Tanker, wou ee ganz schwéier d'Kéier dermat gemaach kritt an eng aner Richtung, op den Äisbierg zou, an et kritt een e ganz schwéier gedréit. Firwat? Majo, well een net kann oder ganz schwéier ka bannent enger Generatioun eng Spillregel änneren.

Ech hunn dat scho méi wéi eng Kéier hei gesot: Wann Der eng Persoun hutt, déi an e Beruffsliewen erantrëtt mat 25 oder 26 Joer, an Dir erkläert där op eemol mat 50 Joer, gudde Kolleeg, viru 25 Joer hu mir Dir dat versprach, mä elo ass alles anescht, elo ännere mir Dir hei d'Spillregelen an Du muss elo selwer kucken, datt s De ufänks Der nach, iwwer en zweete Pilier zum Beispill, eppes opzebauen, da seet deen: „Ma Dir maacht de Geck mat mir, well: Wéi soll ech dann nach an där Zäit, wou ech nach iwwreg behalen a mengem aktive Liewen, eppes kënne maachen? Da geet dat jo guer net méi."

Donc, wéi gesot, et kann ee schwéier bannent enger Generatioun eppes maachen, an duerfir sinn ech net d'accord, ech si schonn zënter 15 Joer net d'accord mat all deenen, déi hei behaapten, mir hätten nach wonnerbar a gutt Zäit fir unzefänken doriwwer ze diskutéieren, fir de Generatiounevertrag ofzesécheren och fir déi nächst Generatiounen, well dorëms muss et jo goen.

An do gëtt et dräi Punkten, iwwert déi muss een diskutéieren. Mir hunn och nach ni e Problem gehat, fir déi hei opzewerfen. Dat Éischt ass, mir mussen emol erëm an der Öffentlechkeet de Leit kloermaachen, datt mer eis hei an engem Assurancësecteur befannen an datt, fir datt een Usproch kann hunn zum Beispill op eng Rent, ee muss eng gewëssen Zäit u Jore cotiséiert hunn, ier een iwwerhaapt an de Genoss kënnt, fir déi Assurance och ze profitéieren.

Dat heescht, zum Beispill si mir der Meenung, datt de Minimum vu 40 Cotisatiounsjore strikt misst applizéiert ginn. Dat heescht an der Praxis awer och, datt mer natierlech am Rentenalter, an der Moyenne wou mer haut si bei 57, 58 Joer, mussen eropgoen. Mir wäerten dann, wa mer iwwer Leit schwätzen, déi eréischt mat 26 oder 27 Joer an d'Aarbechtsverhältnis kommen, déi mussen da wäit iwwer 60 Joer...

(Interruption)

Här Lux, mir sinn an deene leschte Joren an d'Luucht gaangen, dat ass richteg, well mer bei den Invaliderenten op enger ganz Rei Punkten eppes gemaach hunn, ganz sécher.

(Interruption)

Mä ech wëll Iech awer just soen, et ass awer, dat geet awer eigentlech extrem lues. Mir si bei der Logik vu 40 Joer awer nach e gutt Stéck dervun ewech. Do sidd Der mat mer d'accord.

Well wann Der haut wëllt 40 Joer voll cotiséieren, da wësst Der jo och, mat wéi vill Joer datt Der da misst an den Aarbechtsprozess kommen, fir dorobber ze kommen, fir kënne mat 60 Joer a Pensioun ze goen. Guer net ze schwätze vun ënnendrënner.

Mä dat ass eppes, dat musse mer mat de Leit diskutéieren.

Dat Zweet ass, mir mussen emol definéieren endlech den éischte Pilier, dat jo dee wichtegsten ass an och dee wichtegste muss bleiwen, nämlech deen öffentlechrechtlechen. Bis wat fir en Niveau soll deen ofsécheren en Ersatzgehalt fir d'Leit herno an hirer Rent? Kann dat egal wéi héich sinn, oder musse mer net eng Kéier driwwer diskutéieren, ob den éischte Pilier sécherlech substanziell eng Zomm muss ofsécheren? Et geet net drëms, fir ze soen, den éischte Pilier soll elo op en Niveau erofgeschrauft ginn, datt bal all Zweete muss sech nach derniewent versécheren. Mä mir mussen awer déi Diskussioun eng Kéier kënne féiere fir d'Zukunft.

Dat Drëtt ass den Ausbau vum zweete Pilier, zum Beispill virun allem…, dat heescht, fir déi Leit, déi e ganz héije Revenu hunn oder e gewëssene Revenu hunn an déi sech an der Zukunft wëllen eppes ofsécheren, datt, wa se wëllen den nämlechten Ersatzrevenu hunn an hirer Rent, datt den öffentleche System net kann onendlech bis egal wat fir eng Zommen ofsécheren, datt se sech da musse selwer organiséieren, a wéi mer em déi Moyenë wëlle ginn, datt en dat ka maachen.

Dat sinn déi dräi wesentlech Punkten, eiser Meenung no, iwwert déi ee muss schwätzen. Mä mir mussen awer endlech ufänken driwwer ze schwätzen.

(Interruption)

Mä ech gesinn… Jo, Här Minister, mir studéieren elo schonn zéng Joer do ronderëm, mä an der Praxis stellen ech awer fest, datt mer nach net... Jo, mir sinn nach ëmmer kee Meter vum Fleck komm.

(Interruption)

Ja.

(Interruption)

Jo, um Rentendësch ware mir mat enger ganzer Rei Saachen net d'accord,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Mä voilà.

M. François Bausch *(déi gréng).*- …an Dir kënnt och noliesen…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Dat heescht, 2003, Här Bausch, entschëllegt. Mir si vun 2003 aus enger wonnersamer Verdeelungsaktioun, déi vu quasi jiddwerengem gedeelt ginn ass,…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, dat ass net wouer.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- …wou mer an enger Verdeelungsaktioun d'Rentenausgaben ëm 10% gehéicht hunn, wou mer vis-à-vis vun 2003 haut wesentlech besser dru sinn,…

(Interruptions diverses)

…wesentlech besser dru sinn an eise Rentekeesen, hu mer et fäerdeg bruecht, awer eng öffentlech Diskussioun ze féieren, wou mer haut iwwer eng Rei vu Parameteren eens sinn. Am Regierungsprogramm fannt Der déi 40 Joer.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Di Bartolomeo, Här Di Bartolomeo...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Entschëllegt, wann Der erlaabt, just fir d'Diskussioun e bësse méi...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen. Ech si ganz dermat d'accord, datt de Minister eng Fro stellt,…

(Hilarité)

…mä wann en een Discours wëllt féieren…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo mä, wann Der eppes sot, wat net richteg ass, Här Bausch, däerf ech wann ech gelift dat nuancéieren.

(Interruptions)

Am Regierungsprogramm fannt Der déi 40 Joer erëm. An Dir hutt virdru gesot, datt déi 40 Joer, datt mer do wäit drënner sinn. Och dat ass ze nuancéieren. Déi Leit, déi bis virun e puer Joer a Pensioun gaang sinn,…

M. le Président.- Här Di Bartolomeo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- …déi haten alleguer 40 Déngschtjoren. Et si just déi nei Generatiounen, déi wëlle genee datselwecht hu wéi déi, déi scho 40 Joer geschafft hunn, mä mat manner wéi 40 Joer.

(Interruptions)

M. le Président.- Här Di Bartolomeo, wann ech gelift!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Entschëllegt, Här President.

M. le Président.- Mir sinn net an enger Rentendiskussioun hei. Et ass kee Problem, dass, wann den Här Bausch fäerdeg ass an Dir hutt am Numm vun der Regierung eppes dozou ze soen, Der Iech dann...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ma villmools Merci.

(Hilarité)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also, zweet...

M. le Président.- Et ass Usus, dass een eng Fro ka stellen. Mä ech mengen, et ass net gutt, dass een eng Géigeried hält, Här Di Bartolomeo.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ech halen dann d'Chronologie an, Här President. Merci villmools!

M. François Bausch *(déi gréng).*- 2000, wéi dee Rentendësch diskutéiert gouf, Här Di Bartolomeo. Meng Fraktioun ass op den Dësch komm an dat, wat mir deemools proposéiert hunn, fir dropzeleeën, dat war..., ech mengen, dat waren zwou Zeilen. Mä wat mer awer gär gehat hätten deemools, dat war, datt iwwert d'BIT-Studië, déi deemools um Dësch louch, déi jo d'Grondlag sollt stelle fir déi Diskussiounen, datt iwwert déi sollt geschwat ginn. D'Diskussioun iwwert d'BIT-Studië, déi war an zéng Minutten eriwwer. Et war einfach keen Interessi do vu kengem, fir driwwer ze schwätzen.

Ech muss och soen, et war jo och eng ganz genial Iddi, déi deemools de Premierminister hat, fir de Rentendësch anzeruffen am Joer 2000, wou mer 9% Wirtschaftswuesstum hate mat, wann ech mech erënneren, dat waren aler Lëtzebuerger Frang, 40 Milliarden aler Lëtzebuerger Frang Plus-valuen. Dat huet natierlech derzou gefouert, datt d'Bereetschaft, ausser bei eis, extrem kleng war, fir doriwwer ze diskutéieren.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Mä nëmmen, ech wëll dat alles hei rappeléieren, fir ze soen, datt net scho Versucher gemaach gi sinn an datt op jidde Fall kee menger Fraktioun ka virwerfen, datt se net scho méi wéi eng Kéier versicht huet driwwer ze schwätzen.

Elo hu mer erëm eng Kéier zéng Joer Zäit verluer. Mir si vun enger gëllener Period erëm gerëtscht an eng manner gëlle Period. An ech fäerte just, an dat ass dat, wat ech Iech soen... Wat ech fäerten, dat ass, well mir wësse jo och an där hei Diskussioun, et gëtt hei zwee verschidde Campen. Et gëtt e Camp vun deenen, déi sech berechtegt Suerge maachen, fir dee Generatiounevertrag ze retten an ze verteidegen, och fir nächst Generatiounen, fir en ofzesécheren. Mä et gëtt der och, déi wëllen de Generatiounevertrag ofschafen.

An ech fäerten, datt mer elo an eng Phas erakommen, wou et vill méi heikel gëtt ze diskutéieren, well natierlech den Drock méi grouss gëtt, vu datt d'Statsfinanze méi kleng sinn, an donc haaptsächlech, an dat wäert Der gesinn, op Ären État am meeschten Drock wäert gemaach ginn an deenen nächste Joren, well Dir natierlech bei de Sozialtransferten d'Nummer eent sidd an an der viischter Fënster wäert stoen. An da wäert Der gesinn, datt den Drock méi grouss gëtt, fir datt dann net

diskutéiert gëtt nëmmen iwwert d'Ofsécherung vum Generatiounevertrag fir déi nächst Generatiounen, mä einfach blanne Sozialofbau wäert gemaach ginn.

(Interruption)

An duerfir hu mir ëmmer gesot, esou Saachen diskutéiert een, wann d'Zäite gutt sinn, wann ee wierklech nach gutt Zäit huet a wann een et a Rou kann diskutéieren. An ech fäerten, datt mer an deenen nächste Joren et net méi wäerten a Rou kënnen diskutéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass sécherlech och wichteg am Moment dat ze maachen, wat d'Regierung mécht, fir an där Kris, wou mer sinn, d'Investitiounsausgaben héich ze halen an doranner ze investéieren. Ech kommen awer och nach eng Kéier dorobber zréck. Mir hunn och do e Problem mat der Virgehensweis vun der Regierung.

Wat awer falsch ass, eiser Meenung no, dat ass fir net direkt iwwert d'Fonctionnementskäschte vum Stat ze diskutéieren an do ze spueren. An ech muss soen, esou frou wéi ech och war iwwert de Luef vum Här Thiel, deen ech jo da par interposé och kritt hunn iwwert deen Effort, dee mer an der Stad gemaach hunn, an en huet sech jo och inspiréiert un eiser Iddi vum „screening", dee mer an der Stad gemaach hu vun eise Servicer, an en huet och gesot, et wär richteg gewiescht, de Wee, dee mer gewielt hunn, fir bei de Fonctionnementskäschte schonn an de Projet de budget fir 2010 anzespueren, esou traureg sinn ech driwwer, datt d'Regierung dat fir 2010 net gemaach huet.

Ech kann net verstoen, firwat datt et net méiglech gewiescht wär, dat ze maachen, wat eng kleng Gemeng mécht op deem doten Niveau, d'Regierung hätt kënne maache mat deem risegen Apparat, deen d'Regierung zur Verfügung gestallt kritt. Ech mengen, datt et duerchweegs och méiglech gewiescht wär fir d'Joer 2010 bei de Fonctionnementskäschte vum Stat schonn ze détectéieren, wou Aspuermoossnamen dra sinn, wou Loft dran ass. Well wann e seet, a wou ech em Recht ginn, datt een natierlech, dat ass mënschlech, wann d'Sue fëlleg do sinn, da gëtt och deementspriechend manner op de Su gekuckt a méi großzügeg verfuer domadder, an donc ass vill Loft oft dran nach an enger éischter Phas, déi een emol kann dann erausloosse fir ze spueren, déi emol nach net richteg engem wéi deet.

An ech mengen, dat hätt och misse méiglech sinn, menger Meenung no, als Exercice scho fir 2010. Well de Problem, dee sech jo fir eis hei stellt, dat ass, datt mer héich Investitiounskäschten hunn, an awer och nach héich Fonctionnementskäschten.

Da kommen ech awer zu den Investissementer. Ech mengen, datt et net richteg ass, datt mer bei den Investissementsprojete keng Prioritéite setzen. Mir hunn e formidabelt Wuert an deem Koalitiounsofkommes vun dëser Majoritéit stoen. Nämlech bei all öffentlecher Investitiounsausgab steet drënner, dat wär „ënner Finanzéierungsvirbehalt". Ech soen elo, an der Praxis heescht dat, datt een am Fong kéint de Schlëssel ënnert den Teppech leeën an enger Fiduciaire d'Gestioun vum Stat ginn, an da géif de Stat just kucken, datt de Budget am Équiliberberäich bleift, a fir de Rescht loosse mer d'Projeten einfach nëmmen esou lafen.

Dat ka jo net sinn. D'Regierung muss eis dach soen, wou d'Prioritéite sinn. Et kann net bei allem e Finanzéierungsvirbehalt stoen. Et muss ee soen, wou ee gesäit, datt en Handlungsbedarf urgent ass fir dëst Land, wou mer Defiziter hunn a wou keen ass oder wou mer ës manner hunn zum Beispill.

Ech wäert herno soen, wou mir eis Prioritéitelëscht gesat hunn. Ech vermëssen dat total bei dëser Regierung. Mir hu wierklech a kenger Hisiicht bis elo kënnen erausfannen, wou genau d'Prioritéite vun dëser Regierung bei den öffentlechen Investitiounsausgabe sinn. An dat ass sécherlech net de richtege Wee, deen ee soll goen.

Ech hoffen, datt mer an deenen nächste Méint déi Diskussioun méi intensiv ze féiere kréien, well soss riskéiere mer och vläicht op déi falsch Päerd ze setzen an net ze gesinn, wou eis Schwächte respektiv eis Defiziter sinn, an da Suen auszegi fir Saachen, déi mer net brauchen, an awer keng Sue méi herno ze hunn, fir an déi Saachen ze investéieren, déi mer brauchen.

Dat nämlecht betrëfft och d'Sozialtransferten en tant que tel. Mir mussen natierlech eng Diskussioun féieren iwwert d'Sozialtransferten, mä do wéisst ech awer och gär, wat d'Virgab ass. Elo kann ee mer soen: D'Virgab ass einfach keen Tabu hunn; mir diskutéieren einfach iwwer alles.

Jo, dat kann ee maachen. Ech mengen awer net, datt dat zu ganz schrecklech vill féiert, well ech mengen, eng Regierung muss awer och soen, wat dann hir Virgab ass. Zum Beispill si mir der Meenung, datt een dat misst analyséieren an enger Logik, wou ee seet: D'Prioritéit vu Leeschtungen a Form vu Strukturen oder Infrastrukturen, voire de Chèque-service, oder eng Kéier d'Ustriewe vu gratis Kannerbetreiung a manner an d'Geldleeschtungen ze investéieren. Dat heescht am Kloertext natierlech op där anerer Säit, da muss een och bei de Geldleeschtungen, déi ee mécht, méi selektiv virgoen oder kucken, wou een do dann Aspuermoossnamen trëfft.

Dat kann ee bei der Kannerversuergung gesinn. Dat kann ee bei och anere Saache gesinn. Mir hunn de Moment, wann ech déi zwee Niveaue kucken, wann ech d'Geldleeschtunge kucken, mir hu Kannergeld, mir hu Gebuertsprimen, mir hu Schoulgeld an esou weider an esou fort, an op där anerer Säit si mer amgaange Crèchen, Foyer-du-jouren, Maison-relaisen an esou weider opzebauen, déi mer haut iwwer Chèques-services hunn, mat dem Zil jo, eng Kéier eng gratis Kannerbetreiung wëllen opzebauen.

Déi zwee zesumme geet net fir jiddwereen. Mir brauche Geldleeschtung ëmmer fir sozial schwaach Leit. Dat ass ganz evident. Et gëtt Leit an eiser Gesellschaft, wa mer deenen net och nach zousätzlech Geldleeschtunge ginn, och zum Beispill bei der Kannerbetreiung, da komme se net iwwert d'Ronnen. Mä dat ass awer eppes aneschters wéi datt ee seet: Mir hunn op där enger Säit Geldleeschtungen, déi einfach jiddweree kritt, egal wat fir ee Revenu datt en huet, an nach niewendru gratis Kannerbetreiung, déi och jiddweree kritt.

Dat geet am Endeffekt net op. Do wéisste mer och gär, wou dann d'Prioritéit vun eiser Regierung an deenen nächste Jore wäert sinn.

An dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann een net - an do sinn ech mat villen d'accord, déi hei och geschwat hunn - iwwert d'Ausgaben diskutéieren nëmmen eleng. Et muss een och iwwert d'Recettë schwätze vum Stat, iwwert d'Steieren.

Ech wëll emol eng Kéier erëm an Erënnerung ruffen, ech hunn heiansdo d'Impressioun, datt, wann iwwer Steiere geschwat gëtt, déi meescht Leit déi vill Funktiounen, déi d'Steieren hunn, net méi gesinn. Vill dovun argumentéieren och permanent, wéi wann de Stat just géif Steieren ophiewen, fir de Leit Suen aus der Täsch ze huelen, fir se ze emmerdéieren, fir se ze strofen oder Gott weess wat. Mä d'Steieren hunn an eisem gesellschaftleche Fonctionnement, an eisem Stat véier Funktiounen.

Dat Éischt ass natierlech, datt de Stat Recettë kritt, fir verschidden Infrastrukturen ze bauen. Dat si Stroossen, dat kënne Schinnen, Schoulinfrastrukture sinn, Kulturinstituter, wat och ëmmer. Dat heescht, alles Infrastrukturen, wou d'Gesamtpopulatioun dovunner profitéiert. Déi wichtegst si fir de Fonctionnement vun der Gesellschaft.

Zweet Funktioun vum Steiersystem, an dat ass eng, déi ass an deene leschten 20 Joer komplett zu Buedem gaangen oder komplett ënnergaangen, dat ass, datt de Steiersystem och eng Ëmverdeelungsfunktioun muss hunn; nämlech eng Ëmverdeelungsfunktioun, fir sozial Gerechtegkeet hierzestellen, fir datt effektiv staark Schëllere méi musse kënnen droen an enger Gesellschaft wéi schwaacher. Dat heescht am Kloertext, datt een, wann een iwwert d'Steieren diskutéiert, muss am A behalen…

Leider ass eiser Meenung no vill ze vill oft geklappt gi bei Steierreduktiounen an deene leschte Joren. Ech erënneren drun: 2001 an 2002 stounge mir och als „einsame Rufer in der Wüste" eleng hei géint déi Steiererliichterungen, déi deemools gestëmmt gi sinn, well mer gesot hunn: Dat, wat Der do maacht, dat stellt à la longue d'Finanzcapacitéit vum Stat a Fro. A virun allem gëtt et eng kleng Gefor fir de Sozialstat, well Der d'Steieren esou wäit no ënne schrauft, virun allem d'Betribssteieren, de Spëtzesteiersaz an esou weider, datt mer eng Kéier wäerte Schwieregkeete kréie bei dem Finanzement vu verschiddene Leeschtunge vum Stat.

A leider, muss ech soen, hunn deemools och d'Gewerkschafte mat geklappt, wéi déi Steierreform gemaach ginn ass 2001/2002. Ech hunn ëmmer gesot déi Zäit: Dat wäert eng Kéier deier ze stoe kommen. An Dir wäert gesinn, datt mer an deenen nächste Joren an déi Situatioun kommen.

Dat heescht, zweet Funktionalitéit: D'Steieren hunn och eng Ëmverdeelungsfunktioun, déi mir nach ëmmer wichteg fannen. An ech sinn och fest iwwerzeegt, duerch déi Kris, déi mer elo haten, datt déi Ëmverdeelungsfunktionalitéit ëmmer méi staark erëm wäert an de Mëttelpunkt réckele vun der öffentlecher Diskussioun iwwerall an der Welt.

Drëtt Funktionalitéit: eng Lenkungsfunktioun. Mir kënnen iwwert d'Steieren... Natierlech kann de Stat verschidde Lenkungseffekter kréien. E ka se kréien, andeem e Steiererliichterunge gëtt, wann en zum Beispill wëllt en zweete Pilier förderen am Rentesystem, andeem en do verschidden Abattementë schaaft.

E kann awer och, andeem e penaliséierend wierkt iwwert d'Steieren, wëllen e Lenkungseffekt kréien; bei den Zigaretten zum Beispill. Wann ech gären hätt, datt den Zigarettekonsum erofgeet, da kann ech déi Saache maachen, déi den Här Di Bartolomeo elo mécht, andeem ech versichen an den öffentleche Lieuen déi Leit ze schützen, déi emol net fëmmen. Mä et kann een awer och d'Accisen op den Zigaretten natierlech, wéi vill Länner dat maachen, erhéijen, fir iwwert dee Wee och derfir ze suergen, net nëmmen, datt Recetten an d'Keess vum Stat kommen, mä datt d'Leit vum Konsum vun där gesondheetsschiedlecher Zigarett ewechkommen.

Dat heescht, eng Steierungsfunktioun, déi natierlech virun allem an engem Aspekt eiser Meenung no eng vill méi grouss Funktioun misst kréien, dat ass am ekologesche Beräich. D'ekologesch Steierreform ass nach ëmmer keen Thema zu Lëtzebuerg. Et gëtt zwar de Moment a ganz Europa diskutéiert, mä déi wichteg Lenkungsreform, déi mer bräichten doriwwer, gëtt ignoréiert. Also, wéi gesot, drëtte Punkt: Lenkungsfunktioun.

An dann de véierte Punkt. Deen hu mer erëm nei entdeckt am Kader vun der Kris. Dat ass, datt d'Steieren och wichteg sinn herno, fir datt de Stat kann eng Rettungsfunktioun ausüben. An zwar eng Rettungsfunktioun, fir Betriber ze retten, fir grouss Banken ze retten, mat Milliarde Gelder doranner ze investéieren, fir datt déi net zesummebriechen.

Donc, mengen ech, wann een iwwert d'Steieren diskutéiert, an iwwer Steierreduktiounen oder iwwer Steiererhéijungen diskutéiert, muss een déi ëmmer diskutéieren a Funktioun vun deene véier Funktiounen do, déi de Steiersystem huet. Ech weess natierlech, datt dat méi komplizéiert ass wéi populistesch Aart a Weise mat de Steieren ëmzegoen, andeem ee seet „d'Steieren erof" oder „d'Steieren erop", wéi et eben ëmmer grad kënnt.

Dat kënnt bei deenen enge gutt un a bei deenen anere schlecht un. Mä dat ass awer op alle Fall déi falsch Aart a Weis, well wa mer d'Steieren an hire véier Funktionalitéiten net gesamt kucken, da riskéiere mer en aarme Stat ze kréien. An en aarme Stat ass e schwaache Stat, an e schwaache Stat ass en inaktive Stat. A wa mer an dëser Kris, wou mer hei sinn, en inaktive Stat gehat hätten, zu wat dat gefouert hätt, dat wäert jo jiddwereen entre-temps verstoen.

Duerfir wëlle mir gär schwätzen iwwer Steieren am Liicht vun deene véier Funktionalitéiten an deene leschte Joren. A mir mussen d'Steieren, donc d'Recetten, och doranner deementspriechend kucken.

Duerfir kënne mer eigentlech net novollzéien, firwat eng Regierungskoalitioun an engem Koalitiounsofkommes eigentlech net vill Konkretes draschreift, mä zum Beispill ratsch bei de Steieren draschreift: D'Betribsbesteierung gëtt an deenen nächste Joren ëm 4,5% einfach ofgesenkt.

(Interruption)

Jo, am Prinzip, am Prinzip. Mä et ass awer emol komesch. Bei allem hutt Dir de Finanzéierungsvirbehalt stoen. Hei hutt Der en net stoen. An Dir hutt och bei allem déck berechent, just hei hutt Der en net.

Ech muss och soen, ech fannen, déi Diskussioun eleng och an deem Zeenario, wou mer eis de Moment befannen, et muss een awer emol kucken, wat fir ee Signal datt dat no bausse gëtt, wat mer do senden no baussen. Mir sinn an enger Situatioun, wou mer mat öffentleche Steiergelder - mat Milliarden öffentleche Steiergelder - Betriber gerett hunn. Mir ginn duerno hin an da schwätze mer driwwer, datt, soubal d'Situatioun besser wär, géife mer, och nach erëm eng Kéier fir déi nämlecht, déi mat à l'origine vun der Kris wären, d'Steiere wëllen erofsetzen.

(Interruption)

M. le Président.- Här Bausch, däerf den Här Schiltz Iech eng Fro stellen?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech muss Iech soen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären,…

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här Bausch?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Eng Sekonn, Här President. Ech wëll just nach meng zwee Sätz fäerdeg maachen,...

M. le Président.- Da maacht Är Gedanke fäerdeg an duerno stellt den Här Schiltz seng Fro.

M. François Bausch *(déi gréng).*- …da kritt den Här Schiltz gär d'Wuert.

Dat ass eng Argumentatioun, déi extrem gefëierlech ass, well déi läit natierlech an där Logik, wéi mer d'Steieren ebe gesinn hunn an deene leschte 15, 20 Joer, nëmmen eben op mat eppes ze kucken, an net an der Logik vun deene véier Funktionalitéiten, wou ech gesot hunn.

A wat ech Iech soen, ass, datt ech der fester Iwwerzeegung sinn, datt d'Leit dat net méi wäerte matmaachen. Dir wäert net kënne verlaangen an deenen nächste Méint a Joren, datt Der Appeller musst maachen, déi zum groussen Deeler och nach berechtegt sinn, datt jiddweree muss mathëllefe spueren, well mer an enger schwiereger Situatioun sinn, a gläichzäiteg missten d'Leit dann nach nokucken, datt, wann de Wuesstum bis ufänkt erëm eropzegoen, verschidde Leit och nach géife belount ginn, déi am Ufank schold waren un der Kris.

Dat wäert net funktionéieren. Da kritt Der sozial Opstänn, wéi Der der nach ni wäert gesinn hunn. An ech wënsche mer déi, oder meng Fraktioun wënscht sech déi op kee Fall.

Duerfir hätte mir och gär, Här President - an da kann den Här Schiltz mer d'Fro stellen -, datt bei all Steierreduktiounen, déi mer maachen, d'Regierung eis derniewent leet, wou d'Géigefinanzéierung ass vun der Steierreform. An ech soen Iech, et soll kee mer kommen: D'Géigefinanzéierung besteet doranner, datt mer dovunner ausginn, datt mer an zwee, dräi Joer erëm méi en héije Wuesstum hunn an donc doduerjer méi Recettë kréien an dat eis am Endeffekt méi erabréngt.

Dat ass dat, wat de Moment an Däitschland gemaach gëtt. An ech muss Iech soen, ech hu selten erlieft, datt e Vollek esou op den Äermche geholl ginn ass wéi dat, wat an Däitschland de Moment geschitt, wou eigentlech op Pomp Steiererliichterunge virgeholl ginn, net fir d'Mass vun de Leit, mä fir ganz bestëmmte

Kreesser, déi kee Mënsch weess, wéi se finanzéiert ginn, an déi éischter nach de Statsdefizit massiv weider wäerten héijen an deementspriechend derfir wäerte suergen, datt déi Leit, déi souwisou am meeschte misste mat d'Kris elo bezuelen, dat och nach wäerte misse matbezuelen.

M. le Président.- Den Här Schiltz stellt elo seng Fro.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här Bausch, et deet mer wierklech leed, datt ech dat elo hei muss soen. Et gëtt mer bericht, datt Der gutt Grënn gehat hätt, fir net do ze sinn, wou den Här Lux an ech geschwat hunn. Mä et ass extrem schwéier, eng Diskussioun mat Iech ze féieren, wann Der wierklech net gehéiert hutt, wat mir gesot hunn.

Also, et deet mer wierklech leed, Här Bausch. Ech weess net, wéi mer solle weiderdiskutéieren hei. Duerfir stellen ech d'Fro un Iech: Wéi solle mer hei weiderdiskutéieren, wann Der dem Här Lux a mir net nogelauschert hutt?

(Interruption)

Ech soen nach eng Kéier, Här Bausch: Dir hat gutt Grënn dofir vläicht. Ech stellen déi och net a Fro. Mä da kommt elo net heihin a sot, d'Koalitioun géif näischt soen, wou souwuel den Här Lux eppes dozou gesot huet wéi ech eppes dozou gesot hunn.

(Interruption)

Da gestitt eis dat Recht och zou!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Schiltz…

M. le Président.- Sou, elo huet den Här Bausch erëm ganz eleng d'Wuert!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wëll Iech just eent soen: Ech gi jo net dovun aus,…

(Interruption)

…dass Der éischtens eppes aneschters gesot hutt wéi an den Debatten an der Finanzkommissioun.

An ech ginn och zweetens net dovun aus, datt Der eppes ganz aneschters gesot hutt wéi Äre Kolleeg Lucien Thiel an de Rapport geschriwwen huet.

An ech ginn drëttens net dovun aus, datt Der eppes aneschters sot wéi dat, wat Är Regierungsvertrieder an deem dote Beräich bis elo gesot hunn.

An duerfir, maacht net wéi wann Der an där doter Fro elo wesentlech nei Saache gesot hätt. Ech weess genau, obschonn ech net hei war, wat Der gesot hutt, well Der déi nämlecht Saachen och nach an der Finanzkommissioun gesot hutt.

Ech war iwwregens aus gesondheetleche Grënn net hei déi lescht dräi Stonnen. Da wësst Der och, firwat ech net hei war.

(Interruption)

Jo, ech wëll dat just soen, well dat gëtt emol esou gär an de Raum gestallt, fir datt dat awer och eemol kloer ass, firwat ech net hei war.

Mä ech fannen, dat…

(Interruption)

Neen, dat mécht d'Diskussioun guer net schwéier, well da sot och éierlech, datt mer an der Finanzkommissioun ëmmer och déi nämlecht Diskussiounen hunn. An dee Sträitpunkt do, deen hunn ech mat verschiddene Leit heibanne schonn zënter zéng Joer. Dat ass eigentlech guer keng nei Diskussioun. Et ass iwwerhaapt keng nei Diskussioun an deem dote Kontext. Mä ech bleiwen…

M. le Président.- Entschëllegt, Här Bausch. Den Här Lux wëllt Iech och nach eng Fro stellen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Selbstverständlech, Här President.

M. le Président.- Här Lux, wann ech gelift.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Däerf ech Iech just virliesen,…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- …dass den Här Thiel a sengem Rapport geschriwwen huet: «Il est évident qu'un relèvement de la charge fiscale grevant les ménages devrait être accompagné, pour des raisons d'équité, d'une hausse adéquate de la taxation des entreprises.»

Dat heescht, souwuel an dësem Rapport wéi och an de Riede vun haut ass kloergemaach ginn, dass et eng Balance muss ginn tëschent deem, wat um Niveau vun de Steiere bei de Ménagë geschitt a bei den Entreprisen, an dass et net a Fro kënnt, dass mer déi Zilsetzung vun der OECD-Moyenne unilateral - déi minus 4,5% - géifen attackéieren an engem Moment, wou mer d'Charge vun de Ménagë mussen an d'Luucht setzen, fir eis Problemer um Niveau vun den öffentleche Finanzen an d'Rei ze kréien.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Genau dat do hunn ech mer geduecht. Da kënnt dat berühmten OECD-Argument.

(Interruption)

Dat ass jo genau de Punkt, Här Lux. De Problem ass jo de folgenden, datt an Däitschland déi Steierreform elo bestëmmt ginn ass. An Dir sot, an Dir hutt jo elo selwer virgelies, d'Argument vun der OECD, datt mer an dem Steierwettbewerb op OECD-Niveau musse konkurrenzfäeg bleiwen. An do entscheet et sech.

An et ass dat, wat meng grouss Suerg ass. Dat ass jo och dat, wat iwwregens de Finanzminister déi lescht Woch a senger Ried hei gesot huet.

Wat ech awer contestéieren: Ech sinn éischtens der Meenung, datt - natierlech, et kann een net egal wat maache bei de Steieren; et kann een net egal wat fir eng Steiertauxe maachen - et awer net onbedéngt ubruecht ass, fir wann zum Beispill et an Däitschland elo erofgeet bei der Betribsbesteierung an där nächster Zäit, datt mir dann dat nämlecht géife maachen, just well Däitschland erofgeet.

(Interruption)

An da sinn ech der Meenung - jo, Här Henckes -, wa mer da wéilten higoen… Huelt Iech eemol de Fall gesat, mir géifen d'Betribsbesteierung ëm 2% erofsetzen an dem nächste Joer. Dat kascht eis jo eng Staang Geld. Dat ass en zolitte Manque à gagner bei eise Recetten.

Da wëllt Der jo op där anerer Säit, wann ech dann an der Logik…

(Interruption)

M. le Président.- Här Henckes, loosst elo wann ech gelift den Här Bausch schwätzen. Wann Der wëllt eng Fro stellen, stellt eng Fro.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech si richteg frou iwwert déi animéiert Debatt, mä ech muss just heiansdo e Saz kënnen ausschwätzen. Méi wëll ech net. Här Schiltz, Dir kritt duerno och d'Wuert. Eng Minutt.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Hei, elo fuere mer der Rei no. Den Här Schiltz hëlt nach eng Kéier eng…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wéilt nach fir d'éischt dem Här Henckes awer eng Äntwert ginn.

M. le Président.- Den Här Henckes huet zwar keng Fro gestallt, mä e kann awer gär eng…

(Hilarité)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, wann ech hei nëmmen op dat géif äntwerten, wou Froe géife gestallt ginn, hätt ech nach kee Wuert brauchen ze soen, well dat sinn alles Tëscheriff, déi hei gemaach ginn. Mä sou ass nach kaum eng Fro gestallt ginn.

M. le Président.- Sou, elo stellt den Här Schiltz eng richteg Fro.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wollt den Här Schiltz dat?

Une voix.- Sot Ärem Pressespriecher Bescheed.

(Hilarité)

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech mengen, datt mer hei eng Diskussioun wierklech op falsche Basë féieren. Dir lancéiert Saachen an d'Landschaft, déi net esou am Koalitiounsaccord stinn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Déi stinn awer esou dran, et deet mer leed.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Dir huelt net zur Kenntnis, datt ech a menger Ried gesot hunn, éischtens, datt d'Steieren net vu vireran dierfen en Tabu sinn, datt ech zweetens gesot hunn, datt mer den Impakt op d'Ekonomie mussen am Bléck halen, an drëttens, datt d'Steieren an d'Spill kommen, wann all Spuerpotenzial ausgekraazt ass.

Do si schonn Elementer vun Äre Steierungs- an aneren Elementer mat dran. Dat heescht, mir hätte kënnen eng flott Diskussioun doriwwer féieren.

An ech wëll nach eng Kéier soen, Här Bausch, datt ech…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wou ass d'Fro?

(Hilarité)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Déi kënnt nach, Här Bettel. Si kënnt nach.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …mat näischt wëll hei a Fro stellen, datt Der gutt Grënn hat, fir net do ze sinn. Ech wëll dat nach eng Kéier soen, well Dir hutt elo nach eng Kéier insinuéiert, ech hätt Iech dat reprochéiert. Ech reprochéieren Iech dat net. Ech weess just net, wéi mer hei kënnen eng Debatt féieren…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä si ass dach amgaang!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …- an dat ass meng Fro -, wann Der emol déi Punkten, déi ech hei gesot hunn an déi de Lucien Lux ähnlech gesot huet, net zur Kenntnis huelt.

(Brouhaha)

Duerfir froen ech Iech: Wéi féiere mer déi Debatt, wann Der dat net zur Kenntnis huelt?

M. le Président.- Sou! Elo géif ech proposéieren, elo hält den Här Bausch seng Ried. A jiddwereen, deen dozou wëllt eppes soen, dee schreift sech an. Well mir hu muer nach laang a vill a genuch Zäit, datt jiddweree seng Meenung doriwwer ka soen. Här Bausch, wann ech gelift.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech muss soen, ech kann net verstoen, datt den Här Schiltz seet, hei kéint ee keng lieweg Debatt kréien. Dat, wat mer hei amgaange sinn ze maachen, dat ass dach super. Ech géif mer wënschen, datt an Zukunft, wann een aneren hei steet, datt deen och esou oft erlaabt, datt en ënnerbrach gëtt, en Tëscheriff gemaach kritt, Äntwerte kritt. Da kréiche mer emol méi interessant Debatten hei. Dat wären da manner erofgeliese Rieden, wéi dat vläicht oft de Fall hei ass. Mä si géifen e bësse méi spannend ginn. Do sinn ech ganz mat Iech d'accord.

(Interruption)

Mä ech wëll awer dann nach eng Kéier zréckkommen op de Fong vun der Saach. Dee ganze sprangende Punkt ass jo: Wa mer an enger Situatioun sinn, wou mer eng öffentlech Schold hunn, déi op 20% zougeet, a mer net wëllen dat kréien, wat meng Virriedner hei gesot hunn, datt mer iwwer 40% op eemol öffentlech Schold hunn, a wa mer op eemol an den Zeenario kommen, datt mer da wéinst OECD-Grënn, aus Steierkonkurrenzgrënn zum Beispill bei de Betribssteieren 2% erofginn, an dann dat maachen, wat den Här Lux mer elo virgelies huet, gläichzäiteg och nach d'Frais-de-ménagen dimmen, mä dat geet jo erëm all Kéiers op d'Käschte vun de Recetten!

Dat heescht, dat si jo Ausgaben, déi ech zousätzlech betätegen. Da muss awer ee mer soen, wou en déi Suen alleguer wëllt hierhuele respektiv wou en op där anerer Säit wëllt sträiche goen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Mir sollen dat net maachen, seet dee Saz.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den OECD-Saz, huet de Finanzminister hei d'lescht Woch gesot, e ka mer dat bestätegen, e sëtzt hei. An Dir hutt mer en och elo selwer zitéiert, an Dir wësst och ganz genau, datt en esou an Ären Texter steet.

(Interruption)

Mir mengen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt, wéi gesot, d'Steieren ënnert deene véier Funktionalitéite missten diskutéiert ginn. A wa mer dann iwwer éischtens emol, ob et elo Reduktiounen oder Erhéijunge sinn, diskutéieren, dann hätte mir léiwer, mir géifen eng Gesamtsteierreform maachen, wou zum Beispill ënner anerem och ekologesch Kritären dra wären, mä wou dann awer och virun allem géif gekuckt gi bei Steierreduktiounen, zum Beispill bei Betriber, ob et net méi sënnvoll ass, ganz geziilte Saachen ze maachen.

Zum Beispill iwwer nach nei Crédit-d'impôten, déi ee géif aféieren, oder aner Mechanismen, ee ganz geziilt déi Secteure géif favoriséieren, déi entweder a Schwieregkeete sinn, oder kucken, neier anzeféiere fir Secteuren, déi ee wëllt op Lëtzebuerg unzéien.

Op alle Fall ass dat eng aner Logik, déi een da géif uwenden, wéi déi, wou een einfach breet mat der Géisskan d'Steiere fir eng Kategorie erof wëllt setzen; wat menger Meenung no och nach an deem heite Fall falsch wär.

Ech hu gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt eis gréisste Kritik baséiert awer dorop, datt mer bei dëser Regierung net gesinn, wou hir Prioritéite sinn, an datt dat eigentlech net geet. Datt een net ka soen: Mir maachen héich öffentlech Investitiounsausgaben, ouni datt een d'Prioritéite bekannt gëtt. Et kann een net alles ënner Finanzéierungsvirbehalt gläichzäiteg setzen.

An ech hunn Iech och gesot, datt mir géife ganz kloer eis Prioritéit setzen. Dat si sechs Beräicher, wou mir géife prioritär investéieren, an all déi aner, déi ech elo hei net nennen, dat sinn déi, wou mir mengen, wou duerchweegs misst dann zréckgeschrauft ginn.

Dat sinn d'Schoul an d'Bildung. Dat Zweet ass d'Fuerschung an d'Uni Lëtzebuerg. Ech wëll och do dem Rapporteur soen: En huet vill a sengem Rapport iwwert d'Uni geschwat, wat ech och gutt fannen, mä en huet net genuch iwwert déi véier CRPe geschwat, déi mer hunn, déi och e wichtege Bestanddeel vun der Uni sinn. D'autant plus, wou mer jo an der Recherche zu Lëtzebuerg eis eens sinn, datt mer haaptsächlech d'Recherche appliquée wëlle förderen, an d'CRPe spillen do eng wichteg Roll. Ech mengen, et soll een net vergiessen, ëmmer déi dobäi ze erwähnen.

Deen drëtte Punkt ass d'wirtschaftlech Diversifizéierung - alles, wat domadder ze dinn huet. Dee véierte Punkt ass d'Mobilitéit, an do déi grouss Prioritéit natierlech op dem öffentlechen Transport, der Mobilité douce. Dat heescht, all déi Verkéiersacteuren, déi am Zesummenhang stinn och mat eisen Obligatiounen, déi mer haut schonn hunn an och nach méi wäerte kréien no Kopenhagen.

Fënnefte Punkt ass den Energieeffizienzprogramm, d'Sanéierung vun ale Gebaier, dat heescht och erëm Aspekter, déi am Kader vum Klimaschutz wichteg sinn. An de sechste Punkt ass d'Kannerbetreiung.

Dat sinn déi sechs Punkten, wou mir géifen eis Schwéierpunkte setzen a prioritär géifen investéieren. An dann op enger Skala, wann ee muss ufänken, ze spueren, vun uewe bis ënnen, géif do als lescht gespuert ginn. Bei all deenen aneren als Éischt, respektiv Verschiddener missten dann deementspriechend zréckgestallt ginn.

Mir verlaangen, datt dës Regierung eis och seet, wou hir Prioritéite sinn. Well soss diskutéiere mer an d'Bland eran. Wéi gesot, ech hu gesot, wann een dat net mécht an et setzt een alles ënnert de Finanzéierungsvirbehalt, da kann een och direkt der KPMG oder Pricewaterhouse-Coopers de ganze Statsbudget iwwerginn, da kënnen déi derfir suergen, datt en am Équiliber ass, an da si mer fäerdeg.

Mir mengen och, Här President, wa mer dat esou maachen, dat heescht, wa mer engersäits bei de Fonctionnementskäschten eis gewësse Spuermoossnamen operleeën; wa mer iwwert déi Aspekter vum Sozialstat an deem Sënn diskutéieren, wéi ech dat versicht hunn ze beschreiwen; wa mer d'Steierpolitik esou gesinn, wéi ech se virdru beschriwwen hunn; wa mer

eis Prioritéite setzen, esou wéi mir se gesinn, datt mer dann als Land och brauche keng Angscht ze hunn. Da brénge mer et fäerdeg, an deenen eenzelne Beräicher vun eiser Ekonomie éischtens dee Kurswiessel ze kréien, dee mer brauchen. Sief et bei eise Banken duerch d'Schafe vun neien Nischen, zum Beispill, an et ass opgezielt ginn, den ethesche Banking, mä mir gesinn den ethesche Banking als e klenge Bestanddeel.

Wat vill méi wichteg ass, dat wäert de Finanzement vum Kurswiessel gi vum ekologeschen Ëmbau vun eisen Industriegesellschaften. Do wäerte sech enorm potenziell Marchéen opmaachen. Do brauch ee ganz geziilte Produkter, nei Produkter. Déi Finanzplaz hei soll sech dorobber ausriichten. Dat ass sécherlech en enorme Créneau fir d'Zukunft. Mä och nach aner Aspekter kënne mer eis do virstellen. Da brauche mer och keng Angscht ze hunn, datt no Kopenhagen d'Konsequenzen dovun eis op de Kapp falen. Mä da wäert dat souguer éischter, wa mer dat offensiv an deem Sënn uginn, fir eis eng Chance ginn.

Mir wäerten dann och musse verstoen, datt d'Zukunft vu Lëtzebuerg haaptsächlech am Beräich vun innovative Kleng-a Mëttelbetriber läit. Do denken ech net nëmmen elo u kleng Handwierksbetriber, mä haaptsächlech och héich technesch Mëttelbetriber. Et sinn déi, déi mer kënnen op Lëtzebuerg unzéien, mat der Recherche, déi mer wëllen eben opbauen. Dat soe mer scho méi laang hei zu Lëtzebuerg. Wa mer dat alles esou notzen, wéi mir dat virdru beschriwwen hunn, mengen ech, datt mer och gutt Chancen hunn, aus där Kris hei als Gewënner an net als Verléierer erauszegoen.

Ech wëll da just ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach awer e puer Wuert soen, well den Här Lux mech dorobber ugeschwat huet, an zwar d'Problematik vum Transport a vun den Iddien, déi entwéckelt gi si vum Buergermeeschter aus der Stad Lëtzebuerg ronderëm den Ausbau vun der Eisebunn op de Findel respektiv op de Kierchbierg.

Ech muss dem Här Lux soen, datt ech et scho relativ komesch fannen, wann een eng Ausso wéi déi doten direkt an d'Kategorie Egoismus setzt a seet, deen hätt dat elo nëmme gemaach aus Egoismus, well en a senger Stad, wou hie Buergermeeschter ass, gären doduerjer fir sech de Maximum erausschléit.

Wann een heiansdo eppes hannerfreet, an den Här Lux weess et…

(Interruption)

Den Här Lux weess, datt déi dote Fro, déi dote Saachen de Schäfferot vun der Stad, mä mir och als Fraktioun schonn an der Vergaangenheet a Fro gestallt hunn, datt dat eigentlech guer näischt Neies ass, datt am Fong och mir guer net eleng dostinn, an datt et och ganz vill Associatioune gëtt, déi där do Meenung scho laang sinn an déi oft mat him doriwwer diskutéiert hunn. Dann ass dat vläicht, well een och e puer gutt Grënn huet, fir dat ze diskutéieren.

Ech mengen nach ëmmer, datt et kee Sënn mécht, en Zuch ze bauen, dee ronderëm d'Stad mat engem risegen Détour op de Kierchbierg fiert, fir dann do d'Leit erauszeloossen an do nach eng Kéier se ëmsteigen ze dinn op den Tram, well déi meescht Leit wëllen net uewen nëmmen eleng bei d'Luxexpo, déi wëlle verdeelt op de Kierchbierg goen. Ech mengen och net, datt, wann den Tram bis eng Kéier fiert, wat ech hoffen, datt dat geschwënn ass, dann d'Leit wäerte mam Zuch dee ganzen Détour fueren, wa se vum Süde kommen, ronderëm déi ganz Stad op de Kierchbierg, wa se d'Méiglechkeet hunn, op der Gare ëmzesteigen op en Tram, dee se direkt eropbréngt an dann och dohinner direkt bréngt ënnen op de Kierchbierg, wou se wëlle kommen.

A wann Der schwätzt iwwert den Désenclavement vun der Gare Lëtzebuerg, do sinn ech mat Iech d'accord, datt een dee brauch. Mä den Désenclavement vun der Gare Lëtzebuerg, dee kréie mer net duerch d'Gare um Kierchbierg, mä dee kréie mer duerch d'Gares périphériques Zéisseng an Houwald, wou den Tram jo och soll dohinnerfueren, wou mer dann nei Ëmsteigméiglechkeete schafen, fir och vu Südwesten erof an d'Stad ze kommen, oder souguer dann ebe vum Süden erofzekommen, fir do ëmzesteigen.

Dofir brauche mer net eng ganz deier Streck ze bauen, déi e risegen Détour mécht, wou mer jo alleguerte wëssen, datt déi eigentlech am Kader vun dem Mobilitéitskonzept deemools vum Här Grethen nëmmen eng Noutléisung war, well deemools den Tracé duerch d'Stad net zur Diskussioun stoung. Ech mengen, dat musse mer vläicht emol eng Kéier an Erënnerung ruffen.

Deemools ass den Här Grethen Transportminister ginn, an en huet awer relativ séier natierlech mat senge Beamte gesinn, datt ee misst Léisunge fannen, fir dem Verkéier do Meeschter ze ginn, an datt den öffentlechen Transport misst ausgebaut ginn. An dunn ass d'Noutléisung gesicht ginn, fir ronderëm d'Stad ze fueren. Dat war dach de Grond, firwat de Kierchbierg ugepeilt ginn ass, a keen aneren.

Dat ass wierklech net e Projet zerriet, wann ee sech déi Fro stellt, ob et net aus Käschtegrënn, éischtens, mä och aus Effizienzgrënn méi Sënn mécht, datt een zum Beispill géif mam Tram carrément bis op de Findel fueren, an da méi schnell d'Gares périphériques Zéisseng an Houwald baut, wéi datt ee sech plot, fir dohanne laanscht op de Kierchbierg ze fueren, wou d'Leit nach ëmmer mussen deelweis souguer zweemol ëmsteigen. Déi vum Oste kommen, déi herno op de Parking Héienhaff wäerte fueren, déi musse jo dann do op den Zuch ëmklammen an um Kierchbierg nach eng Kéier op den Tram ëmklammen. Dat wäert an Zukunft kee maachen.

Dat sinn awer gutt Grënn. An déi Grënn sinn, wéi gesot, vu menger Fraktioun net nei, an och fir de Stater Schäfferot - ech stinn zwar net an där Funktioun hei - si se net nei, déi hu mir Iech ëmmer gesot.

Mir hunn natierlech net ze décidéieren, wat d'Regierung wëllt maachen an der Stad. Mä et ass awer nach ëmmer eist Recht, eis Meenung zu deem Thema ze soen. An déi huet an där Hisiicht sech am Fong net verännert par rapport zu virun e puer Joer. Ech mengen och net, datt Är Argumenter hei immens aussagekräfteg sinn, fir dat ze justifiéieren. Zumindest muss et derwäert sinn, déi Berechnung do ze maachen a sech dat nach eng Kéier gutt ze iwwerleeën.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Also iwwert d'Argumenter kann ee jo diskutéieren, mä datt mer eng Motioun hei 2006 unhuele mat Äre Stëmmen, wou genau dat do Konzept mat där do Linn drastoung an dann dräi Joer laang zesummen op Pressekonferenzen dat ze vertrieden no baussen, an haut eng Kehrtwendung maachen, ass allerdéngs en erstaunleche Virgang. E ganz erstaunleche Virgang!

(Interruptions)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, Här Lux, mir hunn Iech deemools bei den Debatten, dat kënnt Der roueg noliesen, déi zu där Motioun gefouert hunn, och nach eng Kéier hei gesot, datt mir dee ganze Projet an déi Motioun matdroen, well an där Motioun stoung jo net nëmmen den Tracé op de Kierchbierg dran, mä et stoungen all déi aner Projeten och dran. Do stoung den Ausbau vun der Linn zweegleiseg op Beetebuerg an esou weider an esou fort, déi nei Escher Streck, alles dat si mer jo derfir.

Dat heescht, mir hu gesot deemools: „Mir hunn zwar nach ëmmer Bedenken doriwwer, datt dat eng Prioritéit soll sinn, op de Kierchbierg ze fueren, mä mir stëmmen et mat, well mer all déi aner Projeten extrem wichteg fannen a wierklech prioritär fannen." Och do huet eis Meenung sech net fir fënnef Sou geännert an deene leschte Joren. Wa mir eis Meenung änneren, da soe mir dat meeschtens. Ech kann Iech soen, Dir kënnt dat noliese goen. Meng Rieden hu sech an deem Mooss, eis Positioun huet sech net geännert. An ech fannen, datt et duerchweegs derwäert ass, an där Zäit, wou mer sinn, iwwert dat doten nozedenken, an datt et duerchweegs och Sënn mécht.

Här President, Dir verstitt aus mengen Ausféierungen eraus, déi ech gemaach hunn, datt mir dëse Budget net wäerte stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech soen dem Här Bausch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e Wuert vu Merci un de Kolleeg Lucien Thiel als Rapporteur vu sengem Budget. Ech mengen, et ass fir déi zweete Kéier, wou en dat mécht, an esou wéi déi éischte Kéier ass och dës Kéier dee Rapport ganz explizit. A virun allem ass et och e Rapport, dee Positioun bezitt. Et ass e Rapport, deen deenen engen an deenen aneren d'Geleeënheet gëtt, fir ze diskutéieren driwwer.

Dat hei ass den éischte Budget vun der neier Regierung. De Budgetsrapporteur huet en als en Iwwergangsbudget tituléiert. D'Fro, déi ee sech stellt, wann et en Iwwergangsbudget ass, ass: Wou geet et hin? Gëtt et besser oder gëtt et méi schlecht? - Et ass en Iwwergank.

Wa mer hei, Här President, iwwert de Budget vun 2010 schwätzen, muss een awer fir d'éischt, mengen ech, e Bléck zréckwerfen op de Budget vun 2009. Jiddwereen heibanne wousst, wéi mer virun engem Joer heibannen diskutéiert hunn iwwert de Budget vun 2009, datt dee Budget net esou géif ofschléissen, wéi en hei géif gestëmmt ginn, wéi e presentéiert a vun der Majoritéit gestëmmt ginn ass, an datt den Defizit vill méi grouss géif ginn, wéi en am Budget virgesi war. D'Regierungsparteien hunn deen Defizit ëmmer erofgespillt. Dat war bei den Debatten d'lescht Joer esou an dat ass weidergaange bis bei d'Wahlen.

Nach den 21. Abrëll dëst Joer, also kuerz virun de Wahlen, huet den Här Statsminister hei bei Geleeënheet vun der Debatt zur Lag vun der Natioun gesot, datt mer e Gesamtdefizit vu 640 Milliounen am Joer 2009 wäerte kréien. Am Numm vun der ADR hunn ech zu därselwechter Geleeënheet gesot, an ech zitéiere mech: „Mir als ADR ginn dovun aus, datt d'Defiziter däerften zum Schluss, oder wann d'Konten do sinn, tëschent 1,5 an zwou Milliarde fir d'Joer 2009 leien."

Elo stelle mer an den Dokumenter zum Budget vun 2010 fest, datt den Defizit do fir d'Joer 2009 mat genau 1,5 Milliarden ageschriwwe ginn ass, esou wéi mir en uganks dëses Joers virausgesot hunn. D'CSV huet bis d'Wahlen ëmmer vun engem Defizit vu 600 bis 700 Millioune geschwat.

Dat ass awer net elo, Här President, datt mir vun der ADR kéinte besser rechnen oder datt mer besser Finanzpolitiker wären, mä et ass ganz einfach, well mer d'Wourecht gesot hunn opgrond vun deene Chifferen, déi an der Finanzpolitik eis virgeluecht si ginn, virun allem d'Chifferen, déi jiddwereen am Fong an der Finanzkommissioun wousst. Mä aner Leit hu virun de Wahlen den Defizit erofgespillt, an no de Wahle kënnt dann elo d'Wourecht eraus.

Datt de Budget vun 2010 nach méi Defizit géif maachen, ass och virun de Wahle jiddwerengem bekannt gewiescht. Dat ass also elo keng Iwwerraschung, datt mer am Budget vun 2010 iwwer 20% Dépensë méi hu wéi Recetten. Dat wosst och jiddweree virun de Wahlen.

Här President, et ass déi éischte Kéier, datt mer manner Recetten erakréie wéi d'Joer virdrun an d'Dépensë weider klammen. An an de Joren 2011 an 2012 dierft et och net besser ginn. Och dat ass jo jiddwerengem bekannt, an zwar och virun de leschte Chamberswahle bekannt.

D'Regierung gräift op Emprunten zréck fir d'Finanzéierung vun normalen Dépensen. Dat ass zwar zäitlech begrenzt och vertrietbar. Et gëtt gesot, datt mer maximal zwee Joer eis dat kéinte leeschten, an duerch déi Emprunten, déi mer opgeholl hunn, ass d'Statsschold op d'Grenz vun 20% eropgaangen. D'Maastricht-Kritären erlaben eis 60%, a mer sinn eis parteiiwwergräifend eens an der Finanzkommissioun gewiescht, datt dat ni kéint en Zil si fir Lëtzebuerg, fir esou en héije Prozentsaz u Scholden unzestriewen, well et fir e klengt Land vill méi schwiereg ass, déi Scholden do zréckzebezuelen.

Mä schlëmm ass awer, Här President, datt d'Regierung déi Scholden net zréckbezuelt. Dës Regierung an déi viregt Regierung hu permanent Emprunten opgeholl an nëmmen d'Zënsen zréckbezuelt, mä kee Kapital. Soss wär den Defizit am Budget nach méi grouss ginn, wann d'Regierung géif, wéi all Betrib, wéi all Famill, déi Emprunten ophuelen, da Kapital an Zënsen zréckbezuelen. Dës Regierung bezilt nëmmen Zënsen zréck, well soss den Defizit nach méi grouss gi wär.

Et war e bëssen iwwerraschend, datt grad den Här Finanz- a Budgetsminister d'lescht Woch hei nach gesot huet, datt mer net däerfen eng Scholdepolitik maachen, déi déi kommend Generatioune belaascht. Ma déi heite Scholdepolitik ass näischt méi an näischt manner, wéi déi kommend Generatiounen ze belaaschten. Et ass eng Hypothéik op déi kommend Generatiounen, well mir elo Scholde maachen a mer bezuelen nëmmen Zënsen a mer bezuele kee Kapital zréck. Da mussen déi, déi no eis kommen, d'Scholden zréckbezuelen.

Et ass also genau de Contraire vun deem, wat d'Regierung hei gesot huet.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hei gëtt déi nächst kommend Generatioun staark hypothekéiert, an dat dierft an deenen nächste Joren esou weidergoen. An et muss ee sech d'Fro stellen, wann 2014 déi éischt Emprunten oflafen, wou da misst d'Kapital en bloc zréckbezuelt ginn, vu wat mer dat dann zréckbezuele mat deene Finanzaussiichten. Wahrscheinlech geet d'Regierung dann hin a verlängert einfach déi Emprunten nach eng Kéier op déi nächst Generatiounen.

Genausou, Här President, war bekannt virun de Wahlen, datt d'Fongen 2010 eidel wären. Och vill aner hunn dat gesot a geschriwwen, net nëmme mir als ADR. Dat konnt ech schonn d'lescht Joer an de Rapportë souwuel vun der Zentralbank wéi vun der Cour des Comptes feststellen, datt 2010 d'Konten eidel wären. Och hu mir als ADR ëmmer gesot, datt dat Geld, wat 2010 nach op de Fonge steet, kee Geld méi aus de gudde Joren ass, aus Plus-valuë géif bestoen, mä nëmme méi aus Emprunten, déi an de leschte Joren opgeholl si ginn an op d'Fonge gesat si ginn. An och am Budget vun 2010 ginn erëm Emprunten opgeholl, fir d'Fongen ze speisen. D'Cour des Comptes huet dat och an hirem Rapport festgehalen.

Si huet eng Graphik gemaach, Här President, wou een hei gesäit: Déi blo Bâtone sinn d'Suen, déi nach op de Fonge sinn, an déi rout drënner ass d'Schold, déi op de Fongen ass. An et gesäit ee schéi bei 2009, wou mer elo sinn - dat ass dann d'Cour des Comptes -, dat, wat nach an de Fongen ass, ass exklusiv - well et wäit sech aus - vun Empruntë gedeckt, a vun 2010 u si méi Empruntsgelder op de Fongen a guer keng aner Suen.

An anere Wierder, Här President, vum Geld aus de gudde Joren ass kee Rouden a kee Wäisse méi do. D'CSV mécht awer riicht esou virun, wéi wann dank der CSV, den CSV-Finanz- a Budgetsministeren - an och d'lescht Woch huet den Här Frieden nach hei versicht ze erklären -, dank enger wäitsiichteger Finanzpolitik vun der CSV elo nach Gelder op de Fonge wieren. An ëmmer erëm gëtt awer vergiess ze soen, datt dat keng Sue méi aus Plus-valuë sinn, mä datt dat nach just Empruntë sinn, déi an deene leschte Joren opgeholl si ginn.

E weidere Punkt, Här President, wat d'Transparenz ubelaangt, ass d'Entwécklung vun der Trésorerie. Hei kréie mer keng prezis Informatiounen iwwert de Stand, iwwert d'Evolutioun, iwwert d'Zesummesetzung, iwwert wat vu Flësseggeld oder vu Participatiounen do ass, wat vu Geld placéiert ass.

Vu wéini u war déi Finanzsituatioun vum Stat bekannt? Spéitstens d'lescht Joer beim Vote vum Budget 2009 war déi Situatioun jiddwerengem heibanne bekannt. Et war jiddwerengem virun de Wahle bekannt, datt de Budget vun 2009 géif en Defizit

maache vun ongeféier 1,5 Milliarden. Et war jiddwerengem bekannt, datt d'Budgete vun 2010, 2011 an 2012 nach méi Defizit géife maachen. Et war jiddwerengem bekannt, datt d'Fongen 2010 eidel wären. Dat war jiddwerengem bekannt. Also och der CSV. An et war der CSV méi wéi iergendengem anere bekannt, well si jo d'Statsfinanze géréieren.

Mä virun de Wahlen huet d'CSV esou gemaach, wéi wann dank der CSV alles an der Rei wär. Wahlcadeaue si verdeelt ginn, Steiererliichterungen, Chèques-services, d'Gehälter vun den Enseignanten an de Grondschoule sinn ëm 1.000 Euro de Mount geheicht ginn. D'ganz Welt huet vun der Kris geschwat, awer virun de Wahlen huet d'CSV esou gemaach, wéi wann dank hirer Lëtzebuerg iwwerhaapt net vun der Kris betraff wär. Mir kéinten nach weider Gelder verdeelen, alles géif nach besser ginn. Virun de Wahle sinn d'Problemer hei am Land mam Scheckheft geléist ginn.

Wann d'CSV éierlech gewiescht wär, dann hätt se virun de Wahlen de Wieler gesot: „Mir haten elo 20 Joer Héichkonjunktur. Mir haten 20 Joer, wou et hei am Land geboomt huet, 20 Joer, wou mer Plus-valuë kritt hunn, 20 Joer ass d'Geld nëmmen esou an d'Statskeesen eragereent komm. 20 Joer hate mer CSV-Finanzministeren, an um Schluss vun deenen 20 Joer ass kee Rouden a kee Wäisse méi an der Keess."

Trotzdeem ass d'CSV mat engem Wahlslogan an d'Wahle gaangen: „Mir soen, wat Saach ass, elo, net no de Wahlen." Dat war de Slogan, deen d'CSV virun de Wahle queesch duerch d'Land affichéiert huet: „Mir soen, wat Saach ass, elo, net no de Wahlen."

Et muss een näidvoll agestoen, Här President, datt dee Slogan gegraff huet. D'Leit hunn et gegleeft. Mä an der Zwëschenzäit weess awer och jiddwereen, datt Lëtzebuerg nach ni esou belu ginn ass wéi virun de leschte Wahlen, well, obschonn d'Finanzsituatioun…

(Interruption)

…virun de Wahle bekannt war, huet d'CSV de Leit net gesot, wat Saach ass.

D'CSV-Strategie vun haut ass déi: Elo gëtt esou gemaach, wéi wann elo no de Wahle ganz plötzlech déi Finanzsituatioun eréischt entstane wär, kee Mënsch hätt dat virun de Wahle gewosst oder kéinte wëssen. No de Wahlen ass dat ganz plötzlech, onerwaart, quasi iwwer Nuecht op eis eragebrach. An duerfir gëtt d'Land elo op den Ofbau virbereet. Et gëtt vun engem Iwwergangsbudget vum Här Rapporteur geschwat. Et kéint een och soen, e Budget vu gudden a schlechten Zäiten.

Elo freet jiddwereen no Iddien, d'CSV freet no Iddien, wou Geld kënnt gespuert ginn oder wéi an d'Statskeess kënnt weider erakommen. All Mënsch, all d'Parteien, d'Gewerkschaften, d'Patronats- an d'Salariatssäit, jiddweree soll der CSV elo soen an hëllefen, wéi d'Statsfinanzen erëm sollten an den Équiliber bruecht ginn. Den Här Minister Luc Frieden huet de leschten Donneschdeg hei gesot, d'Regierung wëllt dat mat allen diskutéieren, mat alle Leit. Keen Diktat, mä Dialog, keng Tabuen, keng ideologesch Klassekämpf an esou weider.

Neen, Dir Dammen an Dir Häre vun der CSV, Dir hutt virun de Wahle gesot: „Mir soen, wat Saach ass, elo, net no de Wahlen." Dir hutt vum Wieler duerfir massiv d'Vertraue geschenkt kritt. Dir hutt vum Wieler e Mandat, jo, en Optrag kritt, fir dat ze maachen, wat Der de Wieler virun de Wahle gesot hutt. „Mir soen, wat Saach ass, elo, net no de Wahlen." Also maacht dat, wat Der virun de Wahle gesot hutt! Dir hutt jo alles virun de Wahle gesot, hutt Der geschriwwen. Dann ass elo näischt méi ze diskutéieren.

Oder hutt Der de Wieler belunn? Da sot em et. Wann Der elo musst diskutéieren, dann hutt Der jo virun de Wahlen net gesot, wat Saach ass. A wann Der et gesot hutt, dann huelt Är Responsabilitéit a regéiert. Duerfir hutt Der vum Wieler e Mandat kritt. Maacht dat, wat Der virun de Wahle gesot hutt! Alles aneschters ass Wielerbedruch, wier eng Wahlligen.

Här President, hei géif ech och gär e Wuert onsem Statsminister, dem Här Jean-Claude Juncker, soen. Mir haten alleguer och Versteesdemech, datt den Här Juncker, am Hibléck op d'Nominatioun vum éischte President fir den Europäesche Conseil, vill am Ausland ënnerwee war. Déi Grouss an Europa hunn anescht décidéiert, wéi mir et am Interessi vun Europa fir richteg befonnt hätten. Mir géifen elo awer mengen, datt d'Zäit komm wier, wou den Här Juncker emol erëm misst Statsminister vu Lëtzebuerg spillen.

D'Problemer hei am Land gi vun Dag zu Dag méi grouss, an et kann een e Land an esou enger Situatioun net niewelaanscht regéieren. Eng Legislaturperiod huet fënnef Joer oder 60 Méint. Et kann net sinn, datt den Här Juncker 60 Méint on Tour ass, 59 am Rescht vun der Welt, an ee Mount virun de Wahlen hei zu Lëtzebuerg. D'Lëtzebuerger hunn den Här Juncker un alleréischter Stell als Statsminister gewielt, an et géif duerfir héich Zäit, datt e säin Zelt erëm heiheem zu Lëtzebuerg zäitweileg géif opschloen.

Här President, ech hu virdrun iwwert d'Transparenz geschwat. Esou hält sech och insgesamt d'Transparenz iwwert d'Statsfinanzen. Drëpseweis musse mir als Deputéierten Informatioune vun der Regierung quasi eraussuckelen. Verschidden Informatioune kréie mer iwwerhaapt net. An déi, déi mer kréien, sinn all Kéier aneschters presentéiert.

Mä dëst Parlament léisst sech dat mat senger Kopfnickermajoritéit einfach gefalen. Wier et net normal, datt all Mënsch, net nëmmen d'Chamber oder d'Membere vun der Finanzkommissioun, neen, jiddwereen am Land permanent sech misst kënnen iwwer novollzéibar Chifferen iwwert d'Finanzsituatioun vun eisem Stat informéieren? Wéi de Stand vun de Recetten an den Dépensen ass vis-à-vis vum Budget an dem Budget vum Joer virdrun, wéi de Stand vun den Investitiounsfongen ass, wéi de Stand vun der Trésorerie ass, wéi vill liquide ass a wat fest ugeluecht ass, wat vu Steiersolden nach anzedreiwen ass, a wéi vill de Stat de Bierger an de Betriber nach schëlleg ass, wéi d'Steierrecetten net nëmmen am Joer erakommen, mä och wéi se sech op dat eenzelt Steierjoer oder den Exercice zesummesetzen. Dat misst an engem normale Rechtsstat Normalitéit ginn. Zu Lëtzebuerg hält d'Regierung dës Chifferen zu engem groussen Deel zréck. Et si Statsgeheimnisser.

Datselwecht ass mat de Solden. Do hu mer aus dem Rapport vun der Cour des Comptes, also net vum Finanzminister, festgestallt a sinn informéiert ginn, datt dëst Joer d'Betribssteier, déi an der Regel 300 Milliounen - wat d'Décompten ausgemaach huet - war, 2009 op 500 Milliounen eropgaang ass. 2009 sinn also 200 Millioune méi Décompten agezu gi bei der Betribssteier wéi déi Jore virdrun. An d'nächst Joer geet se erëm op 300 Milliounen zréck. D'Fro ass: Wéi vill Soldë stinn dann nach aus 2005, 2006, 2007, 2008? Woubäi mer wëssen, datt 2005, 2006 an 2007 jo awer nach gutt Jore waren. D'Regierung seet eis, si kënnt eis dat net soen. Ech behaapten, Här President, d'Regierung weess et, mä si wëllt eis et net soen.

Här President, 80 bis 85%, ass eis gesot ginn, vun der Betribssteier géifen ongeféier 120 bis 150 Betriber bezuelen. De Rescht, 15 bis 20% vun deenen aneren Zéngdausende vu Betriber, datt 80% vun deene Betriber keng Steiere musse bezuelen. D'Regierung bräicht also nëmmen déi 120, 150 Betriber ze kucken, fir ze wëssen, wat nach u Solden aussteet. Si weess et och duerfir, mä si seet eis et net. An dat ass ganz schlëmm, an et wier nach méi schlëmm, wa se et net géif wëssen, well da wier se och nach oncapabel, d'Statsfinanzen uerdentlech ze géréieren. D'Chamber an d'Öffentlechkeet hunn e Recht drop, integral iwwert d'Statsfinanzen informéiert ze ginn.

2006 huet dréngend eng Tripartite missen ageruff ginn, well de Statsbudget am Viraus och als staark defizitär dohigestallt ginn ass. Beim Kont war et awer keen Defizit, mä et war eng staark Plus-value. D'Konsequenz vun där defizitärer Ukënnegung war awer dee gréisste Sozialofbau, dee Lëtzebuerg an der Nokrichsgeschicht erlieft huet. D'Gewerkschaften hu sech deemools ugeschmiert gefillt, déi matgaange sinn op dee Wee, well gesot ginn ass, de Budget wier staark defizitär. D'Gewerkschaften hu sozialen Ofbau matgedroen, an zum Schluss war en net defizitär, mä et si gutt Iwwerschëss erauskomm. E gudden Iesel, Här President, stéisst sech bekanntlech nëmmen eemol. An duerfir wäerten och dës Kéier d'Gewerkschaften d'Kaarten op den Dësch verlaangen, wéi d'Statsfinanzen an der Wierklechkeet ausgesinn.

An, Här President, ech géif an deem Sënn Iech och zwou Motioune ginn, fir datt an Zukunft d'Chamber méi detailléiert a regelméisseg Informatiounen iwwert d'Statsfinanze kritt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que la crise financière et économique actuelle va avoir des répercussions sur les finances publiques pour les années à venir;

- qu'afin de pouvoir réagir d'une façon adéquate contre la crise, les responsables politiques nécessitent des informations financières complètes, fiables et mises à jour régulièrement;

- que pour des raisons de transparence le citoyen doit avoir accès à ces informations;

invite le Gouvernement

- à publier mensuellement la situation des recettes et dépenses de l'État pour l'année en cours et à les comparer à la période correspondante de l'année précédente et au projet de budget en cours;

- à publier mensuellement une situation détaillée de la trésorerie de l'État reprenant:

a) le montant des liquidités;

b) le montant et le détail des participations de l'État dans des sociétés de droit privé ou de droit public;

c) le détail (montant garanti, montant accordé, montant émis ou maximum autorisé et en cours) des garanties financières accordées par l'État à des sociétés de droit privé ou de droit public;

- à publier mensuellement le montant et le détail de la dette publique (dette à moyen et court terme, bons du trésor, circulation monétaire des pièces émises par l'État ainsi que déficit et dette du Gouvernement général);

- à publier mensuellement la situation financière des fonds spéciaux de l'État;

- à publier mensuellement et par secteur d'activité le montant des recettes fiscales pour l'année en cours;

- à publier mensuellement le montant et le détail des soldes à percevoir des particuliers et des entreprises à l'Administration des contributions directes et à l'Administration de l'enregistrement et des domaines;

- à publier mensuellement les soldes dus par l'Administration des contributions directes et par l'Administration de l'enregistrement et des domaines à des particuliers et à des entreprises.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann, Fernand Kartheiser.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- qu'afin de prendre des mesures adéquates pour réagir contre la crise financière et économique actuelle, les responsables ont besoin d'informations financières complètes et fiables;

- que ladite crise aura de sérieuses répercussions sur les finances publiques pour les années à venir, non seulement au niveau de l'État mais également au niveau des communes et des syndicats intercommunaux;

- que la situation financière des communes est susceptible d'avoir des répercussions sur la situation financière de l'État et de l'économie dans son ensemble;

- que les projets de budget des communes sont soumis pour approbation au Ministre de l'Intérieur;

- que les dispositions du pacte de stabilité de Maastricht prennent compte également des dettes communales;

invite le Gouvernement

- à publier pour le 31 janvier de chaque année un tableau reprenant

a) le niveau d'endettement global des communes au 31 décembre de l'année précédente;

b) le niveau d'endettement et le détail des emprunts (durée et montants ainsi que détail du capital et des intérêts) pour chaque commune au 31 décembre de l'année précédente;

c) les emprunts nouveaux envisagés par chaque commune pour l'année budgétaire suivante.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann, Fernand Kartheiser.

Datselwecht hu mer bei de Gemengen. Mir wëssen alleguer, datt, laut de Maastricht-Kritären, d'Verscholdung vun de Gemengen ee vun de Kritären ass. D'Fro, wéi vill Scholden déi 116 Gemengen zesummen hei am Land hunn, seet den Innenminister, wier net méiglech, fir dat ze beäntwerten. De Minister approuvéiert awer all Joer sämtlech Budgete vun de Gemengen. An allgemeng: De Budget ass eng Säit, keng zwou, keng dräi, keng véier, neen, eng Säit, an do steet d'Schold vun all Gemeng, esou opgezielt op den 31. Dezember vun dem lafende Joer, souwuel wat d'Kapital wéi wat d'Zënse sinn, déi mussen zréckbezuelt ginn. A wann nei Empruntë fir deen Exercice hannendru stinn, da stinn déi Chifferen och dran.

Et ass duerfir, ech soen dat esou haart, wéi et ass, fir mech eng Trauregkeet, jo, eng Frechheet vun engem Innenminister, engem Parlament dës Chiffere virzëenthalen. Fir der Kommissioun ze soen, d'Gemenge géifen déi Chifferen net richteg liwweren, oder si wieren informatesch net richteg um leschte Stand, dat ass eng Lächerlechkeet, fir dat ze maachen. Et brauch een nëmme vun deenen 116 Gemengen - an net all Gemeng huet emol eng Schold, et sinn der souguer manner - déi Zifferen zesummenzehuelen.

Wann d'Buergermeeschteren, d'Schäffen an d'Conseilleren hei an der Gemeng géifen dat Blat aus hirem Budget matbréngen, dann hätte mer an enger Véierelstonn 90% vun den Defiziter aus dem Land zesummen, mä den Innenminister bréngt dat net fäerdeg. Mir missten...

Une voix.- Et ass d'Postkutschenzäit.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Gelift? D'Postkutschen?

Neen, si wëllen net. Si wëssen et, mä si wëllen net. An da muss ee sech d'Fro stellen, firwat se net wëllen déi Chiffere virleeën. Do kann een op gelunge Gedanke kommen. Well do gi jo esou Chifferen no Bréissel genannt. An ech ka mer virstellen, datt, wa mer emol eng Kéier déi Chifferen hei richteg hunn, dat kënnten eventuell anerer si wéi déi, déi op Bréissel ginn.

Mir missten dach hei als Chamber engem Minister kënne soen: „An aacht Deeg hu mer déi Chifferen hei leien, oder du muss däin Hutt huelen." Well dat ass de Bewäis, datt e soss onfäeg ass, fir säi Ministère ze leeden. Zielt engem Mënsch dat, et gleeft keen et! Wa mir als Parlament ons dat dote gefale loossen, da kritt eisen allze fréi verstuerwene Frënd Fernand Rau nodréiglech eng weider Kéier Recht, deen eng Kéier hei, bei enger ähnlecher Geleeënheet, wéi d'Chamber sech dat vun enger Regierung gefale gelooss huet, gesot huet, Lëtzebuerg hätt dat dommste Parlament vun der Welt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu mech bis elo haaptsächlech mat der CSV beschäftegt,...

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...mä ech wollt awer, fir de gerechten Ausgläich, och e puer Wierder iwwer eis sozialistesch Kolleege soen. Et ass allerdéngs nach net vill iwwer si ze soen, well si hunn nach net vill gemaach an deene puer Méint no de Wahlen. Mat Ausnahm, datt de Sozial-

minister virun de Wahlen ëmmer gesot huet, datt d'Keese gesond wieren. Esou war virun de Wahlen d'Krankekeess gesond, an no de Wahlen, aacht Deeg duerno, war d'Gesondheetskeess krank.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.-* Zwëschenduerch war eng kleng Kris, déi hutt Dir net matkritt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* E gudde Minister weess aacht Deeg virun de Wahle genau datselwecht wéi aacht Deeg no de Wahlen.

D'LSAP, déi an der leschter Legislaturperiod am Fong just doduerch opgefall ass, datt se de gréisste Sozialofbau mat duerchgezunn a verdeedegt huet. D'Sozialisten haten och e Slogan virun de Wahlen: „Jo zum Sozialstat, Jo zu de Sozialisten."

Mir kucken, Här President, d'Sozialistesch Partei méi am Detail d'nächst Joer, well de Mëtteg ass hei nach geschwat ginn, och vum Här Lux, vun der Verméigenssteier, mä et muss een awer wëssen, datt et d'Sozialiste waren, déi an der leschter Legislaturperiod d'Verméigenssteier mat ofgeschaaft hunn an d'Quellesteier fir déi kleng Leit agefouert hunn. An elo gi vun deselwechte Leit, déi se ofgeschaaft hunn, d'Truppe mobiliséiert ronderëm, fir ze soen: „Ma kommt, mer schafen déi Verméigenssteier of." Dir hätt se net sollen aféieren, da bräicht Der elo déi Diskussioun do net ze féieren. Et waren och d'Sozialisten, déi deemools vum Kapitalismus, vum Casino-Kapitalismus geschwat hunn. Haut wëlle se näischt méi dovu wëssen.

Elo gëtt d'Land, an dat ass d'Strategie, Här President, lues awer sécher op déi katastrophal Finanzsituatioun vum Stat preparéiert. Bei de Sozialpartner sollen elo uganks vum Joer Sondagë geféiert ginn. D'Strategie ass, datt fir d'éischt elo ofgewaart gëtt, bis d'Sozialwahlen an der Fonction publique uganks vum Joer eriwwer sinn. Duerfir gëtt dann och nëmmen e Sondage gefouert. A soubal wéi déi Wahlen erëm sinn, da gëtt d'Tripartite zesummegeruff, a spéitstens am Abrëll, dat ass den Timing, soen ech Iech, vun der Regierung, da kommen d'Propositions de loi op den Dësch. Well déi missten, laut hirer Strategie, d'nächst Joer nach gestëmmt ginn, also virum Joer 2011, well 2011 ass d'Joer vun de Gemengerotswahlen, an do wëlle se net mat deene Projeten erakommen. An den nächste Jore wäerte mer eis also méi mat de Sozialiste beschäftegen.

A mer wësse jo, Här President, datt d'Sozialisten zënter der Regierungserklärung an der Zwëschenzäit och wëssen, nodeems se dee Slogan opgehaangen haten: „Jo zum Sozialstat", wéi den Här Lux eis hei erkläert huet bei der Regierungserklärung, ech liesen dat vir: „D'LSAP-Fraktioun setzt dräi Chantieren an de Mëttelpunkt. Éischtens, ech hunn am Duden d'Definitioun vum Sozialstat gëschter gekuckt." Dat heescht, Här President, den Här Lux, dee säi Liewe laang an der LSAP war, dee Generalsekretär war, deen duerch d'ganzt Land Plakate gesat huet: „Jo zum Sozialstat", deen huet e Mount no de Wahlen emol am Duden nogekuckt, wat dat Wuert „Sozialstat" bedeit.

A mir hoffen, datt en et verstanen huet, nodeem datt déi Partei awer schonn esou laang do ass an an der Regierung war, datt se dann elo hir Roll spillen. An dat, wat en an deem intelligente Buch do gelies huet, datt dat dann och elo als Sozialisten, de Sozialstat an deenen nächste Joren... Wann d'Sozialisten also dat maachen, wat se op hirer Affiche haten, da begéine se eis op hirem Wee d'nächst Joer. Mä wa se awer esou wéi an der leschter Legislaturperiod erëm ëmfalen a mat der CSV Sozialofbau maachen, da begéine se eis op där anerer Säit vum Wee, da sti mer frontal vis-à-vis.

Här President, ech wéilt nach e Wuert verléieren iwwert d'Banken. Mir wëssen alleguer, wéi mer Feira décidéiert hunn hei an der Chamber, do ass vu Regierungssäit, an och vum Bankesecteur kann dat gesot ginn, Rou am Bankesecteur gewiescht. Mäi Parteikolleeg Jacques-Yves Henckes huet deemools hei gesot, Feira wier den Ufank vum Enn vum Bankgeheimnis. An och de Finanzsecteur selwer huet deemools, geneesou wéi d'Regierung, gesot: „Elo ass emol endlech Rou am Finanzsecteur."

Mä wou war déi Rou da bis haut? Et war nach keng sechs Méint, wou déi Rou war. An och den Här Finanzminister, den Här Frieden, huet den 18. September 2004, Här President, an der Börsenzeitung eng Fro gestallt kritt, wéi dann elo op der Finanzplaz hei, wat d'Privatkundengeschäft ugeet, d'Konkurrenzfäegkeet wier. An den Här Frieden huet geäntwert: „In der Vergangenheit gab es stets Unsicherheiten. Dank dieser europäischen Richtlinie wird sich das Privatkundengeschäft im Großherzogtum verstärken. Die Kunden wissen jetzt genau, wie es in den nächsten zehn bis 20 Jahren im Luxemburger Geschäft aussehen wird."

Här President, wann een déi Äntwert do héiert, da mengt een, déi wier viru 15, 20 Joer gi ginn, well jo gesot gëtt: „Et ass elo 15, 20 Joer roueg zu Lëtzebuerg", mä déi Äntwert ass gi ginn am September 2004. Och do gesi mer, datt dat, wat de Kolleeg Henckes deemools gesot huet, datt dat den Ufank vum Enn wier, an datt mer keng Rou hätten...

An haut si mer iwwerzeegt, datt et keng Rou gëtt, bis d'Bankgeheimnis ganz ofgeschriwwen ass. A wann een och hei d'Kontradiktioun héiert tëschent engersäits dem Här Schiltz an dem Rapporteur an op där anerer Säit dem Här Frieden, dann huet een esou d'Gefill, wéi wann d'Regierung schonn d'Bankgeheimnis ofgeschriwwen hätt, an aner Leit an der CSV mengen, et géif nach iergendwéi bestoen.

Mä mir hunn awer och festgestallt, datt et duerno riicht virugaangen ass, wéi mer d'lescht Joer an Europa eng blamabel Roll gespillt hunn, wou d'Diskussioun op den Niveau vun der OECD geluecht ginn ass, a wéi mer op eemol op enger groer Lëscht stoungen, wou mer gesot hunn, mir misste kuerzfristeg Duebelbesteierungsofkommesse maachen. Am Ableck hu mer der schonn 18, a bis Enn vum Joer, huet de Minister eis gesot, wieren et der 20, an uganks vum Joer ginn déi da mat Gesetz ëmgesat. Mä mat all Duebelbesteierungsofkommes, wat mer maachen, musse mer och wëssen, ass erëm e Stéck vum Bankgeheimnis fort. Et schéngt duerfir, wéi wann d'Regierung, an dat fënnt een ëmmer méi eraus, d'Bankgeheimnis schonn opginn hätt. D'Kontradiktioun, wéi gesot, tëschent dem Rapporteur an dem Finanzminister.

Awer de Wäert vum Finanzsecteur, Här President, ass fir dëst Land esou wichteg wéi fir keen anert Land. Et ass keen anert Land, wat a sengem Statsbudget esou vill direkt an indirekt Recetten ze verzeechnen huet vun engem Secteur, vum Finanzsecteur, wéi dat hei zu Lëtzebuerg ass. Mat iwwer 50% fënnt een déi direkt an indirekt Recetten. D'Schwäiz, wat och e Land ass mat engem Finanzsecteur, kënnt op zéng Prozent vu sengem Budget, an Éisträich, wat och e Finanzsecteur huet, kënnt op zwee Prozent. Mir hunn also hei e gesamten Intérêt, fir dee Finanzsecteur esou héich wéi méiglech ze halen. Mir hunn och en Intérêt, fir d'Bankgeheimnis esou laang an esou gutt wéi méiglech ze erhalen.

Den Här Budgetsrapporteur huet och hei Chiffere genannt, déi beängstigend sinn. Ech froe mech och, firwat hie se genannt huet. Ass dat, fir Onrou an ee Secteur ze bréngen? Wa gesot gëtt, datt duerch d'Finanzkris zéng Prozent vun der Belegschaft ofgebaut ginn, dat sinn tëschent 2.500 an 3.000 Leit, wou am Ableck der dovunner schonn 800 fort sinn, a wann en dann am selwechten Zesummenhang seet, datt, wa mer d'Bankgeheimnis opginn an d'Privatgeschäft net méi leeft, da 6.000 Aarbechtsplazen nach kënnten a Gefor sinn.

Dat heescht, an anere Wierder huet den Här Budgetsrapporteur hei gesot, datt quasi all drëtt, véiert Aarbechtsplaz am Finanzsecteur um Spill steet. Dat wier dramatesch, an duerfir musse mer, Här President, alleguer zesummen, souwuel de Banke- wéi de Versécherungssecteur, alles maachen, fir mat den Acteuren aus deene Secteuren eng Législatioun opzebauen, fir déi Méiglechkeeten, déi sech nach an deem Spillraum, deen ëmmer méi kleng gëtt, international, awer nach esou ze bewegen, fir datt d'Finanzplaz och eng Zukunft huet. Well d'Konsequenze vun engem Abroch vun de Finanze gi fir dëst Land soss dramatesch.

Mir hunn alleguer, jiddwereen, egal wou e steet, an der Vergaangenheet vun deem Finanzsecteur profitéiert. Wa mer virdru gesot kritt hunn, datt 80% vun de Betriber keng Steiere bezuelen, dann ass dat méiglech gewiescht, well eben ee Secteur esou vill Steieren eraginn huet. Wann all déi aner Betriber Aarbechte kruten, gutt Léin konnte bezuelen, wa mer gutt Sozialpolitik konnte maachen, dann ass et a priori, well vun deem Finanzsecteur esou vill Gelder erakomm sinn. Mir mussen also wëssen, wéi wichteg dee Secteur ass. Mir hunn awer esou d'Gefill, wéi wann d'Regierung hei permanent an der Defensiv wär.

Vu Feira un ass gesot ginn: „Elo hu mer Rou." A mir hu keng sechs Méint no Feira Rou geholl. An elo ass schonn erëm um ECOFIN déi nächst Etapp agelaut. Nodeem d'lescht Joer d'Etapp OECD war, kënnt elo d'Etapp ECOFIN. An dat geet virun, bis d'Bankgeheimnis fort ass. An do sinn also déi Aussoen, déi no Feira gemaach si ginn, datt mer do zéng bis 20 Joer Rou hätten, vun der Regierung, déi ware komplett falsch. Et ass just de Contraire agetratt.

Här President, et ass an dësen Debatte vill vu Pensioune geschwat ginn. Den Här Budgetsrapporteur huet ugefaangen a bal duerno huet jiddwereen driwwer geschwat. D'ADR ass och fir eng Diskussioun, fir datt eis Pensioune solle laangfristeg ofgeséchert ginn. Mä d'Fro stellt sech, firwat datt dat d'Haaptthema bei de Budgetsdiskussiounen ass. Well och wa mer iwwer eng laangfristeg Ofsécherung schwätzen, huet dat am Prinzip keng Répercussiounen op de Budget vun 2010 oder 2011 oder 2012.

Mir hunn am Privatsecteur Reserve vun néng Milliarden, et ass gesot ginn, an de System ass duerfir sécher. Mä wann awer esou vill hei am Zesummenhang vun de Pensioune mam Budget geschwat gëtt, da gëtt een hellhöreg, da muss een oppassen. Well wéi mer déi lescht Tripartite 2006 haten, do ass och op eemol e Konsens fonnt ginn tëschent der Regierung, dem Patronat an de Gewerkschaftsorganisatiounen, deen zu engem gudden Deel op d'Käschte vun de Pensiounskeese gaangen ass. Do ass de Stat vun enger Rei vun Obligatiounen, déi e vis-à-vis vun de Pensiounskeesen hat, entbonne ginn, fir de Statsbudget ze entlaaschten. An ech fäerte ganz, datt hei verschidde Leit, well mer eben do esou héich Reserven hunn, zwar vun enger laangfristeger Finanzéierung schwätzen, awer kuerzfristeg am Kapp hu fir kënnen d'staatlech Participatioun vis-à-vis vun de Pensiounskeesen ze kierzen.

Ech wëll duerfir warnen, wann et de Leit sollt hir Absicht sinn, datt dat eppes wéi eng Krichserklärung wier. Et kann net sinn, datt de Stat seng Participatioun, seng Obligatioun vis-à-vis vun de Pensiounssystemer och nëmmen zum Deel a Fro stellt.

Dat ass an der leschter Tripartite geschitt. Dat däerf net nach eng Kéier geschéien. Et kann net gesot ginn: „Mir schwätzen iwwer eng laangfristeg Finanzéierung", an de Stat wëllt seng Participatioun kierzen. Well wat huet se soss an der Diskussioun vun de Budgeten ze dinn, wann et de Budget ass vun 2010 oder 2011 oder 2012? Eng laangfristeg Finanzéierung huet näischt mat Budgete kuerzfristeg ze dinn. Well dat awer ëmmer permanent hei kënnt, läit de Gedanke ganz no, datt do Leit schlecht Gedanken hunn.

Mir bekennen eis als ADR zu eisem Sozialversécherungssystem, deen op de Generatiounevertrag an op eng national Solidaritéit opbaut. Mir hunn iwwer Jorzéngten, ech géif bal soen am leschte Jorhonnert gebraucht, fir souwuel eis Pensiounskeesen, eis Krankekeesen, d'Unfallkeesen opzebauen, an eis lescht grouss sozial Errongenschaft war d'Fleegeversécherung. Eng Fleegeversécherung, wou mer eng national Solidaritéit spille loossen, wou jiddwereen drabezilt, an zwar net plafonéiert, mä opgrond vu senge Revenuen, a wou jiddwereen am Land, ob räich oder aarm, eng mënschegerecht Fleeg garantéiert kritt.

Dat si Systemer, eis Krankekeess, eis Pensiounskeess, eis Fleegeversécherung, déi op enger nationaler Solidaritéit, op engem Generatiounevertrag opgebaut sinn, an un deene musse mer festhalen. Et kann net sinn, datt Leit mengen, et misst een do derniewent eppes opbauen, wou da souwisou nëmme Leit mat Geld sech kënnen eppes derniewent opbauen, well normal schaffend Leit kënne sech net och haut nach niewent deem normale System en anere System opbauen.

D'Famill ass fir eis ganz wichteg. Duerfir sinn all Investitiounen, déi an d'Famill ginn, fir eis als ADR enorm wichteg. Mir hu virun de Wahle gesot, wéi d'Chèques-services agefouert gi sinn, datt mer fir Chèques-services sinn, awer fir all Mammen. Fir all Mammen oder Pappen, déi d'Kanner versuergen. D'Regierung huet déi virun de Wahle lancéiert, ouni datt se duerchduecht waren. Kee wousst zu deem Zäitpunkt, wat finanziell géif op de Budget zoukommen. Kee wousst am Land, ob mer genuch Strukturen hätten, wéi se géife fonctionnéieren. An elo no de Wahle gesi mer, wat alles do op eis zoukënnt.

Dat Éischt, wat d'Regierung no de Wahle gemaach huet: Si huet déi Chèques-services nach eng Kéier ausgebaut, obscho keng Demande do war, op sportlech a kulturell Federatiounen. Sou datt haut am Fong jiddwereen am Land Chèques-services kritt, mä just déi Fra, déi Mamm, déi doheem bleift, fir d'Kannererzéiung ze maachen, déi kritt guer näischt. Déi kritt wuel Chèques-services, mä da muss se hir Kanner an eng Struktur ginn. Mä déi, déi seet: „Ech maache gär meng Erzéiungsaarbecht selwer doheem", déi kritt vun dësem Stat keng Unerkennung.

Duerfir hu mir jo och Betreiungsgeld proposéiert, an dat kéint een och an dëser Diskussioun, och am Kader vun de Finanzen, diskutéieren. E Betreiungsgeld, wou een all déi familljepolitesch Moossname géif zesummesetzen. An et kann ee souguer iwwerleeën, ob ee se net kéint steierlech ënnerwerfen, fir och eng sozial Gerechtegkeet eranzebréngen, an dann all Famill dat Familljegeld ginn, an d'Famill décidéiert selwer, ob se dann hiert Kand an eng Struktur gëtt oder ob se d'Erzéiung doheem mécht.

Mä, hu mer och gesot: „Et muss e Flichtbetrag sinn, fir datt déi Fra, déi doheem bleift, dann och muss an d'Pensiounskeese bezuelen." Well an eisem ganze Sozialsystem, wat ech virdru gelueft hunn, gëtt et eng Kategorie vu Leit, déi net sozial ofgeséchert sinn. Dat sinn d'Fraen, déi doheem bleiwen. An ech mengen, déi maachen eng wäertvoll Aarbecht. An et ass och eis Flicht als Politiker, fir déi Fraen ofzesécheren, déi doheem déi wäertvoll Aarbecht maachen, datt déi spéiderhin, wann iergendwéi eng Scheedung géif kommen oder soss eppes, och sozial ofgeséchert sinn. Duerfir bleiwe mir bei eiser Iddi, fir d'Erzéiungsgeld anzeféieren an dëser Legislaturperiod, all familljepolitesch Moossnamen zesummenzeleeën an dann awer eng Obligatioun dranzemaachen, fir an eng Pensiounskeess ze bezuelen.

Nach e Wuert iwwert den öffentlechen Transport, Här President. Der wësst alleguer, datt d'ADR déi eenzeg Partei ass, déi fir de City-Tunnel ass. A wéi ech de Mëtten de Kolleeg Bausch elo héieren hu schwätzen, war ech bal der Meenung, e géif hei e Plädoyer fir de City-Tunnel halen, well en huet do geschwat: „Et kann net sinn, datt ee mam Zuch bis op de Kierchberg fiert, an da muss een do an den Tram ëmklammen. D'Leit, déi fuere gär direkt mam Zuch oder mam Tram op déi richteg Plaz." Duerfir ass de City-Tunnel schonn déi richteg Léisung an, Här President, mir sinn eis jo och heibannen eens, datt den Tram ni wäert gebaut ginn.

(Interruption)

D'DP huet viru kuerzem der CSV Zickzackkurs virgeworf, well d'CSV - an dat kenne mer vun hir, si huet jo doranner 2.000 Joer Erfahrung -, datt si op deenen zwou Hochzäiten danzt. National ass d'CSV fir den Tram, a kommunal ass se géint den Tram. Dat hate mir iwwregens schonn eng Kéier

virun zwielef Joer bei Gemengerotswahlen. Do ass d'CSV och schonn duebelspureg gefuer; op där enger Schinn mam Tram an op där Schinn niewendru mam Zuch.

Dat hate mer schonn alles. Duerfir huet den Här Helminger och mat Recht gesot, datt d'CSV do en Zickzackkurs géif fueren. En hat sech just gëiert, wéi e gesot huet, genausou wéi d'ADR. Well an där heiter Fro hat d'ADR nach ëmmer eng ganz, ganz kloer Linn a mir hunn do eis Positioun nach net geännert.

Wann den Här Helminger deemools vum Zickzackkurs geschwat huet vun der CSV, wéi gesot, wou e richteg louch, hätt en och kënne bei sech selwer an d'Partei kucke goen, bei d'DP. D'Madame Polfer ass elo net méi hei. Mä jiddweree weess awer nach, wéi d'Madame Polfer Buergermeeschter war, wéi se an der Neier Avenue d'Bussen hannereneegestallt huet, fir de Stater Leit virzedemonstréieren, wéi grausam a schrecklech esou en Tram hei an der Stad wär. Bei der Madame Polfer, déi awer fir hir Gradlinegkeet an hir Korrektheet bekannt ass, kann ech mer net virstellen, datt déi, wat se 1999 hei an der Stad plädéiert huet, wéi schrecklech esou en Tram wär an der Stad, datt déi elo op eemol sollt higoen a soen: „Neen, esou en Tram ass awer dat Bescht, wat mer kënne maachen."

Mir sollen also och higoen, wa mer spueren, Här President, all déi Suen, déi mer nach an de Projet investéieren, just fir no baussen de Leit ze soen: „Hei, den Tram, dee lieft awer nach iergendwéi." Mir sollten direkt ophale mat deem Unfug a keng Gelder méi an Etüde stiechen.

Ech hunn iwwregens eng Question parlementaire gestallt - ech hunn nach keng Äntwert kritt -, fir gewuer ze ginn, wat iwwerhaapt schonn alles an Etüde vum Tram investéiert ginn ass. Et muss schrecklech vill sinn, Här President, well d'Regierung ass elo scho sechs Wochen amgaangen ze rechnen a se huet mer nach ëmmer keng Äntwert ginn.

Duerfir, wéi gesot, Här President, haalt op mat deem Unfug, fir nach weider Gelder an e Projet ze investéieren, wou souguer den Här Lux heibannen net méi dru gleeft, datt en nach eng Kéier sollt realiséiert ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Da solle mer an Investitioune Prioritéite setzen, Här President. Prioritéiten, wat fir eng Projete wierklech noutwendeg sinn hei am Land. Ech hunn elo grad ee genannt, deen net noutwendeg ass, mä et gëtt awer eng Rei vu Projeten, wat Infrastrukture sinn, déi noutwendeg sinn, an d'Regierung soll och do elo emol eng Kéier Fuerf bekennen, wou dann hir Prioritéite sinn.

Wierklech gutt zum Ausdrock, wéi d'Meenung vun der Regierung ass, huet de Fraktiounspresident vun der CSV de Mëtten hei virdemonstréiert, wéi e gesot huet: „Éischtens, ech soen haut näischt; zweetens, ech soe muer och näischt; an drëttens, ech soen dëst Joer näischt." Dat ass wierklech esou gutt dokumentéiert, wéi d'Meenung vun der CSV ass, an et ass och esou, wéi mer hei d'Prioritéiten an dësem Dossier gesinn, well mer hu bis elo nach näischt héiere vun enger CSV oder vun enger Regierung, wéi dann hei déi Prioritéite festgeluecht ginn.

Dann hunn ech schonn d'lescht Woch hei an enger Debatt gesot, datt d'Regierung och soll emol Projeten iwwerkucken. Mir waren hei zu Lëtzebuerg gewinnt, fir ze soen: „Wat kascht de Rescht vun der Welt? Mir hunn et jo." Dat Bescht war grad gutt genuch an et ass nach e bëssen dropgeluecht ginn. Mir mussen och kucken, ob dat, wat mer maachen, ob mer wierklech mussen esou investéieren.

Här President, gëschter hate mer d'Comexbu, d'Kontrollkommissioun, an et war engem Kolleeg vun der CSV opgefall - duerfir sinn ech och dankbar -, datt zum Beispill bei der Nordstrooss opgezielt ass, wat d'Nordstrooss alles kascht. An do gëtt et dann eng Bréck, déi fir d'Wëld ass. Esou eng Wëldbréck. Dat ass jo fein a gutt, mä wann een dann awer weess, Här Schiltz… Wat kascht esou eng Bréck? Wat mengt Der dann?

(Interruption)

Aacht an eng hallef Milliounen Euro! An da kënnt nach 15% Architekt an Ingenieur derbäi, da si mer bei zéng Milliounen. Da kascht déi Bréck 400 Milliounen aler Frang, fir Wëld vun där enger Säit op déi aner Säit ze kréien. A wann et Pech huet, steet do e Jeeër an erschéisst et nach.

(Hilarité)

Jo, mä et muss ee sech dat virstellen! 400 Millioune fir eng Bréck iwwer eng Autobunn ze bauen. Mir laachen driwwer. Mä ass et net verréckt? Ass et net verréckt, mat wat fir enge Moossen hei Geld zur Fënster an deene leschte Jorzéngten erausgeworf ginn ass?

Och do ass d'Geld ze verdéngen. A virun allem, éieren d'Leit op d'Iddi kommen, fir Sozialofbau ze maachen oder fir Steiererhéijungen ze maachen, gitt emol an déi Dossieren do kucken, an da gesitt Der, wéi vill Geld a verschiddene Projeten ze spueren ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech kéim domadder zum Schluss. Ech mengen, opgrond vun deem, wat ech elo alles gesot hunn, verroden ech Iech kee Geheimnis, wann ech soen, datt mer mat Iwwerzeegung géint dëse Budget wäerte stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Als leschte Riedner fir de Mëtteg kënnt elo nach den Här André Hoffmann. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, am räichste Land vun Europa maachen d'Croix-Rouge an d'Caritas sougenannte sozial Épicerien op, fir dass en Deel vun eiser Bevölkerung iwwerhaapt nach kann iwwerliewen. 13, 14% vun eiser Bevölkerung ënnert der Aarmutsgrenz, iwwer 20% vun de Kanner: Dat war bei dëse Budgetsdébaten erstaunlecherweis kaum en Thema, weder am Rapport nach an den Ausféierunge vum Finanzminister.

Den Här Minister huet net d'Fro gestallt, wéi mer ugesiichts vun esou enger Entwécklung dann elo endlech vun uewen no ënne misste verdeelen, mä hien huet d'Fro gestallt, ob a wéi laang nach de Sozialstat ze finanzéiere wär, an enger Sprooch - huet den Här Lux gesot -, déi déif blécke léisst. Kee Kleeschen, keng Kaskoversécherung. Do réckelt Der, Här Minister, awer ganz no un d'Sprooch vun deenen erun, déi léiwer haut wéi muer all sozial Leeschtunge wéilten ofbauen.

Dir hutt ganz treffend festgestallt, dass net jiddwereen déiselwecht Definitioun vum Sozialstat gëtt. Ech hu gelies an enger Zäitschréft vun der Handwierkerfederatioun, wéi op d'mannst een Deel vum Patronat sech de Sozialstat virstellt. Do stoung, e wär dofir do, fir deenen Äermsten an der Nout ze hëllefen.

Wann dat de Sozialstat ass, da si mer 100 Joer zréck. Well deenen Äermsten an der Nout ze hëllefe musse mer dann, wann de Sozialstat seng Aufgab net erfëllt. Da musse mer zu karitative Moossname gräifen. An ech fäerten awer, dass d'Regierung mat hirem berühmte Begréff vun der „selektiver Sozialpolitik" un déi Virstellunge vum Patronat eruréckelt; also sozial Épicerien amplaz Erhéijung vum Mindestloun.

De moderne Sozialstat däerft genau dat net sinn. Et ass - an et soll och esou bleiwen a souguer weider ausgebaut ginn - e komplext Regelwierk, haaptsächlech ronderëm déi lounofhängeg Aarbecht. Universell Rechter fir d'Leit, déi vun hirer Arbecht liewen. An déi Rechter, déi sinn net vum Himmel gefall. Déi sinn an engem jorhonnertelaange Sozialkonflikt géint déi destruktiv Logik vum sougenannte fräie Maart duerchgesat ginn, an och zum gréissten Deel géint d'Patronat.

„Die Gesellschaft schützte sich selbst gegen die einem selbstregulierenden Marktsystem innewohnenden Gefahren. Dies war das bedeutendste Merkmal der Geschichte dieses Zeitalters." - Dat schreift de Wirtschaftshistoriker Karl Polanyi schonn Enn vun de 40er Joren an engem Wierk, wat am Fong geholl nach ëmmer seng Aktualitéit behalen huet.

Déi Protektioun vun der Gesellschaft virun den Auswierkunge vum fräie Maart, déi ass an deene leschte Jorzéngten, dat wësse mer, a Fro gestallt ginn, an dat ass och eng vun den déiwen Ursaache vun der Kris, déi mer am Moment erliewen. Awer weder den éierewäerte Rapporteur nach den Här Minister hunn d'Fro no den déiwen Ursaache vun där Kris gestallt, sondern sech am Fong geholl nëmme mat de Symptomer ausenanergesat. An da stellt ee sech natierlech d'Fro, wéi een dann dorauser Lektioune kann zéien, respektiv wéi een da ka behaapten, Äre Budget wär eng Äntwert op d'Kris, oder Äre Budget wär en Antikrisebudget.

Den Här Lux huet op d'mannst e puer wesentlech Froen hei opgeworf, allerdéngs waarde mer nach op den Test vun der Praxis, an do kommen ech awer nach eng Kéier drop zréck.

Den honorabelen Här Thiel, sidd mer net béis, huet eis zwar eng schéi Bande dessinée gezielt, déi och net falsch war, vun der Entwécklung vun der Kris.

(Interruption)

E puer irresponsabel Zockerten an de Vereenegte Staten, e puer iwwerverschëllte Familljen, e puer ongedeckte Scholdschäiner, a schonns ass d'Weltwirtschaft zesummegebrach.

Wéi gesot, dat ass natierlech jo och net falsch. E puer wesentlech Biller hunn awer an där Geschicht gefeelt: Dass dat Gezocks iwwerhaapt nëmme méiglech war opgrond vun enger wirtschaftsliberaler Politik, iwwerall, an der ganzer Welt, och bei eis, an deene leschte Jorzéngten, an dass déi riseg Geldblos, déi do geplatzt ass, d'Resultat war vun enger enormer Ëmverdeelung vun ënnen no uewen. Ëmmer méi Drock op d'Léin, ëmmer manner Steieren op den décke Revenuen a Verméigen a Benefisser, och bei eis. Enorme Räichtum ganz uewen, deen net produktiv investéiert ginn ass, well net genuch Nofro do war, deen no unanständegen, wierklech unanständege Rendite verlaangt huet; 20, 25% bei engem Wuesstum vun der Wirtschaft vun 2 bis 3%, an domadder natierlech déi real Wirtschaft, wéi och d'Leit, déi schaffen, wéi och d'Natur zum Deel futti gemaach huet.

Also de Stiglitz beispillsweis, deen Der kennt, den Nobelpräisträger, schreift: „Eine robuste und nachhaltige Erholung der Wirtschaft erfordert es, sich zugleich mit dem Grundproblem zu befassen, dem Mangel an gesamtwirtschaftlicher Nachfrage" - dat ass ënnen - „in Folge der globalen Ungleichheit."

Also Lektiounen aus der Kris ze zéien, dat heescht natierlech de fräie Maart nei reguléieren; awer och dovunner hunn ech an dësen Diskussiounen eigentlech net ganz vill héieren. Mä et heescht och, kräfteg vun uewen no ënne verdeelen.

Den Här Minister huet gemengt, mir sollten elo keng Steieren erhéijen, fir nei Recetten ze kréien. En huet vergiess drun ze erënneren - an dat huet den Här Bausch awer schonn hei ervirgehuewen -, dass mir an deene leschte Jorzéngte quasi obsessionell d'Steiere gesenkt hunn, an zwar grad op deenen décke Revenuen, Verméigen a Benefisser.

De Spëtzesteiersaz ass vun iwwer 50% op 38% erofgaangen. Domadder leie mer ënner alle vergläichbare Länner an der Europäescher Unioun: d'Verméigenssteier ofgeschaaft an d'Besteierung vu de Benefisser vum Kapital drastesch erofgesat. Also déi Räich méi räich, an d'Finanzblos méi déck.

An da seet den Här Schiltz: Dat däerfe mer awer net réckgängeg maachen. An der Situatioun, wou ee Lektiounen aus der Kris soll zéien, mat engem Postulat dohinner ze kommen, mir däerften näischt änneren un där Politik vun deene leschte Jorzéngten, ass fir mech ganz einfach schier onverständlech.

Den Här Minister huet gesot, mir däerften déi Steieren net erhéijen - dat huet den Här Schiltz och gesot -, well soss keng Betriber méi op Lëtzebuerg kéimen. Mä wat heescht dat? Dat heescht, de Standuertkrich mam Steiersystem. Dat schaaft keng eenzeg Aarbechtsplaz. Dat féiert just derzou, dass Aarbechtsplaze verlagert ginn. Dat ass deen een Effet.

An deen aneren Effet ass deen, dass déi Konkurrenz déi sozial Ëmverdeelungsfunktioun vun de Steieren ëmmer méi ënnerhielecht, dat heescht d'Mëttele vun der öffentlecher Hand erofschrauft, d'Investitiounen - déi öffentlech - méi schwéier mécht an domadder och Aarbechtsplazen a Gefor bréngt.

Den Här Minister sot an engem Interview - dat ass awer, mengen ech, schonn zwee Joer hier -: „La concurrence fiscale est quelque chose de sain,…" - sain: s-a-i-n; gesond - „…car elle évite que les impôts ne soient harmonisés vers le haut." An ech muss Iech soen, ech si genau der géigendeeleger Meenung. Ech sinn der Meenung, dass mer aus deem Steierdumping mussen erauskommen an dass mer just eng Harmoniséierung vun de Steieren op den décke Revenuen, Verméigen a Benefisser no uewe missten ustriewen, op d'mannst am Kader vun der Europäescher Unioun. An dat ass och méiglech.

Ech däerf Iech och drun erënneren, dass de Roosevelt, dat war jo kee Lénksextremist, am Kader vum „New Deal" de Spëtzesteiersaz op deenen héije Revenuen op 90% eropgesat huet. An Amerika, an de Vereenegte Staten, war iwwregens dee Spëtzesteiersaz bis de Reagan koum nach ëm déi 80%; also am Land vun der wierklech - kënnt ee jo bal soen - absolut fräier Maartwirtschaft, bis dass dann eng aner Steierpolitik weltwäit gemaach ginn ass, och bei eis, mat deene Konsequenzen, déi mer entre-temps kennen.

Den Här Minister huet gemengt, mir missten am Konsens an ouni Klassekampf aus der Kris erauskommen. Ech gebrauchen dee Begréff „Klassekampf" och net méi gär. Ech froen Iech just: Wat ass dat da bei Villeroy & Boch? Ass dat net de Klassekampf, an zwar de Klassekampf vun uewen?

Den Här Minister huet gemengt, mir misste solidaresch si mat deenen, déi hir Aarbecht verléieren - also zum Beispill déi bei Villeroy & Boch -, wéi wann dat en Naturgesetz wär. Mir huelen hei mat Bedaueren, awer a voller Passivitéit zur Kenntnis, dass e Patronat - et ass natierlech en extreemt Beispill, awer signifikativ -, dat sech wéi Feudalhäre behëlt a jo och nach den Adelstitel dréit, d'ganz Belegschaft op d'Strooss setzt, fir säi Geschier an Asien ze produzéieren, fir et dann heihinner ze exportéieren. Sozial an ekologesch néfaste, awer natierlech gutt fir d'Revenuë vun den Aktionären.

Wéi wär et dann, wa mer endlech eis géifen Instrumenter ginn um nationale wéi um europäesche Plang, fir esou eng Patronatspolitik ze ënnerbannen? A wéi wär et dann, wann de Stat mat Steiererhéijungen op de Benefisser, déi net investéiert ginn, öffentlech Investitiounsprogrammer mat neien Aarbechtsplaze géif finanzéieren? Zum Beispill am soziale Wunnengsbau, an enger alternativer Energiepolitik oder an den Ausbau vun den öffentleche Servicer.

A wéi wär et dann, wann och d'Reserve vun der Pensiounskeess géifen investéiert ginn an déi regional Entwécklung mat neien Aarbechtsplazen, amplaz dass se an Aktien iwwert d'ganz Welt verspreet ginn an domadder eigentlech an de spekulative Circuit kommen?

Da sinn ech beim Här Lux, well ech hu mat groussem Intérêt gelauschtert, wat e gesot huet. An ech kann och e ganzen Deel vu sengen Aussoen op d'mannst mat enger Hand ënnerschreiwen. Ech hu mech awer gefrot, wéi ech em nogelauschtert hunn, ob d'Sozialistesch Partei net awer un enger liichter Form vu Schizophrenie géif leiden. Well an deene puer Wochen, zënter dass dës Chamber taagt, huet den Hunn dräimol gekréit mindestens, huet d'LSAP mindestens dräi Geleeënheeten net verpasst, fir deem, wat den Här Lux eigentlech hei gesot huet, ze widderspriechen.

Beim Emploi Jeunes hu se prekär Aarbechtsplazen ausgebaut amplaz ofzebauen, plus onverständlech Cadeauen un d'Entreprisen; iwwregens muss een esou soen och un net kommerziell Entreprisen. Bei der Privatiséierung vun den Energienetzer hat d'LSAP och kee Problem, an och kee Problem mat der Auslagerung

vum öffentleche Personal. An, also nach eng Kéier, wat d'Pensiounskeesereserve betrëfft, hu se och kee Problem dermat, déi an d'ganz Welt ze schécken.

An ech weess net… Also, den Dossier - ech soen Iech et -, wou opgezielt ass, a wéi eng Entreprisen dass déi Aktië ginn, deen ass 100 Säiten déck. An op all Säit stinn 20 Entreprisen. Dat geet vun Nestlé bis bei iergendeng Firma a Südafrika. An et ass selbstverständlech, dass dat a Wierklechkeet also e Spekulatiounsgeschäft ass.

Also, Här President, Schlussfolgerung. Amplaz sozial Épicerië méi Sozialstat, méi Rechter fir déi Leit, déi vun hirer Aarbecht liewen, a méi Steiergerechtegkeet. Dir hutt och erausfonnt, dass ech ënnert deene Prémissen natierlech Äre Budget net ka stëmmen.

M. le Président.- Sou! Ech soen dann nach dem Här Hoffmann Merci. Domadder wäre mer fir den Owend um Enn vun eise Budgetsdiskussiounen.

Dir Dammen an Dir Häre, muer de Moien um néng Auer fiert d'Chamber mat de Budgetsdebatte virun.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.19 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire de la séance publique N°12

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 141

Ordre du jour page 141

6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)

- Discussion générale pages 141-158

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng ***um Kanal S40 / 455.25 Mhz***
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°5** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2e Session extraordinaire 2009		
0122	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0123	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0124	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0125	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0126	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0127	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0128	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0129	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
Session ordinaire 2009-2010		
0341 urgente	Camille Gira	Date limite de la consultation publique de l'avant-projet du plan national pour un développement durable

2e Session extraordinaire 2009

Question 0122 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'informations pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Me référant à la question parlementaire de Monsieur le Député Gast Gibéryen au sujet de la liste mentionnant le coût des campagnes d'informations organisées par le Ministère d'État en 2008 et au 1er semestre 2009, j'ai l'honneur de fournir les précisions suivantes:

- Campagne de promotion des Journées nationales de l'Emploi

Réalisation d'un spot de radio: 704,95 €

Diffusion sur DNR: 4.140,00 €

Diffusion sur RTL Radio: 10.631,15 €

Diffusion sur Eldoradio: 3.739,74 €

- Mise en place du guichet unique virtuel

Étude de plusieurs prestataires en vue de l'élaboration d'une identité visuelle pour le guichet unique virtuel:	4.600,00 €
Conception d'une identité visuelle pour la gouvernance électronique et une identité visuelle pour le guichet unique:	22.988,50 €
Réalisation de photos pour le guichet unique virtuel:	3.220,00 €
Diffusion d'un spot sur RTL Radio:	20.468,88 €
Diffusion d'un spot sur RTLNET et RTL Télé Lëtzebuerg:	34.738,05 €
Diffusion d'un spot sur Eldoradio:	3.953,74 €
Diffusion d'un spot cinéma:	11.093,60 €
Diffusion d'un spot sur radio DNR:	4.855,55 €
Annonce au sujet du guichet unique dans le programme de la radio 100,7:	1.012,00 €

- Réalisation d'un DVD au sujet du Luxembourg multiculturel: 19.999,65 €

- Réalisation d'un film en vue de la promotion d e l'image de marque du Luxembourg à l'étranger

Élaboration conceptuelle d'un projet audiovisuel: 22.712,50 €

Réalisation d'un film de promotion multisectoriel du Grand-Duché de Luxembourg: 34.500,00 €

Les frais liés à la mise en œuvre des campagnes d'informations émargées s'élèvent dès lors au total à 203.358,31 €, dont 92.736,49 € pour l'année 2008 et 110.621,82 € pour le 1er semestre 2009.

Question 0123 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'informations pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

En réponse à la question de l'honorable Député, j'ai l'honneur de l'informer que les campagnes d'information lancées par mon Ministère visent à informer l'opinion publique luxembourgeoise sur les principales questions d'actualité de l'Union Européenne. Les diverses campagnes et actions concrètes sont, en règle générale, mises en œuvre à travers europaforum.lu, créé suite au Conseil européen de juin 2005, dans le cadre de la période de réflexion que ce dernier avait résolu 0de consacrer à l'avenir de l'Union européenne. Il a été décidé qu'europaforum.lu continuerait à promouvoir le dialogue avec le citoyen luxembourgeois sur l'avenir de l'Europe au-delà de la période de réflexion.

Le volet «information» est assuré par le site Internet www.europaforum.lu. Pour ce qui est de l'impact auprès du public, force est de constater qu'en termes de fréquentations, le site a dépassé les pronostics les plus optimistes. Il a compté 260.000 visiteurs entre novembre 2008 et octobre 2009, presque le double de l'exercice précédent. Les visiteurs ont consulté quelque 1.050.000 pages, également le double de l'année précédente.

Au titre du volet «sensibilisation», europafoprum.lu a organisé ou coorganisé entre autres les actions concrètes suivantes en 2008 et au premier semestre de 2009:

- En 2008, une brochure d'information sur le traité de Lisbonne a été rédigée par les collaborateurs d'europaforum.lu, puis éditée avec le concours du Service Information et Presse du Gouvernement. Cette dernière a été imprimée et diffusée en 70.000 exemplaires et en quatre langues, avec le soutien de la Commission européenne. Elle a été distribuée dans les communes, les lycées, les administrations publiques, à la Foire internationale et sur demande.

- En partenariat avec le Syvicol, des réunions régionales ont été organisées en 2008 à Steinfort, Dudelange, Marnach et Born avec les communes luxembourgeoises pour les sensibiliser aux opportunités offertes par les programmes européens FEDER, Interreg, FEADER, LEADER et FSE. Plusieurs centaines de responsables ont participé à ces réunions, animées par le Ministère de l'Agriculture, le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, le Ministère du Travail et de l'Emploi et mon propre Ministère.

- Plusieurs débats sur des sujets européens ont été organisés en 2008, notamment au Lycée Michel Lucius (Luxembourg), au Lycée technique Nic Biever (Dudelange) et au Lycée du Nord (Wiltz), avec la participation de personnalités politiques et issues de la société civile.

- En 2008, europaforum.lu a coorganisé un mini-festival du film européen «Europe behind the facade» à la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg, avec le concours du Media Desk Luxembourg et du Service Information et Presse du Gouvernement.

- Le 9 mai 2008 et le 9 mai 2009, europaforum.lu a coorganisé avec la Commission européenne et le Parlement européen la Fête de l'Europe à Luxembourg.

- En 2009, europaforum.lu a été un des partenaires de la campagne de sensibilisation pour l'inscription des ressortissants de l'UE sur les listes électorales.

- Europaforum.lu a participé à la soirée électorale organisée par RTL le 7 juin 2009 pour suivre les élections européennes et renforcer leur visibilité auprès des citoyens luxembourgeois, dans le cadre d'un stand commun avec la Commission européenne et le bureau d'information du Parlement européen.

- Dans le cadre de son partenariat avec le programme «Gouvernance européenne» de l'Université de Luxembourg, europaforum.lu a participé à l'organisation en mars 2009 de la conférence nationale pour le Luxembourg de la «Consultation européenne des citoyens» à Canach.

- En mai 2009, une table-ronde avec des étudiants de l'Université de Maastricht a été organisée en la présence du Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.

- Au cours du premier semestre de 2009, europaforum.lu a enfin organisé à l'Athénée de Luxembourg une conférence sur la Déclaration universelle les droits de l'Homme dans un contexte européen tenue par Monsieur Stéphane Hessel, un des corédacteurs de cette dernière. Environ deux cents élèves y ont assisté. Dans le même contexte, un déjeuner-débat fut organisé avec des ONG luxembourgeoises actives dans le domaine des droits de l'Homme avec la participation de Monsieur Hessel et du Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.

Le coût des diverses actions de sensibilisation à l'Union Européenne organisées ou coorganisées en 2008 par europaforum.lu pour le compte de mon Ministère fut de 37.105,69 €.

Le coût total des actions entreprises au premier trimestre de 2009 s'est élevé à 32.245 €. Cette augmentation par rapport à l'exercice précédent s'explique par la décision du Gouvernement, prise en conseil du 28 novembre 2008, chargeant le Ministère des Affaires étrangères d'organiser les travaux en vue de créer, dans le cadre de la célébration du 25e anniversaire de la signature des accords de Schengen en juin 2010, une exposition permanente sur ces accords au Centre européen d'information de Schengen. Cette exposition fait partie des actions d'information et de sensibilisation de l'opinion publique relatives à l'Union européenne.

Question 0124 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau

de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2010) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Suite à la demande exprimée par l'honorable Député, j'ai l'honneur de lui fournir ci-après une liste des campagnes d'information respectivement financées et cofinancées par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et qui ont été lancées en 2008 ainsi qu'au premier semestre 2009.

Campagne (titre et/ou slogan):

Promotion des marques nationales (article 19.0.12.140)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Annonces presse écrite: 18.596,54 €
- Spots radio:
- SpotsTV:
- Spots cinéma:
- Affiches:
- Dépliants/brochures:
- Internet (création d'un site dans le cadre de la campagne, réalisation de banners):
- Foires, stands: 63.262,32 €
- Cadeaux publicitaires, gadgets:
- Film, DVD:

Total des coûts: 81.858,86 €

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Pas d'évaluation proprement dite.

Développement rural: frais de publicité, de sensibilisation et d'information
(article 19.0.12.146)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Annonces presse écrite:
- Spots radio:
- Spots TV:
- Spots cinéma:
- Affiches:
- Dépliants/ brochures: 1.220,00 €
- Internet (création d'un site dans le cadre de la campagne, réalisation de banners):
- Foires, stands:
- Cadeaux publicitaires, gadgets:
- Film, DVD:

Total des coûts: 1.220,00 €

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Pas d'évaluation proprement dite.

Frais de publicité dans l'intérêt des produits laitiers, de la viande de porc, des salaisons fumées, de la viande de veau, de la viande bovine et participation à des expositions et manifestations (article 19.2.12.140)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Annonces presse écrite: 1.000,000 €
- Spots radio:
- Spots TV:
- Spots cinéma:
- Affiches:
- Dépliants/brochures:
- Internet (création d'un site dans le cadre de la campagne, réalisation de banners):
- Foires, stands:
- Cadeaux publicitaires, gadgets:
- Film, DVD:

Total des coûts: 1.000,00 €

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Pas d'évaluation proprement dite.

Frais de publicité de sensibilisation et d'information; dépenses diverses (article 19.4.12.140)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Annonces presse écrite:
- Spots radio:
- Spots TV:
- Spots cinéma:
- Affiches: 1228,20 € (panneaux Foire agricole Ettelbruck)
- Dépliants/brochures:
- Internet (création d'un site dans le cadre de la campagne, réalisation de banners):
- Foires, stands:
- Cadeaux publicitaires, gadgets:
- Film, DVD:

Total des coûts: 1.228,20 €

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Pas d'évaluation proprement dite.

Frais de publicité, de sensibilisation et d'Information; dépenses diverses (19.7.12.140)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Annonces presse écrite:
- Spots radio:
- Spots TV:
- Spots cinéma:
- Affiches:
- Dépliants/brochures: 10.985,10 €
- Internet (création d'un site dans le cadre de la campagne, réalisation de banners):
- Foires, stands: 30.665,65 €
- Cadeaux publicitaires, gadgets:
- Film, DVD: 943,00 €

Total des coûts: 42.693,76 €

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Pas d'évaluation proprement dite.

Q58

Question 0125 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Madame le Ministre peut-elle fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

Le département des classes moyennes du Ministère des Classes moyennes et du Tourisme organise régulièrement des campagnes d'information sur les instruments dont il dispose pour œuvrer en faveur des PME. Ces campagnes, notamment des «road-shows» sont gratuites et le coût se limite aux frais de personnel des fonctionnaires impliqués.

Le Ministère des Classes moyennes et du Tourisme est cependant à l'origine de plusieurs campagnes de promotion qui visent la promotion du Luxembourg en tant que destination touristique et comme pôle du commerce de la Grande Région.

La campagne de promotion du Luxembourg comme pôle de commerce de la Grande Région est lancée à travers la clc (Confédération luxembourgeoise du commerce). La contribution étatique à ce programme est imputée à l'article 21.0.33.000 du budget des recettes et des dépenses de l'État.

L'évaluation d'impact de ce programme se fait régulièrement par le biais de sondages auprès des consommateurs.

Les résultats de ces sondages montrent que les campagnes de promotion ont un effet positif sur le nombre de consommateurs achetant des produits au Luxembourg.

Pour ce qui est des campagnes d'information et de promotion touristiques, c'est en principe l'Office National du Tourisme qui est l'organe en charge de la promotion touristique nationale. Les interventions du Ministère du Tourisme en matière de communication visuelle ou audiovisuelle ne sauraient dès lors revêtir un caractère limité et ponctuel.

Les frais pour ces actions de sensibilisation sont à imputer à l'article 21.1.12.140. Les montants des crédits s'élèvent à 240.000 € pour l'année budgétaire 2008 et à 280.000 € pour 2009.

Projet initiés en 2008:

«The Parliament Magazine's»: insertion dans le magazine du Parlement européen

«ADAC Tourenkarte»: réalisation d'une carte routière

«Fortis Championships»: package promotionnel dans le cadre de ce tournoi de prestige

«Touristik - und Heimatwettbewerb»: organisé par l'ADAC Sarre

«Wandermagazin»: tiré à part sur les randonnées au Luxembourg

«Travel Magazine»: série de cinq insertions en 2008, à l'attention des agents de voyages belges

«MIM - meeting incentive media»: tiré à part sur le tourisme de congrès au Luxembourg

«voyages en écologie»: insertion dans le programme d'un tour-opérateur écologique français

«scncf-voyages.com»: campagne internet pendant un mois, promotion du TGV-Est

«circuit FraBeLux»: sur le marché japonais, en collaboration avec l'Office de Tourisme de la France et de la Belgique

Projet initiés en 2009 (1er semestre):

«ADAC Motoclassics»

«BGL Luxembourg Open»: package romotionnel dans le cadre du tournoi de tennis

«Colophon 2009 - International Magazine Symposium»: package promotionnel dans le cadre de l'événement

«The Parliament Magazine's»: insertion dans le magazine du Parlement européen

«Bradt Travel Guide»: sponsoring d'un guide de voyage consacré au Luxembourg

«circuit FraBeLux»: commercialisation du produit auprès de tour-opérateurs japonais

En 2008, le Grand-Duché de Luxembourg a participé à 12 foires grand public et a 4 salons professionnels. L'enveloppe budgétaire globale pour l'organisation de ces participations s'élevait à 650.000 €.

En 2009, une présence sera assurée à 11 foires (ainsi qu'à l'exposition mondiale à Shanghai) et 4 salons, pour un coût total de 690.000 €.

L'impact d'actions ou de campagnes de promotion, qui ne sont pas liées à la commercialisation directe d'un produit, est difficile à déterminer. Toutefois, pour ce qui est du choix des salons et foires auxquels le Grand-Duché de Luxembourg participe, celui-ci repose sur la volonté exprimée des partenaires privés qui nous accompagnent. Le Ministère se rallie ainsi à l'avis des professionnels du tourisme luxembourgeois.

Question 0126 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Madame le Ministre peut-elle fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (24.12.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

En réponse à la question parlementaire N°126 de M. le Député Gast Gibéryen concernant les campagnes d'information du Ministère et de ses administrations, j'ai l'honneur d'apporter les informations suivantes:

D'ordre général, il y a lieu de signaler que, à l'opposé de ce qui se fait souvent à l'étranger, le Ministère de la Culture lui-même n'organise pas de campagnes d'informations au sens généralement accepté du terme. Certaines actions de promotion ou de publicité sont néanmoins évidentes notamment pour les expositions, qui sont le propre de toute action d'un ministère de la Culture et de ses administrations.

1) Le tableau *infra* renseigne sur les différentes actions entreprises ainsi que sur leur coût:

2) Les réponses aux autres questions sont données dans l'ordre du tableau quantitatif:

2.0. Ministère:

Le Ministère a fait faire des panneaux pour différents stands (au MIDEM et aux salons du Livre) au montant de 1.700,56 €. Les frais de stand pour la participation du Luxembourg à la Popkomm à Berlin et au MIDEM se sont élevés à 46.309,75. Le calendrier pour annoncer les tournées du Bicherbus a coûté 1.357,76 €.

2.1. Musée national d'Histoire et d'Art (MNHA)

Le Musée national d'histoire et d'art publie un dépliant paraissant six fois par an (23.000 exemplaires), bilingue (français-allemand), sept volets (en moyenne), annonçant les expositions temporaires, les visites guidées et les ateliers pour enfants; 19.000 exemplaires en sont distribués par une société dans les hôtels, restaurants, cinémas, institutions culturelles…) au Grand-Duché de Luxembourg et dans la Grande Région (Lorraine, Luxembourg belge, Trèves et Sarrebruck).

En outre, chaque exposition temporaire est annoncée par une campagne publicitaire diversifiée: affiches (colonnes Morris, gares, lycées), annonces dans la presse écrite, dépliants envoyés dans les établissements d'enseignement postprimaire. Les chiffres repris ci-avant dans la statistique se rapportent aux campagnes publicitaires des sept expositions temporaires de 2008 et 2009 pris ensemble.

Une annonce publicitaire à caractère plus général (collections permanentes du musée) se fait sur les plans de la ville de Luxembourg, dans des agendas pour jeunes, etc. et dans le dépliant «museumsmile» des stater Muséeën (distribution par les canaux officiels du Ministère des Affaires étrangères: ambassades, consulats, représentations touristiques à l'étranger…).

En ce qui concerne l'impact des différentes actions énumérées, le MNHA ne dispose pas d'évaluation externe précise. Il constate cependant une augmentation continue du nombre de visiteurs et de participants aux activités proposés (ateliers, conférences publiques etc.).

2.2. Bibliothèque nationale de Luxembourg (BnL)

1) Il n'y a pas eu de «campagne publicitaire» au sens où l'entendent les spécialistes de la communication: une campagne ciblée, d'une certaine durée et se composant de plusieurs types d'action.

2) Évaluation:

L'effet des moyens engagés peut être mesuré par la fréquentation de la BnL: or, le nombre des entrées à la BnL a augmenté en 2008 et (prévisiblement) en 2009,

- malgré l'ouverture de la nouvelle et excellente Bibliothèque municipale de la Ville de Luxembourg dont le public a augmenté de manière explosive et qui a reçu de la Ville de Luxembourg des moyens supplémentaires importants pour allonger ses heures d'ouverture et pour organiser des campagnes de promotion en bonne et due forme,

- malgré le développement des services des bibliothèques de l'Université ayant également reçu des moyens supplémentaires très importants en personnel contrairement à la Bibliothèque nationale.

Outre les entrées physiques à la BnL, la consultation à distance des contenus numériques offerts par la BnL est aussi en forte progression.

Un consensus international existe sur la nécessité de rendre les bibliothèques davantage «users-oriented» et d'aider les usagers à découvrir et à utiliser l'énorme volume de documents et informations qui est désormais à leur disposition. Au Luxembourg nous constatons que beaucoup trop de gens, y compris des usagers classiques de la BnL, ne connaissent pas, ou peu, respectivement sous-estiment l'énorme potentiel des contenus numériques. Pour y pallier, il est vrai qu'il faudrait faire des campagnes systématiques avec matériel didactique, séances d'information, de perfectionnement etc.

2.3. Archives nationales du Luxembourg (ANLux)

Affiches

Des affiches et des dépliants ont été imprimés pour les deux expositions qui avaient lieu en 2009 aux Archives Nationales, à savoir celle sur le Codex Mariendalensis et le patrimoine écrit d'Ansembourg organisée en collaboration avec la BnL, ainsi que celle commémorant le cinquantenaire du statut de la Bibliothèque nationale et des ANLux.

Brochures

- Participation à la brochure pour le mois européen de la photo. À cette occasion les ANLux ont présenté une exposition de photographies de Joseph Tomassini (avril 2009).

- Réalisation d'un dépliant et d'une fiche d'information comportant des informations générales sur les Archives nationales. Ces documents sont envoyés aux nouveaux lecteurs avec leur carte de lecture et sont à disposition à la réception des ANLux.

Foires

Participation à la Journée Nationale de Généalogie, organisée un Cercle Culturel et Historique en collaboration avec divers autres groupements de généalogistes. Plusieurs centaines de personnes ont visité les stands, dont celui des Archives nationales pour demander des informations sur la manière dont il faut procéder pour l'établissement d'un arbre généalogique ou pour demander de l'aide concernant des problèmes survenus lors de recherches.

Cadeaux, gadgets

Distribution exceptionnelle de roses aux visiteurs lors de la porte ouverte organisée à l'occasion de la journée du livre.

Films, CD-Rom

Sans que cet outil ne puisse être qualifié de campagne d'information, l'on peut mentionner pour être complet que les ANLux ont élaboré un outil multimédia avec une présentation générale des Archives et un guide du lecteur mis en ligne sur le site Internet des Archives nationales. Le guide explique aux lecteurs les démarches à suivre lors d'une première visite aux ANLux (explication de termes comme carte de lecteur, demande en consultation, demande de reproduction, levées des documents, inventaires des fonds, heures d'ouverture, plan d'accès etc.). Cet outil multimédia sert également d'appui lors des visites guidées, organisées régulièrement aux Archives nationales, aussi bien pour des groupes de jeunes que pour des adultes. Il permet aux néophytes d'avoir une meilleure compréhension de l'histoire, du fonctionnement et de la structure interne des Archives nationales.

Il remplit par ailleurs une mission pédagogique dans le sens où il peut servir aux professeurs d'histoire de support pour expliquer aux élèves où et comment sont conservés les sources de l'histoire luxembourgeoise. Il pourra encore servir aux étudiants d'université dans leur formation en tant que futurs chercheurs.

2.4. Centre national de l'Audiovisuel (CNA):

Les campagnes d'information et de publicité du CNA en 2008 et 2009 se sont appuyées essentiellement sur des annonces dans la presse écrite, des affiches et la diffusion de dépliants.

Ces campagnes ont été ciblées soit sur une manifestation précise comme une exposition ou plus généralement sur une activité comme la programmation des cinémas, la présentation de nouveaux produits du réseau Films made in Luxembourg, des stages ou d'autres activités spécifiques comme par exemple les ciné-goûters ou les ciné-conférences.

L'impact de ces actions promotionnelles ne peut être chiffré, mais mesuré comme suit:

- Pour les cinémas et les expositions: le nombre de visiteurs est en constante progression en salles et en expositions.

- Pour le réseau Films made in Luxembourg: les ventes sont en lente progression.

- Pour les stages, les inscriptions sont devenues régulières après leur reprise.

- Pour les autres manifestations, comme la participation au festival du film documentaire ou celui de Villerupt, le mouvement des visiteurs ne se distingue guère de celui dans les autres lieux: un public cible intéressé et dont le nombre varie avec la thématique.

2.5. Centre national de Littérature (CNL):

1. Annonce dans le supplément «recherche» de l'hebdomadaire luxembourgeois «Lëtzebuerger Land» le 17/10/08

L'annonce fait partie d'une campagne de sensibilisation à moyen et long terme. Cf. dépliants «Présentation CNL» et dépliants «Publications CNL».

2. Promotion de l'exposition «Golo Mann: Geschichte und Geschichten» qui a eu lieu au CNL du 28/02-25/04/08.

3. Promotion de l'exposition «Pierre Buraglio» qui a eu lieu au CNL du 01/10-19/12/08

4. Promotion de la soirée d'hommage «Regard sur regard - José Ensch 1942-2008» qui a eu lieu au CNL le 5 juin 2008.

5. Dépliants «Publications CNL» informant sur les publications du CNL

Il s'agit d'une campagne de sensibilisation et d'information à moyen et à long terme. Les dépliants sont distribués lors de toutes les manifestations au sein de la Maison Servais (siège du Centre de Littérature), ainsi que lors de manifestations en collaboration avec d'autres acteurs culturels au Luxembourg et en Europe (foires aux livres, partenaires européens - archives et maisons de littérature).

Augmentation nette de la vente de publications, qui sont le fruit de recherches scientifiques conformément à la mission du CNL, au Luxembourg ainsi qu'à l'étranger.

6. Dépliants «Présentation CNL» informant sur les activités du CNL

Il s'agit là encore d'une campagne de sensibilisation et d'information à moyen et à long terme, et ces dépliants-ci sont distribués à l'instar des autres dépliants du CNL.

Le CNL a connu une augmentation du nombre de visiteurs, inscrits dans nos fichiers d'adresses (newsletter, liste d'invités - environ 149 nouvelles inscriptions).

Le CNL, ainsi que ses manifestations, ont bénéficié d'une bonne couverture médiatique (presse nationale, radio, télévision - plus de 230 articles et émissions).

2.6. Musée national d'Histoire naturelle «Naturmusée» (MNHN)

Expositions temporaires au «natur musée» (Nature sans frontières, Tiefgekühlt, Coquilles coquines), activités éducatives et de loisir organisées par le service éducatif du musée.

Outils d'évaluation utilisés: statistiques des entrées au «natur musée» et des participations aux activités du service éducatif dont celles organisées par le Panda-Club et le Science-Club.

Résultats de l'évaluation: Si les annonces dans la presse écrite se répartissent à intervalles réguliers afin d'assurer une présence continue dans l'esprit du consommateur culturel qui a à choisir parmi une masse croissante de manifestations culturelles et de loisirs, les campagnes d'affichage et de radio se concentrent avant tout autour et pendant les vacances scolaires sachant qu'elles y atteignent sensiblement le plus grand nombre de notre public de famille.

Les brochures et programmes du service éducatif (programme annuel des visites guidées pour classes et groupes au «natur musée», 5x par an Panda-News, 5x Science-News, 4x Panewippchen) sont destinés en premier lieu aux membres inscrits dans les fichiers d'adresses respectives et assurent ainsi une fidélisation de la clientèle. La pertinence des brochures est réelle étant donné que la très grande majorité des inscriptions (plus de 6000 individuels par an aux activités des deux clubs, plus de 2.000 aux activités pour classes au «natur musée») se font dans les quelques jours suivant l'envoi des brochures d'information.

Question 0127 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

I. Département de l'environnement:

En matière de changements climatiques, le montant global des dépenses encourues s'élève à 1.600.000.- € arrondi, réparti sur les campagnes suivantes:

- Campagne «Think climate, act clever», lancée le 15/10/07, s'est poursuivie jusqu'au mois de juillet 2008 (campagne de sensibilisation aux mesures d'économies d'énergie) et brochure spécifique pour les régimes d'aides pour les économies d'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans le domaine du logement (début 2008) – Cette campagne ainsi que la brochure ont engendré des coûts à hauteur de € 300.467.-. Les frais comprennent la diffusion des annonces et spots à l'échelle nationale, la conception de la campagne et de la brochure.

La répartition des frais se fait comme suit

Conception	23.800.-
Presse quotidienne	129.230.-
Presse audiovisuelle	113.860.-
Brochure etc.	33.577.-

- Campagne «Car-e», lancée au préalable du festival automobile 2008, a été ciblée sur le marché automobile luxembourgeois avec une campagne publicitaire conçue à cet effet. Elle a engendré des coûts à hauteur de € 418.000.-.

La répartition des frais se fait comme suit

Conception	18.940.-
Presse quotidienne	169.095.-
Presse audiovisuelle	133.850.-
Divers (flyers, gadgets, etc.)	96.115.-

- Campagne d'information et de sensibilisation aux mesures d'économie d'énergie et à l'utilisation des énergies renouvelables dans le domaine du logement relancée en novembre 2008 sous la désignation de «Prime House». Cette campagne a engendré des coûts de l'ordre de 248.127 €. Une brochure a été envoyée à tous les ménages.

Conception	49.965.-
Presse quotidienne	77.540.-
Presse audiovisuelle	73.000.-
Brochure	47.622.-

- Campagne Prime cool: aides financières pour la promotion des appareils électroménagers réfrigérants à basse consommation d'énergie (A++) (janvier 09) - Cette campagne a engendré des coûts à hauteur de € 206.000.-. Les frais comprennent la diffusion des annonces et spots à l'échelle nationale et la conception de la campagne.

La répartition des frais se fait comme suit

Conception	50.000.-
Presse quotidienne	70.000.-
Presse audiovisuelle	86.000.-

- Au préalable festival automobile 2009, relance campagne Prime CAR-e + nouvelle Prime CAR-e plus. Cette campagne a engendré des coûts à hauteur de € 225.900.-. Les frais comprennent la diffusion des annonces et spots à l'échelle nationale et la conception de la campagne.

La répartition des frais se fait comme suit

Conception	50.500.-
Presse quotidienne	71.500.-
Presse audiovisuelle	103.900.-

Au niveau de la protection de la nature, il y a lieu de soulever

- la campagne biodiv qui a coûté en 2008 138.030 €; ledit montant inclut la conception de la brochure «Natur, Lust auf Leben» ainsi que la production et la diffusion de spots publicitaires, diffusés sur les ondes hertziennes, insérés dans la presse écrite ainsi que dans les cinémas, et ceci dans le cadre de la journée mondiale de la biodiversité. Une telle opération a eu également lieu cette année.

La répartition des frais se fait comme suit

Conception	23.200.-
Presse écrite	7.000.-
Presse audiovisuelle	100.200.-
Web	7.630.-

Par ailleurs, le département est présent sur l'Oekofoire avec un stand propre respectivement en collaboration avec d'autres ministères et départements. Le coût de l'opération s'élève à 16.316.- (y compris location et conception du stand et publication de brochures spécifiques).

Le département était également présent à la Foire d'automne 2008, opération conjointe avec l'agence de l'énergie et le Ministère des Transports (coûts 11.500.- € part département de l'Environnement).

L'action de sensibilisation «Klimaquiz» a été réalisée par le département de l'Environnement en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le Musée national d'histoire naturelle et l'Action Solidarité Tiers Monde (ASTM). Son objectif, outre la sensibilisation des enfants au phénomène du changement climatique, consiste à donner aux enfants des informations justes ainsi qu'à leur indiquer les moyens qui leur permettront de faire face aux changements sociétaux que ce phénomène implique et impliquera dans le futur. Les frais s'élèvent à 9.530 €.

II. Département de l'aménagement du territoire:

Les campagnes d'information du Département de l'aménagement du territoire se déroulent sous trois formes:

- La présence aux foires, en 2008 la Foire du Logement
- L'édition de brochures
- La présence sur différents sites Internet

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Les frais y consacrés s'élèvent en 2008 et 2009 aux sommes suivantes:

Sujet	Montant
Campagnes d'information réalisées par le DATer - 2008	
Enregistrement noms de domaine Internet	200,00 €
Total - Internet:	200,00 €
Brochure «Regionalen Ort Halde Schifflingen»	3.500,00 €
Brochure «Nordstad - Masterplan»	7.118,50 €
Total - Brochures:	10.618,50 €
Semaine de logement 2008: location stand	5.538,40 €
Semaine de logement 2008: fixation et mat. divers	552,00 €
Semaine de logement 2008: fixation et mat. divers	153,41 €
Total - Foires:	6.243,81 €
Total 2008:	17.062,31 €
Campagnes d'information réalisées par le DATer - 1er semestre 2009	
Enregistrement noms de domaine Internet	160,00 €
Total - Internet:	160,00 €
Traductions en français de brochures ESPON	1.725,00 €
Total - Brochures:	1.725,00 €
Total 2009 - 1er semestre:	1.885,00 €

III. Département des transports:

Campagnes d'information	dépenses (en €)	média
«Le respect, la meilleure des conduites», appel au civisme en matière de sécurité routière (avril 2008)	107.711,51	télévision, radio, presse, internet, streetmarketing, affichage
«Let it Roll», sécurité des motocyclistes (juin 2008)	2.240,20	internet, journée d'information, dépliant
Semaine de la mobilité 2008	3.373,10	internet, conférences
Oeko-Foire 2008, présentation du projet du tram	58.453,68	participation au stand
«Cool fueren, Sprit spueren», présentation des principes à la base de la conduite écologique (octobre 2008)	143.830,72	internet, radio, télévision, presse, conférence, brochure, affichage routier
Ecotour 2008 (conduite écologique), participation	4.544,70	sponsoring
Foire d'automne 2008 «conduite écologique»	66.302,94	stand
Transports publics, divers frais de publicité, de sensibilisation et d'information (exercice 2008)	3.622,50	dépliants
Annonce «conduite écologique» pour l'Almanach de l'Automobile (janvier 2009)	4.945,00	presse
Divers frais de publicité, promotion, sensibilisation (exercice 2008)	3.706,30	divers
«Kommt mir fueren esou weider!», appel en matière de sécurité routière (janvier 2009)	103.541,51	internet, radio, télévision, presse
«Cool fueren, Sprit spueren», impression d'autocollants (janvier 2009)	1.782,50	imprimés
«ESP – 3 Buschtawen, déi Iech d'Liewen kënnen retten…», information sur les équipements automobiles de sécurité routière (janvier 2009)	80.260,66	internet, télévision, kits garages (Autofestival), streetmarketing, dépliants
Foire de printemps 2009 «Sécurité routière pour tous»	120.079,50	Stand, quiz sécurité routière
Code de la rue (en collaboration avec La Sécurité Routière a.s.b.l.)	2.875,00	brochure
Participation à l'exposition au centre commercial Belle Etoile à l'occasion du cent cinquantenaire des CFL, avec présentation du concept Mobil 2020 (mai 2009)	43.360,75	stand
«Fit for your bike», rappel des principes de sécurité pour les motocyclistes (mars/avril 2009)	15.675,88	internet, journée d'information, panneaux routiers
Annonce «conduite écologique» pour le magazine Léon	2.242,50	presse
Annonces, dépliants, brochures, stands, porte ouverte (autres frais 1er semestre 2009)	94,80	divers
Production de gadgets pour la sensibilisation et la sécurité routière, 5.000 sacs à dos réfléchissants, 1.000 gilets de sécurité et 5.000 boîtes clic clac «Merci d'être sympa» (mars 2009)	21.844,25	gadgets promotionnels

Il est à relever que la campagne de sensibilisation pour les motocyclistes «Let it Roll» a comporté une consultation écrite du public sur les catégories «deux roues» du permis de conduire telles que définies par la directive européenne 2006/126/CE.

Le recours notamment à des simulateurs de conduite afin de véhiculer les messages «Cool fueren, Sprit spueren» et «Sécurité routière pour tous» sur les stands des foires respectives a rencontré un franc succès auprès du public.

La demande de participation à des cours de conduite écologique fut également très grande.

Le Luxembourg est le premier pays de l'Union européenne qui a jusqu'à présent atteint l'objectif affiché par la Commission européenne de réduire le nombre des tués de la route de 50% à l'horizon de 2010, résultat d'une politique volontariste tant en matière répressive qu'en matière préventive.

IV. Département des travaux publics:

néant

Q60

Question 0128 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La question parlementaire N°128 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

A. Journées du Consommateur

a. Foire de Printemps 2008 («Bien gérer votre énergie - ça porte ses fruits» en coopération avec l'ULC et myenergy GIE)

b. Foire de Printemps 2009 («Notre mission: Défendre le consommateur» en coopération avec l'ULC, le CEC et la Police grand-ducale)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Foires, stands: 73.000 € (2008) + 75.000 € (2009)

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Durant la Foire de Printemps, le Ministère organise chaque année un sondage qui s'adresse aux visiteurs du stand.

En 2008, 827 bulletins ont été remplis. Le stand et l'information qui y est diffusée ont été accueillis de façon très favorable par le public.

En 2009, 992 bulletins ont été remplis. Le stand et l'information qui y est diffusée ont été accueillis de façon très favorable par le public.

B. Energiepass (février 2009)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Total des coûts: 122.158,77 €

- Spots radio: 27.094,29 €

- Spots TV: 22.200 €

- Spots cinéma: 26.231,98 €

- Affiches: 14.432,5 €

- Production matériel: 32.200 €

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Les appels téléphoniques de la part de citoyens désirant avoir de plus amples informations à ce sujet sur le numéro gratuit introduit dans la campagne ont été très nombreux; ils ont en effet doublé pendant les trois premiers jours par rapport à la moyenne habituelle.

C. CASES (automne-hiver 2008)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Total des coûts: 56.500 €

- Spots cinéma: 11.500 €

- Foires, stands: 37.000 €

- Dépliants/brochures: 8.000 €

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Cette démarche s'inscrit dans le long terme afin de sensibiliser les citoyens à la sécurité de l'information en général. Il s'agit dans une première étape d'établir la notoriété de CASES, le portail de la sécurité de l'information du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur. Un sondage a été réalisé à cet effet auprès de plus de 1.000 personnes lors de la Foire d'Automne 2009 dont les résultats sont en cours d'évaluation.

D. Nackt im Netz! Sichern Sie Ihre Daten! (janvier-février 2009)

En partenariat avec Cactus, Chambre de Commerce, Chambre des Métiers, Commune de Sanem, Commune de Schengen, Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, Ministère de la Famille et de l'Intégration, NORTIC, Police grand-ducale, Entreprise des P&T, Service National de la Jeunesse, Syndicat d'initiative de Schengen, Ville d'Ettelbruck, Ville de Luxembourg.

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Total des coûts: 30.900 €

- Spots radio: 5.900 €

- Affiches: 14.000 €

- Cadeaux publicitaires, gadgets: 11.000 €

3. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Cette démarche s'inscrit dans le long terme: Suite à l'établissement de la notoriété de CASES, le portail de la sécurité de l'information du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, dans une première étape (voir sous C. ci-dessus) la campagne «Nackt im Netz!» vise la consolidation de cette notoriété et la sensibilisation à un sujet plus ciblé de la sécurité de l'information, notamment la protection des données personnelles dans l'usage d'internet. Un sondage a été réalisé à cet effet auprès de plus de 1.000 personnes lors de la Foire d'Automne 2009 dont les résultats sont en cours d'évaluation.

E. Portail entreprises: www.entreprises.lu (2008+2009)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Annonces presse écrite: 17.439,75 (2008) + 13.564,25 (2009)

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Nous remarquons que le nombre des visiteurs sur le site www.entreprises.lu (en moyenne 2.300 par jour!) a augmenté substantiellement au moment de la campagne.

F. Trau dech! (2008)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Spots TV: 56.966,93 €

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Promouvoir l'esprit d'entreprise étant un objectif de long terme, nous ne sommes pas en mesure de chiffrer l'impact de la campagne «Trau Dech».

Question 0129 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Madame le Ministre peut-elle fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Foire de l'étudiant:

organisation d'un stand d'information sur les professions de l'enseignement (novembre 2008)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Foires, stands: 32.517,96 EUR

- Total des coûts: 32.517,96 EUR

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

La foire de l'étudiant a, pour le MENFP, le but d'informer les jeunes des classes supérieures de l'enseignement postprimaire sur les besoins futurs en personnel enseignant et sur les possibilités et modalités d'accès à la profession enseignante. Or, le jeune ne peut accéder à cette profession qu'après avoir fait des études supérieures, donc des années plus tard. Vu ce décalage, il est impossible de concevoir un outil d'évaluation qui permette d'établir un lien direct entre les efforts de sensibilisation consacrés dans le cadre de la foire de l'étudiant et le nombre de demandes d'admission à fonction enseignante introduites.

eBac - Offrez une seconde chance à votre vie professionnelle:

promotion de eBac, programme de formation à distance en vue de l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires (2008 et 2009)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Annonces presse écrite: 7.914,30 EUR

- Spots radio: 6.079,24 EUR

- Affiches: 2.609,21 EUR

- Dépliants/brochures: 530,10 EUR

- Cadeaux publicitaires, gadgets: 1.646,73 EUR

- Total des coûts: 18.779.58 EUR

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Le suivi régulier du nombre d'inscriptions en formation eBac permet d'apprécier la visibilité et l'efficacité des actions de communication y liées. Ce nombre d'inscriptions est en constante évolution. Entre novembre 2008 et novembre 2009, le nombre d'eLearners a connu une augmentation de 100%.

Matinée d'orientation et d'information pour élèves et parents sur les sections et divisions de l'enseignement postprimaire

organisée par différents lycées du pays (mars 2008 et mars 2009)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Foires, stands: 11.350,50 EUR (2008) et 11.350,50 EUR (2009)

- Total des coûts: 22.701 EUR

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Le nombre croissant, d'année en année, d'élèves et de parents qui viennent se renseigner sur la procédure d'orientation 9e-10e et les possibilités de formation scolaire et professionnelle offertes confirme non seulement les besoins d'information, mais également le succès du mode d'organisation de cette manifestation (stands d'information, présence de nombreux acteurs, etc.).

Raconte-moi: découvrir le plaisir des livres dès les premières années de sa vie:

campagne qui met en évidence la relation entre les habitudes de lecture et la réussite scolaire et qui invite les parents à accompagner leur très jeune enfant dans la découverte d'albums illustrés (novembre 2008)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Annonces presse écrite: 605 EUR

- Dépliants/brochures: 89.490,2 EUR (45.000 albums illustrés offerts à tous les enfants de 4 ans, ensemble avec un dépliant de sensibilisation pour les parents)

- Total des coûts: 90.095,20 EUR

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

La visibilité de la campagne auprès du public peut être appréciée par différents moyens: couverture dans la presse, nombre de demandes d'information y relatives adressées au MENFP, etc. Quant à l'efficacité d'une campagne qui vise à influer sur le comportement du public visé, en l'occurrence les habitudes de lecture des jeunes enfants, elle ne pourra être analysée que dans plusieurs années.

Information sur l'acquisition de la double nationalité

campagne organisée en collaboration avec l'Institut national des langues et le Ministère de la Justice (novembre 2008)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Dépliants/brochures: 32.240,33 EUR (dépliants d'information sur la procédure d'acquisition de la nationalité, avec CD sur les tests de connaissance de la langue luxembourgeoise)

- Total des coûts: 32.240,33 EUR

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Le MENFP ne dispose pas d'un outil d'évaluation qui permette d'établir un lien direct entre les actions de communication liées à la procédure d'acquisition de la double nationalité et le nombre de personnes qui se sont portées candidats à cette procédure. Toujours est-il que, depuis le vote de la loi sur la nationalité, 837 personnes se sont inscrites aux épreuves du «Sproochentest Lëtzebuergesch», dont 813 personnes se sont présentées aux épreuves. En parallèle, les examens de luxembourgeois langue étrangère «Lëtzebuergesch als Friemsprooch» ont connu, de 2008 à 2009, un grand essor avec une augmentation de 55%. Par ailleurs, les cours de luxembourgeois à l'Institut national des langues ont connu une augmentation des inscriptions de 31% entre le 15 octobre 2008 et le 15 octobre 2009.

«Léierplazevermëttlung»:

information des élèves et des parents sur les services offerts par les SPOS en matière d'orientation vers des postes d'apprentissage (juin 2009)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Spots radio: 8.424,13 EUR

- Total des coûts: 8.424,13 EUR

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Il n'est pas possible d'établir un lien direct entre la diffusion des spots d'annonce et le nombre d'élèves qui ont conclu un contrat d'apprentissage à l'issue. Toujours est-il qu'au début de l'été 2009, le nombre de jeunes qui avaient trouvé un poste d'apprentissage a largement dépassé le nombre enregistré les années précédentes.

Wëssen - Kënnen - Wëllen:

campagne d'information des enseignants et des parents sur la nouvelle École fondamentale (février-juin 2009)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Annonces presse écrite: 39.662,79 EUR

- Spots radio: 46.938,30 EUR

- Spots TV: 104.574,10 EUR

- Affiches: 9.759,02 EUR

- Dépliants/brochures: 93.825,83 EUR (plus de 65.000 brochures d'information destinées respectivement aux parents et aux enseignants)

- Foires, stands: 29.869,30 EUR (réunions d'information des parents)

- Total des coûts: 324.629,34 EUR

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

La campagne d'information sur la nouvelle École fondamentale avait comme défi de toucher un très grand public cible: quelque 4.500 membres du personnel enseignant, plus de 50.000 parents d'élèves, les autorités communales et autres partenaires scolaires. Étant donné l'envergure et la complexité des informations à véhiculer ainsi que l'hétérogénéité des publics cibles, une multiplication des vecteurs de communication s'est imposée. La visibilité de la campagne a pu être appréciée par différents moyens: la très large audience lors des réunions d'informations pour parents d'élèves (plus de 6.000 personnes), les taux de téléchargement des pages Internet liées à la réforme, le nombre de commandes supplémentaires de brochures, etc. À l'heure actuelle, le MENFP ne dispose pas d'outils d'évaluation qui permettent d'évaluer dans quelle mesure le public cible s'est effectivement approprié les informations communiquées.

Session ordinaire 2009-2010

Question 0341 urgente (23.12.2009) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant la date limite de la consultation publique de l'avant-projet du plan national pour un développement durable:

L'article 11 § 4 de la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable prévoit que «le Ministre arrête les mesures permettant de donner à l'avant-projet de plan la notoriété la plus étendue possible et de consulter la population à ce sujet».

L'avant-projet du plan national pour un développement durable est disponible depuis la fin octobre sur le site Internet du Ministère du Développement durable. En novembre, des annonces parues dans la presse quotidienne ont été diffusées afin d'inciter la population à consulter ce site pour prendre connaissance du texte de l'avant-projet et émettre un commentaire sur celui-ci par e-mail.

Les citoyens et citoyennes ne trouvent cependant aucune précision sur l'expiration du délai permettant de déposer des commentaires.

Sachant que la Commission interdépartementale du développement durable finalisera le texte du projet de plan en début d'année 2010, j'aimerais, conformément à notre règlement interne, poser une question parlementaire urgente au Ministre du Développement durable et des Infrastructures ou au Ministre délégué du même ressort.

- Quelle est la date limite de cette consultation publique permettant de laisser un commentaire sur cet avant-projet de plan?

- Ne faudrait-il pas la préciser sur les annonces et le site Internet du Ministère?

Réponse (04.01.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

La consultation publique répond à l'article 11, paragraphe 4 de la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable qui stipule que «le Ministre arrête les mesures permettant de donner à l'avant-projet de plan la notoriété la plus étendue possible et de consulter la population à ce sujet». La consultation publique moyennant le site Internet du Ministère du Développement durable et des Infrastructures a été annoncée dans la presse quotidienne les 2, 5 et 7 décembre et elle a été ouverte au public le 2 décembre.

La loi précitée ne prévoit pas de date limite pour cette consultation publique. Dès lors aucune date limite pour les commentaires n'a été annoncée sur le site Internet du Ministère.

La Commission interdépartementale du développement durable rédigera le projet définitif de plan, conformément à l'article 11, paragraphes 5 et 6 de loi, en tenant compte de l'avis de la Chambre des Députés et du Conseil Supérieur pour le Développement Durable. Dès réception de ces avis prévus pour début 2010, la Commission dispose de deux mois pour finaliser le projet de plan.

Par conséquent les remarques introduites jusqu'à ce moment dans le cadre de la consultation politique pourraient être prises en considération pour la rédaction du projet de plan.

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

www.chd.lu

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA SESSION PARLEMENTAIRE 2008-2009

L'année parlementaire 2008-2009

53 séances publiques. Près de 180 heures de débats en séance plénière. 126 projets de loi évacués. 541 réunions de commissions et de groupes de travail. 441 questions parlementaires adressées aux membres du Gouvernement - sans parler des quatre heures de question au Gouvernement en séance publique avec leurs 41 questions, des 23 questions urgentes, des quatre questions avec débat, des cinq débats d'orientation, des six interpellations, etc.

Ces quelques chiffres-clés de la session 2008-2009, la dernière de la législature, seront développés - parmi tant d'autres - dans le présent rapport d'activité qui fournit un compte rendu détaillé des travaux parlementaires depuis l'ouverture de la session 2008-2009 le 14 octobre 2008 jusqu'à la dissolution de la Chambre des Députés le 7 juin 2009.

Appartenance politique des membres de la Chambre des Députés

Session 2008-2009

CSV	24 députés
LSAP	14 députés
DP	10 députés
Déi Gréng	7 députés
ADR	4 députés
Indépendant	1 député

Appartenance politique des membres de la Chambre des Députés par circonscription électorale

Députés de la Circonscription du Sud	Appartenance politique
ANDRICH-DUVAL Sylvie	CSV
ARENDT Nancy	CSV
BERGER Eugène	DP
BODRY Alex	LSAP
BRAZ Felix	Déi Gréng
CASTEGNARO John	LSAP
DALL'AGNOL Claudia	LSAP
DOERNER Christine	CSV
ERR Lydie	LSAP
GIBERYEN Gaston	ADR
GLESENER Marcel	CSV
HAUPERT Norbert	CSV
HUSS Jean	Déi Gréng
JAERLING Aly	Indépendant
MEISCH Claude	DP
MUTSCH Lydia	LSAP
NEGRI Roger	LSAP
ROTH Gilles	CSV
SCHREINER Roland	LSAP
SPAUTZ Marc	CSV
SPAUTZ Vera	LSAP
SUNNEN Fred	CSV
WOLTER Michel	CSV
TOTAL: 23 députés	9 CSV 8 LSAP 2 Déi Gréng 2 DP 1 ADR 1 Indépendant

Députés de la circonscription du Centre	Appartenance politique
ADAM Claude	Déi Gréng
ANGEL Marc	LSAP
BAUSCH François	Déi Gréng
BETTEL Xavier	DP
BRASSEUR Anne	DP
DIEDERICH Fernand	LSAP
FAYOT Ben	LSAP
FLESCH Colette	DP
GANTENBEIN-KOULLEN Marie-Thérèse*	CSV
HELMINGER Paul	DP
HENCKES Jacques-Yves	ADR
KLEIN Jean-Pierre	LSAP
KRIEPS Alexandre	DP
LOSCHETTER Viviane	Déi Gréng
MEYERS Paul-Henri	CSV
MOSAR Laurent	CSV
OBERWEIS Marcel	CSV
SANTER Patrick**	CSV
SAUBER Marcel	CSV
STEIN-MERGEN Martine	CSV
THIEL Lucien	CSV
TOTAL: 21 députés	8 CSV 5 DP 4 LSAP 3 Déi Gréng 1 ADR

Députés de la Circonscription du Nord	Appartenance politique
ETGEN Fernand	DP
GIRA Camille	Déi Gréng
GOERENS Charles	DP
KAES Ali	CSV
KOEPP Jean-Pierre	ADR
SCHAAF Jean-Paul	CSV
SCHANK Marco	CSV
SCHNEIDER Romain	LSAP
WEILER Lucien	CSV
TOTAL: 9 députés	4 CSV 2 DP 1 Déi Gréng 1 LSAP 1 ADR

* remplacée le 10/2/2009 par GAUL Fabienne
** remplacé le 17/3/2009 par WEYDERT Raymond

Députés de la Circonscription de l'Est	Appartenance politique
CLEMENT Lucien	CSV
FRANK Marie-Josée	CSV
HETTO-GAASCH Françoise	CSV
KOX Henri	Déi Gréng
MEHLEN Robert	ADR
SCHEUER Jos	LSAP
WAGNER Carlo	DP
TOTAL: 7 députés	3 CSV 1 Déi Gréng 1 DP 1 LSAP 1 ADR

	2004	2005	2006	2007	2008
Professions indépendantes	**28**	**23**	**23**	**23**	**21**
avocat / notaire	11	7	7	7	6
médecin / vétérinaire / pharmacien	2	1	1	1	1
commerçant / industriel / indépendant / artisan	4(2)	11(1)	11(1)	11(1)	10(1)
agriculteur / viticulteur	1	2	2	2	2
sans profession et autres (p.ex: TII)	10	2	2	2	2
Salariés secteur privé	**10**	**11**	**11**	**11**	**11**
ouvrier	0	0	0	0	0
syndicaliste	2(1)	2	2	2	2
journaliste	1	0	0	0	0
ingénieur	0	0	0	0	0
autres employés	7(1)	9(3)	9(3)	9(3)	9(3)
Salariés secteur public	**22**	**26**	**26**	**27**	**28**
ouvrier de l'Etat	0	0	0	0	0
agent CFL	2	4	4	3	3
agent secteur parastatal	0	0	0	0	0
agent secteur communal	5	0	0	0	0
fonctionnaire	15(1)	22(1)	22(1)	24(1)	25(1)
TOTAL	**60**	**60**	**60**	**60**	**60**

(*) = nombre de retraités dans le total

L'organisation de la Chambre des Députés

Le fonctionnement de la Chambre est réglé par un certain nombre de dispositions contenues dans la Constitution et dans la loi électorale ainsi que par le Règlement intérieur, élaboré par la Chambre elle-même.

Une session ordinaire est la période d'un an pendant laquelle la Chambre des Députés se réunit. Elle débute le deuxième mardi du mois d'octobre et se clôture le deuxième mardi d'octobre de l'année suivante. Chaque législature comporte, en principe, cinq sessions ordinaires. Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet et qui est, en général, le Premier Ministre.

Au début de chaque législature, la Chambre institue, pour organiser ses travaux, son Bureau, une commission nommée Conférence des Présidents.

Le Président de la Chambre

Les fonctions du Président de la Chambre des Députés sont de représenter la Chambre, de maintenir l'ordre, de faire observer le règlement, de juger de la recevabilité en la forme des textes, des motions et autres propositions, d'accorder la parole, de poser les questions et de les mettre aux voix, d'annoncer le résultat des votes et des scrutins, de prononcer les décisions de la Chambre, de porter la parole en son nom et conformément à son vœu.

Les Vice-Présidents de la Chambre exercent les mêmes attributions que le Président, lorsqu'ils le remplacent. A défaut de Président et de Vice-Présidents, le député le plus âgé - le Doyen d'âge - préside la Chambre.

Le Bureau

L'article 8 du Règlement interne de la Chambre des Députés dispose que:

«Art. 8.- (1) Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international. Il décide de la composition des délégations, sauf en ce qui concerne celles aux assemblées internationales.

(2) Le Bureau règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes, à l'exception de l'ordre du jour de la Chambre qui est de la compétence de la Conférence des Présidents.

(3) Le Bureau s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend toutes les décisions relatives à l'organisation et à la discipline du personnel.

(4) Le Bureau peut confier à un ou plusieurs de ses membres des tâches générales ou particulières relevant de la compétence du Bureau. En même temps sont fixées les modalités d'exécution de ces tâches.»

Le Bureau de la Chambre s'est réuni dix-sept fois au cours de la session 2008-2009.

Le Bureau s'est composé comme suit: M. Lucien Weiler, Président; M. Jos Scheuer, Mme Colette Flesch et Laurent Mosar, Vice-Présidents; MM. Michel Wolter, Ben Fayot, Charles Goerens, François Bausch, Lucien Clement et Alex Bodry, membres; M. Claude Frieseisen, Secrétaire général.

En leurs réunions du 18 février 2009 et du 18 mars 2009, les membres du Bureau ont décidé d'octroyer le titre honorifique de leur fonction à Madame Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen ainsi qu'à Monsieur Patrick Santer, les deux députés ayant renoncé à leur mandat au cours de la session ordinaire 2008-2009.

D'après les missions qui lui sont conférées par le Règlement interne, le Bureau a représenté sur le plan international la Chambre des Députés dans le cadre de visites parlementaires et gouvernementales.

Ainsi le Bureau a reçu en visite officielle:

Son Excellence Monsieur Dr. H. Hidayat Nur Wahid, Président de l'Assemblée délibérative du peuple de la République d'Indonésie (14 novembre 2008)

Son Excellence Monsieur José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne (4 décembre 2008)

Son Excellence Monsieur Norbert Lammert, Président du Bundestag (5 février 2009)

Son Excellence Monsieur Patrick M. Antonio Herminie, Président de l'Assemblée nationale de la République des Seychelles (20 février 2009)

Son Excellence Madame Gerdi A. Verbeet, Présidente de la Deuxième Chambre des Etats-Généraux du Royaume des Pays-Bas (28 mai 2009)

Au niveau des missions internes qui lui sont conférées par le Règlement de la Chambre, le Bureau règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes et s'occupe de façon générale de la gestion des affaires de la Chambre des Députés.

A relever que les membres du Bureau se sont vus présenter par le Secrétaire général le plan d'action du CAF, acronyme de Cadre d'Auto-évaluation des Fonctions publiques.

Le CAF est une réalisation du Groupe pour des Services publics innovants (IPSG), groupe d'experts européens en management public issus des services publics des Etats membres de l'Union Européenne. Le but poursuivi est d'améliorer continuellement les processus de travail en utilisant des instruments analytiques et en impliquant l'ensemble des collaborateurs. En pratique, un groupe de travail représentant l'ensemble des agents d'une entité administrative produit une évaluation critique de l'administration dans tous les aspects qui la composent en vue d'obtenir une «photo» avec ses points forts et ses points d'amélioration. Cette démarche aboutit à un plan d'action.

La Conférence des Présidents

La Conférence des Présidents se composait durant la session ordinaire 2008-2009 de: M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés et des Présidents des groupes politiques MM. Michel Wolter, Ben Fayot, Charles Goerens et François Bausch.

Au cours de cette session, les Présidents des groupes politiques se sont réunis 18 fois pour régler les questions administratives de la Chambre, pour décider des questions relatives à l'organisation de ses travaux et pour proposer l'ordre du jour des séances publiques.

La Conférence des Présidents a au cours de ses réunions des mois de novembre et décembre 2008 déterminée les modalités de création ainsi que les missions de la Commission spéciale «crise économique et financière».

Enfin, elle a avisé 9 projets de règlement grand-ducal dont elle était saisie.

Les commissions parlementaires réglementaires, permanentes et spéciales

Pour faciliter et pour rationaliser ses travaux parlementaires, la Chambre institue des commissions réglementaires, des commissions permanentes et des commissions spéciales dont elle fixe le nombre, la dénomination et les attributions. Au sein des commissions il est tenu compte de la représentation proportionnelle des groupes politiques.

Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi, les amendements et motions que le Président de la Chambre leur renvoie. Elles ont le droit de présenter elles-mêmes des propositions et des amendements. Elles ont également pour mission de préparer des débats, d'organiser des auditions publiques et non publiques ainsi que des visites et de poursuivre toute activité rentrant dans le cadre de leurs attributions.

Les commissions s'occupent en outre des dossiers européens qui concernent leur domaine de compétence.

Les travaux parlementaires en commission sont non public.

Liste alphabétique des Commissions parlementaires

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Commission du Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat

Commission des Pétitions

Commission du Règlement

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Commission de l'Environnement

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Commission des Finances et du Budget

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Commission juridique

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Commission des Transports

Commission du Travail et de l'Emploi

Commission des Travaux publics

Commission spéciale

Commission spéciale «Crise économique et financière»

Composition des Commissions réglementaires, permanentes et spéciales

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Président: Gira Camille (DÉI GRÉNG)
Vice-Présidents: Frank Marie-Josée (CSV), Castegnaro John (LSAP)
Membres:
CSV: Haupert Norbert, Roth Gilles, Thiel Lucien
LSAP: Angel Marc, Negri Roger
DP: Etgen Fernand, Wagner Carlo
ADR: Mehlen Robert

Au cours de la session parlementaire 2008/2009 les membres de la Commission des Comptes se sont réunis à **quatre** reprises.

Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2006:

Lors de la réunion du **22 janvier 2009**, Monsieur Camille Gira a été nommé rapporteur des comptes pour l'exercice 2006 à l'unanimité des membres présents.

Ensuite, les membres de la commission ont examiné les comptes 2006.

Les comptes annuels 2006 sont présentés sous forme d'un bilan et d'un compte de revenus et charges.

Au bilan qui retrace les ressources et les emplois, on trouve à l'actif le poste «CREANCES» comprenant les postes «Produits à recevoir» et «Remboursements frais à recevoir», le poste «AVOIRS EN BANQUES ET ENCAISSE» qui regroupe les actifs disponibles au 31 décembre 2006 et le poste «COMPTES DE REGULARISATION ACTIF» où sont repris les charges payées d'avance en 2006 pour l'exercice 2007.

Au passif du bilan figurent les postes «PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES» et «DETTES». Le «Fonds de réserve Assurance Accidents» est constitué des réserves prélevées sur les crédits budgétaires pour effectuer des remboursements à l'Association d'Assurance contre les Accidents. Les «DETTES» représentent les «Dettes échéant dans l'année» qui regroupent les charges à payer au 31 décembre 2006, les «Frais de photocopieurs à payer» ainsi que les «Frais mobilier de bureau à payer»; il s'agit de provisions constituées en vue de l'acquisition ultérieure de photocopieurs et de mobilier de bureau. Sur décision du Bureau de la Chambre des Députés, chaque groupe politique respectivement chaque sensibilité politique a droit au remboursement des frais d'acquisition d'un photocopieur par législature jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 12.400 € voire de 3.100 €. En outre, chaque groupe politique respectivement sensibilité politique ont également droit au remboursement des frais d'acquisition de mobilier de bureau par législature jusqu'à concurrence d'un montant de 12.400 € par groupe voire de 2.500 € par sensibilité politique et de 500 € par député.

Au compte de revenus et charges de l'exercice 2006 sont reprises les recettes de l'exercice qui, diminuées des charges, font ressortir le résultat de l'exercice.

L'exercice 2006 se termine par un excédent des revenus sur les charges de 3.031.204,93 €.

Au 1er janvier 2007, les excédents budgétaires cumulés se chiffrent à 12.729.350,96 € (9.698.146,03 € d'excédents au 1er janvier 2006 augmentés du résultat de l'exercice 2006 de 3.031.204,93 €).

Cette réserve financière permettra entres autre l'acquisition éventuelle d'un immeuble administratif pour parer au manque de surface de bureaux pour les besoins du Greffe.

Afin d'éviter que des excédents aussi substantiels se répètent, il incombe de veiller à ce que, lors de l'établissement de futurs budgets, les crédits demandés s'alignent davantage sur les dépenses effectives.

Les comptes annuels de la Chambre des Députés sont établis conformément aux principes comptables généralement admis à l'exception des investissements en équipements et mobiliers qui sont comptabilisés directement dans le compte de revenus et charges.

Dans sa réunion du **4 février 2009**, le Président-rapporteur, a présenté le rapport de la commission, qui a été approuvé à l'unanimité des membres de la Commission des Comptes.

Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2007:

Lors de la réunion du **20 avril 2009**, les membres ont nommé Monsieur Camille Gira rapporteur des comptes de l'exercice 2007.

L'examen des comptes a fait ressortir que la réserve se chiffre à 14.571.933,88 € au 1er janvier 2008 soit une augmentation de 1.842.582,92 €.

Les dépenses de la Chambre des Députés sont réparties sur 6 sections, à savoir:

A) Députés 9.910.344,38 €

B) Institutions parlementaires internationales 644.671,78 €

C) Groupes politiques 2.196.951,64 €

D) Personnel 5.624.073,89 €

E) Administration 5.966.465,78 €

F) Compte rendu 1.041.550,66 €

Au 31 décembre 2007 les dépenses de la Chambre des Députés se sont chiffrées à 25.384.148,13 € soit une augmentation de 6,25 % (1.492.342,32 €) par rapport à l'exercice 2006.

L'exécution du budget de la Chambre des Députés a accusé des moins-values de dépenses de l'ordre de 1.419.764,87 € par rapport au budget adopté (-5,30 %).

Dans sa réunion du **29 avril 2009**, le Président-rapport a exposé les différents chapitres du projet de rapport. Après un échange de vues et exament du projet de rapport, la commission a adopté le rapport à l'unanimité des membres présents.

Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat

Président: Goerens Charles (DP)
Vice-Présidents:
Membres:
CSV Wolter Michel
LSAP Fayot Ben
DÉI GRÉNG Bausch François

Le contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat fut mis en place par la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat et plus particulièrement par les articles 14 et 15 de la loi précitée:

«Art. 14.- Mise en place d'un contrôle parlementaire

Sans préjudice des contrôles et inspections organisés en vertu des dispositions légales et réglementaires, les activités du Service de Renseignement sont soumises au contrôle d'une Commission de Contrôle parlementaire composée des présidents des groupes politiques représentés à la Chambre des Députés. Chaque membre y dispose d'un nombre de voix égal au nombre des membres du groupe qu'il représente. Les règles de fonctionnement de la Commission sont définies par le règlement d'ordre intérieur de la Chambre des Députés.

Art. 15.- Fonctionnement de la Commission de Contrôle parlementaire

(1) Les réunions de la Commission se tiennent à huis clos. Les délibérations au sein de la Commission sont secrètes.

(2) Le Directeur du Service de Renseignement informe la Commission sur les activités générales de son service, y compris les relations avec les services de renseignement et de sécurité étrangers.

(3) La Commission peut procéder à des contrôles portant sur des dossiers spécifiques. A cette fin, la Commission est autorisée à prendre connaissance de toutes les informations et pièces qu'elle juge pertinentes pour l'exercice de sa mission, à l'exception d'informations ou de pièces susceptibles de révéler l'identité d'une source du Service ou pouvant porter atteinte aux droits de la personne d'un tiers. La Commission peut entendre les agents du Service de Renseignement en charge du dossier sur lequel porte le contrôle.

(4) Lorsque le contrôle porte sur un domaine qui requiert des connaissances spéciales, la Commission peut décider, à la majorité des deux tiers des voix et après avoir consulté le Directeur du Service de Renseignement, de se faire assister par un expert.

(5) A l'issue de chaque contrôle, la Commission dresse un rapport final à caractère confidentiel qui inclut les observations, conclusions et recommandations formulées par ses membres et, le cas échéant, les commentaires relatifs aux contrôles spécifiques définis au paragraphe (3). Ce rapport est adressé au Premier Ministre, Ministre d'Etat, au Directeur du Service de Renseignement et aux députés qui sont membres de la Commission de Contrôle parlementaire.

(6) Le Premier Ministre, Ministre d'Etat peut demander à la Commission d'élaborer un avis concernant des questions liées au fonctionnement et aux activités du Service de Renseignement.

La Commission peut de même et de sa propre initiative émettre un avis concernant les questions visées à l'alinéa précédent.

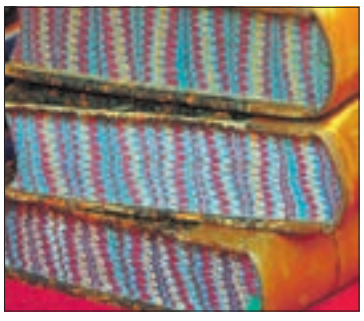
(7) La Commission de Contrôle parlementaire est informée tous les six mois des mesures de surveillance des communications ordonnées par le Premier Ministre, Ministre d'Etat à la demande du Service de Renseignement.

(8) La Commission de Contrôle parlementaire soumet chaque année un rapport d'activités à la Chambre des Députés.»

La commission s'est composée durant la session visée de Monsieur Charles Goerens, Président, de Messieurs Michel Wolter, Ben Fayot et François Bausch, membres.

La Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat s'est réunie trois fois au cours de la session 2008-2009 en vue de s'acquitter des obligations de contrôle parlementaire lui dévolues par la loi.

A la fin de la session ordinaire 2008-2009 les membres de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat ont publié leur rapport d'activités, conformément à l'article 15(8) de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat.



Commission des Pétitions

Président: Gira Camille (DÉI GRÉNG)
Vice-Président: Err Lydie (LSAP)
Membres:
CSV Doerner Christine, Gaul Fabienne, Schank Marco, Weydert Raymond
LSAP Diederich Fernand, Spautz Vera
DP Bettel Xavier, Brasseur Anne
ADR Koepp Jean-Pierre

Au cours de la session parlementaire 2008-2009, la Commission des Pétitions s'est réunie à neuf reprises.

Lors de sa réunion du 11 novembre 2008, elle a procédé à un échange de vues sur le rapport annuel du Médiateur.

En date du 20 novembre 2008, ensemble avec la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire, la Commission des Pétitions a procédé à un échange de vues avec Monsieur le Ministre de l'Intérieur au sujet de la recommandation N°32-2008 du Médiateur relative aux principes régissant l'inscription d'une personne au registre de la population. Ensuite, les membres de la Commission des Pétitions ont poursuivi leur échange de vues sur le rapport annuel du Médiateur. Ils ont par ailleurs examiné deux nouvelles pétitions: la pétition N°288 en vue d'actions à poursuivre afin d'obtenir un redressement des criantes inégalités discriminatoires qui entachent notre régime fiscal sur le revenu et la pétition N°290 contre les nuisances excessives aux environs de la station émettrice de RTL à Marnach.

Au cours de la réunion du 15 décembre 2008, les membres de la Commission des Pétitions se sont entretenus avec les pétitionnaires de la pétition N°290 contre les nuisances excessives aux environs de la station émettrice de RTL à Marnach. Ils ont ensuite examiné deux nouvelles pétitions: la pétition N°291 pour la dépénalisation de l'euthanasie et la pétition N°292 pour la vie. En outre, l'échange de vues sur le rapport annuel du Médiateur a été poursuivi.

En date du 5 février 2009, les membres de la commission parlementaire ont procédé à un échange de vues avec le Ministre du Travail et de l'Emploi et avec le Ministre de la Santé au sujet de la pétition N°290 contre les nuisances excessives aux environs de la station émettrice de RTL à Marnach.

Au cours de la réunion du 19 février 2009, la Commission a poursuivi l'échange de vues sur le rapport annuel du Médiateur, puis a examiné la recommandation du Médiateur N°35-2008 relative à la discrimination des enfants naturels par rapport aux enfants légitimes de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales.

Lors des réunions des 3 et 17 mars et du 21 avril 2009, la Commission a poursuivi l'échange de vues sur le rapport annuel du Médiateur et préparé le débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur. Finalement, en date du 28 avril 2009, la Commission des Pétitions s'est vue présenter le projet de rapport relatif audit débat d'orientation. Ce projet de rapport a par la suite été adopté à l'unanimité (voir document parlementaire 5998).

Commission du Règlement

Président: Gibéryen Gaston (ADR)
Vice-Président: Angel Marc (LSAP)
Membres:
CSV Andrich-Duval Sylvie, Glesener Marcel, Weydert Raymond, Wolter Michel
LSAP Fayot Ben, Schreiner Roland
DP Bettel Xavier, Flesch Colette
DÉI GRÉNG Bausch François

Durant la législature 2008 - 2009, la commission du Règlement a adopté deux modifications majeures du Règlement interne de la Chambre:

1. Procédure d'examen des propositions de loi (rapporteur: M. Gast Gibéryen, doc. parl. 5864):

La procédure ancienne était trop compliquée et contenait trop d'étapes. Vu que l'initiative législative parlementaire constitue un droit fondamental de chaque député et qu'il s'agit de la promouvoir, la commission a essayé d'alléger la procédure, de modifier la procédure de retrait et propose donc les étapes suivantes:

1. Décision sur la recevabilité par la Chambre suite à une proposition de la Conférence des présidents. La commission a décide de supprimer l'ancienne première phrase de l'article 58 (1), afin que le Règlement ne fasse plus référence à l'ordre public et aux bonnes mœurs, notions difficiles à cerner et à appliquer dans le contexte des propositions de loi.

2. Dans un délai de 6 mois, la proposition de loi doit figurer à l'ordre du jour d'une réunion de commission et d'une séance publique. Le gouvernement peut fournir un avis au sujet de la proposition de loi, mais n'y est pas obligé.

3. Après la présentation en séance publique, la Chambre doit se prononcer par un vote sur la poursuite de la procédure législative. En cas de vote positif, la proposition de loi entre dans la procédure législative classique (examen en commission, avis du Conseil d'Etat et des chambres professionnelles concernées). En cas de vote négatif, la proposition de loi est classée sans suite, c'est-à-dire retirée du rôle.

2. Coopération entre la Chambre et le gouvernement en matière de politique européenne (rapporteur: M. Ben Fayot, doc. parl. 5979):

La Chambre des Députés entend s'impliquer davantage dans les affaires européennes, afin d'intervenir à un stade précoce durant la phase de négociation des textes et de ne plus se limiter à la transposition de directives adoptées. L'aide-mémoire conclu entre la Chambre et le gouvernement définit le cadre des relations de confiance entre les deux institutions et décrit les informations à transmettre par le gouvernement.

La commission a décidé de formaliser le contenu de l'aide mémoire en l'annexant au Règlement.

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Président:	Fayot Ben (LSAP)	
Vice-Présidents:	Glesener Marcel (CSV), Goerens Charles (DP)	
Membres:	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy, Haupert Norbert, Mosar Laurent
	LSAP	Angel Marc, Err Lydie
	DP	Bettel Xavier (pour les volets Défense, Coopération et Immigration), Helminger Paul (pour les volets Affaires étrangères et Affaires européennes)
	DÉI GRÉNG	Braz Félix
	ADR	Henckes Jacques-Yves (sauf pour le volet Défense), Koepp Jean-Pierre (pour le volet Défense)

Au courant de la session ordinaire 2008 - 2009, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration s'est réunie à quarante-quatre reprises. Les travaux législatifs de la commission étaient concentrés en particulier sur l'organisation du Centre de rétention, la Convention sur les armes à sous-munitions ainsi que sur l'adhésion de la Croatie et de l'Albanie à l'OTAN.

A relever que les membres du Parlement européen sont systématiquement invités à participer aux travaux de la commission. Les députés européens en profitent pour présenter les dossiers en discussion au Parlement européen.

Affaires étrangères

Dans le volet «affaires étrangères», la commission a analysé onze projets de loi, a accueilli huit délégations, dont trois Présidents de Parlement et trois Ministres des Affaires étrangères et s'est intéressée à des sujets aussi variés que la situation au Proche-Orient, le litige entre la Russie et l'Ukraine sur l'approvisionnement en gaz ou encore la fermeture du camp de Guantanamo.

Travaux législatifs

Les membres de la commission ont adopté les rapports relatifs aux projets de loi suivants:

- **5752** - projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 24 février 2006
- **5753** - projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant la protection réciproque des informations classifiées, signé à Berlin, le 17 janvier 2006
- **5841** - projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2007
- **5850** - projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 15 octobre 2007
- **5882** - projet de loi portant création de la Commission consultative des Droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg
- **5961** - projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République portugaise concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 22 février 2008
- **5962** - projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Croatie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008
- **5963** - projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République d'Albanie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008
- **5964** - projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ainsi que de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 juillet 2007
- **5970** - projet de loi portant approbation - du Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé le 3 février 1958 - du Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux - de la Déclaration signés à La Haye, le 17 juin 2008
- **5981** - projet de loi portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo, le 3 décembre 2008

Entretiens dans le cadre des visites officielles auprès de la Chambre des Députés

Les membres de la commission ont procédé à des échanges de vues avec les responsables politiques suivants:

- 12 novembre 2008: Son Excellence Monsieur Abdelwaheb Abdallah, Ministre des Affaires étrangères de la République tunisienne
- 14 novembre 2008: Son Excellence Monsieur Dr H. Hidayat Nur Wahid, Président de l'Assemblée délibérative du peuple de la République d'Indonésie
- 25 novembre 2008: M. Andrei Klimov, Vice-Président de la Commission des relations internationales et Coordinateur du Groupe parlementaire d'amitié de la Douma d'Etat de l'Assemblée Fédérale de la Fédération de Russie avec les Parlements de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg
- 5 février 2009: Son Excellence Monsieur Norbert Lammert, Président du Bundestag allemand
- 6 mars 2009: Son Excellence Monsieur Nur Hassan Wirajuda, Ministre des Affaires étrangères de la République d'Indonésie
- 18 mars 2009: Son Excellence Monsieur Grigol Vashadze, Ministre des Affaires étrangères de Géorgie
- 24 avril 2009: Monsieur Vadim Goustov, Président du Comité pour les relations avec la Communauté des Etats indépendants du Conseil Fédéral de la Fédération de Russie
- 28 mai 2009: Son Excellence Madame Gerdi A. Verbeet, Présidente de la Deuxième Chambre des Etats-Généraux du Royaume des Pays-Bas

Autres travaux

Le 27 octobre 2008, les membres ont discuté sur une mission d'observation des élections présidentielles en Azerbaïdjan.

La visite de Monsieur Andrei Klimov. Vice-Président de la Commission des relations internationales de la Douma d'Etat de la Russie et Coordinateur du Groupe parlementaire d'amitié de la Russie avec les Parlements des Etats du Benelux a été préparée le 24 novembre 2008.

En date du 15 décembre 2008, les membres ont eu un échange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères sur la signature de la Convention internationale contre les armes à sous-munitions (BASM).

La réunion du 5 janvier 2009 était consacrée à un échange de vues sur la situation au Proche-Orient.

Le 12 janvier 2009, les membres ont discuté avec le Ministre des Affaires étrangères sur le litige entre la Russie et l'Ukraine à propos de l'approvisionnement en gaz et sur le conflit israélo-palestinien dans la Bande de Gaza,

En date du 19 janvier 2009, la commission a donné un avis positif sur la prolongation de la participation luxembourgeoise à la mission de police en Géorgie et en date du 22 janvier 2009 sur la participation luxembourgeoise à la mission de contrôle de l'Union européenne à la frontière entre l'Egypte et Gaza à Rafah.

Les membres ont été informés le 9 février 2009 sur une récente entrevue informelle avec la communauté des Baha'is et sur les doléances de la communauté des Bidjans.

Le 2 mars 2009, la commission a procédé à un bref échange de vues sur le camp de Guantanamo et a approuvé la participation luxembourgeoise à la mission d'observation de l'OSCE des élections parlementaires en Moldavie.

Lors d'une réunion jointe avec la Commission juridique en date du 11 mars 2009, les membres ont eu une entrevue avec le Ministre de la Justice et le Ministre délégué aux Affaires étrangères sur le point «Guantanamo» figurant à l'ordre du jour de la réunion du Conseil Justice - Affaires intérieures des 26 et 27 février 2009.

Le 23 mars 2009, la commission a analysé les recommandations du Médiateur énoncées dans son rapport d'activités 2007 - 2008 qui concernent les matières pour lesquelles la commission est compétente. Lors de la même réunion, le Ministre des Affaires étrangères a informé sur la réunion Durban II et sur la situation au Moyen-Orient.

En date du 30 mars 2009, les membres ont eu un entretien avec Monsieur Vic Reuter, retourné au Luxembourg après une mission au Kosovo, et ont approuvé la prolongation de la participation luxembourgeoise à ladite mission.

Le 9 avril 2009, la commission a discuté avec le Ministre des Affaires étrangères sur l'actualité politique internationale, dont la conférence internationale sur l'Afghanistan, le sommet de l'OTAN, le sommet entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique, la Conférence sur l'Alliance des civilisations et la situation en République tchèque.

Lors de la même réunion, les membres ont donné un avis positif sur la participation luxembourgeoise à la mission d'observation électorale de l'OSCE en Albanie à l'occasion des élections parlementaires du 28 juin 2009.

Affaires européennes

La commission assure la coordination générale des dossiers européens et effectue un tri des dossiers communiqués par la Commission européenne en les classant en «documents A»

(documents ne présentant aucun intérêt politique, économique, législatif ou financier particulier pour le Luxembourg ou documents dont la procédure est déjà trop avancée sur le plan européen) ou en «documents B» (documents méritant un examen plus détaillé). Les «documents B» sont renvoyés par la Conférence des Présidents aux différentes commissions sectorielles.

Entretiens dans le cadre des visites officielles de la Chambre des Députés

Au courant de la session ordinaire 2008 - 2009, la commission a accueilli tant Monsieur José Manuel Barroso, le Président de la Commission européenne, que Monsieur Hans-Gert Pöttering, le Président du Parlement européen.

L'échange de vues avec Monsieur José Manuel Barroso a eu lieu le 4 décembre 2008, après une discussion en séance publique. Monsieur Hans-Gert Pöttering a été invité le 13 mars 2009. Le Président du Parlement européen a procédé avec les membres de la commission à un échange de vues avec des étudiants de l'Université du Luxembourg sur les élections européennes et sur la crise économique.

Les membres de la commission ont en outre reçu la visite de délégations parlementaires des deux pays qui ont exercé la présidence de l'Union européenne en 2009, à savoir la République tchèque et la Suède. Ainsi, un échange de vues a eu lieu le 2 février 2009 avec une délégation de la Commission des affaires européennes du Riksdagen du Royaume de Suède sous la conduite de sa Présidente, Madame Anna Kinberg Batra, et une autre discussion a été organisée le 28 avril 2009 avec une délégation de la Commission des Affaires européennes du Sénat de la République tchèque, présidée par Monsieur Ludek Sefzig.

Autres travaux

Les membres de la commission ont analysé à plusieurs reprises les listes des nouveaux documents communiqués par la Commission européenne et étudié les documents B qui sont dans sa compétence.

Le 20 octobre 2008, la commission a procédé à un échange de vues avec la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne sur le processus de Barcelone et sur l'Union pour la Méditerranée.

Le 27 octobre 2008, le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration a présenté le rapport sur la politique européenne du Gouvernement (2007 - 2008).

En date du 10 novembre 2008, les membres ont été informés sur la XLième COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes) qui s'était réunie en octobre à Paris.

Des documents sur la politique économique et sur la fiscalité des revenus de l'épargne ont été analysés le 24 novembre 2008. Lors de la même réunion, l'échange de vues avec Monsieur José Manuel Barroso du 4 décembre a été préparé.

Le 15 décembre 2008, le Ministre des Affaires étrangères a donné des informations sur le Conseil européen des 11 et 12 décembre 2008 ainsi que sur la réunion du CAGRE des 8 et 9 décembre 2008. Le 2 février 2009, le Ministre des Affaires étrangères a renseigné sur la réunion du CAGRE des 26 et 27 janvier 2009, consacrée notamment à la situation à Gaza et à la fermeture du camp de Guantanamo.

En date du 9 février 2009, les membres ont discuté de manière générale sur l'examen des dossiers européens par la Chambre des Députés.

La commission a été informée le 2 mars 2009 sur la réunion des Présidents des délégations auprès de la COSAC qui s'est déroulée au mois de février à Prague.

Un échange de vues a été organisé le 23 mars 2009 avec le Ministre des Affaires étrangères sur l'actualité politique internationale, et en particulier sur le référendum irlandais.

Les activités d'Europol étaient à l'ordre du jour de la réunion du 20 avril 2009, en présence de Monsieur Romain Nettgen, Directeur général de la Police grand-ducale, et de Monsieur Patrice Solagna, Directeur de la Police judiciaire.

Le 4 mai 2009, la commission a étudié le bilan de la stratégie européenne de la Chambre des Députés et le traitement des dossiers européens par les commissions permanentes.

En date du 11 mai 2009, la commission a procédé à un échange de vues avec le Ministre délégué aux Affaires étrangères sur le rapport relatif à la transposition des directives.

Défense

Travaux législatifs

La commission a approuvé le rapport du projet de loi 5938 portant réglementation des compensations et récupérations en faveur du personnel militaire de carrière pour sa participation aux entraînements et instructions militaires ainsi qu'au service de garde.

Autres travaux

Lors de la réunion du 20 octobre 2008, le Ministre de la Défense a renseigné sur des réunions au niveau de l'Union européenne, à savoir sur une réunion des Ministres de la Défense de l'Union européenne à Deauville les 1er 2 octobre 2008, une réunion informelle des Ministres de la Défense des pays membres de l'OTAN, organisée les 18 et 19 septembre 2008 à Londres ainsi que sur une réunion informelle des Ministres de la Défense des pays de l'OTAN à Budapest, les 9 et 10 octobre 2008. La commission a également été informée sur une entrevue que le Ministre de la Défense a eue avec Monsieur Robert Gates, secrétaire d'Etat à la Défense américain, qui s'est déroulée le 17 octobre 2008 à Washington.

Le 10 novembre 2008, les membres ont discuté sur la réunion des Présidents des commissions parlementaires de défense, qui s'est déroulée le 27 octobre 2008 à Paris.

En date du 15 décembre 2008, la commission a été renseignée sur un déplacement en Afghanistan et a procédé à un échange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères sur la réunion des Ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'OTAN, qui s'est déroulée les 2 et 3 décembre 2008.

Le 2 février 2009, la commission a procédé à un échange de vues avec le Ministre de la Défense sur les missions au Liban, au Tchad, en Bosnie, en Afghanistan, sur la reconversion, sur les groupements tactiques et sur le hall logistique à construire dans la Caserne Grand-Duc Jean de Diekirch.

Le Ministre de la Défense a informé le 9 mars 2009 sur la participation luxembourgeoise à la FINUL, à l'ISAF, au Groupement tactique ainsi que sur l'avion de transport A 400 M. Lors d'une réunion jointe avec la Commission des Travaux publics organisée le même jour, le projet de loi 5952 a été étudié.

En date du 16 mars 2009, le Ministre de la Défense a donné des explications sur le sommet de l'OTAN, les adhésions de l'Albanie et de la Croatie à l'Alliance, la situation en Afghanistan, le concept stratégique de l'OTAN, la situation au Liban et au Kosovo, la reconversion ainsi que sur l'avion de transport A 400 M. Le Ministre a également renseigné sur une visite de l'Ecole royale militaire (ERM) en Belgique.

Le 7 avril 2009, la commission a visité ensemble avec la Commission des Travaux publics la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch.

Coopération

Le 20 octobre 2008, la commission a procédé à un échange de vues avec le Ministre de la Coopération et a été informée sur le renouvellement de la Convention entre Lux-Development et l'Etat. Lors de la même réunion, les membres ont discuté sur le rapport d'activités 2007 du Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants.

En date du 16 janvier 2009, le Ministre de la Coopération a informé sur la situation à Gaza.

Le 2 février 2009, la commission a procédé à un échange de vues avec le Ministre de la Coopération sur le rôle des Parlements dans la coopération au développement, les assises de la coopération, l'éducation au développement, les agréments des ONG et la situation à Gaza.

Un échange de vues avec le Cercle de coopération des ONG de Développement de Luxembourg a été consacré le 16 mars 2009 à la crise financière et à la crise climatique.

Le 11 mai 2009, la commission a eu un échange de vues sur la coopération interparlementaire.

Immigration

Travaux législatifs

La commission a adopté le rapport relatif au projet de loi 5947 portant création et organisation du Centre de rétention et modifiant 1. le Code de la sécurité sociale, 2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, 3. la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

Echange de vues dans le cadre des visites officielles auprès de la Chambre des Députés

Le 30 mars 2009, les membres ont eu un échange de vues avec Monsieur Antonio Guterres, Haut Commissaire pour les réfugiés (UNHCR).

Autres travaux

Le 17 novembre 2008, la commission a discuté avec le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration sur les rapatriements.

En date du 1er décembre 2008, une entrevue informelle a été organisée avec M. Pierre-Emmanuel Chabry, le directeur du Centre de rétention de Genève.

Le 16 février 2009, un échange de vues a été organisé avec le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration sur la libre circulation des travailleurs dans le contexte de l'élargissement de l'Union européenne. Le Ministre a également donné des explications sur plusieurs documents élaborés par la Commission européenne et renseigné sur la situation au Kosovo. De surcroît, un premier bilan sur la loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration a été dressé.

La loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection a été analysée lors de la réunion du 30 mars 2009.

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Président: Schank Marco (CSV)
Vice-Présidents: Klein Jean-Pierre (LSAP), Helminger Paul (DP)
Membres:
CSV: Gaul Fabienne, Roth Gilles, Sunnen Fred
LSAP: Diederich Fernand, Mutsch Lydia
DP: Etgen Fernand
DÉI GRÉNG: Gira Camille
ADR: Gibéryen Gaston

La Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire a commencé la session parlementaire, suite à une motion du 25 octobre 2007 du groupe parlementaire «déi gréng», par une réunion consacrée à la présentation par le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire des mesures concrètes réalisées depuis novembre 2007 au ministère afin d'y améliorer la situation et notamment en relation avec «le constat de maintes communes qui déplorent des déficits d'ordre organisationnel, structurel et décisionnel au sein du Ministère de l'Intérieur».

Une réunion jointe avec la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse avait pour objet la présentation par la Ministre de la Famille du système des chèques-service.

Les avant-projets des plans sectoriels «Transports» (rapport technique) et «Préservation des grands ensembles paysagers et forestiers» ont été présentés au cours d'une réunion jointe de la Commission des Transports, de la Commission de l'Environnement, de la Commission des Travaux publics et de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire.

Une autre réunion jointe avec la Commission des Pétitions avait pour objet un échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire au sujet de la recommandation N°32-2008 du Médiateur relative aux principes régissant l'inscription d'une personne au registre de la population.

Par ailleurs, une réunion jointe avec la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports était réservée à la présentation de l'avant-projet du plan sectoriel «Zones d'activités économiques».

Dans le cadre du débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur 2007-2008, la Commission a analysé les recommandations la concernant.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a présenté à la Commission les règlements d'exécution de la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours, de même que les règlements grand-ducaux modifiant les dispositions du congé politique des mandataires locaux.

La Commission a également eu un échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire concernant les finances communales dans le contexte de la crise économique et financière.

La présentation par le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire des règlements grand-ducaux relatifs à la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau a fait l'objet d'une autre réunion.

En réunion jointe avec la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a présenté l'avant-projet du Plan directeur sectoriel «Logement».

Projets de loi

La Commission a terminé au cours de cinq réunions ses travaux relatifs au **projet de loi 5695 relative à l'eau** (Rapporteur: M. Marco Schank), notamment en examinant le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat et en adoptant son projet de rapport. (*Loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau)*

Elle a également terminé ses travaux concernant le **projet de loi 5859 portant modification 1. de la loi électorale modifiée du 18 février 2003; 2. de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national** (Rapporteur: M. Marco Schank) par l'adoption d'une série d'amendements, l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat et l'adoption de son projet de rapport. (*Loi du 19 décembre 2008 portant modification 1. de la loi électorale modifiée du 18 février 2003; 2. de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national)*

Les travaux de la Commission relatifs au **projet de loi 5893 portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux** (Rapporteur: M. Gilles Roth) ont abouti à la *Loi du 3 mars 2009 portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux*.

Au cours de trois réunions, la Commission a aussi poursuivi l'examen du **projet de loi 5828 portant diverses mesures d'application du règlement (CE) N°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT)** (Rapporteur: M. Gilles Roth) qui est devenu la *Loi du 19 mai 2009 portant diverses mesures d'application du règlement (CE) N°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT)*.

Elle a encore examiné le **projet de loi 5953 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure**. (Rapporteur: M. Fred Sunnen) *(Loi du 16 juin 2009 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure)*

La Commission s'est vu présenter le **projet de loi 5846 sur la mise à disposition par les communes de main-d'œuvre aux sociétés de droit privé opérant dans le domaine de l'électricité et du gaz** (Rapporteur: M. Gilles Roth) et la **proposition de loi 5746 - modifiant la loi communale du 13 décembre 1988; - modifiant la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux**. Elle a examiné l'avis du Conseil d'Etat et, suite à l'adoption de deux séries d'amendements au projet de loi 5846, elle a analysé l'avis complémentaire et le deuxième avis complémentaire de la Haute Corporation. Le projet de rapport a été présenté et adopté au cours de la réunion du 21 avril 2009.

En cinq réunions jointes avec la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse, la Commission a achevé ses travaux relatifs au **projet de loi 5830 organisant l'aide sociale** (Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval), notamment par l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat et l'adoption de son projet de rapport.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a fait à la Commission une présentation succincte du **projet de loi 6023 portant modification: 1. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 2. de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales 3. de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles 4. de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain 5. de la loi du 13 mars 2007 portant transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.**

Le **projet de loi 5994 portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen** (Rapporteur: M. Marco Schank) a fait l'objet de deux réunions de la Commission et est devenu la *Loi du 28 mai 2009 portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen*.

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Président: Oberweis Marcel (CSV)
Vice-Présidents: Schneider Romain (LSAP), Goerens Charles (DP)
Membres:
CSV: Clement Lucien, Frank Marie-Josée, Schaaf Jean-Paul
LSAP: Klein Jean-Pierre, Scheuer Jos
DP: Wagner Carlo
DÉI GRÉNG: Kox Henri
ADR: Mehlen Robert

Au cours de cette dernière session parlementaire de la législature 2004-2009, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural s'est réunie à neuf reprises.

Ces réunions lui ont notamment permis d'examiner et de porter au vote de la Chambre des Députés deux projets de loi. Il s'agit des lois suivantes:

- la loi du 26 mai 2009 ayant pour objet de modifier: 1) l'article 832-4 du code civil; 2) la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé (doc. parl. 5958), votée le 5 mai 2009 et dont M. Lucien Clement était Rapporteur;
- la loi du 28 mai 2009 portant modification de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural (doc. parl. 6002), votée le 5 mai 2009, dont M. Marcel Oberweis était Rapporteur.

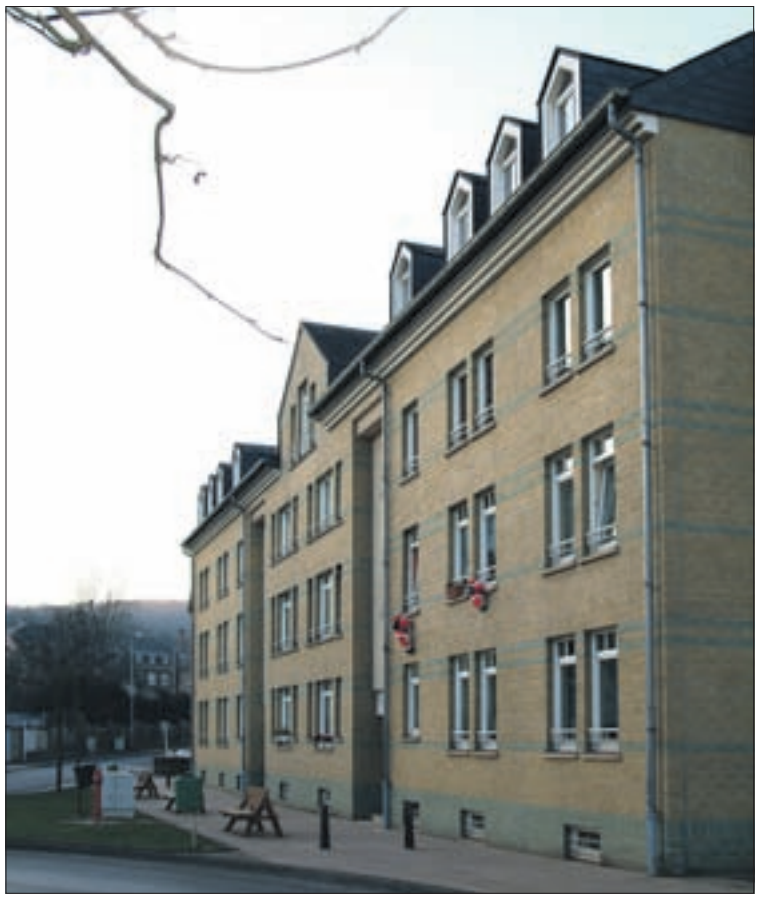
Régulièrement, la commission a fait le point en ce qui concerne l'activité des instances communautaires en matière agricole en examinant de près les documents européens transmis aux parlements nationaux (propositions de directives, de règlements, de décisions, rapports d'évaluation, livres verts, etc.). Le cas échéant, elle a requis des précisions supplémentaires ou une prise de position de la part du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

La commission parlementaire a continué à être à l'écoute des acteurs du monde rural. Ainsi, une série d'entrevues ont eu lieu:

- le 12 novembre 2008 et le 20 mai 2009 avec des représentants de la Chambre d'Agriculture, dont un thème majeur a été la chute des prix de vente de maints produits agricoles et notamment du lait;
- le 27 novembre 2008 avec une délégation de la Fédération des Unions d'Apiculteurs au Grand-Duché de Luxembourg concernant la situation actuelle de l'apiculture;
- le 15 janvier 2009 avec des délégations de l'association syndicale du remembrement forestier à Tarchamps et de l'association Lëtzebuerger Privatbësch ainsi qu'avec des hauts fonctionnaires compétents en ce qui concerne les remembrements forestiers.

Par ailleurs, intéressée par le développement d'activités visant à diversifier l'économie rurale, la commission a visité, le 5 mars 2009, une ferme pédagogique à Schuttrange. Une autre visite, en date du 23 mars 2009, lui a permis de se faire une idée des possibilités de la recherche scientifique appliquée dans les domaines de l'environnement et des agrobiotechnologies au Luxembourg, ainsi que de l'état actuel de différents projets de recherche.

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement



Président:	Haupert Norbert (CSV)	
Vice-Présidents:	Spautz Vera (LSAP), Berger Eugène (DP)	
Membres:	CSV	Clement Lucien, Hetto-Gaasch Françoise, Sauber Marcel
	LSAP	Dall'Agnol Claudia, Scheuer Jos
	DP	Bettel Xavier (pour le volet Logement), Etgen Fernand (pour les volets Classes moyennes et Tourisme)
	DÉI GRÉNG	Kox Henri
	ADR	Henckes Jacques-Yves (pour le volet Logement), Koepp Jean-Pierre (pour les volets Classes moyennes et Tourisme)

25.3.2009: Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi 5984 modifiant la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes

Examen du projet de loi et des avis

Examen des parties du rapport d'activité du Médiateur (2007-2008) qui concernent la Commission

22.4.2009: Examen et adoption du projet de rapport concernant le projet de loi 5984 (Rapporteur: M. Lucien Clement)

Examen et adoption du projet d'avis de la Commission relatif au rapport d'activité du Médiateur

4.5.2009: Présentation du Plan sectoriel «Logement» (réunion jointe avec la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire)

13.10.2009: Présentation par la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme du programme gouvernemental concernant le département des classes moyennes et du tourisme

Organisation des travaux

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Présidente:	Flesch Colette (DP)	
Vice-Présidents:	Wolter Michel (CSV), Castegnaro John (LSAP)	
Membres:	CSV	Clement Lucien, Haupert Norbert, Mosar Laurent
	LSAP	Fayot Ben, Negri Roger
	DP	Goerens Charles
	DÉI GRÉNG	Bausch François
	ADR	Mehlen Robert

Au cours de la session parlementaire 2008-2009, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire s'est réunie à 18 reprises sous la présidence de Mme Colette Flesch.

En date du 13 octobre 2008, Monsieur le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur a présenté le contenu du projet de loi 5911 portant sur la construction du Pavillon luxembourgeois pour l'exposition universelle à Shanghai en 2010 et a suscité l'autorisation des membres de la Commission de pouvoir procéder aux premières soumissions en attendant que le projet de loi correspondant soit voté.

Le 10 novembre 2008, M. Henri Grethen, membre de la Cour des comptes européenne, a présenté le rapport annuel 2007 de la Cour aux membres de la Commission.

En date du 15 décembre 2008, Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la réforme administrative a présenté l'évolution du programme «eGouvernement» aux membres de la Commission.

Au cours de cette même réunion, ainsi que de celle du 19 janvier 2009, Monsieur le Ministre des Travaux publics a présenté le bilan financier des grands chantiers aux membres de la Commission.

Vu le contexte de crise économique générale, Monsieur le ministre du Trésor et du Budget a régulièrement présenté l'évolution mensuelle de la situation budgétaire aux membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et de la Commission des Finances et du Budget. Des réunions à cet effet ont ainsi eu lieu les 12 février 2009, le 7 avril 2009, 12 mai 2009 et le 5 juin 2009.

Le 9 mars 2009, la Commission (en présence des membres de la Commission des Transports) a entendu Monsieur le ministre des Transports au sujet de problèmes rencontrés dans le cadre du projet de réaménagement général de la tête Nord de la Gare de Luxembourg et a pris acte que des transferts de crédits auront lieu entre les différents projets repris dans la loi du 18 avril 2004 et qu'un nouveau projet de loi précisant les changements de programme sera déposé.

En vue du passage du seuil à partir duquel le gouvernement doit soumettre un projet de loi à la Chambre des Députés de 7,5 millions d'euros à 40 millions d'euros (projet de loi 6011), la Commission a défini, en date du 20 avril 2009 et en collaboration avec Monsieur le ministre des Travaux publics, une nouvelle procédure permettant à la Chambre des Députés d'être informée et de pouvoir s'exprimer quant aux projets n'atteignant pas ce nouveau seuil. Cette procédure a été communiquée au gouvernement par le biais d'une motion; elle sera intégrée au règlement de la Chambre des Députés suite au vote d'une résolution allant dans ce sens.

Le 27 avril 2009, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire a approuvé les comptes annuels de la Cour des comptes pour les exercices financiers 2006 et 2007.

Rapports spéciaux de la Cour des Comptes:

La Cour des Comptes a présenté à la Commission son rapport spécial sur le Bâtiment Tour B situé sur le Plateau du Kirchberg le 3 décembre 2007. M. François Bausch a été nommé rapporteur du rapport spécial et a présenté une première version de son rapport aux membres de la Commission le 1er décembre 2008. Suite aux discussions en commission, une série de questions a été transmise à MM. les ministres du Trésor et du Budget, des Travaux publics et de la Fonction publique (pour les questions relatives à la mise en place éventuelle d'un code de déontologie destiné aux fonctionnaires). Le 6 avril 2009, Monsieur le ministre des Travaux publics et de la Fonction publique a répondu à ces questions. La Commission a discuté de la nouvelle version du projet de rapport au cours de la réunion du 11 mai 2009 pour en adopter la version définitive le 20 mai 2009.

La Cour des comptes a présenté son rapport spécial sur les associations para -administratives le 26 janvier 2009. Ce rapport spécial a été réalisé sur demande de la Commission à la suite de problèmes apparus entre le ministère de la Culture et le contrôle financier au sujet de l'asbl «The roots and leaves association».

La Cour des Comptes a présenté à la Commission son rapport spécial sur les établissements publics - année 2006 le 27 avril 2009.

La Cour des comptes a présenté son rapport spécial sur le Musée de la Forteresse au cours de la réunion du 10 mars 2008. Suite à une entrevue avec Madame la Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche en date du 2 juin 2008, la Commission a rencontré l'IGF au sujet des résultats de l'audit réalisé par un auditeur externe dans le cadre de l'établissement de l'état financier du projet du Musée de la Forteresse, ainsi que des constatations et conclusions de l'IGF. Cette rencontre a eu lieu le 21 juillet 2008. Le 16 mars 2009, la Commission a une première fois examiné le projet de rapport du rapporteur, M. Norbert Haupert, pour en adopter la version finale le 30 mars 2009 en présence de Mme Octavie Modert.

Projets de loi:

La Cour des comptes a présenté son rapport général portant sur le projet de loi 5891 portant règlement du compte général de l'exercice 2007 aux membres de la Commission le 27 avril 2009. Ce projet de loi a été avisé par le Conseil d'Etat en date du 10 novembre 2009 et a été évacué en séance publique avec les comptes généraux des exercices 2005, 2006 et 2008 le 9 décembre 2009.

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Président: Bodry Alex (LSAP)
Vice-Présidents: Sauber Marcel (CSV), Flesch Colette (pour les volets Economie, Energie et Postes) (DP)
Membres:
CSV Hetto-Gaasch Françoise, Schank Marco, Spautz Marc
LSAP Castegnaro John, Scheuer Jos
DP Berger Eugène, Brasseur Anne (pour le volet Sports)
DÉI GRÉNG Huss Jean (pour le volet Sports), Kox Henri (sauf pour le volet Sports)
ADR Henckes Jacques-Yves (sauf pour le volet Sports), Koepp Jean-Pierre (pour le volet Sports)

Au courant de la session ordinaire 2008-2009, la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports s'est réunie à 21 reprises.

En cette période de fin de législature 2004-2009, les travaux de la commission furent marqués par l'aggravation de la crise financière internationale en automne 2008 qui s'est rapidement répercutée sur l'activité économique.

Ses réunions ont notamment permis à la commission d'examiner et de porter au vote de la Chambre des Députés dix projets de loi. Il s'agit des lois suivantes:

1) la loi du 18 décembre 2008 modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques; 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie. Monsieur John Castegnaro était le rapporteur de ce projet de loi *(dossier parlementaire N°5910)*, voté le 19 novembre 2008 par la Chambre des Députés;

2) la loi du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie. Monsieur Alex Bodry était le rapporteur de ce projet de loi *(N°5725)*, voté le 18 décembre 2008;

3) la loi du 19 décembre 2008 autorisant le Gouvernement à subventionner un neuvième programme quinquennal d'équipement sportif. Monsieur Alex Bodry était le rapporteur de ce projet de loi *(N°5887)*, voté le 18 décembre 2008;

4) la loi du 25 mars 2009 transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits. Monsieur Alex Bodry était le rapporteur de ce projet de loi *(N°5555)*, voté le 11 février 2009:

5) la loi du 25 mars 2009 relative à la compatibilité électromagnétique. Monsieur Alex Bodry était le rapporteur de ce projet de loi *(N°5684)*, voté le 11 février 2009;

6) la loi du 29 avril 2009 relative aux pratiques commerciales déloyales et modifiant - la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative; - la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers; - la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance; - la loi modifiée du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance. Monsieur Alex Bodry était le rapporteur de ce projet de loi *(N°5881B)*, voté le 23 avril 2009:

7) la loi du 22 mai 2009 portant transposition de la directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier: - la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données, - la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention. Monsieur Jos Scheuer était le rapporteur de ce projet de loi *(N°5895)*, voté le 12 mai 2009;

8) la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique. Monsieur John Castegnaro était le rapporteur de ce projet de loi *(N°6003)*, voté le 12 mai 2009;

9) la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique. Monsieur John Castegnaro était le rapporteur de ce projet de loi *(N°6004)*, voté le 12 mai 2009;

10) la loi du 5 juin 2009 ayant pour objet 1. la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation 2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche 3. la création d'un Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie. Monsieur Alex Bodry était le rapporteur de ce projet de loi *(N°6005)*, voté le 12 mai 2009.

Ces trois derniers projets de loi, déposés le 11 mars 2009, faisaient partie du «*Plan de conjoncture du Gouvernement*» et revêtaient un caractère urgent.

Ses réunions ont également permis à la commission d'accompagner activement la politique économique du Gouvernement par l'intermédiaire de divers échanges de vues qui portaient:

- en date du 21 novembre 2008, sur les volets du budget de l'Etat 2009 concernant les départements de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports ainsi que sur les prévisions économiques du Statec;
- les 21 novembre et 5 décembre 2008, sur la présence luxembourgeoise lors de l'exposition universelle 2010 à Shanghai;
- le 5 février 2009, sur la fusion finalement réalisée entre Cegedel, Soteg et Saar Ferngas;
- le 12 mars 2009, sur le plan de relance économique du Gouvernement et le Livre blanc sur la stratégie énergétique du Luxembourg;
- les 12 et 23 mars 2009, sur l'avant-projet de Plan sectoriel «Zones d'activités économiques»;
- le 21 avril 2009, sur les développements de la crise financière et économique dans le secteur de la sidérurgie et l'application du plan Lux 2011.

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Président: Scheuer Jos (LSAP)
Vice-Présidents: Hetto-Gaasch Françoise (CSV), Brasseur Anne (DP)
Membres:
CSV Gaul Fabienne, Roth Gilles, Sunnen Fred
LSAP Castegnaro John, Diederich Fernand
DP Berger Eugène
DÉI GRÉNG Adam Claude (sauf pour le volet Formation professionnelle), Loschetter Viviane (pour le volet Formation professionnelle)
ADR Mehlen Robert

Au cours de la session parlementaire 2008-2009, la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle s'est réunie à 28 reprises pour accomplir les travaux présentés ci-dessous.

1) Travaux législatifs

Dans sa réunion du 15 octobre 2008, la Commission a adopté le projet de rapport présenté par le rapporteur M. John Castegnaro et concernant le **projet de loi 5805** portant modification de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail. Par le biais de ce projet de loi est modifié le Code du Travail en ce qui concerne son volet portant sur la formation continue.

Lors de la même réunion, la Commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat sur le **projet de loi 5622** portant réforme de la formation professionnelle et portant modification a) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; b) de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; c) de la loi du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue; d) de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail. Le 12 novembre 2008, la Commission a analysé le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat portant sur des amendements gouvernementaux et sur un amendement parlementaire pour adopter ensuite le projet de rapport établi par le rapporteur M. John Castegnaro. Le projet de loi sous rubrique restructure le système de formation professionnelle.

La Commission a consacré de nombreuses réunions aux projets de loi relatifs à la réforme de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire.

Ainsi, dans sa réunion du 29 octobre 2008, la Commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat portant sur le **projet de loi 5758** relative à l'obligation scolaire. C'est le 7 janvier 2009 qu'est adopté le projet de rapport présenté par le rapporteur M. Fernand Diederich. Le texte propose d'étendre la durée de la scolarité obligatoire de onze années à douze années. L'obligation scolaire prend désormais son point de départ au premier cycle de l'enseignement fondamental dont la fréquentation est obligatoire pour tout enfant âgé de quatre ans révolus avant le 1er septembre de l'année en cours.

Le 3 décembre 2008, la Commission a analysé l'avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au **projet de loi 5759** portant organisation de l'enseignement fondamental. Dans sa réunion du 14 janvier 2009, elle a adopté le projet de rapport présenté par le président-rapporteur M. Jos Scheuer. Le projet de loi institue l'enseignement fondamental comprenant neuf années de scolarité, réparties en quatre cycles d'apprentissage. Le premier cycle englobe une année d'éducation précoce dont la fréquentation est facultative et deux années d'éducation préscolaire faisant partie de l'obligation scolaire. Les deuxième, troisième et quatrième cycles constituent l'enseignement primaire. Le projet fixe le cadre de l'organisation et des objectifs pédagogiques de l'enseignement fondamental et en définit également les structures administratives et gestionnaires.

Pour ce qui est du **projet de loi 5760** concernant le personnel de l'enseignement fondamental, la Commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat et élaboré une série d'amendements dans ses réunions des 19 et 26 novembre 2008, ainsi que des 1er et 3 décembre 2008. Le 7 janvier 2009, elle s'est penchée sur l'avis complémentaire du Conseil d'Etat et a formulé une nouvelle proposition d'amendement. Le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat a été analysé le 14 janvier 2009. Le même jour, le projet de rapport présenté par le président-rapporteur M. Jos Scheuer est adopté. Le projet de loi sous rubrique crée un corps du personnel enseignant et éducatif de l'enseignement fondamental, définit les conditions d'admission, de nomination et d'affectation du personnel de cet ordre d'enseignement et contient des dispositions quant à la discipline, aux remplacements et à la planification des besoins.

Le 8 décembre 2008, en remplacement de M. Fernand Diederich, M. Jos Scheuer a été désigné rapporteur du **projet de loi 5847** portant modification 1) de la loi du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovtion pédagogiques

et technologiques; b) la création d'un Centre de Technologie de l'Education; c) l'institution d'une Commission d'Innovation et de Recherche en Education; 2) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques; 3) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat. Dans la même réunion, la Commission a procédé à l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat, avant d'adopter le projet de rapport le 7 janvier 2009.

Réorganisant le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT), ce projet de loi constitue en quelque sorte le quatrième pilier de la réforme de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire.

Dans sa réunion du 8 décembre 2008, la Commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat relatif au **projet de loi 5787** portant 1. fixation des conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique, 2. fixation des modalités, du programme et du déroulement de la formation spécifique des chargés d'éducation à durée indéterminée et à durée déterminée et à tâche complète ou partielle, 3. création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique, 4. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique.

Le 4 février 2009, la Commission s'est vu présenter le **projet de loi 5975** portant création d'une Ecole de la 2e chance. Dans ses réunions du 16 février 2009 et du 4 mars 2009, elle a procédé à l'examen des articles. Le 2 avril 2009, elle a analysé l'avis du Conseil d'Etat et adopté une série d'amendements. Le 23 avril 2009 a été examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat. A la même occasion, le projet de rapport présenté par le rapporteur M. Fernand Diederich a été approuvé. Le projet de loi a pour objet de créer une base légale pour la mise en œuvre d'une nouvelle structure d'enseignement à l'intention de tous les élèves qui, pour des raisons d'échec scolaire, de mauvais choix au niveau de l'orientation scolaire et professionnelle ou de manque de motivation, ont décroché des classes traditionnelles de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Il s'agit ainsi de leur donner une 2e chance éducative.

Au cours de la réunion du 4 mars 2009 a été présenté le **projet de loi 5909** modifiant la loi du 18 juillet 2001 portant 1. création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Mamer: 2. modification de la loi du 3 août 1998 relative à la construction d'un lycée à Mamer. A la même occasion, la Commission s'est penchée sur le texte du projet de loi, ainsi que sur l'avis du Conseil d'Etat. Le 11 mars 2009, le projet de rapport établi par le rapporteur M. Roger Negri est adopté. Le projet de loi prévoit que le lycée de Mamer pourra désormais organiser des classes de la division supérieure de l'enseignement secondaire. Dans ce contexte, il est proposé que l'établissement scolaire porte dorénavant la dénomination de «Lycée» au lieu de «Lycée technique».

Le **projet de loi 5883** modifiant et complétant a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote; b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert, dénommé par la suite «Atert-Lycée», a été présenté le 11 mars 2009. Dans la même réunion, la Commission a examiné le texte du projet ainsi que l'avis du Conseil d'Etat, travaux qu'elle a poursuivis le 24 mars 2009. C'est le 2 avril 2009 que le projet de rapport présenté par le rapporteur M. Fernand Diederich a été adopté. Le projet de loi a pour objet de compléter l'offre scolaire du lycée-pilote dénommé «Neie Lycée» par la mise en place d'un cycle supérieur. Ce «cycle de formation» comprend la division supérieure de l'enseignement secondaire, à l'exception de la classe polyvalente, et les cycles moyen et supérieur de l'enseignement secondaire technique. L'extension de la scolarité au «Neie Lycée» par la création d'un cycle de formation et l'augmentation du nombre des élèves en résultant conduisent à des besoins supplémentaires en personnel enseignant, socio-éducatif, administratif et technique. Par ailleurs, le projet de loi prévoit un renforcement du personnel pour les besoins de l'internat de l'«Atert-Lycée» par l'engagement de six fonctionnaires de la carrière de l'éducateur gradué.

Dans ses réunions des 11 et 24 mars 2009, la Commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat relatif au **projet de loi 5884** portant création a) d'un Institut national des langues; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise et portant modification a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg; b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat; c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat. A la même occasion, elle a adopté une série d'amendements. L'avis complémentaire du Conseil d'Etat a été analysé le 29 avril 2009. Le même jour, le projet de rapport présenté par le président-rapporteur M. Jos Scheuer a été adopté. Le projet de loi vise tout d'abord à donner à l'Institut national des langues (INL), successeur du Centre de langues Luxembourg (CLL) actuel, l'autonomie dont il a besoin pour se développer et pour réagir de manière flexible et rapide aux changements démographiques du pays. En même temps, il établit une structure administrative avec une direction adaptée à la taille de l'établissement et à l'envergure de ses missions. De plus, le projet de loi confère un statut reconnu aux enseignants de luxembourgeois en créant le professorat de langue luxembourgeoise.

2) Dossiers européens

Dans sa réunion du 26 mars 2009, la Commission a examiné six documents européens concernant les sujets suivants: le cadre stratégique actualisé pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation, les expériences faites dans le cadre de l'initiative «eLearning» mise en route en 2000, l'évaluation externe du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle, l'évaluation finale du programme d'action communautaire pour la promotion des organismes actifs au niveau européen et le soutien d'activités ponctuelles dans le domaine de l'éducation et de la formation, le fonctionnement du système des écoles européennes et la Fondation européenne pour la formation.

3) Sujets généraux, échanges de vues et visites

Dans ses réunions des 22 et 29 octobre 2008, la Commission a mené une discussion sur le **cours d'instruction religieuse et morale, le cours de formation morale et sociale et l'éducation aux valeurs dans le système scolaire luxembourgeois**.

Le 4 février 2009, Mme la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle a présenté les conclusions d'un **projet pilote d'orientation scolaire professionnelle** lancé en 2007-2008 dans quatre lycées et lycées techniques du pays.

Le 18 mars 2009, la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, ensemble avec la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture, a eu une entrevue avec des représentants de l'Université du Luxembourg au sujet de la **formation des enseignants de l'enseignement fondamental**.

Le 19 mars 2009, les études sur le «**Girls' Day – Boys' Day 2008**» ont été présentées à une réunion jointe de la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse, de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture, ainsi que de la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle.

Suite à une demande du groupe politique «déi gréng», une entrevue avec Mme la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle sur la **mise en vigueur de la loi portant organisation de l'enseignement fondamental** a eu lieu au cours de la réunion du 26 mars 2009.

Le 1er avril 2009, la Commission a visité l'établissement **«Eis Schoul»** à Luxembourg-Kirchberg, école primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive. Le même jour, elle s'est aussi renseignée sur le **projet «schoul.ID»** mis en œuvre à Berchem, dans la commune de Roeser.

Enfin, le 20 mai 2009, la Commission a procédé à une visite de l'**école préscolaire et primaire de Bourglinster** qui est une des cinq écoles du pays appelées **«écoles en mouvement»**. A l'instar des écoles de Schifflange, Beaufort, Roodt-Syre et Grosbous, l'école de Bourglinster, dès l'année scolaire 2008-2009, a commencé à mettre en pratique certains éléments de la réforme de l'enseignement fondamental.

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Président:	Sunnen Fred (CSV)	
Vice-Présidents:	Fayot Ben (LSAP), Flesch Colette (DP)	
Membres:	CSV	Oberweis Marcel, Stein-Mergen Martine, Thiel Lucien
	LSAP	Dall'Agnol Claudia, Mutsch Lydia
	DP	Brasseur Anne
	DÉI GRÉNG	Adam Claude
	ADR	Mehlen Robert

Au cours de la session parlementaire 2008-2009, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture s'est réunie à onze reprises pour accomplir les travaux présentés ci-dessous.

1) Travaux législatifs

Dans sa réunion du 18 février 2009, la Commission s'est vu présenter le **projet de loi 5693** portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006. A la même occasion a été présenté le **projet de loi 5878** portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses Etats membres, et le Royaume du Maroc, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006. La Commission a désigné M. Lucien Thiel comme rapporteur des deux projets susmentionnés, avant de procéder à l'analyse du texte des projets de loi et des avis respectifs du Conseil d'Etat. Les projets de rapport ont été adoptés le 4 mars 2009.

Le système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil, souvent appelé GALILEO, est un programme européen de radionavigation par satellites. Il a été lancé à l'initiative de la Commission européenne et développé conjointement avec l'Agence spatiale européenne (ESA). Complémentaire des systèmes actuels, GALILEO augmentera la fiabilité et la disponibilité des services de navigation et de localisation dans le monde entier. Etant donné que le système GALILEO sera un système mondial, la coopération internationale constitue un élément essentiel pour tirer le maximum de bénéfices de ce programme. Ainsi, la République de Corée, quatrième puissance économique d'Asie, est un pays possédant un grand savoir-faire dans le domaine de la technologie spatiale et de ses applications. Quant à l'accord de coopération avec le Royaume du Maroc, signé le 12 décembre 2006 à Bruxelles, il permettra aux entreprises marocaines d'acquérir une expertise dans une nouvelle génération de systèmes fondés sur la radionavigation par satellite. S'y ajoute la création d'un nombre considérable d'emplois à moyen terme.

Le **projet de loi 5866** portant approbation de la Convention de l'Institut Forestier Européen, faite à Joensuu, le 28 août 2003, a été présenté le 18 février 2009. Au cours de la même réunion, la Commission a examiné le texte du projet et l'avis du Conseil d'Etat. Le rapport établi par le président-rapporteur M. Fred Sunnen a été adopté le 4 mars 2009.

L'Institut Forestier Européen a été créé en 1993 pour renforcer la coopération scientifique européenne en matière forestière et pour stimuler la prise en compte de la recherche forestière au niveau européen. Après dix ans d'existence, l'Institut a décidé de poursuivre son internationalisation en changeant de statut pour devenir une organisation internationale dont les nouveaux membres sont des pays, tandis que les anciens membres - organismes à caractère scientifique, pédagogique, industriel ou commercial - deviennent membres associés. La nouvelle convention a été signée en 2003 par 20 pays dont le Luxembourg. Elle est entrée en vigueur le 4 septembre 2005.

Dans sa réunion du 4 mars 2009, la Commission s'est vu présenter le **projet de loi 5865** portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao dans les domaines de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche, signé à Vientiane, le 16 octobre 2007. Le texte du projet et l'avis du Conseil d'Etat ayant été analysés à la même occasion, le projet de rapport établi par la rapportrice Mme Martine Stein-Mergen est adopté le 2 avril 2009.

Notons que l'Accord de coopération entre le Luxembourg et le Laos porte sur la coopération dans les domaines de la culture, de la recherche et de l'enseignement supérieur. L'accord est conclu pour une durée de cinq ans, renouvelable par reconduction tacite pour une période indéterminée.

Au cours de la réunion du 10 mars 2009, sur base d'un relevé des points donnant lieu à des problèmes de nature juridique, la Commission s'est livrée à un échange de vues au sujet du **projet de loi 4715** relative à la protection et à la conservation du patrimoine culturel.

Lors de la réunion du 25 mars 2009, la Commission a désigné M. Marcel Oberweis comme rapporteur du **projet de loi 5876** portant organisation de l'enseignement supérieur, fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur; modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg; abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur. A la même occasion, la Commission a examiné le texte du projet à la lumière de l'avis du Conseil d'Etat et a adopté une série d'amendements. Le 22 avril 2009, elle a analysé l'avis complémentaire du Conseil d'Etat avant d'adopter le projet de rapport dans sa réunion du 29 avril 2009.

L'objet du projet de loi précité est de compléter la réforme de l'enseignement universitaire et supérieur luxembourgeois, réforme entamée par la mise en vigueur de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg. Le projet vise, d'une part, à accorder une nouvelle assise légale au brevet de technicien supérieur qui sanctionne un cycle d'études d'une durée de deux ans et, d'autre part, à régler, par le biais de l'accréditation, les conditions préalables à l'établissement au Luxembourg d'organismes d'enseignement supérieur publics et privés, luxembourgeois et étrangers, dispensant un enseignement universitaire qui conduit à la délivrance d'un diplôme.

Le **projet de loi 5921** ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service a été présenté à la Commission dans sa réunion du 25 mars 2009. Dans cette même réunion, la Commission a désigné son président, M. Fred Sunnen, comme rapporteur et elle s'est penchée sur le texte gouvernemental, ainsi que sur l'avis du Conseil d'Etat. Le 2 avril 2009, la Commission a adopté une série d'amendements. L'avis complémentaire du Conseil d'Etat a été analysé lors de la réunion du 22 avril 2009 et le projet de rapport a été adopté le 29 avril 2009.

Ce projet de loi a pour objet de transposer en droit national plusieurs dispositions de la directive 2005/36/CE sur la reconnaissance des qualifications professionnelles. De façon générale, la directive confère aux personnes ayant acquis leurs qualifications professionnelles dans un Etat membre la garantie d'accès à la même profession et d'exercice de cette profession dans un autre Etat membre avec les mêmes droits que les nationaux.

2) Sujets généraux et échanges de vues

Le 27 novembre 2008, dans le cadre d'une réunion jointe avec la Commission des Travaux publics, la Commission s'est vu présenter le **projet de loi 5898** relatif à la construction d'un bâtiment administratif pour compte de l'Etat à Belval, ainsi que le **projet de loi 5897** relatif à la construction de la Maison du Savoir sur la friche industrielle Belval pour les besoins de l'enseignement, de l'administration centrale et du rectorat de l'Université du Luxembourg. Dans ce contexte a pu être menée une **discussion sur le concept de «Cité des Sciences»**.

Au cours de la réunion du 10 mars 2009, suite à l'interpellation de M. Ben Fayot et au vote unanime d'une motion en date du 23 octobre 2008, la Commission a dressé un état des lieux concernant la **question de la Bibliothèque nationale de Luxembourg**. A la même occasion, Mme la Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement et à la Recherche a fourni des renseignements concernant le **statut de l'artiste professionnel**, renseignements sollicités le groupe politique DP le 4 décembre 2008. En outre, suite à des demandes du groupe politique «déi gréng» datant du 31 août 2007, du 5 octobre 2007 et du 25 février 2008, Mme la Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement et à la Recherche et M. Patrick Sanavia, directeur du Service des Sites et Monuments nationaux, ont apporté des précisions au sujet du fonctionnement et de la composition du **Service des Sites et Monuments nationaux**.

Dans la réunion du 12 mars 2009, des membres du **Comité d'évaluation externe de l'Université du Luxembourg** ont présenté les résultats de leur évaluation et se sont livrés à un échange de vues avec les membres de la Commission.

Le 18 mars 2009, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture, ensemble avec la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, a eu une entrevue avec des représentants de l'Université du Luxembourg au sujet de la **formation des enseignants de l'enseignement fondamental**.

Enfin, le 19 mars 2009, les études sur le «**Girls' Day – Boys' Day 2008**» ont été présentées à une réunion jointe de la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse, de la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle ainsi que de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture.

Commission de l'Environnement

Président: Negri Roger (LSAP)
Vice-Présidents: Oberweis Marcel (CSV), Gira Camille (DÉI GRÉNG)
Membres:
CSV Schaaf Jean-Paul, Schank Marco, Stein-Mergen Martine
LSAP Angel Marc, Schneider Romain
DP Berger Eugène, Goerens Charles
ADR Mehlen Robert

Lors de la session parlementaire 2008-2009, la Commission de l'Environnement s'est réunie à 18 occasions.

Au cours de la réunion du 16 octobre 2008, les membres de la Commission ont examiné l'avis du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5819 a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N°793/93 du Conseil et le règlement (CE) N°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994 - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses. Les membres de la Commission ont en outre débuté les travaux parlementaires concernant le projet de loi 5877 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux, en désignant Monsieur Roger Negri Rapporteur du projet et en examinant le texte du projet de loi et l'avis du Conseil d' Etat.

En date du 28 octobre 2008, conjointement avec la Commission des Transports, la Commission des Travaux publics et la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du territoire, la Commission de l'Environnement s'est vue présenter les avant-projets des plans sectoriels «Transports» et «Préservation des grands ensembles paysagers et forestiers».

Lors de la réunion du 03 novembre 2008, les membres de la commission parlementaire ont examiné la prise de position du Mouvement écologique au sujet de projet de loi 5877 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux, puis ils ont adopté une série d'amendements à ce projet de loi. Ils ont en outre examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5855 a) relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

Au cours de la réunion du 19 novembre 2008, la Commission de l'Environnement a adopté le projet de rapport concernant le projet de loi 5855 a) relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets. En outre, elle a entamé les travaux parlementaires relatifs au projet de loi 5903 a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, en désignant M. Roger Negri Rapporteur et en analysant le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat. Pour finir, la Commission a examiné les documents européens suivants:

- COM (2008) 644 (Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché):
- COM (2008) 645 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions - Combattre la déforestation et la dégradation des forêts pour lutter contre le changement climatique et la diminution de la biodiversité):
- COM (2008) 651 (Communication de la Commission – Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs assignés au titre du Protocole de Kyoto):
- COM (2008) 660 (Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen - Établissement du plan de travail 2009-2011 dans le cadre de la directive sur l'écoconception).

Lors de la réunion du 03 décembre 2008, la commission parlementaire a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5877 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux.

En date du 15 janvier 2009, les membres de la Commission ont procédé à l'adoption du projet de rapport relatif au projet de loi 5903 a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Ils ont par ailleurs examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5819 a) relatif aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N°793/93 du Conseil et le règlement (CE) N°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994 - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses. Pour finir, un nouvel amendement parlementaire au projet de loi 5877 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux a été adopté.

Le 09 février 2009, Monsieur le Ministre de l'Environnement a présenté aux membres de la commission parlementaire les plans d'action de lutte contre le bruit à élaborer par le Luxembourg en application de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. La Commission de l'Environnement a en outre examiné le projet de règlement grand-ducal à prendre en exécution de la future loi a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés (Projet de loi 5903).

Lors de la réunion du 09 mars 2009, la commission parlementaire a analysé le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat sur le projet de loi 5819 a) relatif aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N°793/93 du Conseil et le règlement (CE) N°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994 - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses.

En outre, les membres de la Commission ont examiné le troisième avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5877 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux. Ils ont par ailleurs discuté les documents européens suivants:

- COM (2008) 748 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions - Surveillance mondiale de l'environnement et de la sécurité (GMES): le souci d'une planète plus sûre):
- COM (2008) 773 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions relative à l'application du droit communautaire de l'environnement):
- COM (2008) 768 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions - Énergie éolienne en mer: réaliser les objectifs de politique énergétique à l'horizon 2020 et au-delà):
- COM (2008) 809 (Proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques):
- COM (2008) 810 (Proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques):
- COM (2008) 811 (Livre Vert sur la gestion des biodéchets dans l'Union européenne):
- COM (2008) 812 (Proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil concernant la phase II de la récupération des vapeurs d'essence, lors du ravitaillement en carburant des voitures particulières dans les stations-service).

En date du 12 mars 2009, les membres de la Commission de l'Environnement ont adopté deux projets de rapports, à savoir celui relatif au projet de loi 5819 et celui relatif au projet de loi 5877. Ils ont en outre entamé les travaux parlementaires relatifs à deux nouveaux projets de loi: le projet de loi 5933 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE et le projet de loi 5957 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement Européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux. Dans les deux cas, ils ont désigné Monsieur Roger Negri Rapporteur du projet, puis examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat. Ils ont encore procédé à un échange de vues avec Monsieur le Ministre Lucien Lux concernant les mesures anti-crise à prendre dans le domaine de l'environnement.

Au cours de la réunion du 25 mars 2009, les membres de la commission parlementaire ont procédé à un échange de vues concernant le rapport annuel du Médiateur (2007-2008).

En date du 1er avril 2009, ils ont adopté une prise de position au sujet du rapport annuel du Médiateur. Ils ont en outre procédé à l'examen des documents européens suivants:

- COM (2008) 838 (Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) N°1080/2006 sur le Fonds européen de développement régional et portant sur l'éligibilité des investissements en efficacité énergétique et énergies renouvelables liées au logement):
- COM (2008) 864 (Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions – Evaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du plan d'action communautaire en faveur de la diversité biologique):
- COM (2008) 875 (Rapport de suivi de la Commission au Conseil et au Parlement européen concernant la communication sur la rareté de la ressource en eau et la sécheresse dans l'Union européenne):
- COM (2009) 9 (Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen - Surveillance des émissions de CO_2 des voitures particulières dans l'UE: données concernant les années 2005, 2006 et 2007):
- COM (2009) 27 (Proposition de décision du Conseil définissant la position à adopter au nom de la Communauté européenne, en ce qui concerne les propositions de modification des annexes A, B et C de la convention de Stockholm, lors de la quatrième conférence des parties du 4 au 8 mai 2009):
- COM (2009) 39 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions - Vers un accord global en matière de changement climatique à Copenhague):
- SEC (2008) 3104 (Commission Staff working document - Integrated climate change research following the release of the 4th Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) and most recent research developments);
- SEC (2009) 102 (Commission Staff working document accompanying the Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European economic and social Committee and the Regions Committee - Towards a comprehensive climate change agreement in Copenhagen - Additional background information);
- SEC (2009) 53 (Commission Staff working document analysing the replies to the Green Paper on market-based instruments for environment and related policy purposes);
- Directive 2008/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 modifiant la directive 2003/87/CE afin d'intégrer les activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre:
- COM (2009) 82 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions - Une approche communautaire de la prévention des catastrophes naturelles ou d'origine humaine).

Au cours de la réunion du 06 avril 2009, les membres de la Commission de l'Environnement ont examiné l'avis du Conseil d'Etat sur le projet de loi 5888 relative à la chasse, ainsi que les avis complémentaires du Conseil d'Etat relatifs au projet de loi 5933 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE et au projet de loi 5957 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement Européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux.

Le 15 avril 2009, la Commission de l'Environnement a adopté deux projets de rapports, le premier concernant le projet de loi 5933 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE et le second concernant le projet de loi 5957 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement Européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux.

Le 23 avril 2009, la commission parlementaire a entamé ses travaux relatifs au projet de loi 5934 portant a) création de l'administration de la Nature et des Forêts b) modification du code d'instruction criminelle et de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts. Elle a désigné Monsieur Roger Negri Rapporteur du projet puis examiné le texte du projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat.

Au cours de la réunion du 30 avril 2009, il a été procédé à l'adoption du projet de rapport relatif au projet de loi 5934 portant a) création de l'administration de la Nature et des Forêts b) modification du code d'instruction criminelle et de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts. En outre, les membres de la Commission se sont vus présenter le Plan national de gestion des déchets.

Toujours en date du 30 avril 2009 et conjointement avec la Commission des Travaux publics, la Commission de l'Environnement a procédé à l'examen du projet de loi 6008 portant 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement 2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée 3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée 4. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement 5. modification de la loi du 19 janvier 2004 sur la protection de la nature et des ressources naturelles, ainsi qu'à l'avis du Conseil d'Etat y afférent.

Au cours de la réunion du 06 mai 2009, la Commission de l'Environnement s'est vue présenter la nouvelle nomenclature des établissements classés, puis elle a continué son échange de vues sur le Plan national de gestion des déchets.

Toujours en date du 06 mai 2009, la Commission de l'Environnement et la Commission des Travaux publics ont adopté le projet de rapport concernant le projet de loi 6008 portant 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement 2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée 3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée 4. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement 5. modification de la loi du 19 janvier 2004 sur la protection de la nature et des ressources naturelles.

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Présidente:	Frank Marie-Josée (CSV)	
Vice-Présidents:	Dall'Agnol Claudia (LSAP), Bettel Xavier (pour les volets Egalité des chances et Jeunesse depuis le 20/12/2007) (DP)	
Membres:	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Arendt épouse Kemp Nancy, Schaaf Jean-Paul
	LSAP	Angel Marc (sauf pour le volet Egalité des chances), Diederich Fernand (pour les volets Famille et Jeunesse), Err Lydie (pour le volet Egalité des chances), Spautz Vera (pour le volet Egalité des chances)
	DP	Berger Eugène, Etgen Fernand (pour le volet Famille)
	DÉI GRÉNG	Loschetter Viviane
	INDEP	Jaerling Aly

En ce qui concerne les volets «Famille» et «Jeunesse»:

La Commission a commencé la session parlementaire par un échange de vues avec la Ministre de la Famille et le Ministre de la Justice au sujet du système des chèques-service.

Elle a consacré une réunion à la présentation et la discussion du Rapport 2008 de l'ORK (Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand).

Une autre réunion, auxquelles se joignaient la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle et la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture, était destinée à la présentation et à la discussion de l'étude sur le Girls' Day-Boys' Day 2008 par Mme Christa Brömmel du Centre d'information et de documentation des femmes «Thers Bodé» (CidFemmes) et le Dr. Anette Schumacher de l'Université du Luxembourg.

Les représentants de la Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise (CGJL) ont été reçus par la Commission pour une entrevue au sujet des résultats de la Convention des Jeunes «A toi la parole!» du 21 novembre 2008.

Dans le cadre du débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur 2007-2008, la Commission a analysé les recommandations la concernant.

Projets de loi:

La Commission a achevé au cours de deux réunions les travaux concernant le **projet de loi 5825 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg** (Rapportrice: Mme Marie-Josée Frank), par l'examen du deux-

ième avis complémentaire du Conseil d'Etat et l'adoption du projet de rapport. (*loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg)*

Les travaux relatifs au **projet de loi 5754 relatif à l'aide à l'enfance et à la famille** (Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf) se sont terminés par l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat et l'adoption du projet de rapport. (*Loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille*)

Au cours de cinq réunions jointes avec la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire, la Commission a continué ses travaux concernant le **projet de loi 5830 organisant l'aide sociale** (Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval), en examinant l'avis et l'avis complémentaire du Conseil d'Etat et en adoptant le projet de rapport.

La Commission a encore examiné le **projet de loi 5937 autorisant la participation de l'Etat à la construction du centre intégré pour personnes âgées à Belval** (Rapportrice: Mme Nancy Arendt épouse Kemp) (*Loi du 28 mai 2009 autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Belval*) et le **projet de loi 5985 autorisant la participation de l'Etat à la construction d'une maison de soins à Vianden** (Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf) (*Loi du 19 mai 2009 autorisant la participation de l'Etat à la construction d'une maison de soins à Vianden*).

En ce qui concerne le volet «Egalité des chances»:

Une réunion était consacrée à la présentation des textes communautaires suivants:

- COM (2008) 530-1 Proposition de DÉCISION DU CONSEIL sur la conclusion, par la Communauté européenne, de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées;
- COM (2008) 530-2 Proposition de DÉCISION DU CONSEIL sur la conclusion, par la Communauté européenne, du protocole facultatif se rapportant à la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées;
- COM (2008) 503 COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL, AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Rapport d'évaluation final de la stratégie-cadre et du programme d'action communautaire concernant la stratégie communautaire en matière d'égalité entre les femmes et les hommes (2001-2006);
- COM (2008) 635 COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Redoubler d'efforts pour mieux concilier vie professionnelle, vie privée et vie de famille;
- COM (2008) 636 Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant l'application du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes exerçant une activité indépendante et abrogeant la directive 86/613/CEE;
- COM (2008) 638 RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Mise en œuvre des objectifs de Barcelone concernant les structures d'accueil pour les enfants en âge préscolaire.

La préparation de la Journée internationale de la femme s'est étendue sur quatre réunions avec, comme sujet, l'analyse des recommandations du Comité CEDAW de l'ONU relatives au 5e rapport périodique du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDAW).

Projets de loi:

La Commission a terminé ses travaux relatifs au **projet de loi 5874 portant sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile** (Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval) (*Loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile*).

Commission des Finances et du Budget

Président: Mosar Laurent (CSV)
Vice-Présidents: Mutsch Lydia (LSAP), Goerens Charles (DP)
Membres:

CSV	Haupert Norbert, Thiel Lucien, Wolter Michel
LSAP	Fayot Ben, Negri Roger
DP	Meisch Claude
DÉI GRÉNG	Bausch François
ADR	Gibéryen Gaston

Au cours de la session parlementaire 2008-2009, la Commission s'est réunie à 44 reprises.

Les travaux de la Commission des Finances et du Budget sont traditionnellement rythmés par le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat.

Budget 2009:

Le rapporteur du budget 2009, M. Norbert Haupert, a été nommé le 16 septembre 2008. L'examen du projet de budget pour 2009 (document parlementaire 5900) a débuté le 2 octobre 2008 et s'est terminé par l'adoption du rapport de la Commission en date du 27 novembre 2008.

En tout, la Commission a consacré 11 réunions à l'examen du budget. Les deux premières réunions (celles du 2 et du 7 octobre 2008) ont eu lieu dans le cadre de la session 2007-2008. Les neuf réunions suivantes ont eu lieu au cours de la session 2008-2009.

(La Commission avait consacré 9 réunions au budget au cours de l'année précédente).

- Le 7 octobre 2008, la Commission a entendu l'Administration des Contributions Directes, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et l'Administration des Douanes et Accises au sujet de l'évolution des recettes de l'Etat;
- Le STATEC a présenté les dernières prévisions économiques aux membres de la Commission le 17 octobre et le 21 novembre 2008;
- Le 31 octobre 2008, les membres de la Commission ont eu un échange de vues avec les représentants du Conseil Supérieur du Développement durable;
- Le 11 novembre 2008, la Commission a eu une entrevue avec Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale;
- La Commission a examiné l'avis de la Cour des Comptes au cours de sa réunion du 13 novembre 2008.
- La Commission a entendu la Banque Centrale au sujet des dispositions de la loi budgétaire pour l'exercice 2009 le 14 novembre 2008.
- La Commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat et les avis des chambres professionnelles lors de sa réunion du 18 novembre 2008.
- Le 20 novembre 2008, la Commission a eu une entrevue avec Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire au sujet de la situation et de l'évolution financière des communes.

Visites et échanges de vues:

Durant les trois premiers mois de l'année, la Commission a effectué un certain nombre de visites de travail auprès de ses homologues des Parlements suisse, autrichien et français.

- Une délégation de six membres de la Commission s'est ainsi déplacée à Berne les 12 et 13 janvier 2009.
- Une deuxième visite de travail a été effectuée à Paris les 4 et 5 mars 2009, afin de rencontrer une délégation de députés et de sénateurs français.
- Enfin la troisième visite avait pour objet de rencontrer une partie des membres des Commissions des Finances du *Nationalrat* et du *Bundesrat* à Vienne le 29 et le 30 mars 2009

Le 17 novembre 2008 la Commission a eu un échange de vues avec Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget au sujet de l'évolution de la crise financière internationale.

L'entrevue du 20 décembre 2008 avec Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget avait pour objet de faire le point sur l'évolution des dossiers de certains établissements financiers en relation avec la crise financière.

Le 8 janvier 2009, La Commission des Finances et du Budget a assisté à une entrevue avec Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget sur la proposition de modification de la directive sur la fiscalité de l'épargne.

Le 15 janvier 2009, la Commission a reçu des représentants de l'Association des Cadres Fonctionnaires de la Douane dans le cadre d'une entrevue au sujet du projet de loi 5901 (Projet de loi portant renforcement des structures de direction de l'Administration des douanes et accises).

Un certain nombre d'entrevues (notamment celles du 11 et du 13 mars ainsi que celle du 7 avril 2008) avec Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget avaient comme sujet le secret bancaire ou l'échange d'informations et les listes publiées par l'OCDE.

Par ailleurs, dans le contexte de la crise économique et financière, la Commission des Finances et du Budget et la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ont organisé un certain nombre d'entrevues avec Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget afin de faire le point sur l'évolution mensuelle de la situation budgétaire. Ces réunions ont eu lieu le 12 février, le 11 mars, le 7 avril, le 12 mai et le 5 juin 2009. Le principe d'une réunion mensuelle devrait être maintenu tout au long de la session 2009-2010.

Autres travaux et projets de loi traités:

La Commission des Finances et du Budget a examiné les documents européens qui lui ont été attribués au cours de quatre réunions.

Le projet de loi 5815 *relative au système des ressources propres des Communautés européennes* figurait à l'ordre du jour de la réunion du 23 octobre 2008. Lors de cette réunion, le projet de rapport (rapporteur M. Lucien Thiel) a été présenté et adopté.

Le projet de loi en question a pour objet d'approuver la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes pour la période 2007-2013 et de remplacer, une fois la décision 2007/436/CE en vigueur, la loi du 31 janvier 2002 relative au système des ressources propres des Communautés européennes pour la période 2000-2006.

Le projet de loi 5745 *portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financier* a fait l'objet d'une réunion, le 23 octobre 2008.

Cet accord simplifie les procédures d'assistance mutuelle, prévoit leur accélération et l'élargissement de leur champ d'application.

L'accord a pour objectif de mettre un terme aux activités illégales dans le domaine financier. Il comporte des avancées significatives dans plusieurs domaines, notamment en ce qui concerne l'obligation de coopération en matière de fiscalité indirecte, l'extension du champ de l'entraide, la possibilité de transmission directe des demandes entre auto-

rités judiciaires, le principe du respect par l'autorité requise des exigences procédurales et des délais spécifiés par la partie requérante, la limitation du contrôle de double incrimination et l'obligation de coopération en matière de recueil des informations bancaires et financières. Lors de la réunion du 23 octobre, les membres de la Commission ont examiné l'avis du Conseil d'Etat. Par ailleurs, ils ont examiné et adopté le projet de rapport (rapporteur M. Laurent Mosar).

La Commission a consacré cinq réunions au projet de loi 5924 *portant modification - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs; - de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt commercial communal; - de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière; - de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauche de chômeurs; - de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale; - de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes; - de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement; - de la loi modifiée du 9 juillet 1937 concernant l'impôt sur les assurances; - de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.*

Les mesures prévues par le projet de loi sous rubrique s'inscrivent dans la continuité de la politique fiscale décidée en 2007 et s'appliquant à partir du 1er janvier 2008, à savoir la réduction générale de la pression fiscale et l'introduction du boni pour enfant.

Au niveau des personnes physiques, le projet de loi propose une adaptation du tarif d'imposition des revenus des personnes physiques de 9%.

Le boni pour enfant a introduit l'impôt négatif au Luxembourg en favorisant notamment les enfants des ménages ne payant aucun ou peu d'impôt sur le revenu. Ce changement fiscal de cap est continué en 2009 par l'introduction de plusieurs crédits d'impôt.

Au niveau des entreprises, le projet de loi entend favoriser, en dehors de l'abolition du droit d'apport et de l'adaptation tarifaire, la distribution des dividendes du Luxembourg vers les sociétés mères étrangères.

Par ailleurs il entend encore soutenir davantage le mécénat et la philanthropie tant des personnes physiques que des collectivités par des adaptations fiscales.

A l'origine le projet de loi prévoyait en outre de modifier la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur bancaire. Or, la Commission des Finances et du Budget a proposé la suppression dans le projet de loi des dispositions relatives à l'adaptation de la législation fiscale aux nouvelles normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards, IFRS) et de la modification du système de garantie de dépôts et de créances et autres instruments d'investissement. Cet amendement a été essentiellement motivé par la crise financière qui rend nécessaire une analyse approfondie des répercussions inhérentes et intrinsèques.

Le projet de rapport a été présenté et adopté (rapporteur M. Laurent Mosar) lors de la réunion du 12 décembre 2008.

Le projet de loi 5913 *portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement - portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux - modifiant: · la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc. · la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif · la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation · la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) · la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep · la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés - et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement* a été examiné au cours de cinq réunions.

L'objectif de ce projet de loi est de transposer en droit national la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux et d'abroger le droit d'apport avec effet au 1er janvier 2009. Un autre objectif du projet de loi sous rubrique est de réviser le régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 12 décembre 2008.

L'objet du projet de loi 5902 *approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 15e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement - approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international en faveur d'une extension de l'autorité d'investissement du Fonds - approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international modifiant la structure des quotes-parts et renforçant la représentation des pays à faible revenu, et autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'augmentation de la quote-part du Luxembourg au Fonds monétaire international* consiste dans l'actualisation des engagements du Grand-Duché de Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement et dans l'approbation de deux amendements au statut du Fonds monétaire international. Le premier amendement vise à élargir le pouvoir d'investissement et le deuxième à réformer la gouvernance du Fonds monétaire international. Ce projet de loi a fait l'objet de deux réunions. Le projet de rapport (rapporteur: M. Laurent Mosar) a été adopté le 9 décembre 2008.

Le projet de loi 5757 *ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions Directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises et portant modification de - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;- la loi générale des impôts ("Abgabenordnung");- la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des Contributions Directes;- la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines;- la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale* figurait à l'ordre du jour de la réunion du 9 décembre 2008.

Ce projet de loi a pour objet d'établir les bases légales pour une coopération intensifiée entre l'Administration des Contributions Directes et l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Il fait partie d'un ensemble de mesures visant à améliorer sur le plan national les capacités d'actions des deux administrations dans la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales. Il s'agit de renforcer le dispositif légal afin de permettre un échange d'informations efficace entre ces administrations en vue de la détermination surtout des impôts budgétairement les plus importants, à savoir l'impôt sur le revenu, l'impôt sur le revenu des collectivités, la TVA et les droits d'enregistrement. A noter que l'Administration des Douanes et Accises est également pleinement associée à la coopération avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Le projet de loi crée également le cadre légal pour un échange de données entre les administrations fiscales, d'un côté, et l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale, le STATEC, le Centre Commun de la Sécurité Sociale, le Ministère des Transports, la Caisse Nationale des Prestations Familiales, le Fonds National de Solidarité et l'Inspection du Travail et des Mines de l'autre côté. En effet, ces administrations détiennent des informations nécessaires à l'établissement correct et au recouvrement des différents impôts et taxes relevant des compétences des administrations fiscales.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Norbert Haupert) a été adopté le 9 décembre 2008.

Le projet de loi 5901 *portant renforcement des structures de direction de l'Administration des douanes et accises* propose de réorganiser les cadres de l'Administration des douanes et accises à travers une modification de la loi modifiée du 27 juillet 1993 portant organisation de l'Administration des Douanes et Accises.

Le projet de loi complète l'ensemble des mesures destinées à renforcer progressivement les moyens d'action des administrations fiscales dont le bon fonctionnement est indispensable à la conduite des affaires publiques par le pouvoir exécutif. Après y avoir consacré les réunions du 15 et du 20 janvier, les membres de la Commission ont adopté le projet de rapport (rapporteur: M. Norbert Haupert) le 16 avril 2009.

L'objet du projet de loi 5880 *relative au financement d'une solution informatique permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce* est d'autoriser le Gouvernement à dépenser pour la période 2006 à 2014 un montant maximum de 29.658.000.- euros pour la mise en place d'un système informatisé permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce appelé «Paperless Douanes et Accises (PLDA)». Ce projet de rapport a fait l'objet de trois réunions. Le projet de rapport (rapporteur: M. Norbert Haupert) a été adopté le 16 avril 2009.

La Commission des Finances et du Budget a consacré deux réunions au projet de loi 6009 *modifiant la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009.* Ce projet de loi s'inscrit dans le cadre du plan de relance adopté par le Gouvernement en vue de faire face à la crise économique.

Pour assurer la mise en pratique de ce plan de relance dans le secteur du bâtiment, le présent projet de loi envisage de modifier les articles 26 (Fonds d'investissements publics) et 29 (Fonds des routes) de la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2009.

La modification susmentionnée est la suite logique de la modification de l'article 80 (1) c) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat qui porte le seuil pour les réalisations de projets d'infrastructure au profit de l'Etat de 7.500.000 euros à 40.000.000 euros (cf. projet de loi N°6011A). En conséquence bon nombre de projets prévus par le programme pluriannuel des fonds d'investissements publics et du fonds des routes ne nécessitent dorénavant plus le vote, par la Chambre des Députés, d'une loi spéciale d'autorisation, indispensable jusqu'à maintenant pour les projets d'investissement dépassant le seuil de 7.500.000 euros.

C'est la raison pour laquelle des projets, dont le montant d'investissement se situe entre 7,5 et 40 millions d'euros et qui étaient en attente d'une loi spéciale tout en étant prêts à être mis en adjudication, sont ajoutés aux articles 26 respectivement 29 de la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2009.

Le projet de rapport (rapporteur M. Norbert Haupert) a été adopté le 16 avril 2009.

Le projet de loi 6011A *portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat* fait également partie du plan de relance de l'économie du Gouvernement en vue de faire face à la crise économique et de contribuer au redressement de l'économie nationale.

Le projet de loi a pour objet d'augmenter le seuil défini à l'article 80 paragraphe (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat d'un montant de 7.500.000 euros respectivement de 15.000.000 euros à un montant de 40.000.000 euros.

En pratique, les seuils préalablement applicables se sont révélés être relativement bas. Par conséquent les nouvelles constructions

d'envergure moyenne de l'Etat, ainsi que de nombreuses rénovations ou réhabilitations nécessitaient le vote d'une loi d'autorisation.

Le relèvement des différents seuils à 40.000.000 euros permet ainsi de simplifier et d'accélérer la mise en chantier de bon nombre de projets d'investissements publics qui ne nécessitent dorénavant plus le vote par la Chambre des Députés d'une loi spéciale d'autorisation.

Le projet de rapport (rapporteur M. Laurent Mosar) a été adopté le 23 avril 2009

Le projet de loi 6011B *portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financie* a été examiné lors de la réunion de la Commission des Finances et du Budget du 30 avril 2009.

L'article unique du projet de loi sous rubrique porte modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier dans sa partie relative à la protection des dépôts bancaires.

Aux fins de renforcer la protection des déposants dans le contexte actuel de crise financière, il est prévu d'apporter des changements ponctuels aux articles qui régissent les systèmes de garantie des dépôts.

Ces changements visent en outre à transposer certaines dispositions de la directive 2009/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 modifiant la directive 94/19/CE relative aux systèmes de garantie des dépôts en ce qui concerne le niveau de garantie et le délai de remboursement.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 30 avril 2009.

La Commission des Finances et du Budget a consacré une réunion au projet de loi 5936 *portant transposition pour les établissements de crédit de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/ CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance, – et modifiant la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit*.

Le projet de loi a pour objet de transposer, en ce qui concerne les établissements de crédit, la directive 2006/46/CE modifiant les directives concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, les comptes consolidés, les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance. La transposition est effectuée moyennant une adaptation de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit.

La directive 2006/46/ CE a pour objectif de faciliter l'investissement transfrontalier, d'améliorer la comparabilité des états financiers et des rapports de gestion dans toute l'Union européenne et de renforcer la confiance du public envers ces publications par l'insertion d'informations spécifiques, de meilleure qualité et au contenu cohérent.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 30 avril 2009.

Par ailleurs, la Commission des Finances et du Budget a poursuivi son travail en relation avec la conclusion de conventions contre la double imposition. Les quatre conventions suivantes s'inscrivent dans la liste des nombreuses conventions fiscales conclues au cours des dernières décennies par le Gouvernement luxembourgeois afin de créer un cadre fiscal compétitif dans l'intérêt de l'intensification des relations économiques du pays et de la place financière en particulier.

- Le projet de loi 5862 *portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hong Kong, le 2 novembre 2007* a fait l'objet de deux réunions.

La convention sous rubrique offrira des opportunités d'investissements aux entreprises désirant s'implanter à Hong Kong, ainsi qu'aux entreprises originaires de la RAS de Hong Kong et de Chine désirant investir au Luxembourg.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 4 décembre 2008.

- La Commission a consacré trois réunions au projet de loi 5767 *portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Emirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et de son Protocole, signés à Dubai, le 20 novembre 2005*.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 23 avril 2009.

- Le projet de loi 5799 *portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Bakou, le 16 juin 2006* a été examiné au cours de la réunion de la Commission du 23 avril 2009.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Laurent Mosar) a été adopté le 23 avril 2009.

- Au cours de sa réunion du 23 avril, la Commission a également examiné le projet de loi 5948 *portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à New Delhi, le 2 juin 2008*.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 23 avril 2009.

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Président:	Thiel Lucien (CSV)	
Vice-Présidents:	Diederich Fernand (LSAP), Etgen Fernand (DP)	
Membres:	CSV	Meyers Paul-Henri, Roth Gilles, Weydert Raymond
	LSAP	Klein Jean-Pierre, Schreiner Roland
	DP	Berger Eugène
	DÉI GRÉNG	Adam Claude
	ADR	Gibéryen Gaston

Au cours de la session parlementaire 2008-2009, la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications s'est réunie à onze occasions.

Le 27 octobre 2008, la Commission a examiné les documents européens suivants:

- COM (2008) 106 (Proposition de Décision du Parlement européen et du Conseil instituant un programme communautaire pluriannuel visant à protéger les enfants lors de l'utilisation de l'internet et d'autres technologies de communication);
- COM (2008) 207 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur la protection des consommateurs, et en particulier des mineurs, en ce qui concerne l'utilisation des jeux vidéo);
- COM (2008) 313 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions: faire progresser l'Internet - Plan d'action pour le déploiement du protocole Internet IPv6 en Europe);
- COM (2008) 334 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Évaluation finale du programme eTEN);
- COM (2007) 833 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Une approche européenne de l'éducation aux médias dans l'environnement numérique).

Lors de la réunion du 24 novembre 2008, la commission parlementaire a procédé à un échange de vues avec des représentants de LuxTrust S.A. Elle a par ailleurs examiné les documents européens suivants:

- COM (2008) 579 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions relative aux conclusions du réexamen du fonctionnement du règlement (CE) N°717/2007 du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2007 concernant l'itinérance sur les réseaux publics de téléphonie mobile à l'intérieur de la Communauté et modifiant la directive 2002/21/CE);
- COM (2008) 580 (Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) N°717/2007 concernant l'itinérance sur les réseaux publics de téléphonie mobile à l'intérieur de la Communauté et la directive 2002/21/CE relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques);
- COM (2008) 594 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur les réseaux et l'internet du futur).

Lors de sa réunion du 1er décembre 2008, la Commission a procédé à l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5870 portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public. En outre, Monsieur Paul-Henri Meyers a été désigné Rapporteur du projet de loi 5889 modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat

b) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

c) la loi du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne

d) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'Etat peut se faire changer d'administration

e) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

f) la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

La commission parlementaire a entamé l'examen dudit projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat.

Elle a ensuite examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5734 relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques, puis elle a procédé à l'examen des documents européens suivants:

- COM (2008) 481 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Huitième communication relative à l'application des articles 4 et 5 de la directive 89/552/CEE "Télévision sans frontières", telle que modifiée par la directive 97/36/CE, pour la période 2005-2006);
- COM (2008) 572 (Communication de la Commission au Parle-

ment européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur le deuxième réexamen de la portée du service universel dans les réseaux et services de communications électroniques, conformément à l'article 15 de la directive 2002/22/CE).

Au cours de la réunion du 8 décembre 2008, les membres de la commission parlementaire ont procédé à un échange de vues avec Monsieur le Ministre des Communications sur les conclusions du "Conseil Télécommunications" du 27 novembre 2008. Ils ont en outre adopté les projets de rapport relatifs aux projets de loi suivants:

- Projet de loi 5870 portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public;
- Projet de loi 5889 modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat

b) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

c) la loi du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne

d) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'Etat peut se faire changer d'administration

e) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

f) la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire.

En date du 12 janvier 2009, les membres de la Commission ont procédé à un échange de vues sur le projet de loi 5734 relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques. Ils ont par ailleurs examiné les documents européens suivants:

- COM (2008) 703 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Procurer les avantages du marché unique en renforçant la coopération administrative);
- COM (2008) 720 (Proposition modifiée de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant une Autorité européenne du marché des communications électroniques);
- COM (2008) 723 (Proposition modifiée de Directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2002/22/CE concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques, la directive 2002/58/CE concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et le règlement (CE) N°2006/2004 relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs).

Lors de la réunion du 19 janvier 2009, les membres de la Commission ont adopté une série d'amendements parlementaires concernant le projet de loi 5734 relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques. Ils ont par ailleurs examiné les documents européens suivants:

- COM (2008) 724 (Proposition modifiée de Directive du Parlement européen et du Conseil modifiant les directives 2002/21/CE relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques, 2002/19/CE relative à l'accès aux réseaux et services de communications électroniques ainsi qu'à leur interconnexion, et 2002/20/CE relative à l'autorisation des réseaux et services de communications électroniques);
- C (2008) 5925 (Recommandation de la Commission du 15.10.2008 concernant les notifications, délais et consultations prévus par l'article 7 de la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques);
- COM (2008) 804 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - « Vers une société de l'information accessible »);
- COM (2008) 845 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Cadre juridique pour les réseaux et les services de télévision mobile: Meilleures pratiques en matière d'autorisation – le modèle de l'Union européenne).

En date du 2 mars 2009, la Commission a examiné le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5734 relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques. Elle a ensuite adopté le projet de rapport y relatif. En outre, la Commission a examiné le projet de loi 5912 portant création du Centre des Technologies de l'Information de l'Etat, ainsi que l'avis du Conseil d'Etat y afférent. Elle a également nommé Monsieur Paul-Henri Meyers Rapporteur de ce projet de loi.

Le 16 mars 2009, la Commission a adopté le projet de rapport relatif au projet de loi 5912 portant création du Centre des Technologies de l'Information de l'Etat. Elle a en outre examiné le document européen COM (2008) 892 (Proposition de Décision du Parlement européen et du Conseil instituant le programme *MEDIA Mundus* de coopération audiovisuelle avec les professionnels des pays tiers).

Le 30 mars 2009, les membres de la Commission ont entamé leurs travaux relatifs au projet de loi 5996 portant modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information. Ils ont nommé Monsieur Lucien Thiel Rapporteur du texte puis discuté le projet de loi. Par ailleurs, ils ont examiné le document européen COM (2009) 64 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Evaluation finale de la mise en œuvre du programme communautaire pluriannuel visant à promouvoir une utilisation plus sûre de l'internet et des nouvelles technologies en ligne).

En date du 22 avril 2009, la commission parlementaire a examiné l'avis du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5996 portant modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information; elle a ensuite adopté le projet de rapport y afférent. Pour finir, la Commission a examiné les documents européens suivants:

- COM (2009) 103 (Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen - Améliorer l'accès des régions rurales aux technologies de l'information et de la communication);
- COM (2009) 116 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Une stratégie pour la R&D et l'innovation en matière de TIC en Europe : passer à la vitesse supérieure).

Au cours de la réunion du 5 mai 2009, la Commission a désigné Monsieur Lucien Thiel Rapporteur du projet de loi 6012 portant abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original. Elle a ensuite examiné le texte du projet ainsi que l'avis du Conseil d'Etat, puis elle a adopté le projet de rapport afférent. En outre, la Commission a examiné les documents européens suivants:

- COM (2009) 108 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Infrastructures TIC pour la science en ligne);
- COM (2009) 140 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – 14e Rapport d'avancement sur le marché unique européen des communications électroniques).

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président:	Meyers Paul-Henri (CSV)	
Vice-Présidents:	Bodry Alex (LSAP), Flesch Colette (DP)	
Membres:	CSV	Doerner Christine, Sauber Marcel, Weydert Raymond
	LSAP	Err Lydie, Negri Roger
	DP	Helminger Paul
	DÉI GRÉNG	Braz Félix
	ADR	Henckes Jacques-Yves

a) **6030** - Proposition de révision de la Constitution portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution

La Commmission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a consacré une dizaine de réunions (22 et 29 octobre, 26 novembre 2008,14 et 28 janvier, 11 février, 11, 18 et 25 mars, 1er avril 2009) aux discussions relatives à un nouvel ordonnancement de la Constitution.

Elle a entre autres revu les articles de la Constitution à l'aide de tableaux synoptiques qui lui ont permis finalement d'aboutir au dépôt du document parlementaire 6030 le 21 avril 2009.

b) **5458** - Projet de loi portant modification de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat (Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers)

La commission a consacré une réunion aux suites à réserver au projet de loi 5458.

c) **5967** - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution (Rapporteur : Monsieur Paul-Henri Meyers)

La commission parlementaire a examiné non seulement le projet de révision en question, mais également l'avis du Conseil d'Etat afférent. Finalement elle a adopté son rapport le 10 décembre 2008. A la suite des deux votes constitutionnels (11 décembre 2008 et 12 mars 2009), le projet sous rubrique a abouti à la loi du 12 mars 2009 (Mém. A N°43 de 2009).

d) **6025** - Proposition de révision de la Constitution visant à introduire dans notre Constitution un Chapitre XII De l'Union européenne (Auteur : Monsieur Jacques-Yves Henckes)

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a consacré une réunion à la discussion de la proposition de révision 6025.

e) Echange de vues sur les modifications éventuelles à apporter à la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Commission juridique

Présidente:	Doerner Christine (CSV)	
Vice-Présidents:	Err Lydie (LSAP), Bettel Xavier (DP)	
Membres:	CSV	Meyers Paul-Henri, Mosar Laurent, Roth Gilles
	LSAP	Bodry Alex, Klein Jean-Pierre
	DP	Flesch Colette
	DÉI GRÉNG	Braz Félix

Sous-Commission «Divorce» de la Commission juridique

Présidente:	Doerner Christine (CSV)	
Membres:	LSAP	Err Lydie
	DP	Flesch Colette
	DÉI GRÉNG	Braz Félix
	ADR	Henckes Jacques-Yves

I. résumé des travaux législatifs pour la session 2008-2009

a) **5155** Projet de loi portant réforme du divorce

- présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'Etat du 16 mars 2004 (réunion du 15 octobre 2008)

Examen: 19 novembre, 8 décembre 2008, 5 mai 2009

En date du 22 octobre 2008, il a été décidé d'instituer une sous-commission «Divorce».

Réunions de la Sous-commission «Divorce»

- 28 octobre, 11 et 12 novembre, 2 et 9 décembre 2008

- 13 et 30 janvier, 3 février, 24, 27 et 30 mars 2009

Le projet de loi 5867 et les propositions de loi 5285, 5304 et 5553 ont été examinés dans le cadre de la réforme du divorce.

b) **5867** Projet de loi relatif à la responsabilité parentale

Les **propositions de loi 5285** (M. Laurent Mosar), **5304** (M. Jacques-Yves Henckes) et **5553** (Mme Marie-Josée Frank et M. Laurent Mosar) sont examinées dans le cadre de l'examen du projet de loi 5867

Examen: 19 novembre, 8 décembre 2008, 31 mars 2009, 6 et 15 avril,

c) 5860 Projet de loi relatif à la traite des êtres humains, (1) portant approbation:

(a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à la signature du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme, et

(b) de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, signée à Varsovie le 16 mai 2005;

(2) modifiant le Code pénal; et

(3) modifiant le Code d'Instruction criminelle

Examen: réunions du 22 octobre, 12 et 19 novembre 2008

Adoption du rapport: 28 janvier 2009

d) **5894** Projet de loi portant modification de l'article 545 du Code civil

Examen: réunion du 29 octobre 2009

Adoption du rapport: 12 novembre 2008

e) **5588** Projet de loi portant portant

1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche

2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle

Examen: réunions du 29 octobre, 12 novembre 2008, 1er avril 2009

Adoption du rapport: 22 avril 2009

f) **5716** Projet de loi sur le dépôt par voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés modifiant - le titre I de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et - la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Réunions: 10 septembre 2008

Adoption du rapport: 5 mars 2009

g) **5156** Projet de loi renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et améliorant la protection des témoins

La **proposition de loi 4839** (M. Alex Bodry) est examinée dans le cadre du projet de loi 5156.

Examens: le 24 septembre, 19 novembre 2008, 9, 14, 28 et 29 janvier 2009, 4 et 11 février, 25 mars, 1er avril,

Adoption du rapport: 29 avril 2009

h) **5770** Projet de loi transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant:

1. la loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans;

2. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

3. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;

4. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leur activités dans un autre Etat membre des Communautés Européennes

Réunions: 21 mai 2008, 2 juillet 2008 et 12 novembre 2008

Le projet de loi a été voté lors de la séance plénière du 20 novembre 2008

i) **5837** Projet de loi relatif aux procédures européennes d'injonction de payer et de règlement des petits litiges et ayant pour objet de compléter et de modifier:

- le Nouveau Code de procédure civile,

- le Code civil,

- la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, et

- la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat.

Réunions: 26 novembre 2008, 14 janvier 2009

j) **5730** Projet de loi portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915

concernant les sociétés commerciales

Réunions: 7 janvier 2009, 18 février,

k) **5660B** Projet de loi portant modification:

1. de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2. des articles 2273 et 2276 du Code civil

Réunions: 28 janvier 2009, 11 février 2009

l) 5848 Projet de loi portant modification:

1. de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2. du Livre premier, Titre X, Chapitre 1er du Code civil;

3. de l'article 1046 du Nouveau Code de Procédure Civile.

Réunion: 18 février 2009,

Adoption du rapport: 18 mars 2009

m) **5907** Projet de loi insérant un article 442-2 dans le Code pénal en vue d'incriminer le harcèlement obsessionnel

Réunion: 11 mars 2009

Adoption du rapport: 22 avril 2009

n) **5718** Projet de loi 1. Introduisant la responsabilité des personnes morales dans le

Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle, 2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives

Réunion: 27 mars 2009

o) **5986** Projet de loi relative à l'accès des autorités judiciaires, de la Police et de l'Inspection générale de la police à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification:

- Du Code d'instruction criminelle, et

- De la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la police et l'Inspection générale de la police

Réunion: 25 mars 2009

Adoption du rapport: 22 avril 2009

p) **5829** Projet de loi relative aux fusions transfrontalières de sociétés de capitaux, à la simplification des modalités de constitution des sociétés anonymes et de maintien et de modification de leur capital, portant transposition:

- de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux;

- de la directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital;

- de la directive 2007/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 modifiant les directives 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil pour ce qui est de l'exigence d'un rapport d'expert indépendant à réaliser à l'occasion des fusions ou des scissions des sociétés anonymes;

ainsi que modification

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et

– du Code du travail

Réunion: 1er avril 2009

Adoption du rapport: 29 avril 2009

q) **5955** Projet de loi relative à l'œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale et modifiant: - la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des pairs relatifs aux épreuves sportives

Réunion: 22 avril 2009

Adoption du rapport: 29 avril 2009

*

A côté de l'instruction de ces nombreux projets de loi, la Commission juridique a également procédé à d'autres travaux.

II. échanges de vues

- échange de vues, suite à une lettre du groupe politique DP du 31 octobre 2008, avec Monsieur le Ministre de la Justice sur l'application de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise jusque fin décembre 2008 et sur la mise en œuvre de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise (le 12 novembre 2008),
- échange de vues avec M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration sur le point «Guantanamo» figurant à l'ordre du jour de la réunion du conseil JAI des 26-27 février 2009 (11 mars 2009),
- échange de vues avec Monsieur le Ministre de la Justice relatif à l'information relatée par M. le Procureur d'Etat auprès du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg quant à la disparition de pièces à conviction dans le cadre de l'enquête dite «Bommeleeër» (18 mars 2009),

III. débat d'orientation

- sur demande du groupe politique «Déi Gréng», un débat d'orientation au sujet de l'organisation interne de la Police, plus particulièrement de ses mécanismes de contrôle et d'autocontrôle a été organisé.

Réunions: 29 janvier 2008, 13 et 20 février 2008, 7 mai 2008, 4 et 10 juin 2008

Adoption du rapport: 4 et 11 février 2009,

IV. visites

- visite du nouveau Centre Pénitentiaire de Nancy (le 28 novembre 2008)

V. examen de demandes en naturalisation

La Commission juridique a instruit un nombre important de demandes en naturalisation au cours des mois de septembre à décembre 2008. Il convient de souligner qu'avec l'entrée en vigueur au 1er janvier 2009 de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise, les demandes en naturalisation relèvent désormais de la compétence du Ministère de la Justice.

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Présidente:	Mutsch Lydia (LSAP)	
Vice-Présidents:	Stein-Mergen Martine (CSV), Wagner Carlo (DP)	
Membres:	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy (sauf pour le projet de loi 5584 et la proposition de loi 4909), Frank Marie-Josée (sauf pour le projet de loi 5584 et la proposition de loi 4909), Meyers Paul-Henri, Santer Patrick (pour le projet de loi 5584 et la proposition de loi 4909), Schaaf Jean-Paul (pour le projet de loi 5584 et la proposition de loi 4909)
	LSAP	Dall'Agnol Claudia, Schneider Romain
	DP	Krieps Alexandre
	DÉI GRÉNG	Braz Félix (pour le volet Sécurité sociale), Huss Jean (sauf pour le volet Sécurité sociale)
	NDEP	Jaerling Aly

Au cours de la session 2008/2009, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, sous la présidence de Mme Lydia Mutsch, a traité les points suivants:

Dans ses réunions des 16 et 23 octobre 2008, la commission a examiné le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5584 relatif aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie et la proposition de loi 4909 sur le droit de mourir en dignité par l'euthanasie et l'assistance au suicide. Dans sa réunion du 30 octobre, la commission a adopté de nouveaux amendements. Dans sa réunion du 27 novembre 2008, la commission a examiné le troisième avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif à la proposition de la loi 4909. Dans la réunion du 4 décembre 2008, la commission a adopté le rapport complémentaire du projet de loi 5584 établi par la présidente-rapportrice Mme Lydia Mutsch ainsi que le rapport de la proposition de loi 4909 établi par les rapporteurs Mme Lydie Err et M. Jean Huss.

Dans la réunion du 13 novembre 2008, M. le Ministre de la Santé Mars Di Bartolomeo a présenté le projet de règlement grand-ducal établissant le plan hospitalier national et déterminant les missions et la composition minimales des structures d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures. Suite à cette présentation, un échange de vues a eu lieu dans cette même réunion ainsi que dans celle du 29 janvier 2009.

Dans sa réunion du 27 novembre 2008, la commission a examiné le projet de loi amendé 5839 modifiant 1. la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension; 2. le Code des assurances sociales; 3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat; 4. la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'Institutions internationales; 5. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois; 6. la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, ainsi que les avis du Conseil d'Etat. Dans sa réunion du 11 décembre 2008, la commission a adopté le rapport établi par le rapporteur M. Romain Schneider.

Dans cette même réunion, la commission a encore examiné les projets de loi 5768 portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Macédoine, faite à Luxembourg, le 28 novembre 2006 et 5885 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Monténégro en matière de sécurité sociale ainsi que les avis y relatifs du Conseil d'Etat avant d'adopter dans la réunion du 11 décembre 2008 les rapports établis par le rapporteur M. Romain Schneider.

Dans la réunion du 4 décembre 2008 la commission a désigné M. Romain Schneider comme rapporteur du projet de loi 5941 portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie 2007. Dans cette même réunion, la commission a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat avant d'adopter le rapport dans sa réunion du 11 décembre 2008.

Dans cette même réunion du 4 décembre 2008, M. le Ministre Mars Di Bartolomeo a présenté le projet de loi 5900 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2009 relatif aux départements de la Santé et de la Sécurité sociale.

Dans sa réunion du 15 janvier 2009, la commission a examiné la Proposition de directive du Parlement Européen et du Conseil relative aux normes de qualité et de sécurité des organes humains destinés à la transplantation en vue d'un test de subsidiarité de la COSAC avant d'adopter dans sa réunion du 29 janvier 2009 un avis.

Dans cette même réunion du 15 janvier 2009, le bilan intermédiaire de la mise en œuvre du plan d'action 2005 - 2009 en matière de lutte contre les drogues et la toxicomanie a été présenté à la commission par l'expert gouvernemental.

Dans la réunion du 29 janvier 2009, la commission a examiné le projet de loi 5920 portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers ainsi que l'avis du Conseil d'Etat avant d'adopter dans la réunion du 12 février 2009 le rapport établi par la présidente-rapportrice Mme Lydia Mutsch.

Dans cette même réunion, la commission a désigné M. Romain Schneider comme rapporteur du projet loi 5925 portant modification: 1. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale, et 2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat. La commission a adopté des amendements relatifs à ce projet de loi. Dans sa réunion du 2 avril 2009, la commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat. Dans sa réunion du 23 avril 2009, elle a adopté le rapport établi par le rapporteur M. Romain Schneider.

Dans ses réunions du 29 janvier et 12 février 2009 la commission a examiné le projet de loi 5856 relatif à l'hospitalisation sans leur

consentement de personnes atteintes de troubles mentaux et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police ainsi que l'avis du Conseil d'Etat.

Dans sa réunion du 19 février 2009, la commission a examiné le projet de loi 5927 portant création de l'établissement public "Centre Hospitalier du Nord" avant d'adopter, dans sa réunion du 19 mars 2009, le rapport établi par le rapporteur M. Romain Schneider.

La Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, dans sa réunion du 19 février 2009, a désigné des rapporteurs concernant différentes directives européennes. Dans la réunion du 2 avril 2009, Mme Martine Mergen, rapportrice, a présenté à la commission les directives COM(2008) 414 - Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers et COM (2008) 415 - COMMUNICATION DE LA COMMISSION Un cadre communautaire relatif à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers. Dans la réunion du 23 avril 2009, Mme Martine Mergen, rapportrice a présenté à la commission les documents COM/2008/0836 FIN - COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL relative à la sécurité des patients, y compris la prévention des infections associées aux soins et la lutte contre celles-ci et COM/2008/0837 FIN - Proposition de RECOMMANDATION DU CONSEIL relative à la sécurité des patients, y compris la prévention des infections associées aux soins et la lutte contre celles-ci.

Dans sa réunion du 19 mars 2009, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale a présenté sa prise de position concernant le rapport d'activité du Médiateur (2007/2008) relative au volet Sécurité sociale

Dans sa réunion du 26 mars 2009, la présidente Mme Lydia Mutsch a été désignée comme rapportrice du projet de loi 5552 relatif à la recherche biomédicale. Dans cette même réunion la commission a examiné le projet de loi 5552 ainsi que le projet de loi 5528 portant approbation - de la Convention pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine: Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine, ouverte à la signature, à Oviedo, le 4 avril 1997 - du Protocole additionnel à la Convention pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine, portant interdiction du clonage d'êtres humains, ouvert à la signature, à Paris, le 12 janvier 1998 - du Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 24 janvier 2002 - du Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine, relatif à la recherche biomédicale, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 25 janvier 2005 et modifiant la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine ainsi que l'avis du Conseil d'Etat. Dans sa réunion du 2 avril 2009, le Gouvernement a présenté à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale sa prise de position par rapport à l'avis du Conseil d'Etat sur le projet de loi 5552.

Dans sa réunion du 23 avril 2009, M. le Ministre de la Sécurité sociale Mars Di Bartolomeo a présenté le rapport de l'Inspection générale de la Sécurité sociale à l'intention du «Groupe de Réflexion Pensions» sur les mesures envisageables pour garantir la viabilité à long terme du système de pensions.

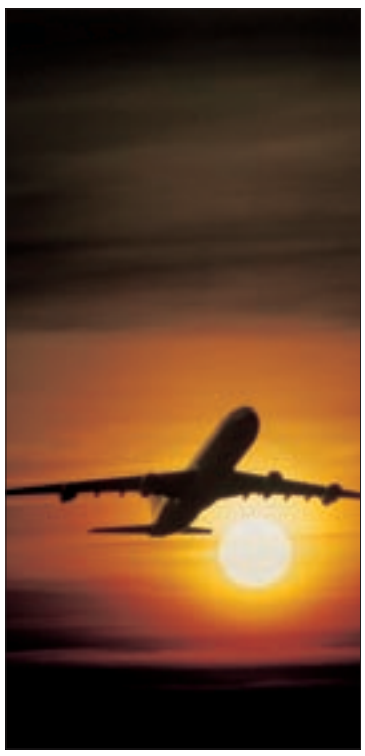
Commission des Transports

Président: Schreiner Roland (LSAP)
Vice-Présidents: Spautz Marc (CSV), Braz Félix (DÉI GRÉNG)
Membres:
CSV Kaes Ali, Schaaf Jean-Paul, Wolter Michel
LSAP Angel Marc, Negri Roger
DP Berger Eugène, Helminger Paul
ADR Koepp Jean-Pierre

Sous la présidence de M. Roland Schreiner, la Commission des Transports s'est réunie à neuf reprises durant cette ultime session parlementaire de la législature 2004-2009.

Ainsi, six projets de loi ont pu être examinés, voire amendés le cas échéant, et portés au vote de la Chambre des Députés. Il s'agit des lois suivantes:

- la loi du 5 juin 2009 ayant pour objet de modifier 1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne; 2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile; 3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare (*doc. parl. 5273),* votée le 7 mai 2009 et dont M. Roland Schreiner était Rapporteur;
- la loi du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie (*doc. parl. 5905),* votée le 7 mai 2009, dont M. Roger Negri était Rapporteur;
- la loi du 5 juin 2009 modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, l'article 179 du Code d'instruction criminelle, et l'article 40 de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement (*doc. parl. 5906),* votée le 7 mai 2009, dont M. Roland Schreiner était Rapporteur;
- la loi du 5 juin 2009 autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (*doc. parl. 5968),* votée le 7 mai 2009, dont M. Roger Negri était Rapporteur;
- la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics et modifiant a) la loi modifiée du 17 décembre 1859 sur la police des chemins de fer, b) la loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers et c) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics (*doc. parl. 5710),* votée le 28 avril 2009, dont M. Roland Schreiner était Rapporteur;
- la loi du 22 juillet 2009 ayant pour objet A) la transposition en droit national de la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la sécurité des chemins de fer communautaires; B) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sécurité ferroviaire; C) d'instituer une Administration des Chemins de Fer; et D) de modifier a) la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation et b) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics (*doc. parl. 5824),* votée le 28 avril 2009, dont M. Roland Schreiner était Rapporteur.



La Commission des Transports ne s'est toutefois pas limitée au seul travail législatif. Ainsi, lors d'une réunion jointe, en date du 28 octobre 2008, la commission parlementaire a pris connaissance de l'avant-projet du plan sectoriel «Transports», tandis qu'une autre réunion jointe, le 9 mars 2009, lui a permis d'analyser des dépassements des crédits accordés en relation avec les projets d'infrastructure ferroviaire de la Gare de Luxembourg.

La commission a en outre consacré une réunion à la présentation du nouveau contrat de service public RGTR (Régime général des transports routiers) ainsi qu'à l'examen de l'état d'avancement de la renégociation des contrats avec la société CFL, d'une part, celui concernant la gestion de l'infrastructure ferroviaire et, d'autre part, ceux concernant le service public par rail et par route. Elle s'est par ailleurs appliquée, fin avril 2009, à une première évaluation de la mise en œuvre des recommandations retenues par le Plan d'action national pour la mobilité douce.

Commission du Travail et de l'Emploi

Président: Glesener Marcel (CSV)
Vice-Présidents: Castegnaro John (LSAP), Krieps Alexandre (DP)
Membres:
CSV Clement Lucien, Kaes Ali, Spautz Marc
LSAP Schneider Romain, Spautz Vera
DP Etgen Fernand
DÉI GRÉNG Loschetter Viviane
INDEP Jaerling Aly

Au cours de la session 2008/2009, la Commission de Travail et de l'Emploi, sous la présidence de M. Marcel Glesener, a traité les points suivants:

Dans sa réunion du 21 octobre 2008, la Commission du Travail et de l'Emploi a examiné le projet de loi 5886 portant: 1. introduction du congé linguistique; 2. modification du Code du travail et M. le Ministre du Travail et de l'Emploi ainsi que l'avis du Conseil d'Etat et elle a adopté des amendements.

Dans cette même réunion, la commission a également examiné le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5144 contribuant au rétablissement du plein emploi et complétant 1. le livre V du Code du Travail par un Titre IX nouveau, 2. l'article L. 631-2 du Code du Travail. La commission, dans sa réunion du 29 octobre 2008, a adopté un texte coordonné et amendé. Dans sa réunion du 9 décembre 2008, la commission a examiné le troisième avis complémentaire du Conseil d'Etat. Dans la réunion du 13 janvier 2009, la commission a adopté le rapport établi par le rapporteur M. Ali Kaes.

Dans la réunion du 29 octobre 2008, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi a donné des explications concernant la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail.

Dans cette même réunion du 29 octobre 2008, M. Marcel Glesener a été désigné comme rapporteur du projet de loi 5943 modifiant l'article L. 222-9 du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum. M. le Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen a présenté le projet de loi.
Dans la réunion du 18 novembre 2008, la commission a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat avant d'adopter dans sa réunion du 9 décembre 2008 le rapport établi par le président-rapporteur M. Marcel Glesener.

Dans cette même réunion, M. Ali Kaes a été désigné comme rapporteur du projet de loi 4942 portant modification des articles L. 010-1, L. 141-1, L. 142-2 et L. 142-3 et concernant la problématique du détachement de travailleurs. M. le Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen a présenté le projet de loi.

Dans sa réunion du 18 novembre 2008, la commission a examiné le projet de loi 5853 portant: 1. transposition de la directive 2003/72/CE du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs; 2. modification du code du travail avant d'adopter dans sa réunion du 10 février 2009 le rapport présenté par M. le rapporteur Ali Kaes.

Dans sa réunion du 25 novembre 2008, le Médiateur M. Marc Fischbach a présenté le volet consacré à l'ADEM de son Rapport d'activité couvrant la période du 1er octobre 2007 au 30 septembre 2008. Dans la réunion du 3 février 2009, la commission a désigné M. le Président Marcel Glesener comme rapporteur pour avis. Dans sa réunion du 17 février, la commission a examiné l'avant-projet de rapport pour avis avant d'adopter, dans la réunion du 3 mars 2009, le rapport établi par le président-rapporteur M. Marcel Glesener.

Dans sa réunion du 9 décembre 2008, la commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5886 portant 1. introduction d'un congé linguistique 2. modification du Code du travail 3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche. Dans la réunion du 13 janvier 2009, la commission a adopté le rapport établi par M. Marc Spautz.

Dans sa réunion du 16 décembre 2008, la Commission du Travail et de l'Emploi a eu un échange de vues avec M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, en vue du Conseil européen des Affaires sociales du 17 décembre 2008, en particulier en ce qui concerne l'évolution du dossier «Aménagement du temps de travail».

Dans cette même réunion du 16 décembre 2008, la commission a également eu un échange de vues sur les premières «Journées Nationales de l'Emploi».

Dans la réunion du 13 janvier 2009, la commission a examiné le projet de loi 5973 1) portant modification de l'article L.511-12 du Code du Travail 2) dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du travail. Dans la réunion du 15 janvier 2009, la commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat et a adopté le rapport établi par le rapporteur M. Marc Spautz. Dans cette même réunion, la commission a eu un échange de vues sur le projet «INDURA», projet pilote pour l'intégration durable dans le marché du travail de chômeurs inscrits à l'ADEM par le biais d'une collaboration avec les entreprises de travail intérimaire.

Dans la réunion précitée du 13 janvier 2009, la commission a encore eu une réunion d'information sur l'organisation et le fonctionnement de l'ADEM et une entrevue avec Mme le Directeur et différents responsables de service. Cette réunion s'est tenue dans les localités de l'ADEM.

Dans la réunion jointe du 10 février 2009, les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la Commission du Travail et de l'Emploi ont eu un échange de vues avec M. le Ministre Nicolas Schmit sur la libre circulation des travailleurs dans le contexte de l'élargissement de l'Union européenne.

Dans la réunion du 3 mars 2009, la Commission du Travail et de l'Emploi a procédé à l'examen de l'état d'avancement de certaines directives européennes et de communications européennes ressortissant de la compétence du Ministère du Travail et de l'Emploi.

Dans la réunion du 24 mars 2009, la commission a désigné M. Ali Kaes comme rapporteur du projet de loi 6006 portant modification de la loi du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail 2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail et elle a examiné le projet de loi. Dans sa réunion du 21 avril 2009, la commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat avant d'adopter le rapport établi par le rapporteur M. Ali Kaes dans sa réunion du 28 avril 2009.

Dans la réunion jointe du 21 avril 2009, la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports et la Commission du Travail et de l'Emploi ont eu un échange de vues avec M. le Ministre du Travail et de l'Emploi sur les développements de la crise financière et économique dans le secteur de la sidérurgie – application du plan Lux 2011.

Commission des Travaux publics

Président: Clement Lucien (CSV)
Vice-Présidents: Scheuer Jos (LSAP), Etgen Fernand (DP)
Membres:
CSV Andrich-Duval Sylvie, Kaes Ali, Sauber Marcel
LSAP Diederich Fernand, Schreiner Roland
DP Brasseur Anne
DÉI GRÉNG Loschetter Viviane
ADR Mehlen Robert

28.10.2008: Présentation des avant-projets des plans sectoriels «Transports» et «Préservation des grands ensembles paysagers et forestiers» (réunion jointe avec la Commission des Transports, la Commission de l'Environnement et la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

10.11.2008: Désignation des rapporteurs pour les projets de loi 5911 relatif à la construction du Pavillon luxembourgeois pour l'Exposition universelle 2010 à Shanghai et 5898 relatif à la construction du bâtiment laboratoires et administrations sur la friche industrielle Belval

Présentation du projet de loi 5911 et examen de l'avis du Conseil d'Etat

Examen de l'avis du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5823 sur les permissions de voirie et modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

19.11.2008: Adoption d'un projet de rapport concernant le projet de loi 5898 (Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval)

Examen de l'avis du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5823 (Rapporteur: M. Ali Kaes)

Explications par M. le Ministre des Travaux publics concernant la mise à niveau des bâtiments de la Cour de Justice des Communautés européennes

24.11.2008: Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi 5952 relatif à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

Présentation du projet de loi 5897relatif à la construction de la Maison du Savoir à Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg (Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval) et examen de l'avis du Conseil d'Etat

Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5823

27.11.2008: Discussion sur le concept Cité des Sciences concernant les projets de loi 5898 et 5897 (réunion jointe avec la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture)

1.12.2008: Présentation et adoption d'un projet de rapport concernant le projet de loi 5897

Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5823

5.12.2008: Entrevue au sujet de l'aspect organisationnel de la présence luxembourgeoise lors de l'exposition universelle 2010 à Shanghai; projet de loi 5911 (Rapporteur : M. Lucien Clement) (réunion jointe avec la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports)

8.12.2008: Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5823

11.12.2008: Présentation et adoption d'un projet de rapport relatif au projet de loi 5911

9.3.2009: Examen des projets de loi 5952 relatif à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch (Rapporteur: M. Ali Kaes) et 5940 concernant la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport (Rapporteur: M. Lucien Clement) et des avis du Conseil d'Etat (réunion jointe avec la Commission des Affaires étrangères et européennes)

26.3.2009: Examen et adoption des projets de rapport concernant les projets de loi 5952 et 5940

Désignation des rapporteurs pour les projets de loi 5991 relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé, 6007 portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, 6008 portant 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement 2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement 3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, 6010 portant modification de l'article 8 et de l'article 20 de la loi modifiée du 30 juin 2003 sur les marchés publics et 6014 portant réorganisation de l'administration des Ponts et Chaussées

7.4.2009: Visite de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch (ensemble avec la Commission des Affaires étrangères et européennes)

15.4.2009: Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5823

Examen des projets de loi 6007 (Rapporteur: M. Lucien Clement), 6010 (Rapporteur: M. Lucien Clement), 5655 (Rapporteur: M. Lucien Clement) et des avis du Conseil d'Etat

16.4.2009: Continuation de l'évacuation de l'ordre du jour de la réunion du 15.4.2009

23.4.2009: Examen et adoption des projets de rapport concernant les projets de loi 6007 et 6010

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5823

30.4.2009: Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5655

Présentation et adoption d'un projet de rapport

30.4.2009: Examen du projet de loi 6008 (Rapportrice : Mme Sylvie Andrich-Duval) et de l'avis du Conseil d'Etat (réunion jointe avec la Commission de l'Environnement)

6.5.2009: Examen et adoption du projet de rapport concernant le projet de loi 6008

Examen du projet de loi 5991 (Rapporteur : M. Lucien Clement) et de l'avis du Conseil d'Etat

Examen et adoption d'un projet de rapport y relatif

Commission spéciale

Crise économique et financière

Président: Thiel Lucien (CSV)
Vice-Présidents: Bodry Alex (LSAP), Goerens Charles (DP)
Membres:
CSV Mosar Laurent, Spautz Marc, Wolter Michel
LSAP Castegnaro John, Fayot Ben
DP Meisch Claude
DÉI GRÉNG Bausch François
ADR Gibéryen Gaston

La Commission spéciale «Crise économique et financière», instituée lors de la séance publique du 11 décembre 2008, s'est réunie à vingt-quatre reprises, au cours de la session 2008-2009, aux dates et avec les ordres du jour suivants :

1. Le vendredi 19 décembre 2008 pour un échange de vues sur l'organisation des travaux.

2. Le mardi 23 décembre 2008 pour la constitution du bureau: M. Lucien Thiel a été désigné Président, MM. Alex Bodry et Charles Goerens ont été désignés Vice-Présidents.

3. Le lundi 5 janvier 2009, pour un échange de vues sur l'organisation des travaux.

4. Le mercredi 14 janvier 2009, pour une entrevue avec des représentants de l'Association des Banques et Banquiers, Luxembourg (ABBL), Association of the Luxembourg Fund Industry (ALFI), Association des Compagnies d'Assurance (ACA) et LuxembourgforFinance (LFF) au sujet du secteur financier;

5. Le vendredi 16 janvier 2009, pour une entrevue avec le Président de la Banque Centrale du Luxembourg (BCL) et les représentants du Commissariat aux Assurances au sujet du secteur financier;

6. Le lundi 19 janvier 2009, pour une entrevue avec le Professeur Norbert Walter et le Directeur général représentants de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au sujet du secteur financier;

7. Le vendredi 23 janvier 2009, pour une entrevue avec M. Gian-Marco Magrini au sujet du secteur financier.

Lors de cette réunion, M. Lucien Thiel a été désigné comme rapporteur.

8. Le mardi 27 janvier 2009, pour une entrevue avec des représentants de la Fédération des industriels luxembourgeois (FEDIL), de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI), du Conseil Economique et Social (CES), et de l'Université de Luxembourg au sujet de la diversification industrielle;

9. Le jeudi 29 janvier 2009, pour une entrevue avec des représentants de la Fédération des artisans et de la Chambre des métiers au sujet de la construction et de l'artisanat;

10. Le mardi 3 février 2009, pour une entrevue avec des représentants de la Confédération luxembourgeoise du commerce (CLC) et de la Chambre du Commerce au sujet du commerce et des services;

11. Le vendredi 6 février 2009, pour une entrevue avec des représentants de l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT), de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI), de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat (BCEE), de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL) et de Lux-Development au sujet des agents économiques du secteur public;

12. Le lundi 9 février 2009, pour une entrevue avec des représentants de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, de la Confédération générale de la fonction publique (CGFP), du Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (SYVICOL) et de Fédération générale de la fonction communale (FGFC) au sujet de l'apport du secteur public;

13. Le vendredi 13 février 2009, pour une entrevue avec M. Lionel Fontagné du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) au sujet de l'environnement international dans le cadre de la crise économique et financière;

14. Le lundi 16 février 2009, pour une entrevue avec M. Raymond Torres de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) au sujet de l'emploi et de la sécurité sociale dans le cadre de la crise économique et financière;

15. Le vendredi 20 février 2009, pour une entrevue au sujet de l'emploi et de la sécurité sociale dans le cadre de la crise économique et financière avec des représentants de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL), de la Chambre des Salariés, de l'Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg (OGBL) et du Lëtzebuerger Chrëschtleche Gewerkschaftsbond (LCGB);

16. Le lundi 2 mars 2009, pour une entrevue au sujet de l'analyse des conséquences budgétaires dans le cadre de la crise économique et financière avec M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Trésor et du Budget, M. le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative;

17. Le vendredi 6 mars 2009, pour une entrevue au sujet de l'analyse des conséquences budgétaires dans le cadre de la crise économique et financière avec M. le Ministre des Communications, M. le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi et Mme Mariette Scholtus, Directrice de l'Administration de l'emploi (ADEM);

18. Le mercredi 11 mars 2009, pour une entrevue avec M. Jean-Luc Annaert de la Commission européenne au sujet de l'environnement international dans le cadre de la crise économique et financière;

19. Le vendredi 13 mars 2009, pour une entrevue au sujet de l'analyse des conséquences budgétaires dans le cadre de la crise économique et financière avec M. le Ministre de l'Environnement et M. le Ministre de la Sécurité sociale;

20. Le lundi 16 mars 2009, pour:

- une entrevue au sujet de l'analyse des conséquences budgétaires dans le cadre de la crise économique et financière avec M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et
- une lecture du projet de rapport

21. Le vendredi 20 mars 2009 à 10h30, pour une entrevue avec des représentants du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) au sujet de l'environnement international;

22. Le vendredi 20 mars 2009 à 14h30, pour une lecture du projet de rapport;

23. Le lundi 23 mars 2009, pour l'adoption du projet de rapport (doc. parl. N°5977), intitulé «Vers un nouveau modèle de croissance»;

24. Le mardi 24 mars 2009, pour l'approbation des dernières modifications.

Le projet de rapport contient 21 recommandations à l'adresse du Gouvernement. Ces recommandations se dégagent des réflexions de la Commission spéciale et reprennent l'essentiel des conclusions. Elles sont orientées surtout vers le moyen et le long terme.

Clés:

CSV	Chrëschtlech Sozial Vollekspartei (Parti chrétien social)
LSAP	Lëtzebuerger Sozialistesch Arbechterpartei (Parti ouvrier socialiste luxembourgeois)
DP	Demokratesch Partei (Parti démocratique)
DÉI GRÉNG	(Les Verts)
ADR	Alternativ Demokratesch Reformpartei (Parti démocrate réformateur)
INDEP	Député Indépendant

Affaires européennes

Robert Goebbels

Erna Hennicot-Schoepges

Astrid Lulling

Lydie Polfer

Jean Spautz

Claude Turmes

Institutions

Sur le plan institutionnel, l'événement le plus remarquable est certainement l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne pour le 1er décembre 2009. Le processus de ratification qui a débuté en décembre 2007 a pu être finalisé grâce à un second référendum populaire en Irlande et la ratification par le Parlement tchèque. En effet, le peuple irlandais avait rejeté le traité lors d'un premier référendum le 12 juin 2008, mais après la garantie d'un paquet de concessions, comme par exemple le maintien d'un commissaire par Etat membre, le respect de la neutralité irlandaise ainsi que le maintien de sa souveraineté en matière de fiscalité, de questions sociales et éthiques, les Irlandais ont voté en faveur du traité.

Le traité de Lisbonne vise à simplifier le processus décisionnel en introduisant une réforme du système de vote au Conseil et en étendant le vote à la majorité qualifiée à 40 domaines politiques, notamment ceux liés à l'asile, l'immigration, la coopération policière et la coopération judiciaire en matière pénale. Le traité introduit également deux nouvelles hautes fonctions européennes: un président qui présidera les réunions des sommets européens pour un mandat de deux ans et demi et un nouveau responsable de la politique étrangère. Lors d'un sommet extraordinaire le 19 novembre 2009 à Bruxelles, les chefs d'Etats et de gouvernements de l'UE ont soutenu unanimement le premier ministre belge Herman Von Rompuy pour le poste de premier président permanent du Conseil européen et l'actuelle commissaire au Commerce, la Baronne Catherine Ashton, pour le poste de Haut représentante aux Affaires extérieures.

Le traité de Lisbonne renforce également les droits des parlements nationaux. Pour la première fois, un article spécifique est consacré au rôle des parlements nationaux dans un traité, tout en distinguant entre trois catégories de droits; le droit d'information, le droit d'objection et le droit de participation. Les parlements nationaux sont ainsi directement destinataires de l'ensemble des documents d'information de la Commission, ainsi que de tous les projets d'actes législatifs, qu'ils émanent de la Commission Européenne ou d'un groupe d'Etats membres. Le droit d'information est étendu à toutes les propositions de révision des traités ou aux révisions de traité simplifiées et aux nouvelles candidatures de pays souhaitant adhérer à l'UE. Les parlements nationaux ont un droit d'objection appelé «carton jaune» ou «carton orange» vis-à-vis de toute législation ne respectant pas le principe de subsidiarité. Dans un délai de huit semaines à compter de la transmission d'un projet d'acte législatif, les parlements nationaux ont le droit d'adresser aux institutions de l'Union un «avis motivé» exposant les raisons pour lesquelles ils estiment que le texte ne respecte pas le principe de subsidiarité. Lorsque 1/3 des parlements nationaux identifient une violation du principe de subsidiarité, la Commission européenne doit réexaminer le projet (carton jaune); si un projet d'acte législatif est contesté à la majorité simple des voix attribuées aux parlements nationaux et si la Commission décide de le maintenir, le Conseil et le Parlement européen doivent se prononcer sur la compatibilité de ce projet avec le principe de subsidiarité (carton orange) et le projet est écarté lorsque le Conseil (à la majorité de 55 % de ses membres) ou le Parlement (à la majorité simple des suffrages exprimés) donne une réponse négative. Par ailleurs, un parlement national a la possibilité de porter devant la Cour de justice tout acte qui, à ses yeux, viole le principe de subsidiarité. En dernier lieu, l'article 12 assure un droit de participation aux parlements en reconnaissant qu'ils participent activement au bon fonctionnement de l'Union, au contrôle d'Eurojust et d'Europol et à la coopération interparlementaire.

Les septièmes élections au Parlement européen, élu au suffrage direct, ont également marqué l'année 2009. Elles ont permis l'élection de 736 députés européens, comme prévu par le traité de Nice, alors en vigueur (le traité de Lisbonne portera leur nombre à 750 plus le Président du Parlement européen). Suite aux élections européennes et la victoire de la droite européenne devant les socialistes, les libéraux et les verts, M. Barroso a reçu le soutien unanime des chefs d'Etat et de gouvernements lors du sommet du 18 et 19 juin pour un second mandat de cinq ans à la tête de la Commission européenne. Le 16 septembre, le Parlement européen lui a donné son aval pour prendre la barre de la Commission européenne pour un second mandat de cinq ans. Le gouvernement luxembourgeois a proposé Mme Reding pour un troisième mandat de commissaire européenne. Mme Reding prendrait la tête de la DG Justice et serait responsable des droits fondamentaux et des libertés civiles, y compris les droits de citoyens et de minorités. Les candidats désignés aux postes de commissaire seront encore auditionnées par le Parlement européen avant que celui-ci puisse confirmer la nouvelle Commission au mois de janvier.

Affaires économiques et financières

Imposition des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts

En 2009, un certain nombre de textes importants dans le domaine économique et financier ont été examinés comme par exemple la modification de la directive relative à l'imposition des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts. Cette directive permet aux pays européens d'échanger des informations sur l'épargne des non résidents placée dans leurs banques, sauf pour les pays qui ont opté pour le système de retenue à la source comme le Luxembourg pendant une période de transition. En effet, l'Autriche et le Luxembourg peuvent appliquer ce système transitoire jusqu'à ce que la Confédération suisse, la Principauté d'Andorre, la Principauté de Liechtenstein, la Principauté de Monaco et la République de Saint-Marin garantissent un échange effectif et complet d'informations. L'objectif de la Commission est de mettre un terme à cette exception du système de retenue à la source en faveur d'un système d'échange d'informations. Pour l'instant, cette proposition législative est toujours en attente d'une décision finale du Conseil Ecofin.

Solvabilité II

L'adoption de la directive Solvabilité II permet de réviser fondamentalement le droit des assurances de l'UE et vise à améliorer la protection des consommateurs, à moderniser la supervision, à accroître l'intégration des marchés et à renforcer la compétitivité des assureurs européens. Dans le nouveau régime, il incombe aux assureurs de prendre en compte tous les types de risques auxquels ils sont exposés et de gérer ces risques plus efficacement et de manière plus transparente. Le texte introduit deux notions nouvelles, le capital de solvabilité requis et le minimum de capital requis. Le premier est établi selon une approche basée sur le risque et s'il tombe sous ce seuil, c'est le contrôleur qui interviendra. Le deuxième seuil est calculé sur base du capital de solvabilité requis et se situe entre 25 et 45% de celui-ci en fonction des capacités à rester opérationnel. Si le seuil du minimum de capital requis est franchi, la licence de la compagnie sera retirée.

De plus, la directive introduit également un nouveau système de supervision; les autorités nationales pourront désormais contrôler de façon plus efficace les activités des groupes d'assureurs en se basant sur un ensemble de principes tout en conférant à l'une des autorités nationales le rôle de superviseur de groupe. Le superviseur de groupe contrôle les activités des compagnies multinationales et implique tous les superviseurs dans le processus de décision concernant les affaires du groupe.

Réforme des fonds d'investissements

L'UE s'est mis d'accord sur une vaste révision du cadre communautaire régissant les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), qui offre aux consommateurs la possibilité d'accéder, à un coût raisonnable, à des placements gérés par des professionnels. Il est vrai que le marché européen des fonds d'investissement reste fragmenté par rapport à celui des Etats-Unis et, en particulier, il est formé d'entités dont la taille est plus petite. En outre, des interprétations différentes des Etats membres entravent la vente transfrontalière des produits. La directive actuelle permet déjà la vente transfrontalière des produits, mais une procédure de notification très encombrante ralentit les transactions transfrontalières de façon significative, et selon des estimations de la Commission européenne, cette procédure engendre des coûts de 45 millions d'euros par année.

L'adoption de cette directive permet de lever les obstacles administratifs à la distribution transfrontalière des fonds des OPCVM, en remplaçant par exemple la procédure de notification par une procédure électronique, de créer un cadre pour les fusions entre fonds d'OPCVM. Elle permet également l'utilisation de structures «maître-nourricier», de remplacer le prospectus simplifié par un nouveau concept d'«informations clés pour l'investisseur», d'améliorer les mécanismes de coopération entre autorités de surveillance nationales et d'introduire des provisions pour les fusions entre les fonds d'investissements pour remédier au problème de la taille relativement restreinte des fonds européens.

Suite à l'intervention du Parlement européen, un passeport des sociétés de gestion a été intégré à la directive afin de permettre à ces sociétés de transférer leurs services de gestion collective des portefeuilles sur tout le territoire de l'UE, en vertu du principe de la libre prestation des services. Ainsi, les fonds autorisés dans un État membre pourraient être gérés à distance par une société de gestion établie dans un autre État membre.

Energie

Marché de l'électricité et du gaz

Depuis la première directive européenne relative au marché de l'énergie, une discussion sur le meilleur moyen de créer un marché européen de l'énergie intégré était amorcée dans lequel les consommateurs - que se soit les ménages privés ou les installations industrielles - peuvent acheter de l'électricité auprès d'un vaste choix de fournisseurs concurrents en dehors ou au sein des frontières de leur propre Etat membre.

Le point d'achoppement du paquet gaz et électricité concerne la question du dégroupage de la production et du transport du gaz et de l'électricité. En avril, un accord sur ce point essentiel est dégagé entre le Conseil et le Parlement européen. Ce compromis permet aux Etats membres d'opérer un choix entre trois possibilités pour séparer les activités de production et d'approvisionnement de la gestion des réseaux, aussi bien pour le marché du gaz et de l'électricité:

- la dissociation totale des structures de propriétés
- un gestionnaire de réseau indépendant
- un gestionnaire de transport indépendant

La dissociation totale des structures de propriété force les entreprises d'énergie intégrées à vendre leurs réseaux de transport de

gaz et d'électricité créant ainsi des gestionnaires séparés des réseaux de transport d'énergie. Une entreprise de production et d'approvisionnement ne pourra donc pas détenir la part majoritaire dans une entreprise gestionnaire de réseau. Le gestionnaire de réseau indépendant et le gestionnaire de transport indépendant sont des alternatives offertes aux entreprises pour garder la propriété de leurs réseaux de transport. Pour libéraliser le marché, les Etats membres peuvent obliger les entreprises de confier la gestion de leur réseau à un organisme spécifique désigné à cet effet, le gestionnaire indépendant du système. En ce qui concerne la troisième alternative, le gestionnaire de transport indépendant, elle permet aux entreprises intégrées de conserver les activités de production et de transport, mais oblige les entreprises à se conformer à certaines mesures pour garantir que ces deux branches d'activités fonctionnent de manière réellement indépendante.

La nouvelle directive permet notamment de renforcer les droits des consommateurs, comme par exemple de changer de fournisseur sans frais en trois semaines, de recevoir un décompte de clôture final au plus tard six semaines après le changement de fournisseur ou de recevoir toutes les données relatives à la consommation de gaz et d'électricité. Les consommateurs devraient également avoir accès à des calorimètres intelligents, destinées à éviter les pics de consommation en énergie. La directive prévoit que 80% des consommateurs devront disposer de tels systèmes en 2020.

La directive prévoit également de protéger particulièrement les consommateurs vulnérables, et les Etats membres devraient prendre des mesures appropriées pour adresser la pauvreté énergétique par des plans d'action nationaux ou l'utilisation des systèmes de sécurité sociale pour garantir l'approvisionnement en énergie à ces consommateurs vulnérables.

Un autre point important concerne l'agence communautaire de coopération des régulateurs de l'énergie. Cette agence sera indépendante, mais devra rendre des comptes devant le Parlement européen. L'agence est compétente en matière de questions transfrontalières et établit un cadre pour les régulateurs nationaux. Cependant, les lignes directrices auront un caractère non contraignant. Les Etats membres peuvent charger la Commission européenne d'adopter des codes de réseau contraignants basés sur les lignes directrices de l'Agence - par exemple sur les procédures à suivre en cas de situations d'urgence.

Société de l'information

Paquet télécom

En novembre 2009, le Parlement européen et le Conseil se sont mis d'accord sur une révision générale des règles régissant les communications électroniques proposée par la Commission européenne en 2007. Les divergences entre le Conseil et le Parlement européen étaient très importantes, notamment sur la protection des utilisateurs et des fournisseurs de services internet. Selon la proposition du Conseil, l'accès internet d'un utilisateur pouvait être bloqué par une autorité spéciale suite à des violations des dispositions relatives au piratage, prévoyant même la suspension de l'accès aux Internautes récidivistes. Le compromis adopté par le Conseil et le Parlement européen dans le comité de conciliation stipule que l'accès d'un utilisateur à Internet pourra être restreint si cela est jugé «nécessaire et proportionné» au terme d'une procédure dite «juste et impartiale» tenant compte du droit pour l'internaute d'être entendu, de la présomption d'innocence et du droit à la vie privée.

Le paquet renforce le droit des citoyens et la protection des données. Il prévoit des contrats plus clairs entre les citoyens et leurs opérateurs, un numéro d'appel d'urgence plus accessible, une hotline pour les enfants disparus, une meilleure prise en compte du droit des personnes handicapées ou encore la possibilité de changer d'opérateur télécom en un jour. En outre, il introduit des mesures visant l'harmonisation du spectre radioélectrique dans l'UE, dans le but de faciliter la transition de la télévision analogique vers le numérique d'ici 2012. Afin de permettre davantage de concurrence sur le marché des télécommunications, les opérateurs dominants devront effectuer une séparation entre leurs réseaux de communication et la prestation de leurs services commerciaux.

Emploi

Directive sur le temps de travail

La directive sur le temps de travail reste une question épineuse au niveau européen depuis des années. La première directive datant de 1993 devait être révisée à la suite d'un certain nombre de décisions de la Cour de justice des communautés européennes, et un projet d'acte législatif était proposé par la Commission européenne en mai 2004. Cependant, en avril 2009, le Conseil et le Parlement européen ont constatent l'échec des négociations.
En principe, le temps de travail devait être limité à 48h par semaine, mais un certain nombre d'Etats ne voulaient pas renoncer à leurs dérogations. La clause «d'opt-out» à la règle de la semaine de 48 heures a été originellement introduite à la demande du gouvernement britannique et a permis aux Etats membres d'aller bien au-delà des 48 heures de travail hebdomadaire. Cette clause était le principal point d'achoppement de la proposition et il n'a pas été possible de trouver un accord, même en comité de conciliation (troisième lecture).

Chambre des Députés
Séances publiques - Heures de séances

Session ordinaire 1977-1978:
328,40 hrs (82 séances)

Session ordinaire 1978-1979:
423,35 hrs (85 séances)

1re session extraordinaire 1979:
2,35 hrs (1 séance)

2e session extraordinaire 1979:
16,20 hrs (3 séances)

Session ordinaire 1979-1980:
335,50 hrs (72 séances)

Session ordinaire 1980-1981:
346,45 hrs (73 séances)

Session ordinaire 1981-1982:
332,50 hrs (73 séances)

Session ordinaire 1982-1983:
379,05 hrs (91 séances)

Session ordinaire 1983-1984:
311,35 hrs (71 séances)

1re session extraordinaire 1984:
2 hrs (1 séance)

2e session extraordinaire 1984
21,20 hrs (4 séances)

Session ordinaire 1984-1985:
306,40 hrs (77 séances)

Session ordinaire 1985-1986:
349,20 hrs (87 séances)

Session ordinaire 1986-1987:
309,55 hrs (84 séances)

Session ordinaire 1987-1988:
341,30 hrs (82 séances)

Session ordinaire 1988-1989:
318,45 hrs (91 séances)

Session extraordinaire 1989:
27 hrs (7 séances)

Session ordinaire 1989-1990:
260 hrs (70 séances)

Session ordinaire 1990-1991:
335,45hrs (82 séances)

Session ordinaire 1991-1992:
344,05 hrs (88 séances)

Session ordinaire 1992-1993:
300,15 hrs (88 séances)

Session ordinaire 1993-1994:
231,15 hrs (61 séances)

Session extraordinaire 1994:
19,55 hrs (4 séances)

Session ordinaire 1994-1995:
211 hrs (64 séances)

Session ordinaire 1995-1996:
204,25 hrs (60 séances)

Session ordinaire 1996-1997:
240,35 hrs (61 séances)

Session ordinaire 1997-1998
221,40 hrs (63 séances)

Session ordinaire 1998-1999
195,20 hrs (58 séances)

1re session extraordinaire 1999
1,35 hrs (1 séance)

2e session extraordinaire 1999
11 hrs (4 séances)

Session ordinaire 1999-2000
169,35 hrs (49 séances)

Session ordinaire 2000-2001
240,10 hrs (72 séances)

Session ordinaire 2001-2002
232,55 hrs (66 séances)

Session ordinaire 2002-2003
263,40 hrs (75 séances)

Session ordinaire 2003-2004
255,00 hrs (67 séances)

1re session extraordinaire 2004:
57 min. (1 séance)

2e session extraordinaire 2004:
6,48 hrs (4 séances)

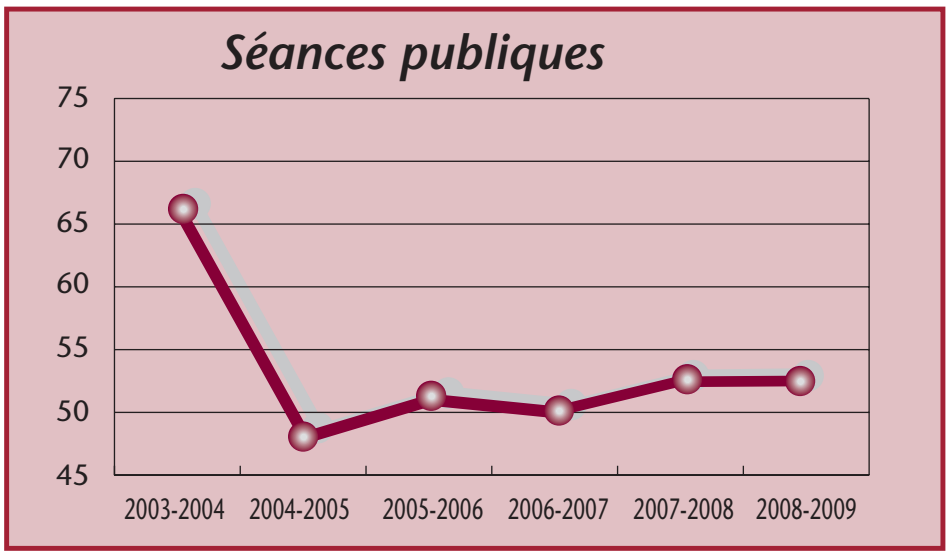
Session ordinaire 2004-2005:
153,58 hrs (49 séances)

Session ordinaire 2005-2006:
162,57 hrs (51 séances)

Session ordinaire 2006-2007:
151,25 hrs (50 séances)

Session ordinaire 2007-2008:
185,08 hrs (53 séances)

Session ordinaire 2008-2009:
177,59 hrs (53 séances)



Chambre des Députés
Rapport d'activité de la session parlementaire 2008-2009
Supplément commun aux quotidiens: Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek.
Contenu rédactionnel: Services de l'administration parlementaire. ***Photos:*** Chambre des Députés, Martine May, Pierre Matgé, ImageForum, Nathalie Flenghi, Christian Simon, Tageblatt archives. ***Conception et mise en page:*** Polygraphic Communication, Differdange.
Concept et coordination générale: BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Les séances publiques

Projets de loi adoptés en premier vote constitutionnel

1) 15.10.2008 **5620** Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise

Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.10.2006

Loi du 23 octobre 2008. Mémorial A, N°158, p.2222

2) 15.10.2008 **5698B** Projet de loi portant adaptations et modifications de la loi du 29 mars 1978 concernant la reconnaissance des droits sur aéronef pour certaines catégories de biens aéronautiques

Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.03.2008

Loi du 9 décembre 2008. Mémorial A, N°182, p.2452

3) 15.10.2008 **5842** Projet de loi portant amélioration du cadre législatif de la place financière de Luxembourg et modifiant - les dispositions concernant les lettres de gage dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier - la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 21.02.2008

Loi du 24 octobre 2008. Mémorial A, N°161, p.2250

4) 21.10.2008 **5805** Projet de loi portant modification du Code du Travail

Rapporteur: Monsieur John Castegnaro

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 22.11.2007

Loi du 19 novembre 2008. Mémorial A, N°196, p.2614

5) 22.10.2008 **5882** Projet de loi portant création de la Commission consultative des Droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg

Rapporteur: Madame Lydie Err

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 22.05.2008

Loi du 21 novembre 2008. Mémorial A, N°180, p.2442

6) 23.10.2008 **5818** Projet de loi concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 12.12.2007

Loi du 26 novembre 2008. Mémorial A, N°174, p.2402

7) 11.11.2008 **5825** Projet de loi concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg

Rapporteur: Madame Marie-Josée Frank

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 31.12.2007

Loi du 16 décembre 2008. Mémorial A, N°209, p.3156

8) 18.11.2008 **5622** Projet de loi portant réforme de la formation professionnelle et portant modification a) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; b) de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; c) de la loi du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue; d) de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail

Rapporteur: Monsieur John Castegnaro

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 24.10.2006

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°220, p.3274

9) 19.11.2008 **5752** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection réciproque des Informations classifiées, signé à Luxembourg, le 24 février 2006

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.08.2007

Loi du 16 décembre 2008. Mémorial A, N°190, p.2570

10) 19.11.2008 **5753** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant la protection réciproque des informations classifiées, signé à Berlin, le 17 janvier 2006

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.08.2007

Loi du 16 décembre 2008. Mémorial A, N°189, p.2562

11) 19.11.2008 **5841** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2007

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.02.2008

Loi du 16 décembre 2008. Mémorial A, N°191, p.2578

12) 19.11.2008 **5910** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Rapporteur: Monsieur John Castegnaro

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 01.09.2008

Loi du 18 décembre 2008. Mémorial A, N°193, p.2590

13) 20.11.2008 **5745** Projet de loi portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers

Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 09.07.2007

Loi du 18 décembre 2008. Mémorial A, N°204, p.3108

14) 20.11.2008 **5754** Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille

Rapporteur: Monsieur Jean-Paul Schaaf

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 22.08.2007

Loi du 16 décembre 2008. Mémorial A, N°192, p.2584

15) 20.11.2008 **5770** Projet de loi transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant: 1. la loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; 2. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 3. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés; 4. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre Etat membre des Communautés Européennes

Rapporteur: Monsieur Patrick Santer

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 05.09.2007

Loi du 18 décembre 2008. Mémorial A, N°195, p.2608

16) 20.11.2008 **5815** Projet de loi portant approbation de la décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 07.12.2007

Loi du 18 décembre 2008. Mémorial A, N°205, p.3122

17) 20.11.2008 **5894** Projet de loi portant modification de l'article 545 du Code civil

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 16.06.2008

Loi du 18 décembre 2008. Mémorial A, N°208, p.3141

18) 03.12.2008 **5855** Projet de loi a) relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 18.03.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°219, p.3256

19) 10.12.2008 **5862** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hong Kong, le 2 novembre 2007

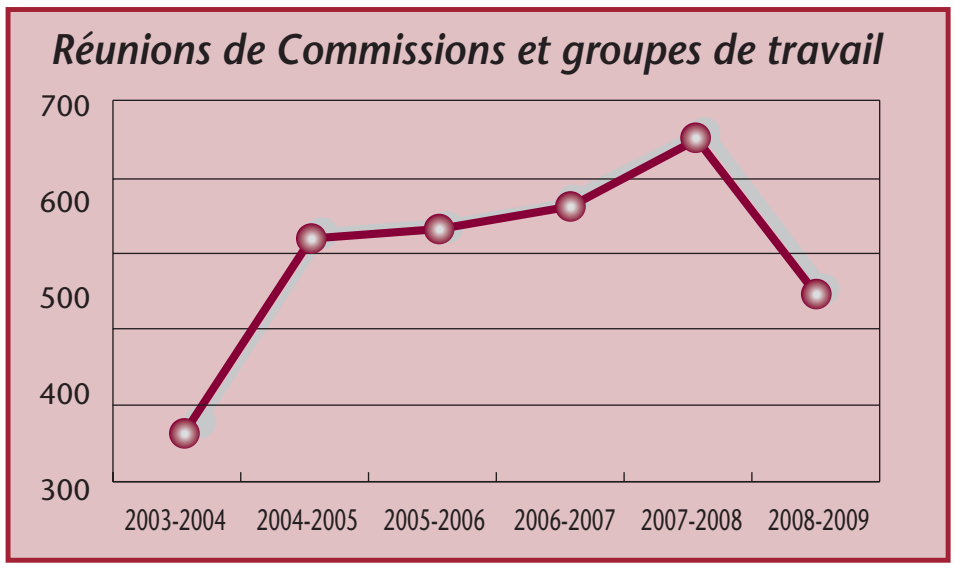
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.04.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°202, p.3084

20) 10.12.2008 **5897** Projet de loi relatif à la construction de la Maison du Savoir à Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg



Rapporteur: Madame Sylvie Andrich-Duval

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 02.07.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°208, p.3142

21) 10.12.2008 **5898** Projet de loi relatif à la construction d'un bâtiment administratif pour compte de l'Etat à Belval

Rapporteur: Madame Sylvie Andrich-Duval

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 02.07.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°208, p.3141

22) 11.12.2008 **5695** Projet de loi relative à l'eau modifiant 1. la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre, 2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, 3. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures, 4. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, 5. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, 6. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, 7. la loi du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'Etat et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant 1. les articles 7, 14 et 40 à 44 de l'édit du 13 août 1669 de Louis XIV portant règlement général pour les eaux et les forêts, 2. l'arrêté du 9 mars 1798 (19 ventôse an VI) du Directoire exécutif, contenant des mesures pour assurer le libre cours des rivières et canaux navigables et flottables, 3. la loi modifiée du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau, 4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau, 5. la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection du barrage d'Esch-sur-Sûre, 6. l'article 41 de la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2000

Rapporteur: Monsieur Marco Schank

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 08.03.2007

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°217, p.3206

23) 16.12.2008 **5900** Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2009

Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 01.10.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°200, p.2771

24) 16.12.2008 **5913** Projet de loi - portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement - portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux - modifiant: · la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc. · la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif · la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation · la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) · la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep · la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés - et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 09.09.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°207, p.3136

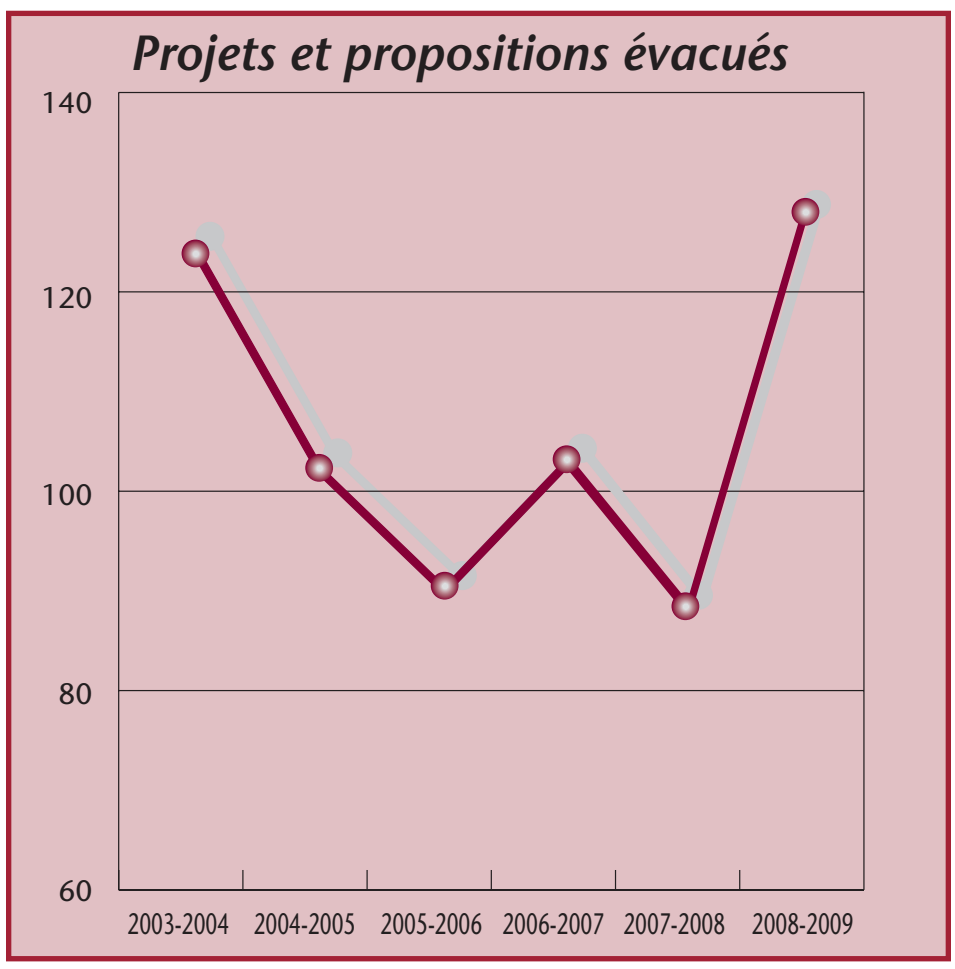
25) 16.12.2008 **5924** Projet de loi portant modification - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs; - de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt commercial communal; - de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière; - de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauche de chômeurs; - de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale; - de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes; - de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement; - de la loi modifiée du 9 juillet 1937 concernant l'impôt sur les assurances; - de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif

Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 01.10.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°198, p.2622



26) 17.12.2008 **5757** Projet de loi ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions Directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises et portant modification de - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée; - la loi générale des impôts ("Abgabenordnung"); - la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des Contributions Directes; - la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines; - la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale

Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 23.08.2007

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°206, p.3130

27) 17.12.2008 **5768** Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Macédoine, faite à Luxembourg, le 28 novembre 2006

Rapporteur: Monsieur Romain Schneider

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.09.2007

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°203, p.3096

28) 17.12.2008 **5839** Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension; 2. le Code de la sécurité sociale; 3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat; 4. la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'Institutions internationales; 5. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois; 6. la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

Rapporteur: Monsieur Romain Schneider

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 01.02.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°212, p.3178

29) 17.12.2008 **5859** Projet de loi portant modification 1. de la loi électorale modifiée du 18 février 2003; 2. de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Rapporteur: Monsieur Marco Schank

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 25.03.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°210, p.3162

Commentaire: PPL 5575 et 5669 évacuée avec le PL

30) 17.12.2008 **5870** Projet de loi portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 29.04.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°215, p.3194

31) 17.12.2008 **5885** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Monténégro en matière de sécurité sociale

Rapporteur: Monsieur Romain Schneider

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 29.05.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°201, p.3072

32) 17.12.2008 **5889** Projet de loi modifiant et complétant a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat b) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat c) la loi du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne d) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'Etat peut se faire changer d'administration e) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire f) la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 04.06.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°214, p.3186

33) 17.12.2008 **5902** Projet de loi - approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 15e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement - approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international en faveur d'une extension de l'autorité d'investissement du Fonds - approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international modifiant la structure des quotes-parts et renforçant la représentation des pays à faible revenu, et autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'augmentation de la quote-part du Luxembourg au Fonds monétaire international

Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 08.07.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°221, p.3290

34) 17.12.2008 **5911** Projet de loi relatif à la construction du Pavillon luxembourgeois pour l'Exposition universelle 2010 à Shanghai

Rapporteur: Monsieur Lucien Clement

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 04.09.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°208, p.3142

35) 17.12.2008 **5941** Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie 2007

Rapporteur: Monsieur Romain Schneider

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 21.10.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°222, p.3303

36) 18.12.2008 **5584** Projet de loi relatif aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie et modifiant: 1. le Code de la sécurité sociale; 2. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat; 3. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux; 4. le Code du travail

Rapporteur: Madame Lydia Mutsch

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 07.06.2006

Loi du 16 mars 2009. Mémorial A, N°46, p.610

37) 18.12.2008 **5725** Projet de loi établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie

Rapporteur: Monsieur Alex Bodry

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 02.05.2007

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°211, p.3172

38) 18.12.2008 **5887** Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un neuvième programme quinquennal d'équipement sportif

Rapporteur: Monsieur Alex Bodry

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre des Sports, le 03.06.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°222, p.3303

39) 18.12.2008 **5943** Projet de loi modifiant l'article L. 222-9. du Code du travail en vue d'adapter le salaire social minimum

Rapporteur: Monsieur Marcel Glesener

Commission du Travail et de l'Emploi

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 21.10.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°222, p.3303

40) 21.01.2009 **5144** Projet de loi contribuant au rétablissement du plein emploi et complétant: 1. le livre V du Code du Travail par un Titre IX nouveau 2. l'article 631-2 du Code du Travail

Rapporteur: Monsieur Ali Kaes

Commission du Travail et de l'Emploi

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 20.05.2003

Loi du 3 mars 2009 Mémorial A, N°41, p.568

41) 21.01.2009 **5758** Projet de loi relative à l'obligation scolaire

Rapporteur: Monsieur Fernand Diederich

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 24.08.2007

Loi du 6 février 2009 Mémorial A, N°20, p.198

42) 21.01.2009 **5759** Projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental

Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 24.08.2007

Loi du 6 février 2009 Mémorial A, N°20, p.200

43) 21.01.2009 **5760** Projet de loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 24.08.2007

Loi du 6 février 2009 Mémorial A, N°98, p.1471

44) 21.01.2009 **5847** Projet de loi portant modification 1) de la loi du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un Centre de Technologie de l'Education; c) l'institution d'une Commission d'Innovation et de Recherche en Education; 2) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques; 3) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 28.02.2008

Loi du 6 février 2009 Mémorial A, N°19, p.192

45) 21.01.2009 **5886** Projet de loi portant 1. introduction d'un congé linguistique 2. modification du Code du travail 3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche

Rapporteur: Monsieur Marc Spautz

Commission du Travail et de l'Emploi

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 29.05.2008

Loi du 17 février 2009 Mémorial A, N°33, p.434

46) 21.01.2009 **5893** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Rapporteur: Monsieur Gilles Roth

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 11.06.2008

Loi du 3 mars 2009 Mémorial A, N°47, p.622

47) 21.01.2009 **5973** Projet de loi 1) portant modification de l'article L.511-12 du Code du Travail 2) dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du travail

Rapporteur: Monsieur Marc Spautz

Commission du Travail et de l'Emploi

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 11.12.2008

Loi du 17 février 2009 Mémorial A, N°35, p.444

48) 10.02.2009 **5903** Projet de loi a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 09.07.2008

Loi du 13 mars 2009. Mémorial A, N°53, p.700

49) 11.02.2009 **5555** Projet de loi transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres sources par voie d'étiquetage et d'information uniformes aux produits

Rapporteur: Monsieur Alex Bodry

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 17.03.2006

Loi du 25 mars 2009 Mémorial A, N°71, p.878

50) 11.02.2009 **5684** Projet de loi relative à la compatibilité électromagnétique

Rapporteur: Monsieur Alex Bodry

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 14.02.2007

Loi du 25 mars 2009 Mémorial A, N°69, p.866

51) 11.02.2009 **5837** Projet de loi relatif aux procédures européennes d'injonction de payer et de règlement des petits litiges et ayant pour objet de compléter et de modifier: - le Nouveau Code de procédure civile, - le Code civil, - la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, - la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat

Rapporteur: Monsieur Patrick Santer

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 31.01.2008

Loi du 13 mars 2009. Mémorial A, N°50, p.668

52) 11.02.2009 **5860** Projet de loi relatif à la traite des êtres humains, (1) portant approbation: (a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à la signature du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme, et (b) de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, signée à Varsovie le 16 mai 2005; (2) modifiant le Code pénal; et (3) modifiant le Code d'instruction criminelle

Rapporteur: Madame Christine Doerner

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 26.03.2008

Loi du 13 mars 2009. Mémorial A, N°51, p.672

53) 11.02.2009 **5961** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République portugaise concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 22 février 2008

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

Loi du 13 mars 2009. Mémorial A, N°57, p.728

54) 11.02.2009 **5962** Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Croatie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

Loi du 20 février 2009 Mémorial A, N°31, p.412

55) 11.02.2009 **5963** Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République d'Albanie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

Loi du 20 février 2009 Mémorial A, N°31, p.408

56) 18.02.2009 **5853** Projet de loi portant: 1. transposition de la directive 2003/72/CE du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs; 2. modification du Code du travail

Rapporteur: Monsieur Ali Kaes

Commission du Travail et de l'Emploi

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 14.03.2008

Loi du 18 mars 2009 Mémorial A, N°63, p.824

57) 18.02.2009 **5920** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers

Rapporteur: Madame Lydia Mutsch

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 19.09.2008

Loi du 23 mars 2009 Mémorial A, N°68, p.858

58) 10.03.2009 **5693** Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.03.2007

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°89, p.1036

59) 10.03.2009 **5716** Projet de loi sur le dépôt par voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés modifiant - le titre I de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et - la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Rapporteur: Monsieur Patrick Santer

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 20.04.2007

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°80, p.946

60) 10.03.2009 **5734** Projet de loi relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques

Rapporteur: Monsieur Patrick Santer

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Dépôt: Madame Octavie Modert, Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, le 14.06.2007

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°109, p.1608

61) 10.03.2009 **5866** Projet de loi portant approbation de la Convention de l'Institut Forestier Européen, faite à Joensuu, le 28 août 2003

Rapporteur: Monsieur Fred Sunnen

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.04.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°86, p.1014

62) 10.03.2009 **5878** Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses Etats membres, et le Royaume du Maroc, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 29.04.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°90, p.90

63) 12.03.2009 **5850** Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 15 octobre 2007

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.03.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°96, p.1108

64) 12.03.2009 **5964** Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ainsi que de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 juillet 2007

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°107, p.1562

65) 18.03.2009 **5819** Projet de loi a) relatif aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH) , instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N°793/93 du Conseil et le règlement (CE) N°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994 - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 12.12.2007

Loi du 27 avril 2009 Mémorial A, N°94, p.1090

66) 19.03.2009 **5877** Projet de loi relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 28.04.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°82, p.968

67) 19.03.2009 **5909** Projet de loi modifiant la loi du 18 juillet 2001 portant 1. création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Mamer 2. modification de la loi du 3 août 1998 relative à la construction d'un lycée à Mamer

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 26.08.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°87, p.1020

68) 24.03.2009 **5874** Projet de loi sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile

Rapporteur: Madame Sylvie Andrich-Duval

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de l'Egalité des chances, le 22.04.2008

Loi du 8 mai 2009 Mémorial A, N°129, p.1778

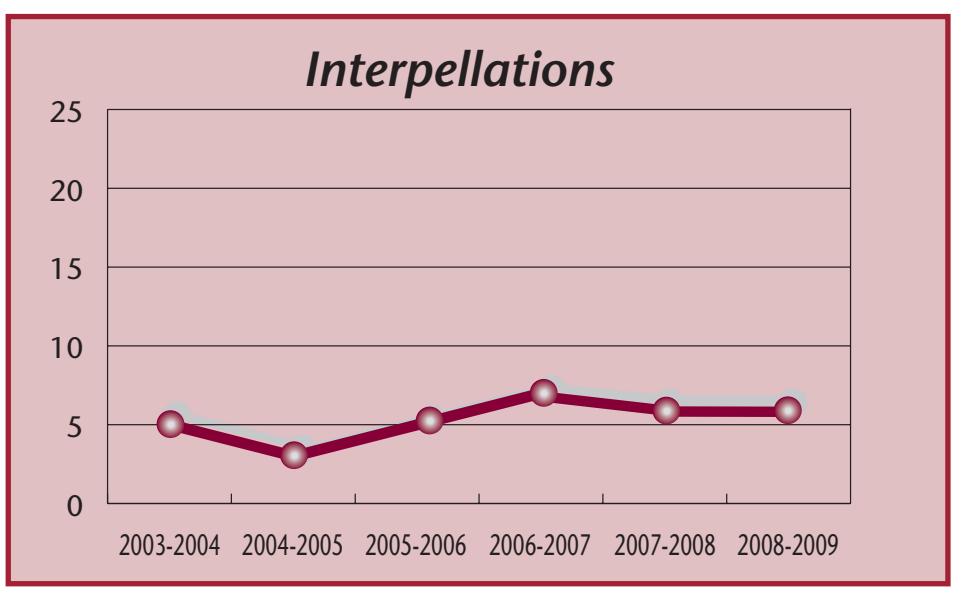
69) 24.03.2009 **5912** Projet de loi portant création du Centre des Technologies de l'Information de l'Etat

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 05.09.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°81, p.962



70) 24.03.2009 **5927** Projet de loi portant création de l'établissement public "Centre Hospitalier du Nord"

Rapporteur: Monsieur Romain Schneider

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 06.10.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°84, p.1000

71) 25.03.2009 **5938** Projet de loi portant réglementation des compensations et récupérations en faveur du personnel militaire de carrière pour sa participation aux entraînements et instructions militaires ainsi qu'au service de garde

Rapporteur: Monsieur Marcel Glesener

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 16.10.2008

Loi du 22 avril 2009 Mémorial A, N°95, p.1104

72) 23.04.2009 **5881B** Projet de loi relative aux pratiques commerciales déloyales et modifiant

- la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative;

- la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers;

- la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance;

- la loi modifiée du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance

Rapporteur: Monsieur Alex Bodry

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 09.10.2008

Loi du 29 avril 2009 Mémorial A, N°88, p.1028

73) 23.04.2009 **5883** Projet de loi modifiant et complétant a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote; b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur Attert, dénommé par la suite "Atert-Lycée"

Rapporteur: Monsieur Fernand Diederich

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 23.05.2008

Loi du 12 mai 2009 Mémorial A, N°106, p.1558

74) 23.04.2009 **5940** Projet de loi concernant la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport

Rapporteur: Monsieur Lucien Clement

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 21.10.2008

Loi du 13 mai 2009 Mémorial A, N°109, p.1618

75) 23.04.2009 **5952** Projet de loi relatif à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

Rapporteur: Monsieur Ali Kaes

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.11.2008

Loi du 19 mai 2009 Mémorial A, N°121, p.1719

76) 28.04.2009 **5710** Projet de loi sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics et modifiant a) la loi modifiée du 17 décembre 1859 sur la police des chemins de fer, b) la loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers et c) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner

Commission des Transports

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 28.03.2007

77) 28.04.2009 **5824** Projet de loi ayant pour objet

A) la transposition en droit national de la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la sécurité des chemins de fer communautaires;

B) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sécurité ferroviaire;

C) d'instituer une Administration des Chemins de Fer; et

D) de modifier

a) la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation et

b) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner

Commission des Transports

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 20.12.2007

78) 28.04.2009 **5828** Projet de loi portant diverses mesures d'application du règlement (CE) N°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT)

Rapporteur: Monsieur Gilles Roth

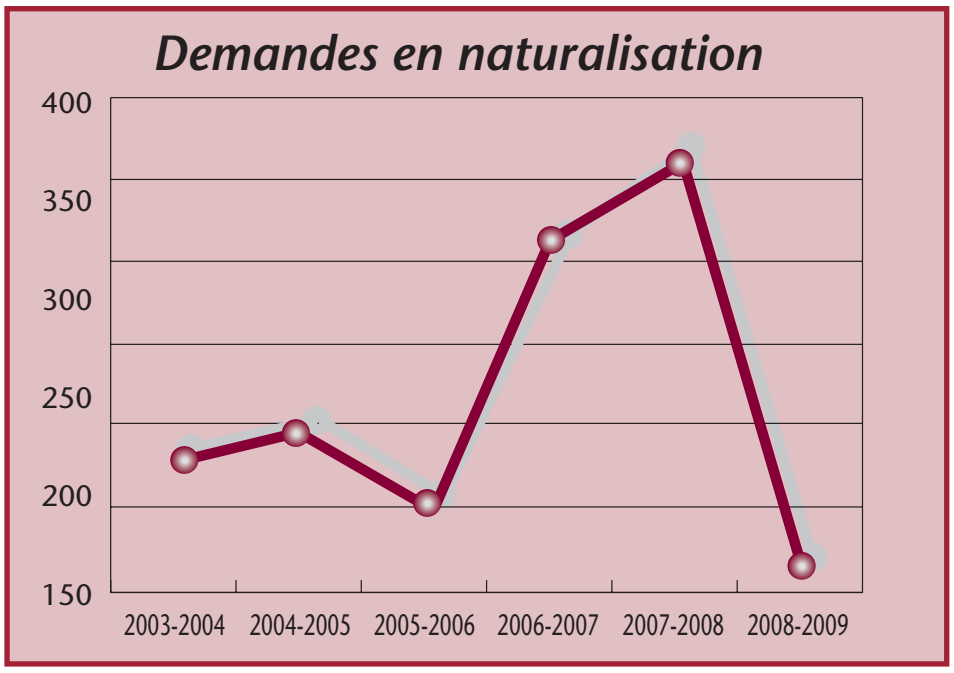
Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 17.01.2008

Loi du 19 mai 2009 Mémorial A, N°121, p.1718

79) 28.04.2009 **5933** Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE

Rapporteur: Monsieur Roger Negri



Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 13.10.2008

Loi du 14 mai 2009 Mémorial A, N°142, p.1974

80) 28.04.2009 **5957** Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement Européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 17.11.2008

Loi du 28 mai 2009 Mémorial A, N°142, p.1974

81) 29.04.2009 **5767** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Emirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et de son Protocole, signés à Dubai, le 20 novembre 2005

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.09.2007

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°136, p.1900

82) 29.04.2009 **5799** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Bakou, le 16 juin 2006

Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 05.11.2007

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°138, p.1928

83) 29.04.2009 **5880** Projet de loi relative au financement d'une solution informatique permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce

Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 09.05.2008

Loi du 14 mai 2009 Mémorial A, N°109, p.1621

84) 29.04.2009 **5901** Projet de loi portant renforcement des structures de direction de l'Administration des douanes et accises

Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 08.07.2008

Loi du 14 mai 2009 Mémorial A, N°109, p.1618

85) 29.04.2009 **5986** Projet de loi relative à l'accès des autorités judiciaires, de la Police et de l'Inspection générale de la Police à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification:

- du Code d'instruction criminelle, et

- de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Rapporteur: Monsieur Gilles Roth

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 02.02.2009

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°135, p.1896

86) 29.04.2009 **5996** Projet de loi portant modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications, le 20.02.2009

Loi du 12 mai 2009 Mémorial A, N°102, p.1527

87) 30.04.2009 **5925** Projet de loi portant modification:

1. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations et des juridictions de la sécurité sociale, et

2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

3. du Code de la sécurité sociale

Rapporteur: Monsieur Romain Schneider

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 02.10.2008

Loi du 13 mai 2009 Mémorial A, N°104, p.1546

88) 30.04.2009 **5975** Projet de loi portant création d'une École de la 2e Chance

Rapporteur: Monsieur Fernand Diederich

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 23.12.2008

Loi du 12 mai 2009 Mémorial A, N°105, p.1550

89) 30.04.2009 **5984** Projet de loi modifiant la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes

Rapporteur: Monsieur Lucien Clement

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 28.01.2009

Loi du 28 mai 2009 Mémorial A, N°134, p.1888

90) 30.04.2009 **5985** Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'une maison de soins à Vianden

Rapporteur: Monsieur Jean-Paul Schaaf

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 28.01.2009

Loi du 19 mai 2009 Mémorial A, N°121, p.1718

91) 05.05.2009 **5655** Projet de loi sur les marchés publics

Rapporteur: Monsieur Lucien Clement

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 19.12.2006

92) 05.05.2009 **5958** Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) l'article 832-4 du code civil;

2) la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé

Rapporteur: Monsieur Lucien Clement

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 19.11.2008

Loi du 26 mai 2009 Mémorial A, N°128, p.1768

93) 05.05.2009 **6002** Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural

Rapporteur: Monsieur Marcel Oberweis

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 10.03.2009

Loi du 28 mai 2009 Mémorial A, N°124, p.1752

94) 06.05.2009 **5829** Projet de loi relative aux fusions transfrontalières de sociétés de capitaux, à la simplification des modalités de constitution des sociétés anonymes et de maintien et de modification de leur capital, portant transposition:

- de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux;

- de la directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital;

- de la directive 2007/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 modifiant les directives 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil pour ce qui est de l'exigence d'un rapport d'expert indépendant à réaliser à l'occasion des fusions ou des scissions des sociétés anonymes, ainsi que modification

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et

- du Code du travail

Rapporteur: Madame Christine Doerner

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 21.01.2008

Loi du 10 juin 2009 Mémorial A, N°151, p.2268

95) 06.05.2009 **5848** Projet de loi portant modification:

1° de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2° du Livre premier, Titre X, Chapitre 1er du Code civil;

3° de l'article 1046 du Nouveau Code de procédure civile

Rapporteur: Monsieur Gilles Roth

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.03.2008

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°134, p.1889

96) 06.05.2009 **5907** Projet de loi insérant un article 442-2 dans le Code pénal en vue d'incriminer le harcèlement obsessionnel

Rapporteur: Monsieur Gilles Roth

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 28.07.2008

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°134, p.1889

97) 06.05.2009 **5936** Projet de loi

- portant transposition pour les établissements de crédit de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance,

- et modifiant la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 16.10.2008

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°133, p.1882

98) 06.05.2009 **5948** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à New Delhi, le 2 juin 2008

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.10.2008

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°137, p.1912

99) 06.05.2009 **5955** Projet de loi relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale et modifiant:

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives

Rapporteur: Madame Christine Doerner

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.11.2008

Loi du 22 mai 2009 Mémorial A, N°120, p.1714

100) 07.05.2009 **5273** Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;

3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare

Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports, Commission des Transports

Dépôt: Monsieur Henri Grethen, Ministre des Transports, le 14.01.2004

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°146, p.2024

101) 07.05.2009 **5876** Projet de loi portant organisation de l'enseignement supérieur,

- fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

- modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

- fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur

Rapporteur: Monsieur Marcel Oberweis

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 28.04.2008

Loi du 19 juin 2009 Mémorial A, N°153, p.2286

102) 07.05.2009 **5905** Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission des Transports

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 18.07.2008

103) 07.05.2009 **5906** Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques,

- l'article 179 du Code d'instruction criminelle et

- l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement

Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner

Commission des Transports

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 25.07.2008

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°154, p.2294

104) 07.05.2009 **5934** Projet de loi portant

a) création de l'Administration de la nature et des forêts

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 15.10.2008

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°142, p.1976

105) 07.05.2009 **5937** Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Belval

Rapporteur: Madame Nancy Arendt épouse Kemp

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 16.10.2008

Loi du 28 mai 2009 Mémorial A, N°130, p.1782

106) 07.05.2009 **5947** Projet de loi portant création et organisation du Centre de rétention et modifiant

1. le Code de la sécurité sociale,

2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat,

3. la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, le 24.10.2008

Loi du 28 mai 2009 Mémorial A, N°119, p.1708

107) 07.05.2009 **5953** Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure

Rapporteur: Monsieur Fred Sunnen

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 07.11.2008

Loi du 16 juin 2009 Mémorial A, N°152, p.2279

108) 07.05.2009 **5968** Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission des Transports

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 04.12.2008

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°134, p.1888

109) 07.05.2009 **5970** Projet de loi portant approbation

- du Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé le 3 février 1958

- du Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux

- de la Déclaration

signés à La Haye, le 17 juin 2008

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.12.2008

Loi du 4 juin 2009 Mémorial A, N°139, p.1942

110) 07.05.2009 **5981** Projet de loi portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo, le 3 décembre 2008

Rapporteur: Monsieur Ben Fayot

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 12.01.2009

Loi du 4 juin 2009 Mémorial A, N°147, p.2038

111) 07.05.2009 **5994** Projet de loi portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen

Rapporteur: Monsieur Marco Schank

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 17.02.2009

Loi du 28 mai 2009 Mémorial A, N°125, p.1756

112) 12.05.2009 **5884** Projet de loi portant création

a) d'un Institut national des langues

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise

et portant modification

a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg;

b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat;

c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 23.05.2008

Loi du 22 mai 2009 Mémorial A, N°112, p.1638

113) 12.05.2009 **5895** Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48 CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier:

- la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données

- la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 25.06.2008

Loi du 22 mai 2009 Mémorial A, N°117, p.1684

114) 12.05.2009 **5921** Projet de loi

1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est

a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles

b. de la prestation temporaire de service

2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles

Rapporteur: Monsieur Fred Sunnen

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 19.09.2008

Loi du 19 juin 2009 Mémorial A, N°156, p.2310

115) 12.05.2009 **5991** Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé

Rapporteur: Monsieur Lucien Clement

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 12.02.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°126, p.1760

116) 12.05.2009 **6003** Projet de loi instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique

Rapporteur: Monsieur John Castegnaro

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1730

117) 12.05.2009 **6004** Projet de loi instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique

Rapporteur: Monsieur John Castegnaro

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1732

118) 12.05.2009 **6005** Projet de loi ayant pour objet

1. la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche

3. la création d'un Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Rapporteur: Monsieur Alex Bodry

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°150, p.2256

119) 12.05.2009 **6007** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

Rapporteur: Monsieur Lucien Clement

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1737

120) 13.05.2009 **6006** Projet de loi portant modification de la loi du 17 février 2009 portant

1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail

2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail

Rapporteur: Monsieur Ali Kaes

Commission du Travail et de l'Emploi

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1736

121) 13.05.2009 **6008** Projet portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

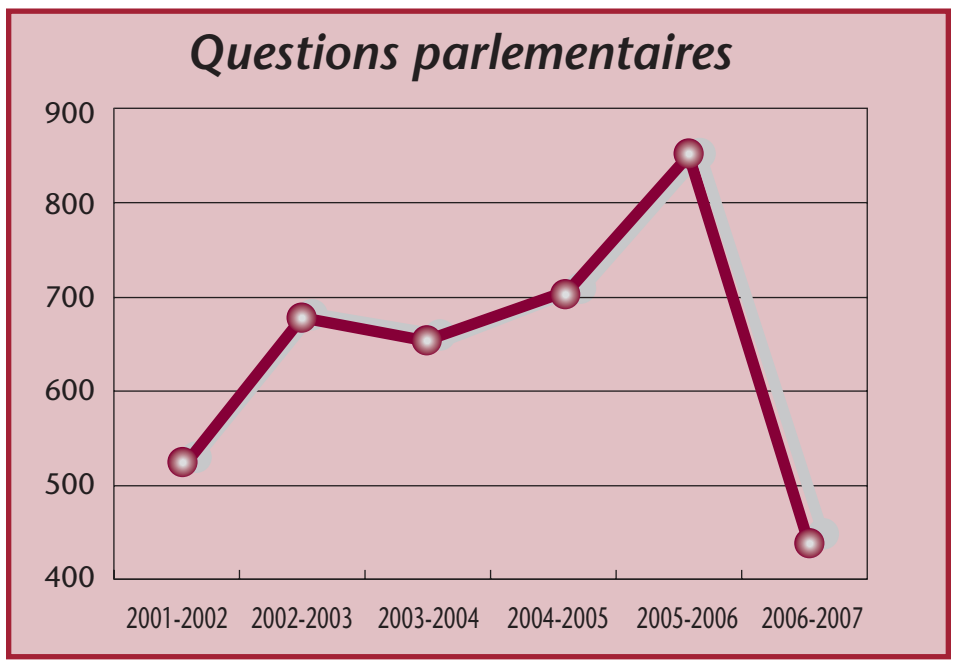
3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Rapporteur: Madame Sylvie Andrich-Duval

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1738



122) 13.05.2009 **6009** Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009

Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1742

123) 13.05.2009 **6011A** Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat

Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 16.04.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1744

124) 13.05.2009 **6011B** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 16.04.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1744

125) 13.05.2009 **6012** Projet de loi portant abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Projets de loi adoptés en second vote constitutionnel

1) 15.10.2008 **5696** Projet de loi portant: 1. promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, 2. sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie, 3. modification a) de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs; b) de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier; c) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement; d) de la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé "Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall"; e) de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation; f) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain; g) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 08.03.2007

Loi du 22 octobre 2008. Mémorial A, N°159, p.2230

Propositions de loi adoptées en premier vote constitutionnel

1) 18.12.2008 **4909** Proposition de loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide

Dépôt: Madame Lydie Err, Monsieur Jean Huss, le 05.02.2002

Rapporteur: Madame Lydie Err, Monsieur Jean Huss

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Loi du 16 mars 2009. Mémorial A, N°46, p.615

Commentaire: 1er vote: 19.02.2008 Refus de la dispense par le CE: 04.03.2008

Projets de révision de la Constitution votés en second vote constitutionnel

1) 12.03.2009 **5967** Projet de révision de l'article 34 de la Constitution

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 03.12.2008

Loi du 12 mars 2009 Mémorial A, N°43, p.586

Propositions de révision de la Constitution adoptées en second vote constitutionnel

1) 15.10.2008 **5595** Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

Dépôt: Monsieur Paul-Henri Meyers, le 12.07.2006

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Loi du 23 octobre 2008. Mémorial A, N°213, p.3184

2) 15.10.2008 **5672** Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution

Dépôt: Monsieur Paul-Henri Meyers, le 30.01.2007

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Loi du 23 octobre 2008. Mémorial A, N°213, p.3184

Autres évacuations

1) 11.02.2009 **5989** Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2006

Dépôt: , le 04.02.2009

Rapporteur: Monsieur Camille Gira

Commission des Comptes

2) 07.05.2009 **5864** Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi

Dépôt: Monsieur Gaston Gibéryen, le 08.04.2008

Rapporteur: Monsieur Gaston Gibéryen

Commission du Règlement

3) 07.05.2009 **5979** Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la coopération entre la Chambre des Députés et le Gouvernement en matière de politique européenne

Dépôt: Monsieur Ben Fayot, le 12.01.2009

Rapporteur: Monsieur Ben Fayot

Commission du Règlement

4) 07.05.2009 **6032** Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2007

Dépôt: , le 29.04.2009

Rapporteur: Monsieur Camille Gira

Commission des Comptes

Demandes en naturalisation

1) 16.10.2008 165 demandes en naturalisation

Total: 165 demandes en naturalisation adoptées

Motions adoptées

1) 23.04.2009 Motion de M. Jean Huss au sujet de la participation à la Journée Internationale contre l'homophobie avec campagnes d'information et de sensibilisation

Résolutions adoptées

1) 22.10.2008 Résolution de Madame Lydie Err concernant l'organisation d'un débat annuel sur le rapport d'activités de la Commission Consultative des Droits de l'Homme

2) 18.11.2008 Résolution de M. Charles Goerens concernant l'instauration d'une commission spéciale pour le suivi de tous les aspects liés à la crise financière et au ralentissement économique

3) 11.02.2009 Résolution de M. Camille Gira concernant les comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2006

4) 05.05.2009 Résolution de M. Camille Gira concernant les comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2007

5) 05.05.2009 Résolution de Madame Colette Flesch concernant les comptes de l'exercice 2006 de la Cour des Comptes

6) 05.05.2009 Résolution de Madame Colette Flesch concernant les comptes de l'exercice 2007 de la Cour des Comptes

7) 06.05.2009 Résolution de M. Charles Goerens concernant la condamnation des déclarations du Ministre allemand des Finances comparant le Luxembourg au Burkina Faso en matière de transparence fiscale

Heures d'actualité

1) 22.10.2008 Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet du nouveau plan hospitalier

2) 19.03.2009 Heure d'actualité demandée par le groupe déi greng au sujet de la Conséquences de la réforme scolaire sur le SREA et le SGE

3) 24.03.2009 Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la future stratégie de la compagnie aérienne nationale ainsi que le dépistage d'un partenaire stratégique pour ladite compagnie

Débats de consultation

1) 16.10.2008 Débat de consultation sur le projet de Plan national pour l'innovation et le plein emploi, élaboré par le Gouvernement dans le cadre du nouveau cycle triennal de la stratégie de Lisbonne (2008-2010)

Débat d'orientation

1) 23.10.2008 Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'Etat

2) 17.02.2009 Débat d'orientation sur l'organisation interne de la Police plus particulièrement de ses mécanismes de contrôle et d'autocontrôle

3) 17.03.2009 Débat d'orientation sur la situation des personnes handicapées

4) 26.03.2009 Débat d'orientation sur la crise économique et financière

5) 06.05.2009 Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2007-2008)

Débats

1) 14.10.2008 Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, au sujet de la crise mondiale dans le secteur financier

2) 21.10.2008 Débat suivant la déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la situation en Géorgie

3) 19.11.2008 Débat suivant la déclaration de politique européenne et étrangère présentée par Monsieur Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

4) 21.01.2009 Débat suivant la déclaration de Monsieur Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration sur la situation à Gaza

5) 25.03.2009 Débat suivant la déclaration de Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire

6) 22.04.2009 Débat suivant la déclaration de politique générale sur l'état de la nation de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat

Interpellations vidées

1) 23.10.2008 Interpellation de M. Ben Fayot au sujet de la bibliothèque nationale

2) 11.11.2008 Interpellation de M. Alexandre Krieps au sujet de la politique en matière de médecine scolaire ainsi que les aspects psychosociaux de l'intégration scolaire

3) 18.02.2009 Interpellation de M. Charles Goerens au sujet de la prise de position du Conseil supérieur pour le développement durable relative au développement durable des finances publiques

4) 19.02.2009 Interpellation de M. Félix Braz au sujet du plan sectoriel Transport

5) 18.03.2009 Interpellation de M. Alexandre Krieps au sujet des grossesses chez les jeunes filles et les avortements

6) 25.03.2009 Interpellation de M. Eugène Berger au sujet de la poli-

tique du Gouvernement en matière d'amélioration des performances énergétiques des bâtiments d'habitation

Questions avec débat

1) 21.10.2008 Question avec débat N°37 de M. Claude Adam et de Mme Viviane Loschetter relative à une étude sur le décrochage scolaire au Luxembourg
2) 23.10.2008 Question avec débat N°38 de M. Claude Adam au sujet du fonctionnement et de la composition du Service des Sites et Monuments
3) 19.03.2009 Question avec débat N°41 de M. Felix Braz au sujet de la mise en œuvre au niveau national d'un système similaire à la «Jobkaart» de la Ville de Luxembourg
4) 24.03.2009 Question avec débat N°42 de M. Marco Schank relative aux problèmes de la circulation lors de la période hivernale

Déclarations

1) 14.10.2008 Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, au sujet de la crise mondiale dans le secteur financier
2) 21.10.2008 Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la situation en Géorgie
3) 19.11.2008 Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par Monsieur Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
4) 21.01.2009 Déclaration de Monsieur Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration sur la situation à Gaza
5) 25.03.2009 Déclaration de Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire
6) 21.04.2009 Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat

Divers

1) 14.10.2008 Allocution de bienvenue à M. le Député Jean-Pierre Koepp
2) 23.10.2008 Prise de position du Parlement luxembourgeois relative à la présentation de la place financière luxembourgeoise à la télévision française
3) 04.12.2008 Visite et déclaration de Monsieur José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne
4) 11.12.2008 Institution et composition de la Commission «Crise économique et financière»
5) 18.12.2008 Discours de fin d'année de M. le Président Lucien Weiler
6) 21.01.2009 Hommage à Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen à l'occasion de la démission de son mandat de député
7) 10.02.2009 Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Fabienne Gaul
5) 10.03.2009 Octroi du titre honorifique de sa fonction à Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen
6) 10.03.2009 Hommage à M. Patrick Santer à l'occasion de la démission de son mandat de Député
7) 17.03.2009 Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Raymond Weydert
8) 24.03.2009 Octroi du titre honorifique de sa fonction à M. Patrick Santer
9) 28.04.2009 Nomination d'un commissaire aux comptes pour la Société nationale de Crédit et d'Investissement
10) 13.05.2009 Discours de fin de législature de M. le Président Lucien Weiler

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

d'Chamber online op

www.chd.lu